This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

600052458U

MÉLANGES

D'ÉCONOMIE POLITIQUE

TYPOGRAPHIE HENNUYER, RUE DU BOULEVARD, 7. BATIGNOLLES.
Boulevard extérieur de Paris.

MÉLANGES

D'ÉCONOMIE POLITIQUE

PAR

ALCIDE FONTEYRAUD,

Membre de la Société d'Économie politique,

PROFESSEUR A L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DU COMMERCE, ETC.

La Ligue anglaise pour la liberté du commerce ;
Principes de l'économie politique.
La vérité sur l'économie politique attaquée par les socialistes ;
Notice historique sur la vie et les travaux de Ricardo,
avec
des commentaires sur quelques opinions
de cet économiste ;

MIS EN ORDRE ET AUGMENTÉS

D'UNE NOTICE SUR L'AUTEUR

PAR JOSEPH GARNIER.

PARIS

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN ET Ce, ÉDITEURS

DE LA COLLECTION DES PRINCIPAUX ÉCONOMISTES, DU DICTIONNAIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE,
Du Journal des Economistes, etc.,
Rue Richelieu, 14.

1853

232. a. 47.

TYPOGRAPHIE BENNUYER

MÉLANGES

D'ÉCONOMIE POLITIQUE

PAR

ALCIDE FONTAINE

Membre de la Société d'économie politique,

PROFESSEUR À L'ÉCOLE NORMALE DE L'ENSEIGNEMENT SPÉCIAL.

La Ligue anglaise pour la liberté du commerce.
Principes de l'économie politique.
La vérité sur l'économie politique classique par elle-même.
Notice historique sur la vie et les travaux de Malthus.
suivis
des commentaires sur quelques opinions
de ces économistes.

D'UNE NOTICE SUR

PAR JOSEPH

67

el.
des
. . . . 78
lecture.
. 90
solution de la
. 95
Parlement (1849),
. 105

E POLITIQUE.

—A propos de la suppression
ge de France, après la Révolu-
ces de la science. 111

TABLE DES MATIÈRES.

NOTICE SUR ALCIDE FONTEYRAUD.

Détails biographiques sur A. Fonteyraud. — Remarquable lettre que lui adressait Frédéric Bastiat. — Jugements qu'ont portés de lui MM. Cobden, Blanqui, A. Pichot, Michel Chevalier.—Appréciation sommaire de ses écrits. III

LA LIGUE ANGLAISE.

(ANTI-CORN-LAW-LEAGUE.)

I. Premières protestations contre les lois sur les céréales au seizième siècle. — M. Hackewel. — L'aristocratie. — Principes et conséquences des lois sur les céréales. — Discussions sur ces lois. 1

II. Origine et développements de la Ligue. — Ses publications. — MM. Cobden, Bright, Col. Thompson, J.-B. Smith, G. Thomson, Moore, Williers, Bowring, Paulton, Wilson, Fox, etc. — Situation actuelle du mouvement. — Avenir et nature de ce mouvement. 16

III. Grand meeting de la Ligue à Manchester, le 23 décembre 1845.—Souscription d'un fonds de 6,250,000 francs 62

IV. Discussion des lois sur la réforme économique au Parlement (1846), deuxième lecture.—M. Miles; lord John Russell; Robert Peel; M. Bright; M. Disraëli; M. Villiers; M. Cobden, etc. 67

V. Discussion sur la réforme économique au Parlement anglais, deuxième lecture (suite). — Question des Soieries : — lord G. Bentink et Robert Peel. — Question des Bois : — le capitaine Harris; M. Hume. — Question des céréales : — sir James Graham ; Robert Peel. 78

VI. Discussion au Parlement sur la réforme économique, troisième lecture. — Lord Bentink; lord John Russell; sir Robert Peel, etc. 90

VII. Vote de la réforme. — Abolition des lois céréales. — Dissolution de la Ligue. 95

VIII. Lutte entre M. Disraëli et M. Robert Peel dans le Parlement (1849), au sujet du *free-trade*. 105

LA VÉRITÉ SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

A propos des attaques des écoles socialistes. — A propos de la suppression de la chaire d'économie politique du Collége de France, après la Révolution de 1848. — Les services et les tendances de la science. 111

PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

I. But de l'économie politique. — Esquisse historique. 163
II. Définitions. — Notions générales 169
III. Production des richesses. 175
IV. Distribution et consommation des richesses 203
V. Consommation de la richesse. — Impôts. 213

NOTICE SUR LA VIE ET LES ÉCRITS DE DAVID RICARDO.

Tableau de la situation économique, sociale et politique de l'Angleterre et de l'Europe au commencement de ce siècle. — Ricardo écrit au milieu d'une époque de transformation et de lutte. — Sa famille, sa jeunesse, ses efforts commerciaux, ses études. — Il se mêle au débat sur la circulation, la reprise des payements en espèces, le prix des lingots, la constitution de la Banque, etc., avec Thornton, Horner, Huskisson, Cobbett, Tooke et son adversaire Bosanquet. — Premier essai sur la rente en 1815 et son plan de Circulation en 1816. — Ses pamphlets sur les finances sont ses véritables titres économiques. — Ses idées sur le crédit et l'organisation des institutions de crédit, appréciées et combattues; idées de l'auteur de la Notice. — Digression sur l'anti-gold-law-league. — Conception de Ricardo sur le travail. — Sa théorie de la rente appréciée, adoptée et combattue par l'auteur. — Les anti-renters. — Fortune de Ricardo; son arrivée au Parlement. — Son caractère privé; ses derniers moments. — Réflexions finales de l'auteur 217

NOTES SUR DIVERS PASSAGES DE RICARDO RELATIFS AUX PROFITS ET AUX SALAIRES.

Les salaires et l'Irlande. 277
De la hausse et de la baisse réciproque des profits et des salaires. 284
Le taux des salaires et le prix des vivres 291

AUTRES NOTES SUR L'OFFRE ET LA DEMANDE, LES FRAIS DE PRODUCTION, LA RENTE ET LA LÉGISLATION DES PAUVRES.

L'offre et la demande, et les frais de production 296
La rente de la terre. 299
La législation des pauvres. 301

FIN DE LA TABLE.

NOTICE

SUR

ALCIDE FONTEYRAUD.

Détails biographiques sur A. Fonteyraud. — Remarquable lettre que lui adressait Frédéric Bastiat. — Jugements qu'ont portés de lui MM. Cobden, Blanqui, Pichot, Michel Chevalier. — Appréciation sommaire de ses écrits.

I.

Paul-Henri-Alcide Fonteyraud, mort à Paris, le 12 août 1849, avait vu le jour à l'île Maurice, le 15 octobre 1822. Il était le second et le seul vivant de quatre fils, dont trois moururent dans le premier âge. Sa mère lui fut aussi enlevée quand il était encore enfant : elle était née à l'île Maurice, où son mari, M. Fonteyraud père, originaire de Bordeaux, avait fondé une maison de commerce.

Le jeune Alcide Fonteyraud passa sa plus tendre enfance dans cette île; il y reçut ses premières leçons d'un sergent, instituteur de jeunes militaires. C'est ainsi que de bonne heure il fut familiarisé avec la langue anglaise, dont la connaissance lui permit plus tard de lire les économistes anglais et américains dans leur propre idiome.

Son père, que ses intérêts appelaient en France, l'emmena avec lui en 1830, et le confia à M. de Séprès, qui dirigeait une institution dans le faubourg du Roule, à Paris, d'après les principes de la méthode, alors fort en renom, de M. Jacotot. On n'enseigna pas le latin au jeune créole; mais on l'exerça beaucoup à étudier par lui-même et à faire agir son

jugement. La suite a prouvé que, soit à cause des qualités de l'élève, soit à cause de la bonté de la méthode, ces premières années furent mieux employées qu'elles ne le sont ordinairement; elle a aussi prouvé une fois de plus que les exercices de latin ne sont pas indispensables pour le développement des facultés littéraires.

A treize ans, l'esprit de Fonteyraud était assez formé pour que son père songeât à l'interroger sur le choix d'une carrière. Après avoir un peu penché pour le barreau, notre jeune homme se décida pour la carrière commerciale, qui avait réussi à son père, et que lui conseillaient ses souvenirs d'enfance. Il sortit de sa pension pour entrer à l'Ecole spéciale de commerce, dont M. Blanqui avait récemment pris la direction, et dont celui qui retrace ces souvenirs était devenu professeur, après avoir, peu d'années auparavant, suivi les cours comme élève. Alcide Fonteyraud se fit constamment remarquer par une assiduité à l'étude, une douceur de caractère et une régularité de conduite, qui servaient d'exemple à ses camarades. Les travaux dans lesquels il réussissait le mieux à cette époque étaient tous ceux qui nécessitaient l'aptitude au calcul, une attention et des soins soutenus; et on ne pouvait guère soupçonner en lui cette vivacité d'imagination, cette verve littéraire, cette ardeur d'initiative que nous lui avons vues dans les dernières années de sa vie. Il avait à peine quinze ans lorsque, après avoir parcouru l'enseignement de l'Ecole de commerce, il sortit de cet établissement pour occuper un emploi de comptable dans une fabrique de sucre de betterave, dans le département d'Indre-et-Loire. En peu de temps ses excellentes qualités furent appréciées; la caisse lui fut confiée, et il fut traité dans la famille du directeur de la fabrique en enfant de la maison.

Mais l'exploitation ayant liquidé, les relations de son père avec M. Blanqui, directeur de l'Ecole de commerce, et son goût pour l'étude, le ramenèrent à cette école, où il rentra comme répétiteur, en 1839. Cette situation lui permit de reprendre son instruction sur une plus large base. En peu de temps il fut

jugé capable d'être chargé des leçons de géographie, puis de celles d'histoire et de littérature, puis enfin, en 1847, de celles d'économie politique.

Il s'occupa d'abord d'acquérir les connaissances géographiques et historiques qui lui étaient nécessaires; la littérature s'empara ensuite de son esprit pendant quelques années; et ceux de ses amis qui avaient connu l'adolescent calme, tranquille et, pour ainsi dire, rassis avant l'âge, furent très-étonnés de voir se développer dans le jeune homme des préoccupations artistiques et un grand enthousiasme littéraire, qui alla jusqu'aux confins les plus extrêmes de l'école romantique. Mais en peu de temps cette exubérance s'était régularisée sous l'influence des études économiques et de l'âge, accompagné de très-bonne heure chez lui par la raison; et de toute cette effervescence il ne lui était resté qu'un style chaud et peut-être encore trop imagé, mais qui promettait un très-remarquable écrivain.

Sa passion littéraire avait peu à peu été primée par sa passion pour l'économie politique, dans laquelle son esprit éminemment sérieux trouvait un élément qui allait mieux à sa nature. Sa première publication fut un article, dans une revue littéraire [1], sur la Collection des principaux économistes (août 1843) dont quelques volumes venaient de paraître [2]. Il essaya ensuite ses forces sur un sujet mis au concours par l'Académie des sciences morales et politiques, mais qui n'était pas encore de son âge [3]; nous voulons parler de l'influence du progrès et du goût du bien-être matériel sur la moralité d'un peuple. C'est à cette époque qu'il fut jugé digne d'assister aux entretiens de la Société d'économie politique, où il ne tarda pas à plaire par ses qualités personnelles et une conversation dans laquelle il savait allier la passion et la raison. En même temps il prêtait son concours à M. Spiers, le savant et consciencieux auteur du Dictionnaire

[1] *Revue de la province et de Paris*, recueil mensuel.

[2] Publiée par Guillaumin et C^e^, de 1843 à 1848, 15 vol. grand in-8°.

[3] 1844. Le prix ne fut pas donné. Nous n'avons pas cru devoir reproduire cet essai, remarquable si l'on considère l'âge de l'auteur.

Anglais-Français [1], et il commençait à fournir des traductions à la Revue britannique.

La lutte grandiose que soutenaient les *free-traders* enflamma son ardeur, et il fit, en automne 1845, le voyage d'Angleterre pour aller serrer la main à ces éloquents ligueurs de Manchester, qui furent heureux de trouver dans ce jeune Français, parlant leur langue, une âme enthousiaste et un esprit d'une remarquable portée. Voici quelle belle lettre lui écrivait Frédéric Bastiat à cette occasion :

Mugron, 20 décembre 1845.

Mon cher monsieur Fonteyraud, je ne répondrai pas aujourd'hui à votre lettre si aimable, si bonne, si intéressante par les sujets dont elle m'entretient et par la manière dont elle en parle. Ceci n'est qu'un simple accusé de réception dont je charge une personne qui part dans quelques heures pour Paris.

J'avais de vos nouvelles par le journal de la Ligue, par M. Guillaumin et par M. Cobden, qui me parle de vous en termes que je ne veux pas vous répéter pour ne pas blesser votre modestie... Cependant je me ravise! M. Cobden sera justement assez célèbre un jour, pour que vous soyez bien aise de savoir le jugement qu'il a porté de vous. D'ailleurs ce jugement renferme un conseil, et je n'ai pas le droit de l'arrêter au passage, d'autant que vous persistez à me donner le titre de *maître*. J'en remplirai les fonctions une fois, sinon en vous donnant des avis, du moins en vous transmettant ceux qui émanent d'une autorité bien imposante pour les disciples du *free trade*.

Voici donc comment s'exprime M. Cobden :

« Let me thank you for introducing to us M. Fonteyraud who excited « our admiracion not only by his superior talents but by the warmth of « his zeal in the cause of free trade. I have rarely met with a young man « of his age possessing so much knowledge and so mature a judgement « both as respects *men* and *things*. If he be preserved from the tempta- « tions which beset the path of young men of litterary pursuits in Paris « (M. Cobden veut-il parler des écoles sentimentalistes ou des piéges de « l'esprit de parti, c'est ce que j'ignore) he possesses the ability to render « himself very useful in the cause of humanity [2]. »

Le reste ne pouvant s'adresser qu'à votre amour-propre, permettez-moi de le supprimer.

[1] 2 vol. grand in-8°. Paris, chez Baudry. Fonteyraud a principalement aidé M. Spiers dans la recherche des termes d'économie politique et de finance.

[2] « Laissez-moi vous remercier pour nous avoir adressé M. Fonteyraud, qui a excité notre admiration, non-seulement par ses talents supérieurs, mais par la chaleur de son zèle pour la cause du *Free trade*. J'ai rarement vu un jeune homme

Il est doux, il est consolant de marcher dans la vie appuyé par un tel témoignage. Il y a bien quelque chose au fond du cœur qui nous parle de notre propre mérite ; mais quand nous voyons l'aveuglement de tous les hommes à ce sujet, comment pouvons-nous avoir jamais la certitude que le sentiment de nos forces en est la mesure ? Pour vous, vous voilà jugé et consacré : vous êtes voué à la cause de l'humanité. *Apprendre et répandre*, telle doit être votre devise, telle est votre destinée.

Oh ! comme mon cœur battait quand je lisais votre description du grand meeting de Manchester ! Comme vous, je sentais l'enthousiasme me pénétrer par tous les pores. Jamais rien de semblable, quoi qu'en dise Salomon, s'était-il vu sous le soleil ? On a vu de grandes réunions d'hommes se passionner pour une conquête, pour une victoire, pour un intérêt, pour le triomphe de la force brutale ; mais avait-on jamais vu dix mille hommes s'unir pour faire prévaloir par des moyens pacifiques, par la parole, par le sacrifice, un grand principe de justice universelle ? Quand la liberté du commerce serait une erreur, une chimère, la Ligue n'en serait pas moins glorieuse, car elle a donné au monde le plus puissant et le plus moral de tous les instruments de civilisation. Comment ne voit-on pas que ce n'est pas seulement l'affranchissement des échanges, mais successivement toutes les réformes, tous les actes de justice et de réparation, que l'humanité pourra réaliser à l'aide de ces gigantesques et vivantes organisations ?

Aussi, avec quel bonheur, je dirai presque avec quel délire de joie, j'ai accueilli la nouvelle que vous me donniez à la fin de votre lettre ! La France aurait aussi sa ligue ! la France verrait cesser son éternelle adolescence ; elle rougirait du puérilisme honteux dans lequel elle végète, elle se ferait homme ! Oh ! vienne ce jour, et je le saluerai comme le plus beau de ma vie. Ne cesserons-nous jamais d'attacher la gloire au développement de la force matérielle, de vouloir trancher toutes les questions par l'épée, de ne glorifier que le courage du champ de bataille, quels que soient son mobile et ses œuvres ? Comprendrons-nous enfin que, puisque l'*opinion est la reine du monde*, c'est l'opinion qu'il faut travailler, c'est à l'opinion qu'il faut communiquer des lumières qui lui montrent la bonne voie et de l'énergie pour y marcher ?

Mais après l'enthousiasme est venue la réflexion. Je tremble que quelque germe funeste ne se glisse dans les commencements de notre ligue, par exemple l'esprit de transaction, de transition, d'atermoiements, de ménagements. Tout est perdu si elle ne se rallie, si elle n'adhère étroitement à un *principe absolu*. Comment les ligueurs eux-mêmes pourraient-ils s'entendre si la ligue admettait divers principes, à diverses doses ? Et s'ils

de son âge posséder de si grandes connaissances et un jugement si mûr touchant les hommes et les choses. S'il sait se préserver des tentations que rencontrent à Paris les jeunes hommes qui suivent la carrière littéraire, il a tout ce qu'il faut pour se rendre très-utile à la cause de l'humanité.

ne s'entendaient pas entre eux, quelle influence pourraient-ils exercer au dehors ? — Ne soyons que vingt, ou dix, ou cinq ; mais que ces vingt, ou dix, ou cinq aient le même but, la même volonté, la même foi. Vous avez assisté à l'agitation anglaise ; je l'ai moi-même beaucoup étudiée, et je sais (ce que je vous prie de bien dire à nos amis) que si la ligue eût fait la moindre concession à aucune époque de son existence, il y a longtemps que l'aristocratie en serait débarrassée.

Donc, qu'une association se forme en France; qu'elle entreprenne d'affranchir le commerce et l'industrie de tout monopole ; qu'elle se dévoue au triomphe du principe, et vous pouvez compter sur moi. De la parole, de la plume, de la bourse, je suis à elle. S'il faut subir des poursuites judiciaires, essuyer des persécutions, braver le ridicule, je suis à elle. Quelque rôle qu'on m'y donne, quelque rang qu'on m'y assigne, sur les hustings ou dans le cabinet, je suis à elle. Dans des entreprises de ce genre, en France plus qu'ailleurs, ce qu'il faut redouter, ce sont les rivalités d'amour-propre, et l'amour-propre est le premier sacrifice que nous devons faire sur l'autel du bien public. Je me trompe, l'indifférence et l'apathie sont peut-être de plus grands dangers. Puisque ce projet a été formé, ne le laissez pas tomber. Oh ! que ne suis-je auprès de vous !

J'allais finir ma lettre sans vous remercier d'avance de ce que vous direz dans la *Revue britannique* de ma publication. Une simple traduction ne peut mériter de grands éloges. Quoi qu'il en soit, éloges et critiques sont bienvenus quand ils sont sincères. Pardon, mon cher monsieur, de vous quitter si tôt ; le départ d'un ami pour Paris me fournit l'occasion de mettre toute ma correspondance à jour, et j'ai encore bien des lettres à écrire. Adieu ; votre affectionné.

FRÉDÉRIC BASTIAT.

A son retour d'Angleterre, Fonteyraud se fit remarquer par deux publications sur les efforts et les progrès de la Ligue : une dans la Revue britannique, et l'autre dans l'Annuaire de l'économie politique[1]. Il fut naturellement un des fondateurs de cette Association de la liberté des échanges qui suspendit ses travaux peu de temps après la révolution de Février et qui n'aurait pas voulu que la France restât en arrière de l'Angleterre pour ces grandes réformes économiques, qui ont fait la gloire de Robert Peel et la fortune de son pays[2]. Il fit partie du Comité d'administration de cette association,

[1] *Revue britannique*, janvier 1846. — *Annuaire de l'économie politique et de la statistique* pour 1846.

[2] Voy. l'*Annuaire de l'économie politique* pour 1847 et le *Dictionnaire de l'économie politique*, à l'article LIBERTÉ DES ÉCHANGES (Association pour la).

et fut collaborateur, mais seulement vers la fin de 1847, du journal hebdomadaire qu'elle publiait [1].

Les événements de 1848 désorientèrent un instant cette jeune imagination pleine de fougue et de sagesse en même temps ; mais le courage ne tarda pas à l'animer de nouveau ; et ses amis se souviennent de l'éloquente ardeur avec laquelle il luttait à la fois contre les passions réactionnaires et les hallucinations socialistes, dans le club de la Liberté du travail [2], dans *Jacques Bonhomme* [3], et dans d'autres écrits qu'il produisit à cette époque.

Bien jeune, et peu habitué encore aux déboires que causent les événements politiques et les inconséquences de l'opinion publique, Fonteyraud se désolait de voir dans notre pays la liberté si mal comprise et l'économie politique négligée et attaquée par ceux-là mêmes qui pourraient y trouver des lumières qu'ils cherchent en vain ailleurs. C'est sous l'impression de ce sentiment qu'il écrivit la défense de l'économie politique, attaquée par les écrivains socialistes.

Son rêve était alors la fondation d'un journal, organe quotidien des idées économiques, qui aurait allié la modération politique et le respect des institutions avec une opposition énergique à l'esprit d'utopie et à l'esprit rétrograde. Quelques amis, et nous étions de ce nombre, partageaient ce dessein, mais n'avaient pas le même espoir de succès, lorsque l'entreprise entrerait, comme il disait lui-même, « en période souscrivante ». Aussi il fallait voir avec quelle verve étince-

[1] Le *libre-échange* du 28 novembre 1846 au 16 avril 1848. Un vol. in-4°, chez Guillaumin.

[2] Fondé en mars 1848 pour combattre les doctrines du Luxembourg, la Réglementation sous toutes ses formes, et présidé par cet excellent Ch. Coquelin, qui ne devait guère survivre à Fonteyraud.

[3] *Jacques Bonhomme*, une des innombrables petites feuilles populaires que l'on criait dans les rues après Février, a eu cinq numéros, du 11 juin au 13 juillet 1848. Il cessa de paraître par suite des mesures fiscales décrétées après les journées de juin contre la presse. Bastiat, Fonteyraud, Ch. Coquelin, M. de Molinari et l'auteur de cette notice, s'étaient associés pour cette œuvre de propagande et de défense des doctrines économiques.

lante il cherchait à nous communiquer son ardeur et son espérance. Nous avons reçu, pour notre compte, bien des billets comme ceux-ci :

« Sommes-nous donc définitivement voués (nous écrivait-il en avril 1849) au rôle de plastrons ?... N'aurons-nous donc en face de la grande bataille qu'un courage de Romains et de Toscans [1], et laisserons-nous souffler dans nos mains le flambeau ou le gaz de la vérité? Rien de joli comme nos petits volumes : couverture beurre-frais, style honnête, idées plus honnêtes encore ; — mais rien de moins efficace. Quand les autres versent de l'acide sulfurique, nous versons de l'orgeat. Est-ce le moyen de vivre et de vaincre, et n'avons-nous pas à rougir quelque peu, vous, moi, les autres, grands et petits, vieux et jeunes ! Un peu de courage à la poche, à la main, à la tête, et faisons feu... Venez donc chez Guillaumin demain, causer de nos gloires futures.

« Mon cher maître, il a été résolu, au moment même où vous quittiez la réunion, que l'on s'assemblerait vendredi, pour débattre sérieusement la question du journal. Tenez le fameux devis prêt, afin que les tièdes n'aient plus de prétexte pour nous ajourner encore pour raison d'une virgule qui pourrait manquer. — Il est plus que temps, mon cher ami, que nous nous retournions contre les insolences qui pleuvent sur nous de toutes parts, qui compromettent notre cause et nos personnes. Ne soyons pas la secte la plus démocratiquement utile, et pourtant la plus bafouée, la plus calomniée, et cela avec une insouciance par trop évangélique. Je ne puis croire que l'on commandite des injures et des monstruosités, et que la vérité ne recueille pas des adhésions. Il est indispensable de sortir de cette terrible impasse, et d'en sortir par un journal où nous aurons nos coudées franches. En ce moment nous sommes comme ces pelotons suisses qui reçoivent une grêle de balles, l'arme au bras, et même sans armes. On compte sur vous sans faute. Amenez Molinari le déserteur... » (Notre collègue, M. de Molinari, avait sans doute manqué à quelque rendez-vous.)

Malheureusement de vifs chagrins de cœur, et par suite les entraînements d'une ardente jeunesse, avaient précédé chez lui les souffrances de l'esprit. Depuis un an, quoique grand et fort en apparence, il ressentait un malaise général, et il succomba sous l'action d'une faible attaque de choléra.

Fonteyraud, tombé malade le 3 août, mourut le dimanche, 12, à neuf heures du soir, dans les bras de son père. Le pau-

[1] Écrit après la défaite du Piémont par suite de la défection des autres parties de l'Italie, et avant le siége de Rome.

vre jeune homme avait eu sa pleine connaissance jusqu'au dernier moment et n'avait malheureusement pas douté de son sort. Comme un ami cherchait à le rassurer sur sa situation, il lui avait répondu : « Oh ! non, dans quelques moments ce sera fini ! » Et, peu d'instants avant de fermer les yeux pour toujours, il s'était mis sur son séant, et avait dit à son père : « Adieu, mon père, c'est fini ! »

Déjà depuis longtemps il avait le pressentiment intime de sa fin prochaine; car, dans les deux dernières années de sa vie, il s'était beaucoup préoccupé de sa santé et il avait plus d'une fois laissé entrevoir à son père le regret de ne pouvoir accomplir de nombreux travaux projetés et poursuivre les études pour lesquelles il s'était vivement passionné. « Cependant il vit venir sa fin avec sérénité, sans illusion et sans faiblesse. Une heure avant de mourir, il envoyait chercher son ancien maître (M. Blanqui), et seul, à ce moment suprême, entre son père et lui, il leur adressait à tous deux de touchantes paroles. Son unique regret était de perdre l'espoir de contribuer aux progrès d'une science qu'il avait appris à aimer, en l'étudiant sérieusement. Il y voyait le salut des classes laborieuses, la base la plus solide de l'ordre et de la paix, et la fin des malentendus qui divisent si cruellement les hommes aujourd'hui [1] ! »

En annonçant cette perte, le directeur de la *Revue Britannique* [2] ajoutait : « A. Fonteyraud, imagination ardente et cependant esprit sérieux, occupé des plus graves études, déjà plein de savoir et modeste; ajoutons que ce fut un cœur aimant et dévoué. Nous regrettons en lui le collaborateur et l'ami. Il nous semble, en le perdant si jeune, que nous perdons quelque chose de notre avenir. » M. Michel Chevalier disait en même temps, dans les *Débats* [3] : « Fonteyraud, doué d'un talent original, d'une intelligence élevée, d'un cœur chaud, écrivait l'économie politique avec âme, presque avec

[1] M. Blanqui, membre de l'Institut, dans le *Journal des Économistes*; numéro du 15 septembre 1849.

[2] M. Amédée Pichot. Août 1849, tome XXII, p. 455.

[3] Numéro du 31 août 1849.

feu, toujours répondant avec une saine raison. Cette mort est une grande perte pour la science économique. »

II.

Le premier des écrits de Fonteyraud, que nous publions[1], est un brillant tableau de cette admirable agitation qui, partie du sein de la Chambre de commerce de Manchester, est parvenue, en sept ans de travaux vraiment herculéens, à passionner la Grande-Bretagne pour la suppression des droits sur les céréales et la réforme du système commercial tout entier dans le sens de la liberté des échanges et du principe de la concurrence de toutes les nations. Ce morceau est écrit avec beaucoup de verve et d'originalité. Après avoir rappelé les commencements de ce privilége institué en 1815 par la loi-céréale et que l'aristocratie territoriale de l'Angleterre s'est vu enlever par une révolution d'autant plus admirable qu'elle a été faite avec les seules armes de la raison, Fonteyraud nous fait l'histoire pittoresque de cette Ligue, à la tête de laquelle ont brillé, à des titres différents, MM. Richard Cobden, Georges Wilson, John Bright, Ch. Villiers, William Fox, colonel Thompson, J. Bowring, J.-B. Smith, James Wilson, etc. Il nous montre la remarquable organisation de cette puissante association, l'enthousiasme qui l'animait, dont il s'était pénétré lui-même pendant son voyage en Angleterre, et qu'il fait partager à ceux qui le lisent.

Ce tableau d'histoire contemporaine n'est pas seulement remarquable par la verve originale, mais encore par la justesse des aperçus et la fidélité de la narration. Nous trouvons parmi les lettres qu'il reçut à cette époque, celle d'un membre de la Ligue, M. William Ewans, qui lui écrivait le 11 avril 1846 :

[1] Écrit vers la fin de 1845. Frédéric Bastiat avait publié quelques mois auparavant, sous ce titre : *Cobden et la Ligue*, une traduction des discours des principaux orateurs de la Ligue. Ce n'est que quelques mois après que nous avons publié nous-même un petit écrit, intitulé : *Cobden, les Ligueurs et la Ligue*, précis de *l'Histoire de la dernière révolution économique et financière en Angleterre*. Paris, Guillaumin, 1846, in-16.

« On a essayé plusieurs fois d'écrire notre histoire, mais aucun des récits dont j'ai eu connaissance ne m'a paru aussi fidèle et aussi vrai que le vôtre. J'ai fait partie de la Ligue depuis sa naissance, et je suis heureux de témoigner de l'exactitude de vos allégations et de la pleine vérité de vos descriptions. Votre aperçu historique est bien ce qui a été écrit de mieux sur la Ligue ; et il est quelque peu singulier que la meilleure histoire de nos travaux ait été écrite en langue étrangère. »

Ce premier récit de Fonteyraud s'arrête aux événements de l'automne de 1845 ; mais une fois de retour à Paris, notre jeune ami fut chargé de tenir les lecteurs du *Journal des Economistes* au courant de la marche de cette grande affaire ; et la série de ses articles dans ce recueil vient naturellement compléter la seconde partie de l'histoire de la Ligue, comprenant la mémorable session de 1846, pendant laquelle Robert Peel obtint du Parlement la suppression de la loi céréale et une réforme radicale dans le tarif ; les efforts du parti protectioniste, conduit par lord Bentink et M. Disraëli ; la dissolution de la Ligue après le triomple ; et la lutte qui eut lieu de nouveau en 1849, entre M. Disraëli et Robert Peel, au sein du Parlement, l'un cherchant à rendre le *free-trade* responsable de la crise de 1848-49, l'autre faisant très-clairement voir que cette crise tenait à d'autres causes et que la réforme avait, au contraire, puissamment contribué à en atténuer les effets ainsi qu'à tirer l'Angleterre de la terrible difficulté produite par la disette, par l'engouement pour les chemins de fer, et finalement par le contre-coup des révolutions continentales.

Fonteyraud se proposait de fondre cette seconde partie dans un cadre littéraire analogue à son premier récit ; mais nous n'avons trouvé dans ses papiers qu'une ébauche de son travail.

Dans le courant de 1846 et 1847, Fonteyraud s'occupa du volume de la *Collection des principaux économistes*, consacré aux œuvres de Ricardo. Il fit passer pour la première fois dans notre langue les remarquables brochures écrites par l'illustre économiste sur les finances ; il revit la traduction des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* qu'avait publiée M. Constancio ; il y ajouta des notes et fit précéder la nouvelle édition d'une notice sur la vie et les écrits de l'auteur.

Dans cette notice, qui est un travail assez étendu, le jeune écrivain fait le portrait de l'illustre économiste et le tableau de la situation économique, sociale et politique de l'Angleterre et de l'Europe au commencement de ce siècle. Il expose les débats économiques et financiers auxquels Ricardo a pris une si grande part; et il trouve dans ses écrits et dans ses conceptions sur les finances ses principaux titres à la postérité. En ce qui touche la célèbre doctrine de la Rente, Fonteyraud est hésitant; il l'adopte et la combat tour à tour, et l'on voit, en le lisant, qu'il avait quelque peine à se prononcer de si bonne heure, sur une question aussi épineuse, entre des maîtres également estimés par lui · M. Rossi, grand admirateur de Ricardo, principalement pour sa théorie de la rente, et M. Blanqui, qui ne professe que peu d'estime, trop peu, selon nous, pour cette partie des travaux de l'économiste anglais [1].

Nous avons également reproduit les notes les plus importantes que Fonteyraud a ajoutées à cette édition des œuvres de Ricardo, bien qu'elles fassent, à quelques égards, double emploi avec la notice. Ces notes sont ou des développements relatifs au sujet traité par l'auteur, ou des critiques des opinions que ce dernier a émises sur la question des profits et des salaires. Nous les avons fait précéder des passages de Ricardo auxquels elles correspondent; mais, comme nous le faisons remarquer plus loin, ces passages ne sont pas assez développés, et nous

[1] « Cette biographie, a dit M. Blanqui dans le *Journal des Economistes*, tome XXI, page 182, est un des écrits les plus remarquables qui aient honoré l'économie politique dans ces derniers temps, et elle suffirait pour classer son auteur parmi les maîtres de la science. Les travaux et les idées de Ricardo y sont appréciés avec une verve de style et une fermeté de jugement bien rares dans un jeune homme. Nous ne craignons pas de dire que cette notice est à la hauteur des chapitres consacrés à Ricardo par Rossi dans son *Cours d'économie politique*. Fonteyraud est le seul critique qui ait fait comprendre Ricardo en combattant ses théories; Rossi, en les adoptant. Les deux commentateurs, en se complétant l'un par l'autre, ont éclairé d'une vive lumière les travaux du grand économiste algébriste anglais, restés jusqu'ici presque inintelligibles, selon l'opinion de Sismondi lui-même, au plus grand nombre de ses adeptes, excepté en matière de finances. »

croyons que la pensée et les démonstrations de Ricardo ne sauraient être comprises sans une lecture plus étendue. On retrouve dans ces notes de très-justes observations; mais tout en avouant que Ricardo n'a pas toujours voulu prendre le soin d'être suffisamment clair, nous sommes disposé à croire que notre jeune ami ne s'est pas toujours bien rendu compte de la pensée de l'illustre économiste, dont le caractère noble, indépendant et dévoué à la vérité lui inspire d'ailleurs le plus profond respect.

Dans le second morceau que nous reproduisons, intitulé la Vérité sur l'économie politique [1], Fonteyraud a pris la défense de la science contre les écrivains socialistes, dont les attaques ont compromis l'intelligence des uns et la loyauté des autres. Il a pris à partie les auteurs de ce singulier décret qui supprimait la chaire d'économie politique du Collége de France, puis tous les coryphées des écoles socialistes et réglementaires, et il leur signale les services qu'elle a rendus à la liberté et à la démocratie, ainsi que les progrès que l'application des vérités qu'elle enseigne a fait faire au bien-être des populations. Il ne faut pas oublier que cette chaleureuse défense a été écrite à une époque où les esprits étaient vivement agités et où l'opinion des masses caressait les plus singulières illusions.

Le troisième morceau, le dernier en date, est un court exposé des principes fondamentaux de la science [2], fort bien apprécié par M. de Molinari, qui disait, en rendant compte de ce petit traité faisant partie de la collection de *Cent traités sur les connaissances les plus indispensables* : « M. Fonteyraud a su résumer d'une manière claire et succincte l'ensemble des grandes vérités de la science, et il a su donner à ce résumé tout l'attrait qui s'attache à des vérités bien dites. On ne peut reprocher à la manière de M. Fonteyraud que l'exagération d'une qualité précieuse : son style pèche parfois par l'excès du brillant et du pittoresque, par l'exubérance de l'image; mais on se corrige aisément de l'exagération d'une

[1] Écrit en juillet 1848.

[2] Écrit au commencement de 1849.

qualité, tandis qu'on ne remplace point des qualités absentes. Mieux vaut l'excès que la stérilité. »

Tels ont été les remarquables débuts de ce jeune économiste, pour qui la tombe s'est ouverte avant que sa vingt-septième année fût accomplie ! Ils témoignent des précieuses qualités de son talent et de la place brillante qu'il aurait conquise dans la science et dans les lettres, s'il lui avait été donné de fournir une plus longue carrière.

Ses amis nous sauront gré d'avoir recueilli pour eux ces morceaux épars dans diverses publications. Nous sommes également persuadé que ceux qui liront quelques-unes de ces pages, outre qu'ils en retireront un profit réel, ressentiront une vive sympathie pour le noble jeune homme qui les a écrites et qui a laissé un gracieux et tendre souvenir dans le cœur de tous ceux qui l'ont connu.

JOSEPH GARNIER.

Montmartre, le 15 avril 1853.

LA

LIGUE ANGLAISE

(ANTI-CORN-LAW LEAGUE [1].)

I.

Premières protestations contre les lois sur les céréales au seizième siècle. — M. Hackewel. — L'aristocratie. — Principes et conséquences des lois sur les céréales. — Discussions de ces lois.

Vers la fin du seizième siècle, s'ouvrait en Angleterre un débat plein d'intérêt et de grandeur. La société, assise alors sur des bases féodales, avait partout mis à l'ordre du jour le régime du privilége et de la spoliation. Des existences nombreuses avaient grandi aux dépens des masses, et le monopole avait peu à peu envahi toutes les fonctions sociales. Le gouvernement lui-même n'étant qu'un monopole couronné, il était naturel que l'industrie s'organisât dans le sens du privilége : en haut on rendait le pou-

[1] Cet article a paru dans la *Revue Britannique* de janvier 1846, avec la note suivante de M. Amédée Pichot, directeur de cette Revue. « Les questions économiques, législatives et sociales, soulevées par la Ligue anglaise, sont aujourd'hui les grandes questions de l'Angleterre, ou plutôt du monde entier. Nous sommes heureux de pouvoir inaugurer une nouvelle série de cette Revue par un article aussi complet sur la Ligue et ses apôtres. Notre collaborateur, M. Alc. Fonteyraud, est allé expressément en Angleterre pour étudier les hommes et les choses. Son article est le résumé non-seulement de documents en grande partie inédits, mais encore d'une observation toute personnelle. Plus d'une page a été écrite sur les lieux mêmes, et souvent entre deux meetings, lorsque l'auteur était encore sous le charme de la parole de ces orateurs qu'il a voulu nous faire connaître. »

Fonteyraud a aussi publié un travail analogue, quoique plus abrégé, dans l'*Annuaire de l'économie politique et de la statistique pour* 1846. Jph. G.

voir inaccessible au talent, en bas la fortune au travail. Ce système fut même poussé à un tel degré d'exagération, que le peuple anglais refusa de le supporter plus longtemps, et s'adressa, pour faire appuyer ses plaintes, à ses représentants au Parlement. Un de ses mandataires prit la parole et dit : « Je parle pour une ville qui languit et succombe sous le poids de monstrueux et intolérables monopoles. Toutes les denrées y sont accaparées par les sangsues de la république. Tel est l'état de ma localité, que le commerce y est anéanti, et si on laisse encore ces hommes s'emparer des fruits que la terre nous donne, il est permis de se demander ce que nous allons devenir, nous qu'ils dépouillent déjà du prix de nos travaux et de nos sueurs. » La liste de ces priviléges fut lue à l'assemblée, et l'on vit qu'ils comprenaient alors le drap, le fer, la houille, l'étain, le verre, le cuir, l'huile, le vinaigre, les fruits, le vin, le poisson, voire les cartes à jouer dont une main royale avait octroyé le monopole à sir Walter Raleigh. Aussitôt cette lecture finie, un autre représentant, M. Hackewell, se lève et dit : « Le pain ne figure-t-il pas dans cette liste?— Le pain ! dit l'un; le pain! s'écrie un second.—Cela est étrange, murmure un troisième.— *Eh bien*, reprend M. Hackewell, *retenez mes paroles; si l'on ne met ordre à tout ceci, le pain y passera.* »

Or, c'est précisément parce que le pain y a passé, que s'est formée la ligue contre les lois sur les céréales. Les paroles prophétiques de Hackewell, prononcées sous le règne d'Elisabeth, ont encore leur signification de nos jours, car depuis deux cent cinquante ans la question des priviléges est restée la même au fond. Cette persistance d'une iniquité sociale, si bien analysée à son origine, peut paraître étrange, mais elle s'explique facilement.

En effet, les vérités sociales, pour s'établir dans ce monde, ont à vaincre à la fois l'ignorance, les passions et les intérêts : après s'être imposées aux intelligences, il leur faut descendre et s'imposer aux passions, puis descendre encore et s'imposer aux intérêts. Or, l'économie politique, de qui relèvent les questions de monopoles, a dû rencontrer tour à tour ces trois ennemis. Il lui a donc fallu triompher successivement des vieilles écoles, des vieux préjugés et des vieux abus. De là cette lenteur dans les progrès matériels des nations. Toutefois, les misères de notre

régime actuel s'effacent graduellement, et le penseur peut se consoler de bien des énormités en voyant ce qui se passe aujourd'hui en Angleterre.

Là les théories économiques — comme théories — ne sont plus guère contestées : elles font partie de l'éducation générale, et la question n'est plus de savoir si les maîtres de la science ont bien dit, mais si les gouvernements ont bien fait. Le terrain qu'on se dispute n'est plus celui des abstractions, c'est le terrain des faits et des chiffres. La science mêlée aux intérêts s'est incarnée dans tels et tels hommes et a rangé ces hommes sous différents drapeaux ; de telle sorte que, de nos jours, la liberté et le monopole, transportant le combat au centre des tarifs, représentent deux groupes importants : — l'un tourné vers le passé, l'Aristocratie ; l'autre tourné vers l'avenir, la Ligue : — l'un puissant par son antiquité même, qui impose ; l'autre puissant par l'énergique vitalité de ses doctrines ; enfin tous deux forts, l'un comme le flot qui descend, l'autre comme le flot qui monte. Entre de tels adversaires, le débat a dû prendre nécessairement des proportions grandioses, et nous ne croyons pas que, depuis l'affranchissement des communes et l'émancipation politique de 1789, il ait été dépensé plus d'énergie que dans l'admirable lutte soutenue par la Ligue en faveur de la liberté des échanges.

L'histoire des impôts de l'Angleterre est le meilleur commentaire de l'histoire de l'oligarchie anglaise. L'impôt territorial, établi en 1692 et réparti d'après un cadastre très-imparfait, est resté à peu près stationnaire pendant que décuplaient les impôts de consommation et que centuplaient les dettes et les dépenses publiques. Sous le règne de Georges II, l'impôt foncier formait le 1/6^{e} des recettes nationales ; de 1793 à 1816, il descendait à 1/8^{e} et 1/9^{e} pour arriver, avant l'établissement de l'*income-tax*, à un contingent dérisoire de 1/24^{e}. De plus, en 1826, les sommes prélevées pour le service de la taxe des pauvres s'élevèrent à 6,966,157 liv. st. : l'agriculture supporta alors 69 % de l'impôt, le reste retomba sur les autres industries. En 1841, le budget du paupérisme montait à 6,351,828 liv. st., et la proportion du contingent agricole descendait à 32 %, — laissant le surplus des taxes à la charge des autres propriétés. Dans quelques

années, l'égalité aura été établie, et il arrivera que l'agriculture, ce grand foyer du paupérisme anglais, d'où partent chaque jour des essaims de laboureurs sans travail qui vont envahir les districts manufacturiers, l'agriculture aura réussi à secouer ce lourd fardeau qu'elle subissait comme un châtiment et sur lequel les propriétaires ont fait tant d'élégies. Mais ce n'est pas tout. En face de cet affaiblissement graduel des charges nationales, il faut placer l'accroissement graduel des rentes et des dîmes.

La terre tend à augmenter sans cesse de valeur, et cela indépendamment de toute mesure législative. Son étendue a des bornes inflexibles qui ne sauraient s'élargir sous la pression des générations nouvelles, et tout nouveau-né est un élément de hausse pour le sol, un élément de revenu pour le propriétaire. C'est là un fait grave et qui doit s'aggraver encore lorsqu'à la force des choses on réunit la force des institutions. Aussi les propriétaires ont-ils combiné artificiellement avec le monopole de l'instrument producteur, le monopole de la chose produite : d'une main, ils ont empêché les classes laborieuses de s'emparer du sol ; de l'autre, ils leur ont interdit d'acheter des subsistances à l'étranger. Le droit d'aînesse leur assurait déjà la terre, les lois sur les céréales leur assurèrent le marché national. De là une ascension prodigieuse dans les fermages ; — chaque génération nouvelle ajoutant à la clientèle des cultivateurs et élevant le prix des céréales. Il ne faut donc pas s'étonner si depuis la reine Anne, et dans l'espace de cent cinquante ans, la rente territoriale a crû dans la proportion de 1 à 7, et si, parmi tant d'autres faits, le revenu de la baronnie de Duncan, qui était de 176 liv. st. en 1782, s'est élevé en 1830 à 2,000 liv. st. [1].

Ce dont il faut s'étonner, c'est que les mailles de ce réseau n'aient pas été brisées plus tôt. Mais ici la question prend une face nouvelle. L'aristocratie, satisfaite à l'intérieur, se tourna vers l'étranger et s'en servit pour compenser son système d'exploitation. Elle comprit que les classes industrielles et commerçantes ne pourraient solder le fastueux budget de l'Etat qu'en développant leurs opérations ; —à des recettes énormes, il fallait des ressources énormes. Ceci fut l'origine d'un compromis tacite,

[1] *The Economist*, t. I.

dont le vice n'a été clairement démontré que depuis quelques années. Aux négociants et fabricants, les nobles dirent : « Donnez-nous la force, le pouvoir, l'opulence, et nous vous donnerons l'univers ; ouvrez-nous vos trésors, et nous vous donnerons, pour les grossir, les piastres de l'Espagne et du Portugal, les perles de l'Inde, les suaves parfums de l'Arabie, les brillantes étoffes de la Perse, les pelleteries et les bois du Canada, — seulement vous irez les chercher. De plus, nous élèverons autour de l'Angleterre une barrière que les produits étrangers ne franchiront jamais ou ne franchiront qu'au moyen de droits suffisamment protecteurs pour vous. Nous ressusciterons, en les élargissant, tous les vieux droits, de manière à vous assurer à jamais le marché national. » Le compromis fut accepté et entraîna à sa suite les balances du commerce, les actes de navigation, les tarifs de douanes, enfin l'esprit fiscal avec ses habitudes à la fois si tristes et si comiques. L'aristocratie, ainsi appuyée au dedans, se retourna contre tous les peuples, planta son pavillon dans toutes les colonies, couvrit les mers de ses vaisseaux, sema partout ses boulets et ses Bibles, lança sur le monde ses marins, ses marchands, ses soldats et ses missionnaires.

Aux yeux des classes inférieures, la grandeur du résultat racheta l'iniquité des moyens. Mais le réveil des autres nations, jalouses de se constituer aussi une vie industrielle ; mais les crises commerciales renaissant périodiquement comme des démentis adressés au système de l'oligarchie ; mais l'essor des idées libérales et des fécondes théories du commerce international, — tous ces faits nouveaux, aidés par une série de mauvaises récoltes, s'amassèrent contre les tories et les doctrines prohibitives. L'orage commença à gronder en 1815, pour se déchaîner avec fureur dans les désastreuses années de 1838, 39, 40, 41, 42.

Nous venons de dire comment l'aristocratie avait imaginé de joindre au monopole naturel de la terre un monopole artificiel destiné à le rendre plus productif. Nous avons dit qu'elle avait atteint ce but en s'assurant le marché national ; nous dirons maintenant qu'elle s'assura le marché national par sa loi sur les céréales. Quelle est donc cette fameuse loi anglaise? Quel en est le principe et quelle en est la portée?

Le principe de la loi n'est pas, à proprement parler, un principe : c'est tout simplement un calcul. En interdisant ou restreignant l'importation des blés étrangers, les propriétaires savaient donner une vive impulsion à la valeur de la terre, et, par suite, à leurs rentes. Ils repoussèrent donc les céréales juqu'au moment où les prix, stimulés en Angleterre par les besoins de la consommation intérieure et par l'insuffisance des réserves, auraient atteint une limite assez élevée pour rémunérer largement les cultivateurs. Outre les déplorables erreurs de ce système, il arriva que cette limite varia constamment. De là, des changements perpétuels dans les tarifs d'importation et d'exportation. L'imagination aurait peine à suivre le législateur dans les mille transformations imposées depuis tant de siècles aux règlements sur les grains ; aussi nous contenterons-nous d'indiquer les métamorphoses les plus récentes de ce Protée législatif.

Pendant longtemps l'Angleterre trouva dans son agriculture des ressources abondantes, qui lui permirent même d'exporter une partie de ses récoltes. De vieux auteurs décorent ce pays du titre de *grenier de l'Occident* et s'extasient sur l'admirable aspect de ses campagnes et de ses prairies. Mais cette surabondance de denrées alimentaires dura peu : les cultivateurs se trouvèrent constamment dépassés par les besoins de la consommation, et il fallut pourvoir par des importations considérables à la nourriture de tous les jours. En même temps commençaient ces règlements, ces restrictions, ces primes et, par suite, ces perturbations perpétuelles qui forment toute l'histoire de l'agriculture anglaise, depuis les édits d'Edouard III, en 1360 et 1361, jusqu'aux dernières mesures de sir Robert Peel. Nous n'entrerons pas dans tous les détails de cette curieuse histoire, qui demanderait des volumes. Nous arriverons immédiatement à l'acte de 1815,—un des mensonges officiels les plus audacieux, un des défis les plus cruels qui aient été jetés à la face d'un pays. Par cet acte, l'importation était interdite tant que le blé n'aurait pas atteint une valeur de 80 sch. : c'est-à-dire que, par cet acte, la famine ou du moins des prix de famine étaient mis à l'ordre du jour. Aussi la colère du pays fut grande en voyant se consommer cette iniquité. Les manufacturiers protestèrent hautement : le peuple, ap

avoir couvert Londres de placards où l'on pouvait lire : *Pas de lois-céréales ! du pain ! liberté commerciale !* parcourut la ville en menaçant les partisans avoués des nouvelles lois. La Chambre des communes siégea sous la garde des baïonnettes, et ses députés purent entendre au loin l'émeute qui les maudissait en tourbillonnant autour de la force armée. Les soldats aux gardes ne manquèrent pas cette occasion de prouver leur dévouement aux lands-lords : deux meurtres furent commis à l'hôtel même de M. Robinson — aujourd'hui lord Ripon, — et des citoyens paisibles furent lâchement sabrés. La vengeance de la foule se borna à piller quelques boutiques de boulangers et à faire peur aux ministres.

De l'acte de 1815, et par la loi de 1822, nous arrivons au bill de M. Huskisson, qui établit définitivement le régime de l'échelle mobile des droits (*sliding scale*), déjà proposé en 1813. En se faisant le promoteur de cette loi, M. Huskisson avait en vue de donner satisfaction à l'intérêt manufacturier et à ses propres convictions économiques, tout en faisant d'énormes concessions au parti agricole. Le nouvel acte décrétait que, lorsque le prix du froment s'élèverait en Angleterre à 70 sch. et au-dessus, le droit à l'importation descendrait à 1 sch., et que chaque diminution d'un schelling dans les prix entraînerait une augmentation immédiate de 2 sch. dans les droits. De sorte que le système se retrouve parfaitement dans le jeu du thermomètre : plus forte est la pression des prix, et plus s'abaisse la colonne des droits ; plus faible, au contraire, est cette pression, et plus s'élève la colonne. Bientôt, cependant, le duc de Wellington réussit à faire modifier le bil de 1827 dans le sens prohibitif. En 1828 fut passé l'acte qui régit la matière jusqu'au moment où, prenant en main les projets de réforme des whigs et leur prenant aussi le pouvoir, sir R. Peel fit adopter sa fameuse loi de 1842. On sait que cette loi établit un droit de 1 sch. à l'importation lorsque le blé indigène est à 73 sch., droit qui décroît ensuite à peu près régulièrement de 1 sch. à mesure que s'abaissent les prix, pour atteindre 1 liv. st. quand les prix tombent à 50 sch. On sait aussi que le projet du premier ministre tory était de ramener à 56 sch., en moyenne, le prix rémunérateur fixé par le duc de Wellington à 70 sch., et

par Arthur Young à 80 et 90 sch.; on sait enfin que ces prétendus règlements n'ont rien réglementé et ont été aussi illusoires que tous les autres.

Voilà la loi dans toute son apparente simplicité; nous allons en étudier rapidement les conséquences, telles que les ont entrevues les principaux économistes de l'Angleterre, et, au premier rang, le colonel Thomson, ce ligueur indomptable. Ici, nous entrons de plain-pied dans le terrain de la Ligue. La discussion des lois sur, ou plutôt contre, les céréales, est précisément son œuvre de tous les jours, et pénétrer dans cette discussion sera donner, en quelque sorte, l'exposé des motifs de la lutte. La plupart des arguments que nous allons exposer sont ceux de la Ligue. Ils ont été mille fois redits par la brillante pléiade de ses orateurs et revêtus par eux, tantôt de ce que la raison a de plus fort, tantôt de ce que l'éloquence a de plus éclatant, tantôt de ce que la philosophie a de plus pénétrant. Grâce au talent de M. Fr. Bastiat [1], il nous avait déjà été donné d'entendre de loin l'admirable enseignement contenu dans les discours de MM. Cobden, Bright, Smith, Thompson, Moore, Villiers, Bowring. Depuis nous l'avons pu suivre sur les lieux mêmes.

Il faut distinguer, dans les restrictions imposées aux céréales, l'intention réelle de l'intention avouée, le but secret du prétexte, le vrai du faux. Or, l'intention réelle a été de constituer aux pro-

[1] La traduction de M. Bastiat (dans son livre de *Cobden et la Ligue* [1]) reproduit avec fidélité les séances les plus animées, les plus importantes de la Ligue. C'est une esquisse largement tracée, riche de traits vigoureux et vrais. Il n'a manqué à l'auteur que le temps et l'espace pour joindre, à la grandeur de l'ensemble, la finesse, la netteté des détails, toutes choses qu'il a si abondamment semées dans la belle introduction qui ouvre le livre et qui a été une véritable révélation pour la France. Les plus ardentes inspirations s'y mêlent à la logique la plus serrée, à des détails pleins d'originalité et de verve, et nous aurions probablement épargné à nos lecteurs cet article, s'il avait été donné à M. Bastiat de compléter son œuvre par la discussion approfondie des lois sur les céréales et par l'histoire grandiose de la Ligue. Mais il lui tardait de nous instruire par les nobles exemples que nous donnent nos voisins; il lui tardait de nous indiquer le but à atteindre et de nous apprendre par quelle puissante énergie s'obtiennent les réformes. Nous sommes heureux de rompre ici le silence dont on a couvert son œuvre — et pour cause. Il est tels journaux qui ont taillé dans son introduction leurs analyses sans lui faire l'honneur d'une mention. A. F.

[1] *Cobden et la Ligue, ou l'agitation anglaise pour la liberté du commerce*, 1 vol. in-8°, 1845. Cet ouvrage se compose d'une introduction de Frèd. Bastiat, et d'un choix de discours des chefs de la Ligue pendant les six premières années de l'agitation. Jph. G.

priétaires et au clergé une liste civile opulente, en élevant le loyer des terres. Ce but, les lois sur les céréales l'ont atteint de manière à dépasser toutes les espérances : — nous en avons donné la preuve. Voilà pour le fond. Quant au prétexte mis en avant pour captiver les cultivateurs, le voici. L'effet de la loi, suivant ceux qui l'avaient faite, devait être d'affranchir l'Angleterre des blés étrangers, de donner une impulsion vigoureuse à l'agriculture, de couvrir chaque domaine de moissons inépuisables et chaque prairie d'innombrables troupeaux. La nation rentrait ainsi dans la pleine possession de son indépendance et ne relevait que d'elle-même. Acculée dans les défaites politiques contre son propre territoire, elle y pouvait retremper ses forces, — le blé du pays nourrissant mieux que les blés étrangers. De plus, en fermant les ports au continent, on assurait au fermier le marché national, on transformait la terre en une véritable caisse d'épargne où les capitaux fructifieraient en paix, à l'abri des secousses économiques ; enfin, on protégeait les pauvres cultivateurs par la permanence du travail et du salaire. De cette manière, l'aristocratie pouvait payer ses dettes, — comme le demandait avec une audace mêlée de naïveté un lord fortement grevé d'hypothèques, — marier ses filles, doter ses cadets et ses primadonas ; de cette manière, les évêques touchaient la dîme sainte, les pauvres recevaient régulièrement la charité, les fermiers s'enrichissaient, et, partant, les laboureurs et, partant encore, les classes manufacturières sur qui se déverserait une portion de la richesse agricole. Rien n'était plus simple et plus pariarcal que ce système ; malheureusement, à l'exception du chapitre des rentes et des dîmes, il a complétement échoué.

En effet, la loi contre les céréales, loin de maintenir constamment sur le marché le blé nécessaire à la consommation, a jeté le trouble dans la production et entraîné des disettes périodiques. Toutes les fois que le législateur portait la main sur les tarifs et abaissait la limite des importations, on voyait les capitaux fuir la terre pour se porter en foule vers les autres branches de la production. Toutes les fois, au contraire, que par l'influence de l'aristocratie l'échelle des droits montait d'un degré, la fortune du pays s'amassait dans les terres et frappait de langueur les manu-

factures et le commerce. Or, dans les faits économiques, il n'est pas bon qu'il y ait un flux et un reflux : il faut toujours que le flot de la production monte, sous peine de ruine pour les producteurs. C'est ce que l'histoire de l'agriculture anglaise nous démontre surabondamment. Sitôt que les spéculateurs envahissaient le sol, alléchés par la protection, la culture prenait un développement exagéré, les marchés regorgeaient de blé, et cette surabondance, pesant sur les prix, les faisait baisser : puis, une révulsion avait lieu; les spéculateurs, dégoûtés, reprenaient la route des manufactures, et tout à coup les approvisionnements diminuaient en élevant les prix. De sorte que la loi des céréales, lançant alternativement les capitaux sur les terres pour les en retirer violemment, a amené des fluctuations perpétuelles, — donnant tout à coup aux prix une impulsion de hausse, pour les réduire ensuite à des limites ruineuses pour le fermier. Ainsi, de 1817 à 1822, les prix descendent de 94 sch. à 43 sch., pour reprendre une marche ascendante et atteindre 70 sch. en 1829. En 1832, les variations atteignent 30 °/₀, en 1835, 32 °/₀, en 1837, 60 °/₀. Ce n'est qu'en entassant d'énormes quantités de grains dans les greniers d'abondance, en s'emparant de force, et sur toutes les mers, des neutres chargés de blé, que le gouvernement était parvenu à modérer la hausse des prix en 1795. Et cependant ces efforts furent inutiles; car, en 1801, les prix atteignaient la limite fabuleuse de 180 sch. le quarter (77 fr. 50 c. l'hect.), et l'on vit vendre le pain à raison de 2 fr. 30 c. les quatre livres[1].

Ne semble-t-il pas qu'il faille se vanter d'une grande régularité dans les approvisionnements en face de telles circonstances? Comment donc les salaires, qui se déterminent par les lois constantes et régulières de l'offre et de la demande, par l'expansion ou le resserrement du travail, pourraient-ils se transformer avec cette merveilleuse rapidité? Un mois suffit pour dessécher la racine des plantes et frapper de mort la végétation de tout un pays; mais il faut des années, quand il ne faut pas des siècles, pour développer ou fonder une industrie. Un mois suffit pour tripler le prix du blé, mais pour tripler des salaires il faut de longs efforts et de longs succès. Sans doute les salaires se relèvent avec rapidité après

[1] Porter, *Progress of the nation*, t. II, p. 243.

la crise; mais avant de se remettre au travail, l'ouvrier doit compter les victimes que la faim et la misère ont faites parmi ses frères. D'ailleurs, qui ne sait qu'au moment où croît la valeur des denrées alimentaires, le travail se ralentit immédiatement dans toutes les branches de la production? Et cela forcément, fatalement, par cette loi de solidarité qui lie entre elles toutes les classes de la société. Si les agriculteurs sont misérables, ils achètent moins de vêtements — ce qui restreint la production manufacturière; si les tisserands sont misérables, ils consomment moins de pain, moins de viande — ce qui restreint la production agricole. Le premier métier qui s'arrête, arrête en même temps la première charrue. Puis, dans ce cercle de douleurs, le désordre atteint les banques et sape le crédit dans sa base. Le blé venant à manquer dans le pays, il faut s'adresser à l'étranger; de là — quand le gouvernement le permet — des importations considérables et des déboursés considérables; de là, perturbation dans la valeur des monnaies, renversement de l'équilibre des ventes. Toutes les fois qu'un commerce, assis sur des données fixes et sûres, règle ses opérations, il le fait, soit par l'échange immédiat des marchandises, soit par la voie du crédit, en créant des lettres de change, des billets à ordre, etc. Mais lorsque ce commerce n'est que passager, accidentel même, il ne peut s'établir de relations suivies entre ceux qui le font. La confiance veut d'autres garanties que celles d'une entrevue passagère, et il faut alors remplacer le crédit par le numéraire. Or, c'est précisément la situation du commerce des céréales, en Angleterre. Il n'a au dehors ni relations fortement nouées, ni marché sur lequel il puisse porter les marchandises anglaises; il lui faut suivre encore les errements primitifs et payer en espèces, comme des marchands en foire. La banque, étant le grand dépôt d'espèces, se trouve ainsi littéralement assiégée pendant la période des approvisionnements et vide ses caisses. On vit, à une époque fatale, la réserve de la banque descendre de 9,362,000 liv. st. à 3,500,000 liv. st., dans l'espace de six mois. Si maintenant l'on joint, à ces désordres de la circulation, la contraction des escomptes et les faillites privées, on aura mesuré superficiellement ce que des années de disette apportent de maux à l'Angleterre.

Ainsi, on a toujours vu les époques de grande cherté correspondre avec celles des salaires insuffisants ou réduits. En 1804, le prix du blé étant de 44 sch. 10 d., le salaire des agriculteurs s'élève à 8 sch. En 1817, les prix ayant grandi jusqu'à 106 sch. 5 d., les salaires s'arrêtaient à 12 sch., — posant ainsi un accroissement de 260 % dans les prix en face d'un accroissement de 33 % seulement dans les salaires. Or, qui ne sait que des salaires réduits conduisent à la mendicité, à l'exil, à la mort, quand ils ne conduisent pas au crime? Pendant les années favorables de 1832 à 1837, le nombre des émigrants n'avait pas été au delà de 70,000. En 1841, année de cherté et de disette, l'émigration atteignit le chiffre de 116,000 individus, pour s'élever, en 1842, à 128,000, et donner, de 1838 à 1843, le chiffre énorme de 500,000 exilés volontaires [1]. Le peuple de Rome se retirait sur le mont Aventin; le peuple anglais se retire au delà de l'Océan et dans les montagnes Bleues de l'Amérique : — des deux côtés je vois un anathème jeté contre l'ordre social. Dans les annales criminelles nous trouverions la même gradation. En 1836, le nombre des emprisonnements avait été de 20,000; en 1843 il s'élevait à 31,000. Le nombre total des faillites, qui était de 800 en 1838, montait, en 1842, à 1,500, et frappait de mort toutes les industries. Les ateliers se vidaient chaque jour au profit des work-houses. Les sommes consacrées au soulagement des pauvres prenaient des dimensions effrayantes, et grandissaient en cinq ans à Manchester de 134 %; à Oldham, de 159 %; à Bolton, enfin, de 304 %. Et tandis que le pays se dépeuplait ainsi, par l'émigration, la mort et les prisons — cette tombe civile, — les mariages appelés à combler les vides diminuaient rapidement; les pères mouraient et les enfants ne devaient pas les remplacer. Et qu'on ne croie pas ces désastreux effets limités aux districts manufacturiers, car, comme nous l'avons indiqué, il y a solidarité entre les membres du corps social. Au moment où ces *corn-laws*, tant vantées comme étant le palladium de l'Angleterre, portaient le blé à la cime de l'échelle mobile, un commissaire des pauvres trouvait des agriculteurs travaillant à raison de 4 deniers (0,40 c.) par jour, au sein du plus affreux dénûment. Neuf cent onze familles de laboureurs lui mon-

[1] Discours de M. Villiers au Parlement, 1844.

trèrent leurs titres de propriété; ils consistaient en 9,829 reconnaissances du *pawnbroker* (prêteur sur gages). Ainsi la protection tue surtout ceux qu'elle abrite; son ombre est mortelle comme celle de l'*upa*.

Mais ces lois si fatales aux classes pauvres et aux manufacturiers ont été sans doute pour les fermiers une dotation assurée? Hélas! ruinés par les fluctuations du marché et les oscillations du capital, les fermiers l'ont encore été par la grande illusion des tarifs. Les échelles mobiles promettant des moyennes de 80, 70, 58 sch., les baux s'établissaient sur ces bases parlementaires. Mais comme les saisons n'obéissent pas au Parlement, et comme la force des choses n'obéit pas aux Buckingham, aux Richmond ou aux Knatchbull, il arrivait que les fermiers, tout en payant des rentes *parlementaires*, n'obtenaient que les prix légitimement fixés par la situation du marché. Ainsi, l'acte de 1815, qui fit miroiter devant les regards du cultivateur une moyenne de 72 à 80 sch., laissa tomber le blé à 44, voire même à 39 sch., et, sans respect pour l'acte de 1842, les cours descendaient à 46 et 45 sch. par quarter, en 1845. Nulle part les mensonges des tarifs n'ont semé plus de ruines que dans ces districts agricoles si admirablement disposés par la nature pour l'élève des plus belles races animales, et si chèrement convertis par les fermiers en champs de blé, ou même en jachères. Le budget des cultures a mis à nu, a démontré jusqu'à l'évidence la jonglerie que les cultivateurs ont soutenue jusqu'à présent de tous leurs efforts. Dans une brochure pleine de faits, MM. Morton et Trimmer ont mathématiquement établi que, sur certaines fermes, l'agriculteur perdait, chaque année, et par le seul fait de la protection, 11 sch. 10 d. par acre, et, sur d'autres, — dans le Lincolnshire, par exemple, — 28 sch. [1]. Ce dernier coup nous semble destiné à compléter la victoire du parti libéral, du moins dans la région théorique.

Joignez à ces résultats les fraudes ou les erreurs entassées

[1] *An attempt to estimate the effects of protecting duties of the profits of agriculture*. Londres, in-8°, p. 23-25. Ces conclusions ont été adoptées et signées par trente fermiers engagés dans de vastes cultures. M. Lattimore, orateur aussi distingué qu'agronome habile, a confirmé toutes ces données. A. F.

dans la confection des mercuriales ; joignez-y surtout la langueur que les restrictions dirigées contre les céréales jettent dans le commerce extérieur. D'un seul mot ces restrictions tracent une barrière inflexible entre les pays producteurs de denrées alimentaires et les districts purement industriels de l'Angleterre. La terre, cette grande manufacture de blé, de vin, d'animaux, ne vient plus activer les mule-jennys ou les machines à vapeur, et la scission s'opère entre l'homme et la nature, entre l'homme et ses semblables. Or, ce ne sont pas là des déclamations sentimentales ou insensées, c'est la triste réalité, la vérité vraie. Dans toutes les propositions que l'Angleterre a faites à l'Allemagne, aux Etats-Unis, à la Russie, on l'a nettement éconduite en lui montrant du doigt ses lois sur les céréales, comme des emblèmes de fiscalité et d'isolement. On a refusé ses fers, ses cotons, ses charbons, à elle qui refuse les blés de Dantzig, de Riga, d'Odessa, de Hambourg et de New-York. Partout la loi des représailles a été invoquée, à la honte des chefs politiques de la Grande-Bretagne.

Enfin, il n'est pas jusqu'aux landlords eux-mêmes qui ne souffrent de ces lois iniques, qu'ils maintiennent au prix de leur dignité, et qu'ils payeront demain de leur pouvoir et de leur influence. L'accroissement des rentes n'a pas servi à consolider leur fortune, mais à grossir leurs meutes de vassaux et leurs meutes de chasse, à décorer de splendeurs nouvelles leurs demeures somptueuses, à défier le luxe des nababs et des proconsuls. Eblouis à leur tour par le mirage qui avait séduit les fermiers, ils crurent la progression des rentes assurée à jamais. Ils firent des rêves d'or, des plans de richesse continue, et, quand vint l'orage, il fallut hypothéquer pour payer la taxe des pauvres, hypothéquer pour payer les équipages, hypothéquer encore et toujours ; de sorte que l'instrument de l'oppression a éclaté entre leurs mains comme une arme trop chargée, et qu'aujourd'hui ils demandent à la nation de quoi payer leurs dettes et marier leurs filles. En vérité, on se croirait en plein moyen âge avec la multitude des redevances féodales et autres menus droits du seigneur. Hier encore, l'aristocratie demandait que, dans le cas où l'on abolirait les lois sur les céréales, on allouât une in-

demnité aux propriétaires du sol, comme on le fit jadis pour les propriétaires d'esclaves; — à quoi M. Cobden répondit avec ce mélange de force et d'ironie qui caractérise sa parole :

« Il n'y a qu'une légère différence entre ces deux cas,—c'est « que nous ne sommes pas des esclaves et ne le serons jamais. « A mon avis, si les landlords doivent recevoir une indemnité, « ce sera probablement le genre d'indemnité que la police ac- « corde aux chevaliers d'industrie, quand elle retrouve dans leurs « mains les écus appartenant à un honnête artisan. Plus ancien « est le vol, plus il s'est répété, et moins il est digne de com- « passion : il en est de même de la spoliation politique [1]. »

Dans tous ces désastres, qui ne reconnaîtrait une législation coupable, un régime de privilége, et qui n'en réclamerait la chute avec la Ligue? Mais, tout en travaillant à son œuvre actuelle,— l'abolition des lois sur les céréales,—la Ligue n'a pas négligé l'avenir. En renversant le vieil édifice, elle songe déjà à celui qu'il faudra bientôt élever, et elle le conçoit dans de larges proportions. Les hommes qui la conduisent embrassent de la pensée les rapports universels des peuples et leurs besoins; ils veulent une doctrine, ils veulent une législation qui comprenne toutes ces choses. Concevez un océan sans limite où puissent flotter tous les pavillons, glisser toutes les flottes, circuler tous les produits; concevez la paix déployant ses ailes sur le monde entier pour l'abriter, et vous aurez traduit le rêve de ces hommes de cœur. A mille voix rivales, ils veulent opposer une voix calme et impartiale; aux mille intérêts qui s'agitent et se frappent dans l'ombre, ils veulent opposer un intérêt unique et respecté, celui de la nation. En un mot, aux déceptions du régime actuel, ils opposent la majestueuse simplicité et les inépuisables bienfaits de la liberté commerciale. S'ils se sont attaqués tout d'abord au monopole des céréales, c'est que celui-là surplombe tous les autres et les soutient.

Ainsi, ils enseignent que les hommes sont une même famille conviée à la même fête; que l'immense variété de leurs besoins trouve satisfaction dans l'immense variété des productions de la nature, dans la division qui s'est opérée de toutes les fonctions

[1] Discours de M. Cobden à Guildhall, 20 décembre 1845.

sociales,—telle contrée produisant du fer, telle autre du coton, telle autre des diamants, telle autre les chefs-d'œuvre du burin ou du pinceau ; qu'il faut donc niveler toutes ces richesses et les laisser s'épancher librement sur le monde. Ils montrent la Hollande prospérant sans lois sur les céréales, regorgeant de denrées alimentaires dans un pays qui fuit sous la charrue, et réunissant, pour lutter contre les disettes, un approvisionnement qui, du temps de Raleigh, s'élevait à 700,000 quarters (2,030,000 hectol.). Ils montrent les greniers des Etats-Unis écrasés sous le poids des moissons, et n'attendant qu'un signal pour se déverser sur l'Angleterre ; ils maudissent ces lois inhumaines qui graissent, comme l'a dit O'Connell, « *les roues du riche avec les larmes du pauvre*, qui le condamnent à l'oisiveté, ce vestibule de la faim,—et à la faim, ce vestibule de la honte ou de la mort. » Ils opposent toutes ces choses, et surtout ils opposent leurs actes, leur dévouement de chaque jour, de chaque heure. Suivons-les donc dans cette mémorable campagne économique, et, après avoir esquissé les causes de la lutte et les partis, voyons la lutte elle-même. Le lecteur est armé maintenant ; il peut nous suivre dans la mêlée.

II.

Origine et développements de la Ligue.—Ses publications.—MM. Cobden, Bright, Smith, Thomson, Moore, Williers, Bowring, Paulton, Wilson, Fox, etc.—Situation actuelle du mouvement. — Avenir et nature de ce mouvement.

Comme toutes les grandes choses qui répondent à de grands besoins, la Ligue avait été préparée par de nombreuses protestations, par des tentatives malheureusement trop isolées pour avoir pu être fécondes. Ainsi, nous citerons la protestation des manufacturiers en 1810, les réformes de M. Huskisson, l'enseignement plein d'originalité du colonel Thomson, dans la *Revue de Westminster*, les travaux des économistes, et nous ajouterons qu'entre 1831 et 1837 quelques associations s'étaient même déjà formées, dans le but de provoquer le rappel des lois sur les céréales. A la tête de ces associations se trouvèrent les hommes les plus avancés du pays, ceux-là qui, en faisant la fortune du bill de réforme, croyaient avoir fait en même temps la fortune de

la liberté des échanges. Ils avaient donc à venger, par de nouveaux efforts, leur désappointement ; mais, réunis à Londres, à Liverpool, à Manchester, là où l'esprit libéral semblait le plus prononcé, ils trouvèrent cependant peu d'échos, et leurs associations disparurent successivement. Toutefois, le germe avait été déposé, et le jour où, ployés sous la loi sévère du malheur et de la famine, les esprits voulurent reprendre l'attaque, il se trouva des chefs aguerris et déjà préparés pour conduire le mouvement.

Ce jour arriva en 1838, et fut suivi par les sombres années de 1839, 40, 41, 42. Nous ne retracerons pas ici toutes les péripéties de ce drame, qu'on peut voir se dérouler tristement dans les enquêtes officielles. Nous dirons seulement que la mauvaise récolte de 1838, succédant au marasme industriel qui pesait encore sur le pays, à la suite de la crise américaine, frappa au cœur les classes ouvrières, et commença ce martyre qui ne devait se terminer qu'en 1843. Excité par la rareté des approvisionnements, le prix du blé, qui était de 39 sch. 4 d. par quarter en 1835, et de 55 sch. 10 d. en 1837, s'éleva rapidement à 64 sch. 7 d.,—formant ainsi, par un élan subit, une hausse de 64 %. En même temps, et par une conséquence inévitable, le travail se ralentit. Les manufacturiers, privés des demandes ordinaires des classes laborieuses, alors réduites à ne pouvoir plus se procurer que les aliments nécessaires, restreignirent leur fabrication ; et il arriva qu'au moment où le salaire devenait une question de vie ou de mort pour l'ouvrier, ce salaire s'affaiblissait ou disparaissait même, par une sorte de fatalité. Ainsi, tandis qu'en 1838 la totalité des salaires distribués dans les manufactures de coton s'élevait à 32,000,000 liv. st., en 1839, ils avaient baissé de 20 %, et étaient descendus à 25,600,000 liv. st. Le premier ministre observait, vers la même époque, que les recettes du trésor avaient diminué ; et, reconnaissant l'impossibilité de prélever sur les classes ouvrières les impôts nécessaires pour combler le déficit, il rétablissait l'*income-tax*. Le 12 mai 1839, quarante-cinq filateurs de coton, enchaînés par la langueur des affaires, s'engageaient à ne pas travailler plus de quatre jours par semaine [1], et la ville de Stockport, en 1842, payait

[1] V. l'*Anti-corn-law Circular*, 14 mai 1839.

encore aux ouvriers, chaque semaine, 175,000 fr. de moins qu'avant la crise.

Ces faits, que nous traduisons ici en chiffres, se révélèrent alors par une misère affreuse et presque sauvage. La famine promena sa face hâve sur tout le pays, jetant au cœur des uns la résignation muette, et au cœur des autres un immense désir de vengeance. Chaque jour l'Angleterre put entendre ce cri formidable que poussait jadis le peuple de Rome, quand il demandait son pain et ses cirques, et qu'il allait réveiller les empereurs endormis dans l'orgie. On vit se former alors d'immenses processions de pauvres qui se groupaient autour de quelque symbole expressif; — tantôt un pain au bout d'une lance, comme à Hern-Hill, tantôt un drapeau noir, tantôt des emblèmes de révolte. Plus d'une fois, dans leur pèlerinage à travers les villes et les campagnes, ces bandes malheureuses marquèrent leur route par des cadavres. Le docteur Cox fit frémir un auditoire immense en donnant le détail de quatre décès déterminés par la faim, en un seul jour, en une seule ville; si bien que jamais les morts n'allèrent plus vite et ne rappelèrent mieux la sombre légende du poëte allemand. Des émeutes ensanglantèrent plusieurs districts, et, comme pour compléter le tableau, la torche des incendiaires projeta sur cette agonie ses lugubres lueurs. Enfin, la société anglaise parut rétrograder vers la barbarie, ou vers ce bon vieux temps du moyen âge où, — malgré les pluies de blé et de vin qui tombaient si fréquemment, disent les chroniques, à la voix des croyants, — les populations affamées déterraient des cadavres dans les cimetières pour les dévorer.

Il était temps de mettre un terme à ces désastres et d'étayer l'édifice social violemment ébranlé. Il fallait surtout reconnaître d'où partait le mal et sur quelle erreur était assis le régime économique du pays. La question fut naturellement étudiée là où elle semblait le plus menaçante, dans les pays manufacturiers, et surtout à Manchester, — pivot et centre de l'industrie du coton. C'est donc à Manchester que fut examinée la crise dans ses causes et dans ses conséquences; — c'est de là que partit le remède.

Il ne fut pas difficile à des hommes aussi profondément versés que MM. Cobden, Smith, Ashworth, Rawson, dans la connais-

sance des faits économiques, de distinguer, au milieu des causes diverses qui avaient déterminé la détresse, la cause constante, primordiale, celle qui leur servait à la fois de base et de sommet, je veux dire la loi sur les céréales. Ils virent que cette loi arrêtait à la fois l'essor du génie qui crée les industries, du commerce qui les propage, des capitaux qui les vivifient, et ils résolurent de la renverser. Ici se placent quelques événements, précurseurs du mouvement général, et qui précipitèrent la lutte.

Le 4 août 1838, le peuple de Bolton se pressait aux abords du théâtre, pour entendre un discours qui devait être prononcé par le docteur Birney sur la législation des grains. L'orateur se trouva trop faible en face d'un tel sujet, et l'assemblée allait se séparer au milieu des huées et des sifflets, lorsqu'un jeune homme, obscur encore, mais animé de l'enthousiasme scientifique et impuissant à retenir les paroles qui lui brûlaient les lèvres, prit la place du pauvre docteur et s'engagea à faire sur la grande question des céréales une série de leçons. M. Paulton — c'était le nom du jeune homme — eut bientôt relevé une doctrine si malheureusement compromise : il fit, en quelques jours, des milliers de conversions et attacha ainsi son nom à une des révolutions économiques les plus étonnantes. Vers la même époque, le docteur Bowring, — qui n'était pas, comme on l'a dit, député de Blackburn, — parcourait les districts manufacturiers de l'ouest, au retour d'une campagne qu'il venait de faire sur le continent, en faveur de la liberté des échanges. Plein de respect pour son talent et pour ses nouveaux efforts, les principaux citoyens de Manchester l'invitèrent à une soirée qui devait faire époque. La grande question du moment y fut discutée ; on se souvint des tentatives faites à Bolton, et on résolut de les faire fructifier, en décidant la création de l'*Anti-corn-law Association* (Association contre les lois céréales). Mais ce n'était pas assez. Il fallait donner un caractère officiel à cette décision prise en comité secret, et, pour cela, mettre des actes au bout des résolutions et des noms au bout des actes[1].

[1] Tous ces faits nous ont été communiqués par les hommes les plus importants du mouvement et sont on ne peut plus authentiques. Nous avons pu ainsi corriger les erreurs contenues dans le seul ouvrage qui ait retracé les développements suc-

Le 13 décembre 1838, la Chambre de commerce de Manchester, s'étant réunié pour délibérer sur les malheurs qui menaçaient le pays, résolut d'y mettre un terme et décida qu'une pétition serait adressée au Parlement, *dans le but d'obtenir le rappel immédiat et absolu des lois sur les céréales et sur les subsistances*, — portant ainsi, dès le début, la lutte au plus fort de la question. Cette pétition, que l'on peut considérer comme le *maiden-speech* de la Ligue, fut le résultat de huit jours de lutte au sein de la Chambre de commerce, et donna à MM. Cobden, Smith, Prentice, l'occasion de faire leurs premières armes comme hommes publics. Le compte-rendu de la séance fit sur les esprits une impression profonde. Tout le monde sentit qu'il venait de naître une grande chose, et il y eut d'immenses acclamations autour de ce berceau de la liberté commerciale. On fit bien du bruit pour étouffer ces acclamations, mais l'Angleterre tout entière les entendit.

La résolution de la Chambre de Manchester servit ainsi de programme à l'agitation, et ce programme, au milieu des crises les plus sérieuses, a été religieusement respecté. Il a été le point de départ de la Ligue, il a été son point de ralliement, il sera demain son point d'arrivée. Mais il fallait mettre en œuvre l'idée et préparer le fait. Pour cela on constitua un fonds primitif, nécessaire aux dépenses de l'agitation, et une première contribution, fixée à 1,000 liv. st. fut aussitôt votée et couverte. Bientôt eut lieu un second meeting où, s'armant de la logique vigoureuse des hommes du Lancashire et de leur indomptable persévérance, des délégués venus de tous les points du royaume firent le serment de n'abandonner jamais la cause et de combattre jusqu'au triomphe : — on saura dans quelques mois si ce serment a été respecté [1]. On se sépara après avoir résolu de préparer des pétitions pour le Parlement et de constituer sur toute la surface du pays des associations relevant de celle de Manchester, comme d'un centre général. Un mois après, le Parlement se rassemblait, et les députés, fidèles

cessifs de la Ligue. Cet ouvrage, intitulé : *Brief history of the rise and progress of the anti-corn-law league*, London, petit in-8°, n'a pas été complétement reconnu par les ligueurs et ne doit être employé qu'avec réserve. A. F.

[1] Fonteyraud écrivait en décembre 1845. La victoire était remportée dans la session de 1846, et la Ligue pouvait se dissoudre en juillet de la même année. Jph. G.

à leur serment et réunis à Londres, demandaient à être entendus à la barre des communes : la Chambre ne reconnut pas en ces pétitionnaires des puissances futures et rejeta la demande à une majorité écrasante. Il n'y avait rien là d'étonnant, à voir l'immense quantité de demandes utiles que la Chambre rejette encore annuellement et rejeta jadis avant d'adopter le bill d'émancipation des esclaves, le bill de réforme et le bill des catholiques. M. Villiers, commençant cette courageuse série de discours qui a fait de lui le Wilberforce de la Ligue, donna à la cause l'appui de son beau talent et fit alors sa première motion en faveur de la liberté commerciale. Il est presque inutile de dire qu'elle fut repoussée à une grande majorité : trois cent quarante-quatre voix contre cent quatre-vingt-dix-sept. Tout le parti monopoliste battit des mains à ce résultat et se crut à jamais invincible.

Cependant ces deux échecs, qui montraient la toute-puissance des propriétaires dans le Parlement, loin d'ébranler le courage des confédérés, ne fit que l'exciter en y joignant l'indignation. Elargissant leur plan, ils en appelèrent au pays du mépris de ses prétendus représentants et jetèrent au ministère un défi solennel. Dans la séance mémorable qui suivit la défaite des cent quatre-vingt-dix-sept, M. Cobden rappela à l'assemblée l'admirable association des villes anséatiques et l'indiqua comme un exemple à suivre, à dépasser même. « De nos grandes villes, s'écria-t-il, formons une ligue destinée à renverser les iniquités de notre aristocratie féodale, et que les châteaux écroulés du Rhin et de l'Elbe soient pour nos adversaires comme une révélation du sort qui les attend, s'ils persistent dans leur lutte contre les classes industrielles du pays. » La ligue dont il demandait la formation devait devenir elle-même un exemple pour tous ceux qui veulent apprendre comment on attaque et on ruine des abus.

Les paroles de M. Cobden firent courir comme un frisson électrique sur l'assemblée, et l'organisation définitive de l'*Anti-corn-law league* fut décidée : — l'agitation venait de prendre rang dans le monde sous ce nom significatif qu'elle reçut au milieu de circonstances assez romanesques. On groupa fortement les associations des districts manufacturiers, et comme le cœur de la Ligue battait plus fort à Manchester, on fit de cette métropole industrielle la

métropole du mouvement. La vieille Chambre des lords s'asseyait sur un ballot de laine ; la jeune Ligue s'assit sur une balle de coton. Au jour du triomphe, Manchester sera donc, en quelque sorte, une ville sainte, et les adeptes de la liberté commerciale la visiteront comme ayant renfermé, non le tombeau d'un prophète, mais le berceau d'une grande doctrine. Le pouvoir exécutif et le contrôle souverain sur toutes les opérations furent confiés aux représentants de cette cité, et l'on peut dire à la gloire de ceux qui l'ont exercé que ce pouvoir n'a été ni contesté, ni transféré en d'autres mains. Les délégués de Manchester furent ainsi investis du droit de publier des brochures, de faire paraître un journal, organe du parti, de convoquer les députés, d'ordonner des meetings ; une souscription de 6,000 liv. st. devait faire les frais de ces nouvelles expériences. Ainsi organisé et secondé, il ne restait plus au Conseil exécutif qu'à engager le combat. Il le fit, et pour montrer à tous combien seraient puissants ses efforts, il élut pour président M. George Wilson, — opposant ainsi à l'ennemi un homme qui porte loin la science de l'administration et l'art difficile d'assouplir les esprits et de les diriger.

Guidé par son jeune chef, *l'executive-council* se mit aussitôt à l'œuvre. Des hommes éminents, armés de la parole et de leur foi, se répandirent dans tout le pays, prêchant la bonne nouvelle et catéchisant les multitudes : ils allaient préparer ces mêmes esprits que MM. Cobden, Bright, Smith devaient entraîner plus tard. Mais comme une infinité de districts étaient et sont encore *in partibus*, on peut mesurer ce qu'il leur a fallu de courage, de talent, de persévérance dans leur mission. La violence fut souvent opposée à leurs arguments, et souvent aussi des sifflets plus terribles que la violence. Ces hommes de paix eurent mille fois à soutenir des luttes corporelles, et l'on ne peut se rappeler sans indignation ce que dut souffrir parmi tous M. Paulton, l'un des apôtres les plus habiles de l'agitation et l'éditeur actuel du journal *The League*.

Mais à la force de la parole il fallait ajouter la force plus universelle de la presse, — cette parole à la fois intime et publique qui murmure dans l'ombre ses décrets et les redit en même temps à tout un peuple [1]. Le 6 avril 1839, parut à Manchester le premier

[1] La Ligue eut même alors un chant intitulé *Corn-law-hymn*. Les paroles,

numéro de l'*Anti-Corn-Law Circular*, dans lequel la question, posée en termes fort nets par M. Cobden, devait être chaque jour débattue. L'*Anti-Corn-Law Circular* se transforma plus tard, et à partir du 21 avril 1841, pour prendre le nom d'*Anti-Bread-Tax Circular* et paraître tous les huit jours. Le 30 septembre 1843 il y eut une nouvelle métamorphose, et le journal de l'Association débuta à Londres sous le titre de *The League*, qu'il a conservé depuis. Ce journal, organe avoué du parti, tient en haleine les disciples, constate les progrès du mouvement, élabore les questions, combat avec la presse ennemie, rend compte des meetings et répand ainsi, chaque semaine, parmi plus de vingt mille lecteurs les saines doctrines du free-trade (liberté du commerce). *The League* se rédige et se publie à Londres; mais c'est à Manchester qu'il est conçu et médité : la forme est dans Fleet-street, l'idée est à Manchester. Parallèlement à ces éléments de propagande, le Conseil exécutif fait encore circuler dans le public une prodigieuse quantité de brochures où les armes les plus diverses et les plus acérées sont admises à frapper les abus. Plus d'une fois la verve bouffonne de Punch s'y est mêlée au sarcasme mordant du docteur Akakia, et le crayon de H. B. ou de Cruickshanks a des croquis dignes de Teniers et de Hogarth. On se fera une idée de l'immense activité imprimée à tout le parti, lorsqu'on saura que le nombre total des brochures et adresses publiées pendant l'années 1843 s'est élevé au chiffre colossal de NEUF MILLIONS VINGT-SIX MILLE, formant un poids total de deux cent mille kilogrammes[1]. Dans cette même année quatorze orateurs parcoururent, au nom de la Ligue, cinquante-neuf comtés et y firent plus de six cent cinquante discours publics. Cette ardeur ne s'est pas ralentie, car les sommes dépensées pendant la dernière campagne, en publications de tout genre — y compris le journal, et en frais de propagation, se sont élevées à 20,000 liv. st. Chaque semaine d'immenses ballots de brochures partis de Manchester se répandent sur tout le pays, et lorsqu'on a vu le vaste

écrites par Ebenezer Elliot (Voir sur ce poëte forgeron un article de la *Revue Britannique*), et adressées aux puissants de la terre, contiennent de nobles et poétiques images. A. F.

[1] Rapport de M. Paulton, inséré dans *la Ligue* du 30 septembre 1844.

dépôt de pamphlets, opuscules ou adresses, accumulé dans les bâtiments de la Ligue, on se rassure sur la distribution future de la manne économique : il y a là de quoi nourrir les intelligences pendant un siècle.

L'horrible détresse de 1839-40-41 trouva le Conseil exécutif de Manchester en pleine activité et communiquant le mouvement à toutes les autres associations de Liverpool, Boston, Londres, Glasgow, etc. Les malheurs publics, accrus par les iniquités de la loi, vinrent lui apporter ainsi des arguments sinistres et implacables. Ils lui apportèrent en même temps des obstacles, car c'est alors que grandit le chartisme, ce rejeton dégénéré et impuissant des Hunt, des Cobbett, des Burdett. Le gouvernement politique des masses était descendu, par une série de fautes, entre les mains de Fergus O'Connor, talent sans portée, âme sans vigueur, ambition jalouse et sans grandeur. La misère des districts manufacturiers lui parut une excellente occasion et un excellent argument pour dénoncer les chefs de l'industrie comme les oppresseurs du peuple et comme les détenteurs inhumains des salaires du pauvre. Il fit proclamer ce sophisme dans son journal le *Northern Star*, accusant la Ligue d'agir pour le compte de la bourgeoisie et dans le but d'amener la baisse des salaires,—comme si les salaires n'avaient pas assez visiblement baissé d'eux-mêmes. Il ajoutait que le salaire des ouvriers était au bout d'une réforme politique, et que là seulement il était bon de porter les coups. De cette manière, il éloignait les masses de la Ligue et les groupait autour de lui pour les lancer dans la direction la plus favorable à son ambition ou à ses calculs. L'ardeur même des doctrines politiques d'O'Connor dut l'emporter sur l'allure calme de la Ligue, et des milliers d'ouvriers se réunirent autour de l'étendard du chartisme pour marcher à la conquête du bonheur et du suffrage universel. Chose étrange ! et bien propre à faire réfléchir le peuple sur le caractère des chefs qu'il se donne : les hommes qui déclamèrent le plus violemment contre les ligueurs, ce furent ceux-là même dont les entrailles recélaient la faim et dont les enfants mouraient décimés par la loi contre les céréales. Par un prodige d'habileté d'une part, par un prodige d'aveuglement de l'autre, et —toute l'Angleterre l'a pensé en voyant l'étrange accord des feuilles tories et chartistes — par

d'infâmes trahisons, il se trouva que l'opprimé prêta ses bras à l'oppresseur pour accabler ceux qui lui apportaient la délivrance. Il en devait résulter ce qui résulte toujours du délire des masses. De l'injure, les chartistes passèrent bientôt aux violences et même à des meurtres infâmes. Cent fois leurs bandes égarées se ruèrent sur les meetings de la Ligue pour les disperser, mais cent fois ils trouvèrent dans les *free-traders* des gens de cœur prêts à payer de leur personne, et j'ai entendu avec émotion M. G. Wilson raconter ses rudes exploits musculaires, lui, homme plein de douceur, à qui il dut paraître étrange de se transformer en gladiateur. Il serait curieux de pénétrer dans tous les épisodes et les secrets de cette lutte déplorable, mais nous dirons seulement que des appels réitérés furent adressés aux classes ouvrières; qu'il se fit même souvent un noble échange d'idées entre les manufactures et ceux des réformateurs qui savaient reconnaître dans la liberté commerciale une face de la liberté générale [1], mais que le résultat de ce triste conflit fut de scinder les forces, de désunir les hommes intéressés à la liberté du commerce et de retarder le triomphe de la cause commune. M. Joshua Walmsley, s'adressant aux chartistes et chartiste lui-même, résumait parfaitement la situation et les fautes de son parti quand il s'écria, plein de douleur : « Croyant aux bienfaisants résultats de l'abolition des lois sur les céréales, je considérerais l'opposition de vos délégués comme un acte voisin de la folie. »

[1] Le 28 décembre 1843, quatre mille ouvriers de Leicester présentaient à MM. Cobden et Bright une adresse, dont les sympathiques paroles ont dû consoler ces deux apôtres et les venger de bien des calomnies. Nous extrairons quelques passages de cette adresse, à la fois simple et si touchante, et qui, à elle seule, suffirait pour prouver par combien de racines la Ligue plonge dans le peuple :

« Messieurs, nous, les soussignés, ouvriers de Leicester, saluons avec plaisir votre arrivée dans notre ville et vos efforts pour faire triompher la cause de l'anti-corn law League. Puissent vos nobles efforts être couronnés d'un prompt succès... Nous sommes entièrement convaincus que votre but n'est pas seulement un but personnel, vos désirs des désirs de richesse. Vous voulez, avant tout, augmenter le bien-être et le bonheur des classes laborieuses du pays, et nous sommes certains, qu'en votre qualité de législateurs, *vous vous ferez les promoteurs des autres progrès* et revendiquerez pour nous tous les droits qui semblent nécessaires pour asseoir ces progrès futurs sur des bases solides.

« Recevez, messieurs, nos plus tendres remerciements et toute notre reconnaissance. Puissiez-vous vivre assez pour voir la Ligue partout triomphante, vos principes appliqués, et vous réjouir à la vue des bienfaits que vous aurez répandus sur le monde! » (Voy. le numéro de *la Ligue* du 30 décembre 1843.)

Ainsi accueillie par les sarcasmes insultants des tories d'une part et par les clameurs ou les colères des O'Connor et des O'brien de l'autre, la Ligue n'en poursuivit pas moins sa mission : délaissée par le peuple, elle ne voulut point le délaisser. Elle se décida à agir sans lui, mais pour lui, et continua à plaider sa cause au tribunal de l'opinion publique. Le Conseil exécutif, ému des désastres du pays, redoubla même d'énergie et répondit à l'ennemi par un immense banquet qui réunit près de quatre mille personnes et fut honoré par la présence et l'adhésion d'O'Connell. Bientôt après, les délégués des différents comtés se réunirent à Londres et vinrent frapper encore une fois au seuil du Parlement. M. Villiers se chargea de présenter une seconde motion qui fut accueillie avec le même vote que la première ; — la majorité étant néanmoins descendue de cent quatre-vingt-sept à cent vingt-trois. Toutefois, cet insuccès fut balancé en partie par la publication du célèbre rapport rédigé par le Comité des droits d'importation (Import duties committee)[1], rapport où MM. Deacon Hume, Porter, Mac Gregor avaient concentré d'immenses lumières. Les vœux du pays, appuyant leurs conclusions sur le monopole, s'étaient révélés dans des pétitions imposantes où plus de *quinze cent mille signatures* protestèrent contre le régime protecteur.

Ce fut l'occasion de nouveaux efforts. La Ligue doubla le nombre de ses propagateurs et prit plus que jamais une tendance agressive. La candidature de M. J. B. Smith à Walsale date de cette époque, et elle eut une immense importance en indiquant que les *free-traders*, serrant leur ennemi de plus près, se préparaient à envahir les élections. En effet, dans une réunion du conseil de de la Ligue, il avait été décidé qu'on ferait appel aux électeurs du pays pour les amener à élire des candidats favorables à la liberté commerciale et à enlever les situations parlementaires. Quoique constitué sur des bases aristocratiques et n'intéressant qu'un citoyen sur cinq, le régime électoral de l'Angleterre a néanmoins une force de résistance énorme qu'il puise dans ses vastes proportions, et c'est sur cette résistance qu'il fallait agir. La candidature de M. Smith prouva que la tâche n'effrayait pas les ligueurs. Le bourg où se préparait l'élection était complétement voué aux pro-

[1] 2 vol. in-4°. London.

hibitionistes. M. Smith prit position entre un whig et un tory, également opposés à la liberté des échanges, et travailla activement les esprits. Sa candidature échoua, mais elle resta comme point de départ et comme avertissement. A la même époque, les tories, prenant le pouvoir des mains indécises du parti whig, commençaient ce long ministère qui ne s'est effacé, il y a quelques jours, que pour se reconstituer avec plus de force. Les éléments hostiles à la liberté du commerce dominaient dans ce ministère; mais, comme pour combattre ces fâcheux événements, et donner un encouragement aux ligueurs, M. Cobden — dont l'Angleterre saluait déjà le talent et le caractère — venait d'être élu par le bourg de Stockport et envoyé au Parlement.

Ici se place un épisode qui nous rappelle la grande scène de la bénédiction dans les *Huguenots;* — seulement les prêtres de l'opéra de Scribe et de Meyerbeer bénissaient des poignards, et la bénédiction que j'ai à décrire est pacifique et chrétienne.

Au sein de la religion, il s'est opéré en Angleterre une scission analogue à celle qui sépare les classes politiques et sociales : d'un côté, l'opulence et les instincts aristocratiques; de l'autre, la pauvreté et les instincts populaires. La religion anglicane, héritière des privilèges temporels du catholicisme, s'est établie comme religion de l'Etat, avec son cortége de dogmes despotiques et de dîmes féodales ; les sectes dissidentes, au contraire,—pour la plupart directement soutenues par les fidèles ou même se soutenant sans redevances, par le seul effort de l'enthousiasme religieux,—sortent des entrailles de la bourgeoisie et du peuple. Il ne faut donc pas s'étonner de voir les évêques anglicans se tourner du côté du monopole et le protéger. Il y va de leur pouvoir, de leur intérêt, de leurs trente-neuf articles ; et ils ont même mis tant d'acharnement à défendre ces choses, que M. Fox a pu s'écrier un jour, aux applaudissements d'une foule immense, « qu'avant d'aller prêcher l'Evangile aux païens de l'Océanie, il serait bon de *convertir les archevêques au christianisme.* » La Ligue a dû se trouver, par conséquent, en face de la religion dominante, et l'avoir pour ennemie; mais le clergé inférieur, plus rapproché des masses et de leurs souffrances, lui tendit la main. Ces humbles lévites retrouvèrent surtout, en face

des calamités du pays, des inspirations vraiment chrétiennes. Un appel avait été fait à toutes les sectes religieuses du royaume, pour qu'elles fissent descendre de la chaire apostolique les doctrines de la Ligue, et cet appel avait trouvé partout de l'écho. Les prêtres, oubliant leur rôle de sectaires pour se rappeler leur rôle d'hommes, se tendirent la main et se retrouvèrent tous frères au sein de la charité,—ce noble couronnement du christianisme. Sept cents ministres, appartenant à toutes les religions ou fractions de religion, catholiques, anglicans, méthodistes, wesleyens, presbytériens, anabaptistes, etc., se réunirent à Manchester pour protester contre les entraves apportées à l'approvisionnement de la nation. On intéressait ainsi la Providence aux succès de la Ligue, et on faisait appel au Ciel dans un pays où cet appel gagne encore les causes. Le pays crut lire la signature divine au bas de la pétition que rédigèrent les ministres, et ce concile tout économique donna de nombreux adeptes au mouvement. Du reste, la concordance entre les préceptes bibliques et ceux de l'agitation était facile à indiquer,—infiniment plus facile, soit dit en passant, que les concordances tant vantées avec la géologie, la botanique, et même avec le gouvernement représentatif. La pétition se terminait par ces simples paroles : *Les lois sur les céréales violent la loi du Seigneur et restreignent les bienfaits de la Providence.* Elle eut du succès dans la nation, mais elle échoua devant le Parlement. Bientôt après, le 11 janvier 1842, une nouvelle réunion avait lieu à Edimbourg, et continuait la consécration donnée à Manchester,—non sans exciter toutefois les fureurs des obscurantistes, qui allèrent même, dans leur farouche ardeur, jusqu'à accuser les membres de cette assemblée de pousser les masses au meurtre et au bouleversement du monde. Comme on le pense bien, la Ligue reçut sa bonne part de toutes ces injures.

Cependant, la misère continuait à peser sur le pays et faisait partout de nouvelles victimes. Les pétitions succédaient aux pétitions, mais se brisaient contre l'orgueil inflexible des propriétaires. Appuyé sur une majorité de 90 voix, le premier ministre répondait aux plaintes du pays par une édition corrigée du *Sliding-scale* de lord Wellington, et par une édition *expurgée* du

Tarif des douanes. Mais les réformes illusoires de sir R. Peel ne firent qu'ajouter un désappointement amer aux douleurs des classes manufacturières. Les uns exprimèrent ce désappointement dans des protestations énergiques, les autres allèrent même, dans leur égarement, jusqu'à brûler une effigie de l'habile baronet; — soixante ans auparavant, et pour les mêmes causes, l'abbé Terray avait reçu le même hommage.

Tout à coup, et au milieu de l'effervescence des esprits, il se fit un silence général dans les manufactures de l'Angleterre ; les ouvriers, comme poussés par une main invisible, désertèrent en masse les ateliers du Yorkshire, du Lancashire, du Staffordshire, et semblèrent décidés à demander aux armes ce que le travail ne leur donnait plus : des salaires et du pain. Les désastres que nous avons déjà décrits se reproduisirent.

Les chefs de la Ligue, toujours debout, adressèrent, comme dans un effort suprême, une pétition à la reine; mais repoussés par le Parlement, par le ministère, par la reine, ils ne songèrent plus qu'à agir par la propagande et par les élections. Cette décision, prise dans une nombreuse réunion de députés, fut annoncée nettement aux monopolistes. Une députation de ligueurs se rendit auprès de R. Peel, pour l'amener à des concessions légitimes. Il resta impassible; et c'est alors que MM. Ridgway et Brooks, indignés, lui adressèrent ces énergiques paroles : « *Si le gouvernement ne fait pas son devoir et n'affranchit pas le peuple, le peuple s'affranchira lui-même : il sent qu'il n'est pas représenté, car il meurt de faim, et le gouvernement lui refuse tout secours.* » Bientôt après, M. Cobden, qui sentait l'avenir s'agiter sous sa main, adressait au même sir Robert Peel et aux autres ministres cette question mêlée d'avertissements : « Vous dites : « nous sommes forts, nous avons les élections. Oui, vous avez « les élections (rires de joie aux bancs ministériels). *Mais com-* « *bien de temps resterez-vous au pouvoir après que ce piédestal* « *qui vous supporte aura été renversé*[1] ? » Et comme pour faire honneur à cette prophétie du chef, la Ligue redoublait d'activité. Les meetings se multipliaient sur toute la surface du pays; la voix éloquente des Bright, des Moore, des Ashworth, des Williers, des

[1] Séance de la Chambre des communes du 29 juin 1844.

Thompson avait partout des échos. Les brochures circulaient plus mordantes que jamais ; les souscriptions versaient chaque jour leur pluie d'or et d'argent. Si bien que la Ligue, se trouvant avoir un jour dans ses caisses un fonds de 50,000 liv. st. (1,250,000 fr.), se construisit, en reine qu'elle était devenue, et dans l'espace de six semaines, un véritable palais dédié à la liberté du commerce. Conçu dans des proportions grandioses, ce beau monument peut donner asile à sept ou huit mille personnes, et témoigne, par son architecture grave, de la sévérité de sa destination. Pendant les cinq jours qui suivirent son inauguration définitive, des meetings y furent convoqués et suivis avec une sorte d'ardeur fiévreuse. Vers la même époque, la Ligue ouvrait à Manchester un bazar élégant que les dames patronesses de la Ligue avaient enrichi de leurs dons et qui produisit une recette de 9,000 liv. st. C'est encore avec l'appui de leur munificence, souvent même de leurs travaux, que fut organisée plus tard l'exposition de Covent-Garden, qui étala, dans de magnifiques salles, ce que l'industrie anglaise a de plus riche, et donna au trésorier la somme énorme de 20,000 liv. st. Les femmes se sont ainsi noblement associées à l'œuvre populaire, et, comme l'a dit un journal, si la forte main des hommes a élevé l'édifice, gracieuses cariatides, c'est sur leurs blanches épaules qu'il repose.

Si donc nous voulions des preuves pour démontrer l'accroissement prodigieux et graduel du mouvement, nous montrerions aux commerçants les recettes effectuées dans les bazars. Nous dirions de plus aux statisticiens que le fonds de la Ligue, après avoir été de 150,000 francs en 1840, de 250,000 francs en 1841, de 600,000 fr. en 1842, de 1,250,000 fr. en 1843, s'est élevé, en 1844, à 2,500,000 fr. Hier encore le Conseil exécutif tirait sur l'Association une traite de 6,250,000 fr., et, *séance tenante, on souscrivait pour près de* 60,000 liv. st. (1,500,000 fr.)[1]. Vingt-cinq individus déposèrent chacun une offrande de 25,000 f.; vingt-quatre donnèrent 12,500 fr. Peut-être même le fait le plus

[1] On peut voir, dans un des derniers numéros de *la Ligue*, les détails de cette mémorable séance tenue à Manchester. Un incident curieux vint encore l'animer. Lorsqu'on arriva à M. Cobden, dont l'offrande s'élevait à 500 liv. st., il y eut une immense acclamation et comme un cri de stupeur. Le président, M. R. Hyde Greg, la plus haute réputation manufacturière du Lancashire, dit qu'il se faisait presque

remarquable a-t-il été celui d'un ouvrier venant prendre sa part dans ce tournois de générosité, et donnant de sa maigre escarcelle une somme de 625 fr.

Voilà ce que nous dirions aux statisticiens et aux commerçants. Mais à ceux qui aiment à suivre la marche providentielle des doctrines et le progrès des idées, nous dirons que la salle du Free-Trade, à Manchester, s'élève précisément sur le lieu où s'accomplit, en 1819, le drame épouvantable de Peterloo. Quatre-vingt mille citoyens étaient accourus en habits de fête, des rameaux verts à la main, et aux sons d'une musique éclatante, pour entendre la parole fougueuse de Hunt, et pétitionner en faveur de la réforme électorale et du rappel des lois sur les céréales. Le calme planait sur toute cette assemblée, suspendue aux lèvres de l'orateur, lorsque des yeomen, ivres ou furieux, lancèrent leurs escadrons au galop dans les rang pressés de la foule. Le sabre en main, ils n'épargnèrent ni les femmes ni les enfants, et dans la plaine où quelques heures auparavant toute une population rêvait la liberté, on apercevait seulement, de loin en loin, un citoyen fuyant ou un yeoman essuyant son sabre souillé de sang. Le *Free-Trade Hall* recouvre ce funèbre emplacement comme un cénotaphe élevé aux mânes des victimes, et l'on se console du massacre en songeant qu'aujourd'hui le principe libéral se venge par l'éloquence et le triomphe.

Cependant, tout en vivant de la vie extérieure, la Ligue fortifiait son organisation intime. Elle sentait que le moment des grandes luttes approchait, et elle se tenait prête pour la victoire. De là un travail administratif immense, et qui suffirait pour distribuer le mouvement et l'ordre à dix Etats de l'Allemagne. Ainsi, il s'agissait et il s'agit encore de convoquer les meetings, de distribuer les cartes d'entrée, d'alimenter la presse de l'Association, de faire circuler de toutes parts les brochures, pétitions ou adresses, de percevoir les souscriptions, de vérifier les dépenses; puis, abordant une région plus haute et plus délicate, de cen-

violence en acceptant cette souscription. Il lui semblait que l'homme qui donnait son âme, sa santé, sa vie, devait être dispensé d'y ajouter sa fortune; mais il a dû apprendre que les gens dévoués le sont jusqu'au bout. Les fonds de cette souscription s'élèvent aujourd'hui, pour le seul district de Manchester, à 75,000 livres st. (1,875,000 fr.). A. F. (V. plus loin.)

traliser les renseignements obtenus sur les élections et de préparer le succès des candidatures ; enfin, il s'agissait de faire jouer ces mille ressorts compliqués d'où dépend la vie même de l'œuvre. La grandeur de cette tâche indique le zèle et le dévouement des hommes qui l'accomplissent de nos jours. Le conseil exécutif de la Ligue rivaliserait avec le secrétariat de l'Empereur pour la rapidité du travail. Les hommes y ont plusieurs missions et y acquièrent plusieurs bras. Ce Conseil, composé des ligueurs dont la cotisation s'élève au moins à 50 liv. st., se subdivise en un certain nombre de comités spéciaux, du commerce, des élections, de la correspondance, des finances, etc. A ces comités se rattachent, au dehors, des comités d'ouvriers pour catéchiser les classes laborieuses, et des comités de dames pour séduire toutes les classes. Chaque jour les membres du Conseil, quittant leurs manufactures et leurs affaires les plus urgentes, prennent, pour quelques heures, le rôle d'hommes publics[1], et se réunissent pour discuter les mesures, contrôler l'administration, et exécuter le travail. On aura une idée de ce travail quand je dirai avoir vu sur le registre des correspondances jusqu'à six cents lettres écrites en un seul jour. Le souvenir d'un grand homme plane, d'ailleurs, sur la chambre du conseil et la couvre d'une protection invisible. Sur l'estrade où s'asseoit le président on a placé deux fauteuils faits avec les boiseries de la maison qu'occupait Adam Smith à Kirckaldy — boiseries qui se sont ainsi disséminées sous mille formes, en Ecosse et en Angleterre. De telles reliques conviennent à un tel lieu.

[1] Au premier rang de ces hommes si dévoués, nous citerons MM. Rawson, le trésorier, L. Lees, W. Evans, Th. Woolley, Prentice, J.-B. Smith, Bickham. M. Kohl, voyageur allemand, dit avoir été reçu aux *council-rooms* par des dames élégantes, qui lui offrirent des rafraîchissements dans une salle spéciale. Il y a certainement des dames élégantes à Manchester, mais j'avoue ne les avoir jamais rencontrées dans cette fameuse salle des rafraîchissements, — par la raison fort simple que cette salle n'existe pas. Les dames aident les ligueurs, les soutiennent, mais ne les rafraîchissent pas, — ce qui me paraît moins tendre, mais plus convenable. De plus, M. Kohl, dans des lignes fort sensées, d'ailleurs, dit avoir été étonné du peu de mystère avec lequel il a été reçu dans le Conseil. Il n'y a rien là d'étonnant ; les membres du Conseil n'ayant aucune espèce de mystère à conserver. Leurs actes, leurs travaux sont avoués, publics, et ils n'ont pas de ces desseins qu'on ne médite que dans l'ombre et parmi les seuls initiés. Celui qui voudrait faire de la rouerie diplomatique au milieu d'eux, se préparerait de tristes désappointements. A. F.

A cette époque la Ligue était donc devenue un grand fait, et après la confusion qui mêle les hommes au début on voyait se dessiner les fortes individualités à qui appartiennent désormais les premiers rôles. Et d'abord, au sommet et comme formant un triumvirat respecté, se voyaient M. Cobden, le grand meneur, l'homme de l'action extérieure et de la conquête, — M. Wilson, l'homme du recueillement, celui qui concentre les forces et les administre, — M. Bright, l'homme de la doctrine et de l'expansion, celui qui catéchise la foule, la passionne, l'électrise.

En avant du mouvement nous avons donc placé M. Cobden : — le commandement lui appartient en effet, par droit de dévouement, de talent et de courage. Ce n'est pas tout à coup, d'ailleurs, que s'est formée cette suprématie toute morale. La Ligue avait ongtemps grandi dans l'ombre, et c'est en travaillant à cet enfantement, en vivant de la vie intime de l'agitation, en essayant peu à peu son pouvoir sur les hommes, que M. Cobden s'était révélé à tous comme le héros futur de l'agitation. Ce sévère recueillement au sein d'un parti naissant, ce contact avec des intelligences éclairées, ces enseignements profonds qu'il puisait dans la misère du pays, le préparèrent à faire ses débuts comme homme public, et le jour où, par une sorte de consentement unanime, la Ligue lui déféra le commandement, il se trouva qu'il était à la hauteur de cette mission difficile. L'ardeur scientifique de M. Cobden prit dès lors un essor plus élevé et se traduisit en une activité infatigable pour le triomphe de la liberté commerciale. Il n'est pas une des grandes évolutions du parti qui n'ait été méditée par lui et par ses compagnons fidèles, MM. Wilson et Bright; pas une victoire qu'il n'ait achetée au prix de mille efforts pas ; une lutte qui ne l'ait trouvé prêt à faire le sacrifice de sa santé, de ses intérêts et, plus encore, de son amour-propre. Car ce ne sera pas sa moindre gloire que d'avoir mis en mouvement tant d'hommes et d'avoir agi sur tant d'esprits sans exciter de jalousie, sans froisser l'orgueil autour de lui. Il faut voir là, certes; la preuve d'une grande supériorité jointe à une grande intégrité. Cette supériorité se révèle surtout dans l'aptitude merveilleuse de M. Cobden à revêtir toutes les formes de l'action. Faut-il concevoir une tactique nouvelle, aussitôt il trouve dans la sagacité calme de son

esprit des ressources inattendues : faut-il s'adresser au pays par la presse, il a à son service une plume exercée : faut-il remuer le Parlement, il donne à sa parole l'allure grave et incisive qui conquiert les votes : faut-il convaincre, il puise dans son cœur les plus nobles accents et les anime de saillies spirituelle et fines. Il y a sans doute des orateurs plus riches en images, plus philosophiques, plus ardents, plus poétiques; il n'en est pas un qui aille plus directement au fait et pénètre plus avant dans un sujet. Le sillon qu'il trace dans les esprits peut être moins brillant que le sillon tracé par Fox et Bright, mais il est plus profond. Sa logique pénètre doucement comme une arme bien affilée : elle ne déchire aucun muscle, n'éveille aucune douleur; mais, sans le savoir, on est blessé au cœur et forcé de se rendre. Ce qui caractérise surtout le talent de M. Cobden, c'est l'absence de toute digression : sa parole va droit au but, comme l'aiguille au pôle, sans dévier d'une ligne; et, chez lui, ce but c'est toujours la Ligue. Orateur, il est avant tout l'orateur de la Ligue; homme politique, il est, avant tout, l'avocat de la Ligue au Parlement; en un mot, il me semble la personnification même, l'incarnation la plus complète du mouvement. Et quelle variété dans sa parole ! Veut-il nous définir l'action du monopole, il nous en fait cette peinture plaisante : « Le monopole ! oh ! c'est un personnage mystérieux qui s'asseoit avec votre famille autour de la table à thé, et quand vous mettez un morceau de sucre dans votre tasse, il en prend vivement un autre dans le sucrier. Puis lorsque vos femmes et vos enfants réclament ce morceau de sucre qu'ils ont bien gagné, le mystérieux filou, le monopole, leur dit : Je le prends pour votre protection. » A-t-il à nous indiquer les rapports du fermier et du propriétaire, ou l'iniquité du régime actuel des rentes, il fouille dans sa mémoire enrichie par les voyages, et dit : « Le fermier de ce pays est à son seigneur ce qu'est le fellah d'Egypte à Méhémet-Ali. Traversant les champs de l'Egypte armé d'un fusil, je demandais à un de ces malheureux comment il réglait ses comptes avec le pacha. « Avez-vous pris des engagements? lui dis-je. — Oh ! me répondit-il, nos arrangements ont à peu près la portée de votre fusil, et, quant aux comptes, il n'y a pas d'autre manière de les régler, *sinon que le pacha prend tout* et nous

laisse de quoi ne pas mourir de faim. » Enfin, veut-il montrer dans quelles régions élevées se tient la Ligue au-dessus des haines de partis et de personnes, il dit[1] : « Nous sommes ici comme membres de la Ligue ; nous sommes engagés envers un principe et nous devons être prêts à faire jusqu'au sacrifice de nos affections personnelles. Nos engagements ne sont ni envers les tories ni envers les whigs, *ils sont envers le peuple.* »

On sent ce que cette souplesse de talent doit donner d'autorité à M. Cobden. Puissant dans la Ligue elle-même par sa pénétration et son coup d'œil ; puissant dans le Parlement, il l'est encore au milieu de la foule, — que cette foule soit élégante et éclairée comme à Covent-Garden, sérieuse comme à Manchester, simple et rude comme dans les districts agricoles, mobile enfin et capricieuse comme partout. Aussi sa tribune est-elle en tous lieux, et en tous lieux il est applaudi avec des transports qui défrayeraient l'amour-propre de vingt de nos orateurs. Dans des comtés qu'il traversait en allant porter la vérité ailleurs, on a vu des populations entières se presser autour de lui, et, avides de sa parole, lui demander un *speech* : il lui arrivait alors de laisser échapper, soit du haut de quelque wagon hors des rails, soit sur un husting improvisé, soit sur le seuil d'une église, quelques-unes de ses plus belles allocutions.

L'apostrophe est une des formes favorites de M. Cobden ; il s'en sert pour interroger l'auditoire, se l'assimiler davantage, ou plus encore, pour le rendre complice de sa parole et l'associer à ses desseins. De cette manière, les âmes se confondent et s'animent en se confondant : la foule se sentant vivre et parler par la bouche de l'orateur, l'écoute haletante. Dans ce dialogue grandiose, elle donne la réplique par d'énergiques monosyllabes qui font explosion par mille voix et préparent les résolutions suprêmes. C'est dans l'entraînement de ces séances que la tutelle du mouvement a été offerte cent fois à M. Cobden par des acclamations spontanées qui eussent pu donner le vertige à d'autres hommes. Ainsi, au dernier meeting tenu à Covent-Garden, l'orateur s'étant écrié, à propos du ministère whig, « Je ne sais quel homme d'Etat lord Russell associera à lord Grey et à lord Morpeth », une voix s'écria :

[1] Discours prononcé à Wakefield, le 31 mars 1844.

souvent l'art de vaincre ; et, d'ailleurs, l'accueil que la Chambre des communes a fait au discours de M. Bright, sur les abus du droit de chasse, prouve qu'il joint le tact parlementaire à la fougue des hustings. Nous ne saurions mieux donner une idée de ses instincts populaires et de sa foi de ligueur, qu'en reproduisant les paroles suivantes prononcées l'année dernière :

« La lutte dans laquelle nous sommes engagés est la lutte de l'industrie contre la spoliation seigneuriale. (Applaudissements). On a dit que quelques-uns des promoteurs de ce mouvement étaient filateurs ou imprimeurs sur étoffes. Nous l'avouons : nous confessons que nous sommes coupables et que nos pères ont aussi été coupables de vivre par le travail. Nous n'avons pas de prétention à une haute naissance, ni même à de nobles manières. Si nos pères se sont couchés sur le métier — et je ne nierai pas que ce fut la destinée du mien (Applaudissements.) — nous n'en sommes pas moins nés Anglais, et quel que soit notre gouvernement, nous sommes pénétrés de cette forte conviction qu'il nous doit, comme aux plus riches et aux plus nobles de nos concitoyens, impartialité et justice. » La cause que de telles paroles compromettent n'est pas celle de la Ligue, comme on peut bien le penser ; et puis, en face des improvisations innombrables de de M. Bright, qui peut lui reprocher d'avoir parfois dépassé les bornes de la civilité musquée des salons, et dans ces torrents d'éloquence qui peut songer à aller chercher quelques atomes moins purs ? Toute lave a ses scories : heureux ceux dont la parole rappelle la lave !

Autour de MM. Cobden et Bright, et les aidant, les remplaçant au besoin, nous aurions à citer tout un groupe d'hommes éminents par leur situation, leur talent et leur zèle à toute épreuve. Ainsi, M. Ashworth, le statisticien et l'homme de bien ; M. Thompson, orateur plein de variété et de grandeur, voué à toutes les libertés ; MM. Fox, Gibson, Villiers, Moore, Bowring, Hume, tous gens de cœur à qui l'humanité devra tant, et à qui le pays prépare des ovations futures. Nous n'essayerons pas d'esquisser tous ces caractères qui ont chacun leur individualité originale, mais tous le même zèle pour la cause commune.

Comment, par exemple, décrire les poétiques improvisations

de M. Fox ? Nous ne sachions personne à qui le comparer en France — la classe des orateurs populaires nous manquant; mais il nous semble reproduire notre grand poëte, M. de Lamartine, avec moins d'ampleur et d'harmonie, mais avec plus de grâce et d'esprit. Nous ne saurions mieux le prouver qu'en citant les admirables paroles qu'il a prononcées dans la salle de Covent-Garden en 1844, en commentant le sophisme fameux de l'indépendance nationale en matière industrielle.

« Être indépendants de l'étranger, c'est le thème favori de l'aristocratie. Elle oublie qu'elle emploie le *guano* à fertiliser ses terres, couvrant ainsi le sol britannique d'un sol étranger qui pénétrera chaque atome de blé, et lui imprimera la tache de cette *dépendance* dont elle se montre si impatiente. Mais quelle est donc la vie de ce grand seigneur, de cet avocat de l'indépendance nationale ? Voilà un cuisinier *français* qui prépare le dîner pour le maître, et un valet *suisse* qui habille et prépare le maître pour le dîner. Milady, qui accepte sa main, est toute resplendissante de perles qu'on ne trouve jamais dans les huîtres britanniques, et la plume qui flotte sur sa tête n'orna jamais la queue d'un dindon anglais. Ses vins viennent du Rhin, du Rhône ou de la Garonne. Il repose sa vue sur des fleurs venues de l'Amérique du Sud, et gratifie son odorat de la fumée d'une feuille apportée de l'Amérique du Nord. Son cheval favori est d'origine *arabe*, et son chien de la race du *Saint-Bernard*. Sa galerie est riche de tableaux *flamands* et de statues grecques. Veut-il se distraire ? il va entendre des chanteurs *italiens*, de la musique *allemande*, le tout suivi d'un ballet *français*. Son esprit même est une bigarrure de contributions exotiques. Sa philosophie et sa poésie viennent de la Grèce et de Rome, sa géométrie d'Alexandrie, son arithmétique d'Arabie, et sa religion de Palestine. Dès son enfance il presse ses dents naissantes sur du corail de l'Océan Indien, et, après sa mort, le marbre de Carare surmontera sa tombe. Et voilà l'homme qui dit : Soyons indépendants de l'étranger ; soumettons le peuple à la taxe : laissons-le en proie à la privation, au besoin, aux angoisses de la faim ; mais soyons indépendants de l'étranger ! »

On sent ce qu'avec des talents aussi élevés et aussi variés doivent avoir de dramatique les meetings de la Ligue. Admis par une noble hospitalité à y assister, j'ai pu y voir briller à la fois ce que le génie a de plus riche et l'esprit de plus incisif: j'ai pu surtout voir se produire autour de moi cette électricité sociale dont nous n'avons que quelques pâles reflets chez nous. Sans doute nos séances parlementaires ont vu de chaudes journées; mais, dans les moments les plus animés, l'orateur s'y sent arrêté par le milieu officiel qui l'environne. Il voit des ministres, il voit des diplomates au front glacé, mais il ne voit pas la foule qui l'appelle, avide d'émotions et d'enseignements: au besoin même n'aurait-il pas le rappel à l'ordre pour le calmer, et la sonnette du président pour calmer les auditeurs? Mais élargissez cette scène; grandissez cette voûte, et vous aurez décuplé les forces de l'orateur en décuplant sa tâche. Il lui faudra réagir sur un vaste auditoire, concentrer l'attention sur ses paroles, prendre nécessairement en face d'un intérêt plus général des idées plus générales. Il pourra contenir les impatiences ou les braver, exciter la colère ou la pitié, exalter les âmes et les calmer aussitôt, assombrir les visages et y ramener les sourires; enlever enfin l'assemblée à elle-même, jusqu'à ce que, haletante et fatiguée, elle éclate en transports immenses et s'avoue vaincue. Ainsi conçu, un discours devient réellement un drame, et ce drame on peut le voir se dérouler sans cesse dans les meetings de la Ligue. D'abord l'auditoire est silencieux, comme dans l'attente; puis des frémissements insensibles annoncent que la parole du magicien commence à opérer: ici, une opinion qu'on a froissée pousse son cri réprobateur; là, un sentiment qu'on vient de caresser murmure une approbation. Puis les poitrines se gonflent et les têtes fermentent: des courants magnétiques circulent dans l'air; l'enthousiasme que l'orateur produit, la foule le lui renvoie plus ardent encore, et cet immense crescendo, où l'on distingue encore des interpellations, des rires, des approbations, se termine par un éclat soudain d'applaudissements frénétiques. Ainsi soulevé, l'auditoire gronde encore après la tempête, et il ne faut rien moins que l'annonce d'un nouveau discours pour apaiser ces houles indociles. On peut juger de la force immense que puisent les orateurs

dans ce milieu volcanique ; la parole brûle les lèvres des moins ardents, qui deviennent ainsi éloquents sur le champ de bataille. J'ai vu un soir M. Cobden, pâle, épuisé, souffrant, s'asseoir à un meeting, déterminé à ne pas parler. Mais au bruit des applaudissements qui le saluaient, des voix qui s'étaient fait entendre, il se redressa comme par une secousse galvanique. En un moment, fatigue, souffrance, tout était oublié, et il jetait à la foule une de ses plus belles improvisations.

On s'est étonné que la bourgeoisie ait trouvé tout à coup dans ses rangs des hommes aussi éloquents : il n'y a là rien d'étonnant. Ce miracle s'est produit chez nous en 89, il se reproduira toutes les fois que les grands caractères pourront se développer librement et communiquer leur enthousiasme. L'enthousiasme est aujourd'hui le miracle par lequel se dénouent les langues ; — ayez l'enthousiasme, et vous aurez des orateurs.

Mais derrière cette propagande active se trouve le conseil de la Ligue présidé par M. Georges Wilson. La nature a donné à M. Wilson cette physionomie bienveillante, ce doux sourire si nécessaire à tous ceux qui ont à remuer de nombreux intérêts, à discipliner des âmes inquiètes, à assouplir une multitude d'individualités. Quelque grandes que soient les facultés d'un administrateur, s'il n'a pas ce don précieux de répandre l'harmonie parmi les hommes aussi bien que l'ordre parmi les choses, il n'aboutira qu'à des échecs. A quoi sert de concevoir des plans habiles, si l'on n'a pour les exécuter que des éléments rebelles et jaloux ? Or, chez M. Wilson, le talent de conciliateur égale celui d'administrateur. Jeune encore, c'est lui qui, en centralisant tous les différents services de la Ligue, a fait du Conseil de Manchester un point de ralliement ; c'est lui qui a organisé la comptabilité, conçu les comités, divisé le travail ; c'est lui qui distribue et ménage les ressources, qui prépare les meetings, qui rédige le registre des élections, — véritable livre d'or où s'inscrivent les nouvelles conversions ; en un mot, c'est lui qui fait circuler le sang et la vie dans ce grand corps. Sans son activité dévorante, la Ligue, tout en faisant des progrès au dehors, eût pu chanceler sur sa base, et sans cette main exercée les rouages eussent pu se rompre. Là sera la gloire de M. Wilson ; l'estime

respectueuse dont on l'entoure vient de là et non de sa situation sociale, car il possède une des plus humbles manufactures de son comté. Si j'avais à indiquer maintenant dans une seule phrase le rôle réparti à MM. Cobden, Bright et Wilson, je dirais que M. Cobden indique le but, que M. Bright y entraîne les masses par sa parole, et que M. Wilson consolide la victoire.

Néanmoins, avec tous ces éléments de force, la Ligue n'avait encore obtenu aucun succès parlementaire; elle gagnait la nation, mais le ministère lui résistait; aussi la tactique du Conseil fut-elle bientôt changée. Ne pouvant arriver aux députés directement, on résolut d'y arriver par l'intermédiaire des électeurs, et, pour cela, d'*agiter* la matière électorale sur tous les points du royaume. On voulut cependant tenter un dernier effort, et des pétitions — ce devaient être les dernières — apportèrent au pied du trône les vœux de la Ligue. En même temps, et dans une séance de la Chambre des communes qui devait marquer, M. Cobden plaida énergiquement pour le rappel des lois sur les céréales, et rejeta sur le premier ministre la responsabilité des malheurs qui affligeaient la nation. Sir Robert Peel se leva en proie à une vive agitation, et s'oublia au point d'insinuer dans son discours que M. Cobden avait désiré le voir assassiner. La Chambre, par un mouvement spontané, protesta contre l'insinuation, et se sépara au milieu du tumulte et des clameurs. Au dehors l'indignation fut terrible. Toute la Ligue ressentit l'injure odieuse faite à son chef, et vengea par d'innombrables adresses, pleines de sympathie pour sa conduite et de réprobation pour sir Robert Peel, l'honneur du corps. Mais une vengeance plus sûre se préparait déjà.

La Ligue, en plantant son drapeau à Londres, avait tenu ses premiers plaids dans la taverne de l'Ancre couronnée (*Crown and Anchor*); mais grandissant chaque jour et brisant son enveloppe, elle dut aller s'établir bientôt dans le club des Francs-Maçons, pour passer de là à Drury-Lane, et enfin à Covent-Garden, large amphithéâtre où déjà même la foule est à l'étroit. Il serait digne de l'Association de construire des salles temporaires, aux proportions grandioses, et où les trente mille fidèles qui accoururent à son appel, il y a huit jours, pussent toujours trouver place.

Quoi qu'il en soit, la Ligue put constater ses forces à Londres, et, désormais sûre d'elle-même, elle osa se porter officiellement devant le pays et prendre part aux élections. Mais pour ne pas rétrécir la sphère de ses efforts jusqu'aux mesquines proportions des rivalités des partis, elle écrivit sur son drapeau sa formule de liberté commerciale, invitant les amis de cette doctrine, whigs, tories, radicaux, à se joindre à elle. De cette manière elle n'excluait aucun parti et n'en servait aucun : indépendante dans sa marche, elle était avant tout décidée à ne pas s'absorber dans les coteries politiques. Aussi, après tant de pétitions et de requêtes inutiles, le nouveau cri des ligueurs fut-il : *Qualify ! qualify ! qualify !* cri qui se répète encore aujourd'hui et qui signifie *devenez électeurs !* Or, comment devient-on électeur en Angleterre quand on n'est pas grand propriétaire, quand on n'est pas citoyen d'un bourg libre avec un loyer de 10 liv. st., enfin quand on n'est pas fermier avec un revenu annuel de 50 liv. st. (1,250 fr.)? Voici le moyen recommandé par M. Cobden, qui le trouva en fouillant dans ces lois anglaises où l'on trouve tout, excepté une législation. Hâtons-nous de dire, à l'honneur de ce moyen peu usité jusque-là, qu'il eut cependant une part glorieuse dans l'émancipation catholique et dans la réforme de 1832.

Il y a près de six cents ans, une loi fut promulguée en Angleterre, qui concédait à tout homme, possesseur d'un revenu territorial de 40 sch., les droits politiques et la qualité de *yeoman*. C'était là un cens exorbitant dans le principe ; mais par l'accroissement graduel de la fortune publique, ce cens est devenu fort médiocre. De sorte que les listes électorales des comtés pouvant s'accroître indéfiniment, il en résulte que tout homme possédant 50 ou même 40 sch., suivant la valeur des terres, peut acheter un *cottage*, et avec le cottage le brevet d'électeur. M. Cobden exposa ces idées et ce système dans de nombreuses réunions, réchauffant le zèle des auditeurs et les engageant à se constituer électeurs en masse. L'Écosse, l'intelligente et démocratique patrie de Bruce, ne put obéir à sa voix, car la franchise de 40 liv. st. ne lui a pas été conférée ; et quant à l'Irlande, on la lui a ravie comme tant d'autres franchises. Du reste, ce n'était pas seulement là une arme offensive, c'était avant tout une arme défensive,

destinée à combattre les effets de la fameuse loi de 50 liv. st., qui met entre les mains des propriétaires les votes des districts agricoles, et leur livre les fermiers pieds et poings liés : placer le *free-hold* de 40 sch. en face du *lease-hold* de 50 liv. st., c'était donc un coup de maître, car c'était opposer aux vassaux de l'aristocratie une armée d'hommes libres, dévoués au parti industriel. En dehors de cette mesure et pour la fortifier, le Conseil résolut d'envoyer dans tout le royaume des agents, dont la mission devait être de scruter les listes électorales et de provoquer les radiations ou les inscriptions reconnues légitimes. De cette manière, on purifiait les élections et on les modifiait en faveur de la cause.

Ce système, voté et suivi avec enthousiasme, produisit les plus heureux résultats. Les listes se transformèrent comme par enchantement, et tels comtés où les *free-traders* n'auraient pas osé s'aventurer il y a quelques années, semblent aujourd'hui prêts à élire un candidat libéral. Le plus beau succès obtenu dans cette direction fut l'élection de M. Pattison comme député de la cité de Londres. L'adversaire de M. Pattison était M. Baring, chef d'une maison de banque puissante, commandant les votes par ses richesses, et appuyé par tout ce que le parti des monopoles avait d'influence. Tout échoua néanmoins devant l'opinion, et l'élection du candidat progressiste marqua l'avénement de la Ligue comme puissance parlementaire. Dès ce jour, le *Times* la considéra comme « un grand fait », et lui adressa ses plus humbles hommages.

Voyant la carrière ouverte, les *free-traders* s'y élancèrent à l'envi,—multipliant les meetings, redoublant de talent et versant de nouveaux et énormes subsides. Toutes les grandes cités de l'Écosse et de l'Angleterre apportèrent leur offrande dans le fonds de 100,000 liv. st., et l'on peut même lire sur la liste des donataires quelques noms aristocratiques, apprivoisés par le succès ou par le temps; je citerai entre autres le marquis de Westminster et M. Samuel Jones Lloyd. Le parti des grands seigneurs essaya de combattre les progrès de la Ligue en instituant une contre-ligue (anti-league) et des « sociétés pour la protection de l'agriculture. » Mais c'était instituer à côté d'un forum une petite

tribune de famille. Les ducs de Buckingham et de Richmond — les coryphées du monopole — y boivent encore d'immenses toasts à la santé de leurs fermiers et des laboureurs. Mais ces meetings microscopiques meurent chaque jour, étouffés à huis clos, et c'est à peine si de temps en temps quelque énorme sophisme, parti d'un vieux manoir, vient apprendre à la nation que les maîtres renouvellent leurs baux. Le duc de Norfolk proposait dernièrement pour la faim un remède aussi nouveau que peu consolant. Le noble duc avait reconnu, disait-il, qu'un laboureur *se porterait parfaitement bien en se contentant, pour son souper, d'une pincée de poudre de curry* — curry powder — *bouillie dans l'eau chaude* [1]. Il y a loin de ce mot aristocratique à celui de notre conventionnel : « Il me semble que la population a ses vicissitudes et ses bornes, et que la *nature n'a jamais plus d'enfants qu'elle n'a de mamelles.* »

Trois mois après l'appel fait par M. Cobden, les sommes consacrées à l'achat des *free-holds* de 40 sch. s'élevaient au chiffre énorme de 250,000 liv. st., — indiquant ainsi l'avénement de cinq mille citoyens aux droits politiques. Ces conquêtes ont grandi chaque année, et l'on peut voir dans le rapport de M. Wilson, en 1844, avec quelle promptitude se transformait l'élément électoral sous la double influence des inscriptions nouvelles et des radiations [2]. En trois mois, une loi jusque-là oubliée dans la poudre des reliques constitutionnelles s'était ainsi ranimée au souffle d'un homme éminent, et devenait un moyen d'affranchissement pour tout un peuple.

Pendant que se passaient ces événements électoraux, la prospérité renaissait avec l'abondance dans tout le pays. Comme un éclatant témoignage de la vérité des doctrines de la Ligue, la prospérité industrielle, en amenant la hausse des salaires et la reprise du travail, lui apportait des arguments aussi puissants que

[1] Un certain docteur Buckland a été plus loin. Il a constaté qu'on pouvait se nourrir parfaitement avec des fèves, et il cite même l'exemple d'une vieille dame qui vécut un certain nombre de jours en *suçant l'amidon que contenait son mouchoir blanc.* N'est-ce pas là, je le demande, le sublime du genre? Mais encore, digne docteur, vous ne savez donc pas que les pauvres n'ont pas de mouchoirs blancs comme votre vieille dame! A. F.

[2] Discours du 11 décembre 1844.

ceux qui lui avaient été jadis fournis par la disette. L'expérience des masses se formait aussi au grand jour. M. Villiers voulut porter cette expérience dans le Parlement : il présenta sa motion annuelle, qui fut rejetée comme toujours, mais à une majorité considérablement réduite. Ce fut donc presque un succès, et ce succès suffit pour jeter l'alarme dans le camp du monopole. Lord J. Russell s'écriait dans la dernière session que la protection est le poison de l'agriculture,—*protection is the bane of agriculture* : — le lendemain, sir Robert Peel, rêvant des transactions futures, adoptait le principe combattu par lui la veille ; le lendemain, le *Times* prédisait en termes méprisants la chute prochaine du vieux système ; le lendemain enfin, lord Ashley, dans des accents lamentables, disait adieu à ses électeurs, et s'apitoyait sur le sort qui attend l'Angleterre le jour où elle pourra manger du pain à bon marché ! Ces défections se sont multipliées depuis et ont atteint les plus hautes régions, alors que dans le camp de la Ligue on ne compte qu'*un seul transfuge* depuis six ans.

Les deux partis en étaient là, lorsque se manifestèrent les premiers symptômes de la disette actuelle. Depuis ce triste moment, la Ligue a acquis une autorité nouvelle. A la voix des hommes est venue se joindre l'autorité des faits, pour hâter le triomphe de la liberté commerciale en Angleterre. L'ascension graduelle des prix du blé a eu pour effet immédiat et prévu de paralyser la consommation, et, par suite, les opérations industrielles et les mouvements du crédit. La banque, en élevant le taux de l'escompte, a averti les esprits, et les chefs du travail manufacturier, menacés par l'encombrement et la dépréciation des produits, arrêtent graduellement leurs métiers. Il y a peu de temps, M. Ashworth calculait que depuis quelques mois le prix du blé s'était élevé de 45 sch. à plus de 65 sch., et M. Brown jetait l'effroi dans un meeting de Liverpool en rappelant les calamités de 1839 et 1840 prêtes à s'abattre de nouveau sur le pays. Il finissait en démontrant que chaque semaine, et en face de ressources diminuées, l'Angleterre payait pour son pain 10,000,000 fr. de plus qu'en 1844. Hier encore le travail était abondant, et aujourd'hui il manque à de nombreux ouvriers ; hier les ateliers

étaient au grand complet, et demain cette population s'écoulera dans les work-houses, dans les hospices ou dans le Nouveau-Monde. Or, comme la Ligue avait prévu tous ces maux et proposé le remède, il ne faut pas s'étonner de la voir attirer chaque jour les corps politiques dans son atmosphère, et devenir le centre, l'astre principal de tout un système social. C'est ainsi que lord John Russel et lord Morpeth, poussés par la force de la logique ou par la force des choses, ou même par une ambition intelligente, sont venus se rallier à M. Cobden; c'est ainsi que les classes ouvrières, instruites par le passé, se groupent avec acclamation autour de leur défenseur naturel; c'est ainsi que le pays enfin se désabuse et que se prépare le dénoûment.

Ce n'est pas un fait sans signification que de voir les fermiers, les laboureurs, les agriculteurs les plus distingués, vaincus par les arguments de la science et par leur propre malheur [1], se convertir par milliers à la liberté du commerce. Les dernières nouvelles annoncent que la cause fait d'immenses progrès dans vingt-huit comtés et a déjà maîtrisé le South-Lancashire, Middlesex, West-Yorkshire, North-Cheshire, Nort-Lancashire, South-Staf-

[1] La scène désolante dont le petit village de Goat-Acre, dans le Wiltshire, a été récemment le théâtre, donne à nos paroles une consécration solennelle. Près de mille laboureurs, vaincus par la misère, se réunissaient, le 6 janvier dernier, autour d'un husting rustique, pour protester contre le régime qui les accablait et pour demander le rappel des lois sur les céréales. Cette plainte, que proféra toute une multitude au milieu des ombres d'une nuit d'hiver, rappelle les anciennes prières des protestants dans les Cévennes. L'ennemi alors c'était le fanatisme; l'ennemi aujourd'hui c'est la faim. Chacun de ces malheureux, transformé en orateur par la douleur, raconta sa vie ou plutôt son agonie, et l'on put voir se dérouler alors la lamentable histoire des districts agricoles. Il y eut là d'affreuses révélations, qui étonnèrent jusqu'à ces hommes qu'on eût pu croire blasés sur la douleur: il y eut, dans la discussion du monopole des blés, une logique vigoureuse et profonde; il y eut des calculs saisissants, qui transformèrent pour un moment la statistique en un drame horrible; il y eut jusqu'à des sourires d'espérance qui se firent jour à travers les larmes. Nous donnerons plus tard tous les détails de ce meeting, si plein d'enseignement; mais pour en indiquer la portée dès ce jour et appuyer nos idées, nous citerons les conclusions posées par David Kiel, le président, au nom de l'assemblée: « 1° Que, dans l'opinion du comité, la détresse des classes ouvrières, causée par la mauvaise récolte des pommes de terre et le haut prix du pain, est de nature à justifier la convocation de tout meeting ayant pour but de présenter à la reine des pétitions contre le maintien des lois sur les céréales, d'autant que le blé avait haussé de 25 %, alors que les salaires des laboureurs ne croissaient que de 5 %; qu'à cet effet, etc. » Le président, comme ses frères en misère, ne comprenait pas comment on pouvait nourrir une famille, la vêtir, la

ford, South-Cheshire. Un des plus beaux triomphes du comité des élections sera certainement la rapidité avec laquelle il a conquis la partie sud du Lancashire, qui, par une étrange ou honteuse anomalie, avait constamment rejeté les candidats du *free-trade*. Là, les ligueurs ont gagné dans une seule année 1,831 votes, et la majorité ennemie, qui était de 598 il y a peu de temps, s'est transformée en une majorité amie de 3,084 voix. — Le comité a opéré dans les comtés sur une masse de 143,731 électeurs, à peu près égale à tout notre personnel d'élection, et M. Wilson terminait son excellent rapport du 10 décembre dernier [1] par ces paroles :

« Un effort analogue à celui qui nous a livré le South-Lancashire suffirait pour chasser les monopolistes des élections de tous les autres comtés de l'Angleterre, *dans le courant de l'année*. »

On comprendra la rapidité de cette métamorphose, en voyant l'activité des écrivains et des orateurs de l'agitation. Dans l'espace de trois semaines, plus de quatre-vingt-dix meetings se formaient en Angleterre et en Ecosse pour remuer la question, et MM. Cobden et Bright allaient répandre leur parole respectée dans *seize* grandes assemblées ! Quelle fécondité de ressources ne faut-il pas à ces hommes, quelle intégrité pour ne pas se faire de tant d'applaudissements un piédestal de fortune, quelle force d'esprit pour garder le calme dans ce tourbillon de fêtes, d'honneurs et d'ovations ! Le dernier meeting de Wakefield a même dépassé, il paraît, tout ce qui s'était vu dans ce genre depuis longues années. Dès le matin, les cloches carillonnèrent en l'honneur de la réu-

chauffer avec six ou sept sch. par semaine, et il terminait en poussant le cri du *free trade*. C'est aussi le cri que nous poussons, mais que ne songent guère à répéter certains monopolistes bien connus de tous, et qui trouvent fort beaux des salaires de six sch. ; il est vrai qu'ils ne dépensent guère plus du triple pour leurs chevaux. Jamais le fameux mot de Daniel de Foë : *giving alms no charity*, ne fut mieux commenté que par les agriculteurs faméliques du Wiltshire, et surtout par un journalier, Williams Taylor, dont nous regrettons de ne pouvoir reproduire la déchirante déposition. Voy. *The League* du 10 janvier 1846. A. F.

[1] Voy. *The League* du 23 décembre 1845. Une seule défaite est venue attrister les amis de la Ligue, c'est celle du savant colonel Thompson, à Sunderland. L'adversaire du colonel était M. Hudson, celui qu'on a appelé en Angleterre le *roi des chemins de fer*. Pour tous ceux qui sont au courant de la question, il est évident que si le colonel Thompson avait eu, comme son rival, un bureau d'actions ou de promesses d'actions, et avait pu être nommé le *roi de la prime*, il aurait siégé au Parlement. A. F.

nion : des bannières aux mille couleurs flottèrent dans les rues, portées par toute une population enthousiaste, et le soleil, qui se réserve quelquefois même dans le ciel britannique pour les fêtes populaires, éclaira celle-ci de ses rayons les plus joyeux et les plus dorés.

A ces progrès les prohibitionistes répondent par des pétitions au ministère ; — car leur tour est venu maintenant de pétitionner. Ils anathématisent la franchise de 40 sch. et y opposent leur *pairie héréditaire* et l'enceinte jusqu'ici inviolée de la Chambre des lords. Ils commencent donc à songer sérieusement à la résistance, et les dernières évolutions ministérielles de la Grande-Bretagne montrent à quel point la question est devenue brûlante. Ces révolutions nous demandent quelques lignes. Sir Robert Peel, instruit par les sévères leçons du bill d'émancipation et de réforme, avait jugé qu'il était temps de porter un coup vigoureux au monopole des propriétaires. Il espérait cette nouvelle concession d'un parti qui lui en avait tant fait ; mais l'arc, trop fortement tendu, se brisa dans ses mains. Les tories, atteints dans leur élément vital, la richesse, ne voulurent pas consentir à ce qu'ils regardaient comme leur suicide, et ils mirent opposition à tout progrès ultérieur. De là scission dans le cabinet, de là démission offerte et acceptée. Un moment la succession au pouvoir s'est trouvée vacante, un moment même elle est retombée entre les mains du parti whig. Lord J. Russell, sur qui s'étaient portées les espérances du pays après la déclaration pleine de netteté qu'il avait adressée à ses électeurs, fut chargé de constituer un nouveau ministère, et se mit à l'œuvre hardiment. Après de longs efforts, il parvint même à dresser sa liste d'hommes d'Etat, et à donner à chaque portefeuille un nom ; mais les éléments de ce nouveau gouvernement s'agitèrent sous sa main, se révoltèrent, enfin se dispersèrent. En un jour cette combinaison si laborieusement enfantée s'évanouit. Nous n'entrerons pas dans tous les détails de ce changement politique qui a commencé sous les apparences les plus graves, pour finir avec tous les caractères de la haute comédie. Au fond, nous y voyons de la part de lord J. Russell une grande faiblesse ou une grande erreur : il a été timide ou il a été illogique, — l'un des deux. En effet, soutenu

par toute l'Angleterre industrielle, par les ligueurs, par une fraction imposante des communes, il pouvait, tout au moins, lutter contre le parti rétrograde, et marquer sa carrière politique par une éclatante manifestation en faveur de la liberté commerciale. Sans doute les difficultés que lui laissaient les tories étaient grandes, sans doute la position était critique, sans doute même les réformes les plus libérales dans les tarifs n'eussent produit que des résultats amoindris, — tant le péril était devenu imminent et tant on avait tardé à le conjurer; mais un programme d'entrée au pouvoir qui eût exposé aux yeux du pays toute cette situation et tous ces dangers, lui eût servi en même temps de point de départ, d'égide et de justification. Le pays, battant des mains devant tant de franchise, lui eût préparé des ovations dans le triomphe, et l'eût couvert de sa sympathie dans la défaite. Après tout, il me semble que les situations extraordinaires sont faites pour les hommes extraordinaires, et il est plus beau de descendre du pouvoir pour n'avoir pu faire le bien que de n'y pas monter. Lord John Russell, par crainte ou par orgueil, s'est ainsi effacé devant sir Robert Peel, qui a reconquis le ministère avec le prestige des hommes réputés indispensables. L'habile chef — je ne dirai pas des tories, puisque les tories pur sang l'ont maudit, je ne dirai pas non plus des whigs, puisque les whigs le redoutent, je ne dirai pas enfin des radicaux, puisque lui-même redoute les radicaux; — l'habile chef, dirai-je donc, d'un parti qui n'existe plus, s'est chargé de l'Angleterre jusqu'à nouvel ordre. Il se prépare aux luttes de la session prochaine, mais froidement et sans s'inquiéter de la détresse actuelle [1]. Nous n'avons nullement l'ambition de prophétiser; mais il est permis de croire qu'il médite quelque transaction nouvelle, quelque droit fixe, ou même quelque droit décroissant — *vanishing duty* — qui calme l'aristocratie tout en caressant le peuple. Il se servirait ainsi, disent les initiés, du prestige qui entoure lord Wellington pour ramener la Chambre des lords, et d'une nouvelle réforme des tarifs pour dompter

[1] En lisant ces suppositions sur la conduite probable de Robert Peel, il faut se rappeler que Fonteyraud écrivait à la veille de cette mémorable session qui vit s'opérer la transformation du premier ministre et le triomphe de la Ligue.

l'impatience de la Ligue; mais je doute que ce système usé — si on l'emploie — fasse fortune.

La Ligue est, d'ailleurs, décidée à n'accepter aucun compromis. Portée sur les épaules des populations laborieuses, définitivement ralliées à sa cause, elle s'adressera comme toujours au Parlement avec son éternel et immuable programme : *rappel immédiat et absolu des lois sur les céréales : affranchissement des échanges.* Elle sait que des ports ouverts aujourd'hui sous l'influence de la nécessité peuvent se refermer demain et substituer ainsi à une échelle mobile ce qu'on pourrait appeler des ports mobiles; elle sait qu'une concession du gouvernement sert à ajourner indéfiniment les réformes nécessaires; elle sait cela et agira en conséquence. Quant aux landlords — du moins ceux qui ne se sont pas ralliés à la nouvelle combinaison ministérielle, et ils sont en grand nombre, — ils sentent que le moment est venu de faire une résistance désespérée, et ils paraissent tout aussi disposés à résister à la Ligue qu'aux plaintes de la nation. Nouveaux Brutus, plusieurs d'entre eux sont même décidés à immoler la candidature de leurs fils sur l'autel des Corn-laws et des protections. Leur loi, que M. Bright a si ingénieusement appelée *une loi de beau temps*, ils veulent la maintenir dans la tempête; mais eux-mêmes n'ont-ils pas donné le signal des réformes, lorsque pressés par M. Huskisson et par les besoins d'une industrie en plein développement, ils consentirent au bill des soieries, au nouveau bill de navigation, et enfin aux combinaisons financières de sir Robert Peel? Ils ont cru que la clameur publique s'arrêterait devant leur influence traditionnelle et leur prestige féodal : ils ont cru qu'en dégrevant l'industrie ils seraient dispensés de dégrever l'agriculture; mais l'un a nécessairement entraîné l'autre. Ce qu'on a ôté d'un côté de la balance, il faut l'ôter de l'autre pour rétablir l'équilibre. Une industrie libre ne peut vivre qu'à condition de fabriquer avec des matières premières libres : or, le blé étant la matière première la plus importante, doit donc être libre avant toutes les autres. Cela est de logique rigoureuse et fatale. Vous avez effacé les tarifs manufacturiers, il vous faut effacer les tarifs agricoles. Le jour où vous avez accepté Huskisson, vous avez évoqué Cobden.

Du reste, cet aveuglement s'explique par l'étendue même et la profondeur des réformes qu'apporte la Ligue avec elle. Nous l'avons dit, ce n'est pas seulement le monopole des lois sur les céréales qu'elle veut atteindre, c'est l'ensemble des monopoles commerciaux : or, comme tout se tient dans l'organisation des peuples, le rajeunissement politique suivra nécessairement le rajeunissement économique. L'aristocratie voit cela avec plus d'effroi encore que de sagacité. Jadis, quand le commerce réclamait contre la société féodale, celle-ci l'apaisait en le protégeant et en lui ouvrant, souvent au prix de l'honneur du pays, des marchés éloignés. Mais aujourd'hui le commerce ne veut plus de protections. Il les juge pernicieuses, attentatoires aux droits de chaque citoyen et aux droits des peuples : il refuse nettement une grandeur qui devrait répandre la disette au sein des classes pauvres et renouveler ces spoliations, ces bombardements sauvages, souvent même ces meurtres, dont l'Inde, la Suède, l'Amérique, le Portugal ont gardé l'horrible souvenir. Le parti progressiste en Angleterre prend ainsi à tâche de réhabiliter l'Angleterre en tous lieux et de racheter, par les immenses bienfaits des relations pacifiques, les énormités du système de Pitt. La Ligue a donc deux faces : l'une nationale, l'autre universelle ; d'une main elle relève les classes manufacturières, de l'autre elle veut pacifier le monde par l'échange libre de toutes les productions. Mais, pour y parvenir, on sent qu'il lui faut non-seulement *agiter* dans les meetings ou dans le Parlement, mais encore envahir l'administration et enlever de haute lutte les grandes positions politiques. Elle aura donc à élargir les rangs de l'armée, de la marine, du clergé, et à y introduire ses fils à égalité de titre avec les fils des lords. Les cadets ainsi repoussés de ces situations, aujourd'hui inaccessibles au peuple, se replieront sur leurs familles, demanderont leur part de l'héritage paternel, leur place dans le vieux manoir, et déchireront de leurs propres mains le vieux code des majorats, des substitutions et des exclusions. Le pays ne dotant plus sur le budget les filles de haut parage, il faudra bien que l'aristocratie se résigne à une chose assez simple cependant, à nourrir ses enfants. Confiants dans l'avenir, les ligueurs ne s'arrêteront devant aucun prestige, aucune tradition, parce que

la première tradition est celle du juste, et que dix siècles d'antiquité ne suffisent pas pour donner à une audacieuse exploitation le caractère d'un bienfait[1].

Et d'ailleurs je cherche dans l'histoire de l'Angleterre les raisons de ce prestige qui éblouit encore tant de regards, et je ne les trouve pas. Sans doute la haute noblesse a eu et possède encore de grands caractères et de grands talents; sans doute elle a étonné le monde par des conceptions grandioses et des luttes imposantes; mais, en rendant l'Angleterre redoutable, l'a-t-elle rendue réellement grande et heureuse? Hélas! nous avons vu le colosse chanceler cent fois et ne se relever que par les efforts des classes laborieuses. Un jour, la noblesse conquiert l'Angleterre, et la civilisation naissante des Saxons meurt sous le fer, comme les libertés saxonnes sous l'esprit féodal: plus tard Cromwell émancipe les esprits, et la révolution aristocratique de 1688 vient restaurer les priviléges. La grande charte a été un fait aristocratique, la guerre d'Amérique une guerre aristocratique; Sainte-Hélène et Peterloo des drames aristocratiques. La gloire des hommes d'Etat ne consiste pas à faire les nations grandes par l'injustice; mais à régner par la franchise, l'équité, les lumières. Or, c'est là ce que prétend faire le parti de la Ligue en Angleterre, et il a eu lui le talent, la force, le dévouement nécessaires pour en venir à bout; en peu d'années, j'espère, Manchester et Edimbourg auront remplacé Oxford et Cantorbery. Les descendants des conquérants normands, au lieu de chercher à s'assimiler cette sève démocratique ascendante, cherchent à la comprimer; mais cette résistance même est le signe de leur décadence. Quand Dieu veut frapper les forts, il leur envoie la cécité comme à Samson.

La Ligue, on le pense bien, a été mille fois assaillie. On lui a contesté ses instincts populaires, la pureté de ses motifs, la portée

[1] Nous trouvons la preuve de ceci dans les paroles suivantes, prononcées par M. Cobden le 3 mai 1843 : « Je n'ai pas d'avis à donner à l'aristocratie de ce pays; mon affection pour elle ne va pas jusque-là; mais si elle ferme les yeux, dans son orgueil, sur le travail qui s'opère au-dessous d'elle, elle verra peut-être porter la question fort au delà d'une simple lutte de liberté commerciale, par des hommes qui, après avoir accompli une utile réforme, en poursuivront une autre bien autrement profonde. » A. F.

de ses réformes, et ces attaques ont même trouvé de l'écho en France. Nous y répondrons en peu de mots.

Et d'abord, on a dit aux ligueurs qu'ils voulaient détruire le monopole du blé et maintenir celui des manufactures. Or, ils redoutent l'un à l'égal de l'autre, car ils savent parfaitement bien ce qu'une industrie perd à être protégée. Leur point de départ a été sans doute le renversement des lois contre les céréales, parce que ces lois agissent d'une manière plus meurtrière que toutes les autres, et parce qu'elles les soutiennent en les justifiant. Il était même nécessaire tout d'abord de les attaquer, parce que, placées entre les mains des chefs du pays, elles empruntent à la majesté de la loi un caractère auguste et qui peut en imposer. Les atteindre c'est donc atteindre à la fois un préjugé et une injustice. Mais le programme des ligueurs a une bien un autre portée : il embrasse l'infini et ne s'arrête que là où la production cesse et où il n'y a plus d'échanges à affranchir. Pour eux, partout où il y a un douanier il y a place pour une réforme. Ce programme a été nettement formulé le jour où, par leur célèbre résolution de mai 1843, qui ne faisait que résumer les doctrines antérieures, ils demandèrent l'*abolition totale, immédiate et absolue de tous les monopoles, de tous les droits protecteurs quelconques, en faveur de l'agriculture, des manufactures, du commerce et de la navigation*. Cet *ultimatum* peut déplaire à nos industriels qui demandent au contraire la protection totale, immédiate et absolue; mais il est clair, net, et a été inflexiblement suivi. Il n'y a là, comme on voit, ni article 14, ni faux-fuyants, ni restrictions mentales : toutes les avenues du sophisme ont été bloquées, et, sous peine d'un éternel ridicule, les chefs de l'industrie anglaise ne sauraient échapper à la liberté illimitée qu'ils demandent. Et d'ailleurs voulussent-ils s'arrêter à leur tour et, — mentant à leur passé, — dire au commerce : Tu n'iras pas plus loin ; il y a derrière eux toute une foule qui gronde, il y a surtout la classe supérieure détrônée par la Ligue, et qui, certes, ne supporterait pas que d'autres héritassent de sa vieille opulence. Le régime du privilége serait évidemment impossible entre les classes inférieures prêtes à le renverser et l'aristocratie prête à le reprendre. Ne nous occupons donc pas de l'impossible.

On a dit ensuite que le rappel des lois sur les céréales obtenu, les *free-traders* s'en serviraient pour abaisser les salaires au niveau des prix du blé, afin de lutter plus avantageusement contre la concurrence étrangère. Or, nous avons démontré surabondamment que les époques de salaires élevés ont été constamment des époques d'abondance et ont constamment suivi le bon marché des grains. Et il n'en saurait être autrement. L'aisance étant plus générale, les manufactures, excitées par les demandes, prennent plus d'activité et d'extension; le travail est plus recherché, les ouvriers plus nécessaires et, par conséquent, mieux payés. Mais ce n'est pas tout : à côté de l'accroissement des demandes nationales, il faut placer ici l'impulsion communiquée par le dehors. Des peuples dont on repoussait les matières premières, admis maintenant sur les marchés, prendront en retour les produits du pays et mettront toutes les fabriques en réquisition. Le coton planté en Amérique fleurira de cette manière en Angleterre, pour se dérouler plus tard, en tissus de mille formes et de mille couleurs, sur le monde entier. Dans tous les cas, je vois hausse des salaires ou tout au moins maintien des salaires; et tous ceux qui savent que la rémunération du travail s'opère dans le rapport exact de la population comparée à la somme de travail disponible, le verront comme moi. J'irai même plus loin : je dirai que les salaires venant à baisser bénévolement et pour satisfaire l'ardeur d'hypothèses de certains pessimistes, les classes ouvrières gagneraient encore énormément au rappel des lois sur les céréales et à l'abaissement du prix du blé. En effet, l'industrie, assise sur des bases plus larges au dehors, prendrait plus de régularité; son budget serait mieux garanti, ses ressources moins aléatoires, et cette régularité réagirait nécessairement sur les salaires. L'équilibre serait alors possible entre les subsistances, les capitaux et les bras,—c'est-à-dire entre toutes les industries,—et cet équilibre s'établirait dès le jour où l'on aurait donné aux approvisionnements de la nation une marche assurée et libre. Sans doute le régime industriel ne sera pas, par cela seul, garanti de toutes les secousses, ni les classes laborieuses soustraites à toutes les douleurs; sans doute les crises financières, les convulsions politiques, l'exagération de la population, les compagnies du Mississipi et

autres jongleries viendront troubler le développement de la prospérité; mais des maux possibles ne doivent pas empêcher de détruire des maux réels, et attendre pour faire *bien* qu'on ait fait *mieux*, serait par trop absurde. Toutes ces difficultés prouvent seulement que la science sociale est chose grave, sérieuse, et qui ne se laisse résoudre qu'à force de justice, de logique et de charité; elles prouvent aussi, je pense, que la seconde objection faite à la Ligue est aussi faible que la première.

On a dit encore aux ligueurs — et ceci est l'attaque la plus sérieuse — qu'au fond leur mouvement était aristocratique et tendait à l'avénement des seules classes bourgeoises. Eh bien, cette accusation, qui n'est tout au plus qu'une prophétie et une hypothèse, me semble tout aussi facile à renverser que les précédentes. Prenons le principe même de la Ligue et ses tendances. Ce principe consiste dans l'affranchissement du travail et sa réhabilitation définitive. Or, quelle est la classe qui vit par le travail, qui s'élève par le travail, qui n'est pour ainsi dire que la personnification humaine du travail? N'est-ce pas la classe ouvrière? et affranchir le travail, n'est-ce pas affranchir en même temps cette classe et agrandir sa destinée sociale? L'élément que le peuple apporte dans la production, c'est son intelligence servie par ses bras. Il serait étrange, dès lors, que ceux-là dont l'œuvre consiste à élever la valeur de cet instrument, en étendant la sphère de son utilité, fussent précisément ceux qui voulussent écraser les travailleurs. Depuis quand donne-t-on de nouvelles forces à ceux qu'on veut vaincre, de nouvelles libertés à ceux qu'on veut maîtriser? Eh bien, ces forces, la Ligue les donne aux classes pauvres en leur faisant les moissons plus riches et les ateliers plus vastes. Ces libertés, elle les leur donne en étendant la franchise de 40 sch., et faisant, au nom de tous, la conquête des situations politiques. S'il y avait eu un cens électoral moins élevé, la Ligue l'eût adopté avec enthousiasme, car elle eût ainsi décuplé le nombre de ses défenseurs. Mais tel qu'il est, le *free-hold* ouvre la carrière aux ouvriers les plus intelligents, les plus riches, et il prépare les progrès futurs. Jadis il existait entre le prolétaire et le Parlement un abîme infranchissable. Pour arriver au vote, il fallait être vassal de l'aristocratie ou riche. Mais un pont a été jeté sur l'abîme, et

c'est à M. Cobden que le pays doit cette grande œuvre. Sans doute, la bourgeoisie s'est mise à la tête du mouvement, à l'avant-garde, et il est naturel que l'avant-garde arrive la première; mais, loin de traîner le peuple comme des vassaux de l'ordre industriel combattant à son profit, elle a le plus souvent combattu *sans* lui, *malgré* lui,—et toujours *pour* lui. C'est à force de dévouement qu'elle est parvenue à se faire accepter de ces populations sur lesquelles avait passé la fièvre du chartisme et, parfois, l'or des grands seigneurs. Elle a été délaissée par le peuple à son origine, délaissée, maudite par lui au moment des grandes luttes, et cependant on la voit, à la veille du succès, lui ouvrir ses rangs avec joie. Et comme la sympathie croît vite entre ceux qui combattent sous la même bannière, il s'est établi entre les différentes classes qui composent la Ligue un lien tout-puissant,—celui qui unit des frères d'armes. Cette fraternité s'étend peu à peu jusqu'à la sphère des intérêts, et y introduit plus de bienveillance et de philanthropie. Chaque jour les rapports des maîtres avec leurs employés s'adoucissent; l'antagonisme brutal qui a si longtemps existé entre le capital et le salaire tend à disparaître par la diffusion des idées d'égalité et l'élargissement du domaine industriel. Le manufacturier sent de jour en jour grandir sa mission; il se sait responsable des êtres dont le travail l'enrichit, et il faut être aveugle pour ne pas voir qu'en élevant leur condition matérielle, en perfectionnant les systèmes d'éducation, en leur bâtissant des demeures où luit le soleil et s'épanouit la fleur, il les conduit sur le seuil même du droit politique.

Quoi qu'on fasse—et c'est là le grand problème de la civilisation,—il faut obéir aux premières nécessités de l'existence, et lorsque la faim se dresse entre les hommes et leur émancipation, on peut être assuré que l'émancipation sera ajournée à des temps meilleurs. La misère peut produire et produit souvent des secousses terribles qui renversent par milliers les abus et les iniquités; mais ce n'est pas par ces formidables moyens que se fondent les institutions utiles aux peuples. Je vois là des convulsions, je n'y vois pas des progrès. Les nations, les classes où règnent l'abondance et le travail se révoltent aussi; mais elles se révoltent par les principes, et ce qu'elles font ne se défait plus. Si bien,

que l'on pourrait presque dire que la récolte des idées se fait en même temps que la récolte du blé; — l'une alimentant la vie intellectuelle, l'autre la vie physique. — Le pain assure la liberté; c'est pour cela aussi que l'agitation anglaise contre les lois sur les céréales prend le caractère d'une lutte universelle et populaire.

Et d'ailleurs, quelle est cette bourgeoisie toute-puissante dans la Ligue? Est-ce une bourgeoisie oisive, rentée, dotée sur le budget? est-ce cette autre noblesse appelée les lords du coton? Non, c'est une bourgeoisie qui vit de travail, qui pense, qui crée le budget, mais n'y touche pas : c'est le peuple muni de capital et d'instruction, faisant travailler le peuple muni de ses bras; — c'est tout simplement la distance d'une génération à une autre. M. Cobden sort de la foule; M. Bright s'est vanté mille fois de son humble origine; M. Wilson n'a jamais dansé aux bals de la cour; M. Fox a fait de la toile avant de faire d'admirables discours; M. Brooks, qui donnait, il y a quelques jours, 25,000 fr. pour le progrès de la cause, a lancé la navette. Je cherche partout la grandeur et l'opulence traditionnelles, et je ne les trouve pas.

M. Fox, dans un transport d'éloquence, disait : « Propriété ne signifie pas nationalité; la pairie ne signifie pas la nation. Les intelligences et les cœurs sont apparemment pour quelque chose dans un peuple. Nos philosophes qui pensent, nos hommes d'Etat qui agissent, nos poëtes qui chantent, nos multitudes haletantes qui travaillent, — voilà la nation. Nous avons le droit et eux le pouvoir — here are we with *right* and they with *might*; — nous relevons le gant qu'ils nous ont lancé, et nous leur jetons notre défi à la face. L'âge de la féodalité est passé, et l'esprit de féodalité doit faire place aux progrès de la nation dans la voie des libertés commerciales, politiques et intellectuelles. » Or, en disant cela, M. Fox prophétisait au nom de la Ligue.

On est étonné de retrouver cette verve démocratique dans un pays si peu démocratique en fait; mais l'Angleterre est encore le pays des extrêmes. La Ligue n'a jamais démenti ces belles paroles de son orateur, et le peuple a fini par les comprendre. L'union, si longtemps rompue entre les classes laborieuses et leurs chefs, s'est reformée aux applaudissements de tous les amis du pays et malgré les efforts de l'aristocratie. Les ouvriers ont enfin

compris quelle main les frappait, quelle main voulait les sauver, et ils ont définitivement adopté la cause de la liberté des échanges. Les derniers numéros du journal *The League* portent l'empreinte de ce nouveau pacte entre le capital et le travail; ils en indiquent avec joie la conséquence. Cette conséquence, il est facile de la prévoir : ce sera la réalisation du rêve d'Adam Smith, de Say, de Sismondi, de Cobden, c'est-à-dire l'affranchissement des échanges faisant suite à l'affranchissement des hommes, des idées et des croyances. Le rêve aura été fait partout, mais il se sera réalisé en Angleterre au profit du monde entier. Sans doute l'aristocratie est forte, et tentera par un effort suprême d'arrêter ces progrès; mais la vie lui échappe. Moderne Antée, sa force est dans la terre, et en lui enlevant la terre, la Ligue l'aura étouffée.

Il y a loin de là, comme on voit, à un mouvement aristocratique ou égoïste. La cause des ligueurs est en effet une noble cause soutenue par de nobles cœurs, dans l'intérêt de la paix générale et du bien-être général. Des faits prouveront tout ici, et l'on peut être sûr que comme hommes, comme députés, comme manufacturiers, les membres de l'agitation tiendront leurs serments jusqu'au bout.

Hélas! dans la sphère des applications, la France en est encore à faire le premier effort. Nous nous sommes laissé envahir par l'exemple des États voisins. Nous avons armé et désarmé, chargé et déchargé nos tarifs, comme des armes de guerre, et il se trouve qu'après des enquêtes écrasantes de preuves en faveur de la liberté du commerce, nous avons sacrifié honteusement sur l'autel des droits prohibitifs ou protecteurs. Cent fois trompés, nous avons cru cent fois aux plaintes des privilégiés, et, tout en proscrivant la coalition du travail, nous avons maintenu la coalition des fers, des draps, des houilles. Ce que nous avons enlevé aux laines, nous l'avons laissé retomber lourdement sur le sésame et sur les lins. Timides dans nos simulacres de réformes, nous avons constamment reproduit l'épisode du barbier de Martial. Il rasait si lentement ses Romains, que la barbe repoussait sur une joue pendant qu'il finissait l'autre : nous déracinons si lentement les abus, qu'ils repoussent sous nos pieds. De plus, la scission politique qui déchirait jadis la France a pris la forme d'une scis-

sion commerciale. Nous n'avons plus la province du Berry, de la Bretagne ou de l'Anjou, mais nous avons les provinces du fer, du drap, de la houille, du sucre, — toutes parlant haut, et jetant de temps en temps leur petit ultimatum dans la balance parlementaire.

Nous ne voulons pas faire ici un plaidoyer sur la liberté du commerce, tout utile qu'il pût être ; mais nous dirons, en terminant, aux monopolistes, qu'ils n'auront pas toujours le consommateur à rançonner et le pays à appauvrir. Ils ont pris pour devise la maxime de Herenschwand, qui considérait tout économiste comme un ennemi du bien public, et ils en sont encore, en fait de progrès, au système du Vénitien Sanuto. — Mais, pas plus ici qu'ailleurs, ce blocus des marchandises — qui est aussi un blocus du génie et de l'art — ne peut durer éternellement. La loi d'expansion est une loi universelle, et qui ne saurait fléchir devant notre noblesse de soie, de laine ou de fer, plus que devant la noblesse anglaise, couronnée de prestige et d'éclat. Il fut un temps où les académies ne voulurent pas que le sang circulât dans nos veines : Harvey vint, et le sang circula ; il fut un temps où l'on ne voulut pas laisser circuler les idées : la révolution vint, et les idées circulèrent. Nous sommes encore au temps où l'on ne veut pas laisser circuler les produits de la nature et de l'industrie ; — il est réservé à la Ligue et à ses glorieux chefs de lever ce dernier interdit au profit de l'humanité, du bon sens et de l'avenir [1].

[1] L'auteur se proposait de continuer cette histoire, en retraçant ce que nous appellerons la phase parlementaire de la réforme. Nous avons retrouvé une partie de son travail dans ses papiers ; toutefois il ne nous a pas paru que ce manuscrit eût reçu la préparation nécessaire pour être imprimé. Mais comme Fonteyraud nous avait donné pour le *Journal des Economistes* les comptes-rendus des discussions du Parlement, nous publions ces esquisses comme le complément naturel de son premier article.

L'historique que nous venons de reproduire était publié dans les premiers jours de janvier 1846. Le 22 du même mois le Parlement se réunissait, et le ministère était reconstitué sous la présidence de Robert Peel, rentré de nouveau aux affaires, après l'impossibilité où s'était trouvé lord John Russell de constituer un cabinet. On sait que sir Robert Peel voyant que le parti tory, dont il était le chef, hésitait à le suivre dans la voie des réformes financières et économiques, avait donné sa démission pour laisser la conduite des affaires à lord John Russell ou pour rentrer au pouvoir avec plus de liberté.

En ouvrant le Parlement, la Reine s'était félicitée du succès des réformes opérées depuis quatre ans, et recommandait au Parlement d'examiner promptement si les principes de la liberté commerciale ne seraient pas susceptibles d'une plus

large application. La discussion s'engagea donc dans les deux Chambres sur cette question brûlante; car *Free-traders* et Protectionistes sentaient bien, à l'état de l'opinion publique et au progrès qu'avait fait l'esprit du gouvernement, qu'il allait s'agir de mesures encore plus importantes que celles opérées jusqu'ici, et notamment d'une proposition radicale sur les lois céréales. A la Chambre des lords, le duc de Wellington et lord Stanley [1] se tinrent dans une réserve diplomatique; mais le duc de Richmond, le représentant de la nouvelle opposition torie, fit une sortie violente et alla jusqu'à dire qu'il emploierait tous les moyens, même les moyens factieux, pour s'opposer à une réforme!

A la Chambre des communes, le discours de la couronne fut d'abord défendu par lord Egerton (Lewson Gower), un des hommes les plus considérables par sa fortune et ses qualités personnelles, et par M. Beckett Denisson, le représentant du collége électoral le plus nombreux de la Grande-Bretagne, et qui avait été nommé en 1841 comme protectioniste, en opposition à lord Morpeth.

Sir Robert Peel prit ensuite la parole pour donner des explications sur la dernière crise ministérielle et pour ne laisser aucun doute sur la modification que ses opinions économiques avaient subie depuis quelques années. « Je ne vois, dit-il, aucune raison de rougir ni d'hésiter à faire l'aveu de mon changement d'opinion sur la protection. Je rougirais plutôt si, après ce changement, j'avais hésité à l'avouer, de peur d'être taxé d'inconséquence politique. »

Après lui, lord John Russell expliqua ce qui le concernait durant la crise ministérielle et promit solennellement son concours pour une solution définitive de la grande question des céréales.

M. d'Israeli parla au nom des protectionistes, mais il ne fut fécond qu'en sarcasmes contre le premier ministre, auquel il ne sut reprocher en définitive qu'une chose, d'avoir trahi « la cause sacrée de la protection [2] ».

Robert Peel, avec son habileté ordinaire, et voulant laisser à l'opinion publique le temps d'exercer toute son action, n'avait d'ailleurs pas dit un mot de ses projets de propositions, et il n'exposait que le 28 janvier suivant le plan des nouvelles réformes qu'il avait étudiées, en demandant que la discussion fût renvoyée au 9 du mois suivant.

On connaît ces propositions, qui firent l'objet du magnifique discours prononcé le 28 janvier par sir Robert Peel [3]; et il nous suffit de rappeler ici sommairement qu'elles consistaient principalement dans la suppression de tout droit sur les céréales, à partir de février 1849; dans l'affranchissement des tissus les plus communs; dans la fixation des droits à 5 % et à 10 % sur les produits de qualité moyenne, et dans la réduction à 15 % des droits si élevés sur les soieries. Robert Peel proposait en outre de réduire de moitié les droits sur les suifs (la plupart des matières premières avaient été dégrevées ou affranchies par les réformes précédentes); il annonçait que la question des bois, touchant au système colonial à cause du Canada, était à l'étude; que les droits sur les vins et les spiritueux seraient l'objet d'une loi spéciale, ainsi que les sucres régis par une loi finissant au 5 juillet.

Ce sont ces propositions qui firent l'objet des discussions que Fonteyraud raconte dans les extraits qui suivent. On sait qu'elles eurent la majorité dans les

[1] En 1852, lord Derby, chef d'un cabinet protectioniste qui n'a rien osé proposer contre le *free trade*, et que la majorité de la Chambre des communes a forcé de dissoudre le Parlement et d'en appeler au pays. (Juillet 1852.)

[2] M. d'Israëli occupe aujourd'hui le poste de chancelier de l'Echiquier dans ce cabinet protectioniste qui était destiné à donner la dernière sanction à la cause du *free trade*.

[3] Voir dans le *Journal des Economistes*, n° 81, février 1846, tome XIII, une appréciation plus détaillée des premiers débats du Parlement, que nous avons publiée dans ce recueil avec le texte du discours de Robert Peel.

III.

Grand meeting de la Ligue à Manchester, le 23 décembre 1845. — Souscription d'un fonds de 6,250,000 francs [1].

La résurrection de sir Robert Peel, à la tête d'un ministère tory, a eu tout au moins l'avantage de dessiner nettement les partis et d'accuser les contrastes qui existent entre les opinions, les convictions et les intérêts. La situation est devenue réellement sérieuse, et l'on sent déjà partout ces vagues inquiétudes qui annoncent un combat prochain. Ecrasé, il y a quelques jours, pour avoir voulu faire triompher une réforme, le premier ministre ne peut se relever que par une réforme plus haute encore, ou par une résistance inflexible, qui n'est guère dans ses habitudes, et qui serait d'ailleurs au-dessous de son intelligence. Il a déjà dépassé dans la voie du progrès les limites extrêmes où s'arrêtent les conservateurs ; mais il lui faudra un immense élan et une immense impulsion pour arriver au but marqué par les *free-traders*. C'est pour lui communiquer cette impulsion, ou, s'il le faut, pour briser une résistance reconnue insensée, que le Conseil de la Ligue s'est réuni, il y a quelques jours, à Manchester. Deux résolutions importantes y ont été adoptées à l'unanimité, pour être ensuite portées devant l'assemblée générale et y recevoir une consécration définitive. Ces résolutions consistent à provoquer de toutes parts des pétitions chargées de signatures et demandant l'abolition complète des lois sur les céréales. Le système des pétitions avait été abandonné comme un acte de vasselage inutile ; mais on a jugé que les dernières révolutions ministérielles,

deux Chambres ; que le tarif des sucres fut réformé l'an d'après ; qu'il en fut de même de celui des bois ; et que les droits sur les céréales furent même supprimés avant le terme fixé, par suite de la cherté des blés, occasionnée tant par la maladie des pommes de terre que par la médiocrité des récoltes ; que toutes ces réformes ont été suivies de l'abrogation à peu près entière des lois de navigation, à partir du 1er janvier 1850, et complétées par une série de nouvelles mesures financières, élaborées et proposées par l'administration de sir John Russell, qui succéda en 1846 à celle de Robert Peel, lequel, après cette laborieuse session, voulut se retirer des affaires et coupa court à toute rancune personnelle de son parti.

Ce qui suit est extrait du *Journal des Économistes*.

Jh. G.

[1] *Journal des Économistes*, janvier 1846.

en agissant sur l'esprit du Parlement, avaient pu le rendre accessible aux vœux de l'opinion, et l'on a eu recours de nouveau à des soumissions respectueuses. La seconde résolution assure l'offensive, dans le cas où les pétitions se briseraient devant l'opiniâtreté dédaigneuse des propriétaires; elle consiste dans la levée d'un fonds de 250,000 liv. st. (6,250,000 fr.). Avec les pétitions, on se trouve ainsi donner un ultimatum modéré, mais ferme ; avec le fonds de 6,250,000 fr., on donne la mesure de ses forces.

Le *council-room* organisa en même temps une assemblée générale de la Ligue, qui eut lieu dans la journée, aux heures mêmes où s'organisent les grandes spéculations. L'appel fut entendu, et les hommes les plus importants du Lancashire figurèrent, le 23 décembre dernier, sur la plate-forme du meeting. Cette plate-forme s'élève en amphithéâtre au-dessus des banquettes où s'asseoit la foule, et sert de tribune; c'est là que se tient l'état-major de la Ligue anglaise, les orateurs inscrits, les souscripteurs les plus généreux; enfin c'est une sorte d'autel, autour duquel communient, à la voix de MM. Cobden, Bright, Ashworth, Moore, les innombrables auditeurs qui inondent l'enceinte du *Free-trade Hall*.

Sur la proposition de M. George Wilson, le président ordinaire, M. Rob. Hyde Greg, une des plus hautes réputations industrielles de l'Angleterre, prit place au fauteuil, et exposa en peu de mots le but et la portée de la réunion actuelle. Au delà de ses paroles, il sut faire pressentir l'avénement définitif des idées libérales. En quelques phrases pleines de noblesse, il sut en même temps rappeler les esprits aux nécessités du mouvement, et invita tous les hommes de bonne volonté à verser dans l'escarcelle géante de la Ligue, et dans la mesure de leurs ressources individuelles, la fameuse somme de 250,000 liv. st. Rien de plus touchant que la simplicité digne avec laquelle M. Greg a demandé à ses coreligionnaires ce nouveau sacrifice. En l'entendant dire à ceux qui l'écoutaient, qu'il comptait sur leur souscription présente comme sur celles du passé, on se demande qui cette confiance honore davantage : — ici, je vois un dévouement qui se devine dans les autres ; là, je vois un dé-

vouement à la hauteur de toutes les situations. Il se peut qu'il y ait moins de grandeur et de drame dans ces sacrifices pécuniaires que dans les sacrifices de sang et de chair qu'ont exigés d'autres causes; mais, au fond, je trouve une admirable énergie, une persévérance qui rivalise avec l'héroïsme. Et d'ailleurs, au delà de ceux des ligueurs qui versent fidèlement leurs souscriptions, reçoivent en échange de beaux discours, de brillantes espérances, et s'en retournent à leurs affaires, il se trouve des chefs infatigables qui luttent par le corps, par l'esprit, par la fortune, par le cœur, et qui meurent ainsi consumés chaque jour par la fièvre de la pensée et de l'action. Pour qui a vu la physionomie maladive, et pourtant si ardente de M. Cobden, il demeure démontré que les hommes, en enfantant de grandes réformes, peuvent s'éteindre comme s'éteignent tant de pauvres mères en enfantant des êtres humains. Du reste, M. Robert Hyde Greg a noblement fait la part des meneurs de la Ligue, lorsque, résumant les titres de chacun à la reconnaissance du pays, il s'est écrié : « Qu'est-ce que l'argent, messieurs, auprès des sacrifices que vous ont faits vos chefs de leur temps, de leur santé, des délicatesses et du repos de leur existence : sacrifices qu'ils ont toujours voulu nous laisser ignorer, mais dont nous saurons nous rappeler? Et puis, n'ont-ils pas été les premiers dans les rangs de nos donataires, et n'avons-nous pas trouvé autant de dévouement dans leur bourse que dans leur âme? »

Ce qui allait se passer bientôt dans le meeting devait servir de commentaire éloquent aux paroles de M. Greg, et grandir encore cet éloge. En effet, après un discours dans lequel M. George Wilson exposa la situation financière de la Ligue et donna le relevé des dépenses et des recettes de l'année dernière; après une brillante esquisse des progrès de l'agitation et de l'active propagande qui fait rayonner ses principes de toutes parts; après un appel au pays et un acte de réprobation contre les lois céréales, —votées sur la proposition de M. l'alderman Neeld,— M. Ashworth posa nettement la question des 250,000 liv. st. Il démontra la nécessité de redoubler de zèle, de multiplier les brochures, d'instituer partout de nouveaux cours publics; de faire grandir le germe là où il était déjà levé, de le faire lever là où il

venait à peine d'être déposé; de manipuler partout la pâte électorale, de continuer la victoire des *free-holds* de 40 sch. sur les *copy-holds* de 50 liv. st.; en un mot, d'accélérer en même temps que d'étendre le mouvement. Des acclamations unanimes suivirent ce discours, et redoublèrent lorsque M. Robert Greg, se levant de nouveau, annonça que son ami M. Chadwick, qu'une maladie retenait chez lui, envoyait, pour le remplacer, une souscription de 1,000 liv. st. (25,000 fr.). Ce fut comme le signal d'un immense tournoi de donations. Toute la brillante pléiade des souscriptions de 25,000 liv. st. vint éblouir l'assemblée et lui communiqua un véritable délire de munificence; il y eut là comme une étincelle de cet enthousiasme qui fait les grandes journées politiques. Chaque souscription, annoncée par le président ou les autres membres chargés des pouvoirs de leurs amis, retentissait dans l'assemblée en rendant un joyeux son métallique et en provoquant d'unanimes applaudissements. Bientôt ce ne furent plus des noms isolés qui retentirent: ce furent des groupes entiers de donataires, des cohortes de souscripteurs versant, qui 500 liv. st., qui 300, qui 100, jusqu'à cet ouvrier, enfin, qui trouva dans ses épargnes de quoi fournir à la cause une somme de 25 liv. st. (625 fr.). Ce dernier épisode indique d'une manière évidente que les classes ouvrières se rallient à la cause de la liberté commerciale, et sont prêtes à l'appuyer de leurs bras et de leurs sueurs. De plus, il y a dans la faiblesse même de cette offrande quelque chose de plus grand que les plus grandes souscriptions; ce denier de la veuve touche plus que les guinées des hommes opulents, et c'est bien de la charité ainsi comprise qu'on peut dire: *Les derniers seront les premiers.*

Le vénérable président a bien compris la signification de cet humble don de 25 liv. st. offert par Edwin Morehouse, ouvrier à Asthon, et il en a fait ressortir l'importance dans des conclusions pleines de force. Nous y verrions nous-même le fait principal, ou, tout au moins, le fait le plus touchant de ce splendide meeting, si nous n'avions été plus ému encore à la lecture de la scène suivante. Lorsque le président en vint au nom de M. Cobden, qui souscrivait pour 500 liv. st. (12,500 fr.), il y eut comme un transport électrique qui souleva l'assemblée et éclata

bientôt en acclamations forcenées. Toute la salle fut comme stupéfaite devant une telle persévérance, nous dirions presque un tel entêtement de sacrifices,—d'ailleurs partagé par M. Bright; et M. Greg, interprète des sentiments de tous, dit *qu'il se faisait un scrupule d'accepter cette offrande*. Il lui sembla que ceux-là qui donnaient à une cause leur talent, leur santé, leur temps, devaient être dispensés de lui donner aussi leur fortune; mais il a dû apprendre que le dévouement a aussi sa logique, et qu'on donne encore pour avoir déjà donné mille fois. Ce solennel exemple redoubla l'ardeur des ligueurs : ce fut comme un roulement de noms, comme une décharge d'applaudissements, comme une salve de souscriptions; si bien qu'à la fin de la séance, le président annonçait avec émotion, au milieu d'une assemblée fière de son œuvre, que le montant des sommes reçues, *séance tenante*, s'élevait à 60,000 liv. st. (1,500,000 fr.). Aujourd'hui la souscription a atteint 70,000 liv. st. En suivant, même de loin, l'exemple de Manchester, les autres villes affiliées à la Ligue auraient bientôt couvert la totalité du nouveau fonds et constitué le plus étonnant budget qu'ait eu à administrer une association privée. La Société des Missions elle-même, réputée si opulente, n'a pu réunir, cette année, plus de 2,500,000 fr., et nous avons entendu un de ses apôtres déplorer du haut de la chaire cette tiédeur de la foi évangélique. Quoi qu'il en soit, les chefs ont été noblement secondés; ils ont entre les mains les moyens d'action, et ce qu'ils ont déjà fait nous laisse deviner ce qu'ils sauront faire. Appuyés d'une main sur le peuple, et de l'autre sur les élections; forts des hésitations du ministère et de leur inflexible programme; forts aussi de la détresse qui menace et qu'ils ont prophétisée, on ne peut douter que le but ne soit bientôt atteint. La session prochaine pourra n'être qu'une session de luttes, mais tout prouve que dans un an nous assisterons au triomphe,—au triomphe absolu, sans conditions, sans délais et surtout sans compensations ou indemnités. Nous avons esquissé rapidement la physionomie de ce meeting à jamais mémorable, parce qu'il fait honneur à notre époque, et parce qu'il nous montre l'art de se dévouer porté à ses dernières limites. Nous savions déjà comment on meurt, comment on écrit, comment on

parle, — chose peu onéreuse, — pour une grande cause : nous saurons désormais comment on souscrit.

IV.

Discussion des lois sur la réforme économique au Parlement, deuxième lecture. — M. Miles; lord John Russell; Robert Peel; M. Bright; M. d'Israeli; M. Villiers; M. Cobden [1].

L'heure du triomphe n'est pas loin pour les idées de liberté commerciale, mais elle n'a pas encore sonné, même pour l'Angleterre. Le régime parlementaire ne se contente pas d'une seule victoire, et après avoir battu l'ennemi à la Chambre des communes, il faudra que les *free-traders* l'écrasent à la Chambre des lords. Ce sera double gloire sans doute, mais ce sera double peine ; je dirai même double malheur en face des calamités à la fois industrielles, sociales et politiques qui semblent suspendues en ce moment au-dessus de l'Angleterre : industrielles, car la langueur envahit les ateliers, paralyse l'activité des manufactures et prépare l'engorgement des produits ; sociales, car la détresse paraît chaque jour plus menaçante, et l'Irlande s'agite sur son lit de douleurs, en proie à ces mouvements inquiets et fébriles qui précèdent les grandes convulsions ; politiques enfin, parce qu'il y a toujours de la politique au fond des désordres matériels de la société, et que le paupérisme à l'état chronique suppose un vice chronique dans le système administratif. Ces considérations rendent d'autant plus coupable la triste tactique suivie jusqu'ici par les adversaires du projet que sir Robert Peel a proposé ; — projet dont il a été donné une lumineuse analyse dans notre numéro de février dernier.

Cette tactique, la voici en peu de mots. Surpris par la hardiesse des reformes du premier ministre et voyant que l'enthousiasme universel consacrait ces réformes, les landlords, assistés de quelques manufacturiers en retard, virent qu'il s'agissait d'abord de laisser l'opinion publique se calmer peu à peu. « L'admiration s'épuise, se dirent-ils ; aujourd'hui elle est franche, sans réserve ; demain elle s'affaiblira au contact de la réflexion ;

[1] *Journal des Économistes*, mars 1846.

après-demain elle s'affaiblira encore au contact des amours-propres et de l'envie. Le premier jour appartient aux partisans du ministère; il nous faut le lendemain, et, pour cela, il nous faut ralentir la marche des débats. Soyons souples pour mieux résister; soyons diffus pour ne rien dire; transportons la lutte sur le terrain des personnalités, afin de l'éloigner des faits, et, au lieu d'un duel de principes et d'intérêts, ayons un duel d'homme à homme, de portefeuille à portefeuille. » Le plan était habile, comme on le voit: c'était appliquer le système des barrages mobiles à la discussion politique, et refuser le combat pour fatiguer l'ennemi. Il est facile de voir, en effet, à la multitude d'orateurs et de sous-orateurs lancés par les prohibitionistes contre sir Robert Peel, qu'ils désiraient escamoter le vote en donnant le temps à leurs gens de racoler dans les comtés et de grossir les rangs des fidèles. C'est ainsi que lord Lincoln, frappé d'exclusion par l'acharnement de son père, a pu être évincé, et c'est ainsi que l'on comptait épurer peu à peu la Chambre. En attendant, les adversaires de la mesure payaient en menue monnaie de discours pour gagner du temps, absolument comme font les banquiers qui n'ont plus d'encaisse. Si l'on joint à cette résistance de détail l'hostilité de la forme, l'horreur de toute discussion approfondie, et surtout une pluie de quolibets, — la plupart du temps fort médiocres, — on aura une idée exacte du plan tracé par les prohibitionistes. A part le succès qui éclate en tête de toutes les proclamations faites par la *dukery*, — c'est ainsi qu'on appelle la coterie des Buckingham, des Richmond, des Newcastle, — le programme a été réalisé de tous points, surtout en ce qui concerne les injures et la médiocrité des orateurs. Tout ceci ressortira clairement, je pense, de l'esquisse rapide que nous allons donner de ce mémorable débat.

La lutte commença dans la nuit du 9 au 10 février. Les premières armes furent des pétitions; il ne fallut pas moins de deux ou trois heures pour terminer cette statistique de l'opinion publique. Le parti de la liberté commerciale, les ligueurs en tête, apportaient au ministère des adhésions chargées d'innombrables signatures: Manchester, Liverpool, Leeds demandaient, par 400,000 voix, l'abolition totale et immédiate des *corn-laws*, et

écrivaient en un seul jour 25,000 lettres d'avis aux électeurs. Londres, encore ému des prédications éloquentes de Covent-Garden, mettait 210,000 noms au bas de sa protestation. De leur côté, les landlords recrutaient des signatures, mais, il faut le dire, avec un courage bien malheureux. C'est à peine si, après les efforts les plus laborieux, après avoir mis en réquisition le ban et l'arrière-ban de leurs vassaux, ils ont pu atteindre au dixième des chiffres obtenus par leurs ennemis. L'histoire gardera même éternellement le souvenir de certaines pétitions issues de ces illustres propriétaires, et dans lesquelles se jouent à l'aise quarante, on dit même trente signatures délaissées. Comme on le voit, la cause était gagnée devant le pays ; mais le système représentatif veut des voix, non de l'enthousiasme, et jamais le mot de Pythagore : *les nombres gouvernent le monde*, ne fut plus vrai que pour ce qui se passe dans les assemblées parlementaires. Or, ces voix et ces nombres, on allait les obtenir à force de dextérité, de franchise et de talent. Le prologue des pétitions une fois terminé, on en vint à la discussion elle-même qui s'engagea sur un amendement de M. Miles. Il est nécessaire d'insister sur la portée de cet amendement ; car, pour avoir été rejeté, il n'en a pas moins été le véritable terrain de la lutte, et c'est pour l'avoir perdu de vue que des cœurs trop impatients ont pu croire tout d'abord que le succès remporté le 27 février dernier était un succès définitif et complet. L'amendement de M. Miles n'est pas, à vrai dire, un amendement, c'est tout simplement une fin de non-recevoir qui, dans les habitudes du Parlement, équivalait à un rejet absolu de la mesure ministérielle, et qui, dans la triste situation du pays, était en même temps un acte de mauvais citoyen. Cet amendement proposait le renvoi de la discussion à six mois : il répondait donc complétement à la tactique que nous avons caractérisée plus haut, et fut accueilli avec acclamation par le parti prohibitioniste.

Ce fut le signal du combat. M. Miles, à titre de porte-drapeau, se jeta au plus fort de la mêlée et porta les premiers coups. L'orateur parut ressentir une désolation extrême en face des malheurs que devait attirer sur l'Angleterre le régime de la liberté. « Laisser entrer des grains du dehors, c'était laisser entrer en même

temps le manque de travail pour les ouvriers, la ruine des manufactures, la déchéance de l'agriculture, la baisse des salaires et le cortége hideux de la misère et du vice ; c'était rouvrir, en un mot, la boîte de Pandore sans y laisser même l'espérance. Vos ouvriers ne sont-ils donc pas assez malheureux, et votre taxe des pauvres assez lourde? Et d'ailleurs, quelle sollicitude si grande mérite donc l'industrie manufacturière? l'Angleterre ne serait-elle donc pas encore la première des nations si, vouée exclusivement à son agriculture, elle se couvrait de verdoyantes prairies, de troupeaux innombrables et de riches moissons créées par l'ouvrier, au grand air, en communion avec les harmonies et les prestiges de la nature? » D'après ce tableau, chargé d'un bucolisme dont malheureusement sir J. Graham et R. Peel, lui-même, avaient donné trop de preuves il y a quelques années, M. Miles avoue naïvement « que, selon lui, le projet ministériel ne ruine pas l'agriculture. » — « Mais, alors?... lui dit-on. — Oh! c'est égal, reprend l'orateur, je maintiens mon amendement. » Et ainsi de suite, avec la même force pendant une heure ou deux. On en pourrait dire presque autant de la plupart des orateurs qui l'ont suivi et appuyé. C'est à peine si quelque sarcasme amer, quelque drôlerie plus ou moins piquante, quelque sophisme encore inconnu parvinrent à rompre la désolante uniformité de la discussion jusqu'au moment où, appelé à la tribune par les explications de lord Sandon, de lord Norreys et de M. Hope, lord J. Russell se lève et prend la parole pour exposer sa situation actuelle dans la Chambre et la nature du concours qu'il réservait au premier ministre.

Nous avons toujours regretté que, dans la dernière crise ministérielle de décembre [1], lord Russell n'ait pas saisi d'une main vigoureuse le sceptre que lui tendait son adversaire politique, et n'ait pas conduit hardiment son parti à la terre promise du commerce libre. Il y a là, suivant nous, manque de courage ou manque de logique ; — peut-être lord Russell a-t-il manqué de confiance dans la sincérité de l'appui que lui promettait Robert Peel,

[1] Robert Peel ayant donné sa démission, lord John Russell ne parvint pas à former un cabinet whig, et Robert Peel reprit la direction des affaires jusqu'à la fin de la session 1845-46.

car les explications, en apparence fort nettes et fort loyales, données par celui-ci à la tribune, quelques jours après, font voir que cet appui n'aurait pas été sans réserve et, même, sans hostilité. Quoi qu'il en soit, le discours de lord J. Russell a été calme, digne et singulièrement concluant. Il a revendiqué avec talent pour le parti whig l'honneur des réformes commerciales, et a démontré qu'elles procédaient par voie de filiation directe des réformes politiques. Il n'est libéral aujourd'hui que parce qu'il a été libéral il y a dix et vingt ans ; sa logique a été de faire le bien systématiquement. « N'est-ce pas, d'ailleurs, a dit l'illustre orateur, pour avoir voulu faire triompher les principes que vous proclamez aujourd'hui, que nous sommes tombés il y a dix ans, il y a six ans, il y a quatre ans encore? Et qui avions-nous pour ennemis? Ce même parti, ces mêmes chefs que nous n'hésitons pas à soutenir aujourd'hui. Ce que vous allez faire, grâce à nous, nous l'aurions pu faire, il y a longtemps, grâce à vous ; et il faut toute la grandeur des réformes proposées, toute la gravité de la question, pour ne pas sourire en vous voyant marcher contre nous pour renverser notre drapeau, puis vous rallier autour de ce même drapeau, et nous appeler à sa défense. N'importe, nous sommes à vous, ou plutôt au pays, et si l'honorable baronnet a la gloire de faire passer une mesure qui promet de si larges et de si féconds bienfaits, nous aurons, nous, le plaisir non moins grand de montrer que nous n'avons pas besoin d'être au pouvoir pour faire triompher notre cause, quand elle est soutenue par un ministre de la couronne. » Rien assurément ne pouvait être plus noble, et si Robert Peel a été plus adroit et plus hardi, il faut reconnaître que la franchise des moyens et la fixité des croyances éclatent surtout dans le camp des whigs. Il n'est pas jusqu'à l'initiative des mesures actuellement en discussion qui n'appartienne au parti libéral. C'est à lord Grey, et surtout à Huskisson, que remonte le progrès économique ; c'est au souffle puissant de la Ligue qu'il a grandi, et, si Robert Peel a eu le talent d'écrire son nom sur l'édifice des libertés, il faut le dire, ce sont les Russell, les Villiers, les Cobden, les Bright, les Thompson qui l'ont construit. C'est là une usurpation de gloire qu'on n'a pas assez remarquée, et dont la postérité saura bien faire justice un jour.

Le discours de J. Russell produisit une impression salutaire sur le débat : il lui donna une teinte patriotique et généreuse, qui ne devait s'effacer qu'à la voix du fougueux Inglis, lançant les foudres de l'éloquence anglicane et féodale sur les *free-traders*. Il menaça la Chambre du courroux du Ciel, — sans compter le sien, — et renvoya le premier ministre au catéchisme, pour y apprendre les préceptes de l'économie politique : le tout émaillé des personnalités les plus drôlatiques à l'adresse de Robert Peel. De la question, pas un mot, et de l'ensemble des réformes, encore moins. Ce sermon, prononcé de la façon la plus véhémente, et farci d'anecdotes puisées à Babylone, à Memphis et à Sidon, tous pays où régnaient sans doute de salutaires lois contre les céréales, fit dévoyer la discussion, et la Chambre se perdit pour quelques jours dans le plus effroyable chaos. A part quelques nobles et franches paroles prononcées par lord Morpeth, qui venait d'être récemment armé *free-trader* par le West-Riding d'York, à part une dissertation savante et irrésistible de M. Gibson, un des plus brillants apôtres de la Ligue, à part enfin une tentative habile en faveur des corn-laws, par M. Colquhoune, il nous serait impossible de trouver, dans les séances des 15 et 16 février, une seule idée originale ou neuve. La défense et l'attaque de la mesure ministérielle ont même quelque chose ressemblant dans leur marche : l'une invoque les grands écrivains, l'autre les grands seigneurs ; — le tout entremêlé des mêmes applaudissements, des mêmes grognements ou des mêmes bâillements. Nous ne mentionnerons ici que pour mémoire ces tristes champions : MM. Walsey, Tyrrel, Fitzmaurice, le comte de March ; aussi bien il serait impossible d'esquisser des personnages aussi pâles et de rendre compte de leurs discours. Ainsi, M. Tyrrel, surpassant tous les autres, choisit dans l'histoire romaine Cassius, César, Brutus, qu'il fait parler pour les lois céréales et contre la Ligue, et se rassied en prophétisant la ruine de l'Angleterre. C'était effrayant sans doute ; mais Robert Peel se réservait de répondre enfin à tant de pygmées, et il le fit dans un discours qui, pour être fort long, ne nous en semble pas moins un véritable chef-d'œuvre. Ce discours a mis le sceau à sa gloire d'orateur ; on le connaissait déjà comme un tacticien plein de res-

sources et d'habileté, comme un argumentateur d'une irrésistible force de logique, on le reconnaîtra maintenant comme un satiriste de première force, à la parole aiguë et mordante.

Avec une dignité parfaite, l'orateur a fait voir que le débat avait roulé jusque-là sur deux points distincts; l'un d'intérêt général, qui était le projet ministériel, l'autre d'intérêt purement personnel qui était le ministère. « Usurpant, dit-il, sur la menaçante gravité du projet, la question de personne a absorbé la plus grande partie de la discussion : je ferai tout à l'heure la part des personnalités, en ce moment je vais faire celle du pays. C'est en face d'une famine pressante, de calamités encore suspendues sur le pays, que je me suis décidé à réformer l'ancienne législation. Le bon sens, à lui seul, devrait suffire pour faire adopter la mesure ; mais je ne doute pas que, joint aux menaces des temps, elle ne vienne à triompher.» Et ces considérations, il les appuie sur des rapports venus d'Irlande, et dans lesquels on voit que dans un grand nombre de districts les sept dixièmes, et dans d'autres les NEUF DIXIÈMES de la récolte des pommes de terre ont péri: de sorte que l'on ne sait plus où prendre les semences. Cette année la plante meurt, l'année prochaine elle ne naîtra même pas. C'est avec la même force qu'il s'élève contre le *travail national*, les *tributs payés à l'étranger*, contre toute la série des sophismes issus de la balance du commerce. En quelques traits, il renverse tout cet échafaudage et, sur le terrain qu'il vient de déblayer, il édifie sa grande théorie. Une de ses plus habiles manœuvres a été de dire à ses adversaires : « *Vous prétendez que notre projet est subversif, plus subversif même que le rappel immédiat: eh bien, proposez un amendement dans ce sens, et je vote pour son adoption.* » C'est là un trait de génie, et si l'opposition n'était déjà enterrée sous les hustings et les meetings, il y aurait de quoi la réduire mille fois à néant. Il nous resterait, pour compléter l'esquisse de ce brillant discours, à reproduire la sortie inopinée qu'il a faite contre ses ennemis, contre ceux du moins qui l'avaient impitoyablement accusé de versatilité, d'infidélité, de trahison. Ce fut une série de traits acérés, se logeant tantôt dans la lourde enveloppe de M. Scott, tantôt dans l'épiderme chatouilleux de M. Miles ou de

cet autre puritain, M. Colquhoune. Jamais bouquet oratoire ne couronna plus dignement un *speech* et ne laissa plus de morts sur le champ de bataille : en une demi-heure, toutes les injures étaient vengées et le prestige de l'illustre baronnet reprenait tout son éclat.

Le lendemain O'Connell prit la parole pour exposer la situation calamiteuse de l'Irlande, et proposer les remèdes nécessaires. La Chambre s'arrêta peu de temps dans un débat tout incidentel, et reprit la discussion sur le projet ministériel : toutefois les douloureux tableaux retracés par O'Connell émurent tous les cœurs, et donnèrent une nouvelle énergie à la parole de M. Bright. Celui-ci répondait à un discours fort entortillé et fort pâteux de M. Shaw : sa verve ne perdit rien, comme on peut le penser, à venir après un tel chef-d'œuvre.

Les qualités si brillantes de cet apôtre de la Ligue, sa connaissance des affaires, ses saillies étincelantes, son audace fougueuse, qui rappelle celle de Murat, ne lui ont pas fait défaut dans son dernier discours. Avec cette parole qui siffle aux oreilles de l'ennemi comme une balle, il a mis en déroute les monopolistes ; il les a battus comme hommes politiques, battus comme économistes, battus comme chrétiens. Reprenant une de ses apostrophes, lancée jadis contre le droit de chasse, il dit : « Le duc de Rutland a payé dans une seule année la somme de 915 liv. st. (22,000 fr.) pour délits de chasse commis par ses nobles fils sur une superficie de 389 acres. Comment ces illustres chasseurs auront-ils l'audace de nous dire qu'il ne faut pas s'inquiéter des approvisionnements futurs, alors qu'ils détruisent les richesses du sol, dans leurs folles équipées ? » Rendant ensuite hommage au projet de sir R. Peel, il dit : « Partout où il se trouvera un cœur ami de la justice, partout où vivra un de ces pauvres laboureurs que vous foulez aux pieds, il y aura un cri de joie pour saluer cette bienfaisante réforme. Il est des gens qui ne croient pas à une inondation tant qu'elle noie seulement les malheureux qui habitent les caves, et qu'elle n'atteint pas le premier étage où vit l'opulent. Il en est d'autres qui, par le même principe, ne croient pas à la disette tant qu'elle ne tue que les ouvriers. Monseigneur dîne, donc tout est bien. — Je dis, moi,

tout est mal. » Après avoir jeté ce beau défi aux aristocrates, M. Bright, résumant toute la série des arguments scientifiques, et faisant le bilan de l'industrie agricole, démontre que son salut, comme celui de toutes les autres industries, gît dans le système du premier ministre.

Entre autres succès, ce beau discours eut pour effet d'amener à la tribune sir Ch. Napier. L'illustre marin a déchiré d'une main assez rude le programme philanthropique des adversaires de la mesure, et il leur a dit nettement, sinon *parlementairement*, que la patrie est pour eux là où sont leurs rentes. Bafouant ensuite leurs connaissances agricoles, il leur a reproché l'état arriéré de leurs cultures, leur a appris l'art des asséchements, des irrigations; leur a dit qu'avec tout cela on ne devait pas craindre l'étranger, qu'enfin chacun devait savoir tracer hardiment son sillon : lui, sur la plaine azurée de l'Océan, eux, sur leurs vastes domaines. Il ne fallait rien moins que l'éloquence de M. d'Israeli, le chef de la jeune Angleterre, pour répondre à de tels arguments; tout le parti du monopole l'appela à son secours, et, le 18 février, il prit la parole.

La Chambre était alors sous le coup de la nomination du général Évans comme député de Westminster. Cette nomination avait offert, en faveur des *free-traders* les plus avancés, une majorité de 900 voix, et semblait une éclatante manifestation de l'opinion publique à Londres. M. d'Israeli ne réussit pas à dominer cette situation. Il ne retrouva même plus ces saillies mordantes et pittoresques qui avaient égayé la Chambre des lords quelques semaines auparavant. Il fut spirituel et brillant, néanmoins; mais tous ses efforts pour donner à la protection un certain caractère de pureté et de désintéressement n'ont abouti qu'à de minces résultats. La confusion, l'obscurité, les métaphores nuageuses, toutes ces choses qui servent à envelopper les systèmes débiles, ne lui apportèrent même qu'un faible secours. L'orateur a cependant traité avec une grande habileté la question de réciprocité en fait de tarifs. Il a dit au ministère : « Je conçois la situation et les arguments des ligueurs, ils comptent sur la toute-puissance de leurs doctrines pour s'ouvrir les marchés étrangers : les importations qu'ils appellent leur semblent une

garantie pour les exportations. Mais ce n'est pas sur de telles doctrines que vous fondez l'avenir de votre système; c'est sur l'espoir des concessions que vous feront les cabinets étrangers. Or, cet espoir est purement chimérique. » L'orateur entre alors dans le détail des dispositions plus ou moins favorables des États européens envers la liberté commerciale. C'est avec douleur qu'on voit citer la France au premier rang des pays où domine l'esprit de prohibition. Il dit : « En France, le parti le plus avancé en politique est lui-même plus contraire à ce que vous appelez la liberté du commerce que ne l'est le parti conservateur. » Cela est profondément triste, mais cela est vrai, et nous comptons sur l'ardeur des ligueurs de France, pour donner à notre pays le commandement des intelligences, aussi bien en matière commerciale qu'en matière littéraire ou politique.

Pendant les séances des 23, 25, 26 février, le débat se traîna péniblement dans l'ornière des banalités et des redites, mais il prit tout à coup au 27 une vigueur extraordinaire. L'impatience du pays, déjà fatigué de cette cohorte d'orateurs qui défilaient chaque jour avec la même monotonie et la même stérilité de talent, cette impatience gagna la Chambre. Elle vit que le moment d'agir était venu : elle fit un effort suprême et atteignit d'un seul bond le vote. Comme on le voit, la distance franchie était considérable, et si on le doit en partie à l'ardeur inquiète du Parlement et de la nation, on le doit aussi à l'éloquence entraînante de M. Villiers, et aux avertissements solennels de M. Cobden. A eux deux, ces hommes remarquables résument les deux grandes formes employées par les orateurs de la Ligue pour faire triompher leur noble et intelligente doctrine : l'un a l'éloquence mesurée, souple, brillante qui réussit dans les Parlements ; l'autre a l'éloquence pleine de franchise, de force et, quand il le faut, de sarcasme, qui va droit à l'âme des masses. De là un partage assez net dans le travail de MM. Villiers et Cobden. M. Cobden a parlé surtout au pays, dans des meetings où circulent à flots la vie et l'enthousiasme; M. Villiers a surtout agité dans le Parlement : — l'un a conquis la foule, l'autre des voix. C'est ainsi qu'avant-hier, dans son admirable harangue, M. Villiers a encore employé les formules officielles, tandis que M. Cobden, dans un ultimatum

plein de gravité, a paru commander au nom de la nation entière. Nous citerons ici la péroraison du discours de M. Villiers, qui, par ses tendances avancées et sa force d'argumentation, a le double mérite d'un document scientifique et d'une manifestation de parti. « Détournez les esprits de tout ce qui peut les amener à réfléchir sur la manière dont le pays a été gouverné par l'aristocratie depuis cinquante ans. Le peuple verrait, en effet, que nos gouvernants ont forfait à leur rôle de législateurs de la patrie ; que, peu soucieux des moyens, ils ont cherché des gains impurs ; enfin, qu'ils ont faussé la destinée du pays. (Applaudissements.) Qu'ils hésitent, d'ailleurs, à satisfaire aux vœux du pays, et je leur prédis une ruine certaine. »

M. Cobden s'est levé après M. Villiers. Souffrant, épuisé par la vie fiévreuse et entraînante qu'il a acceptée depuis tant d'années, le grand agitateur, le héros de la Ligue n'a pu entrer dans les détails de la question ; mais il s'est attaché au fait capital, à l'influence qu'exercerait le vote de la Chambre sur le pays. C'était là un avertissement plein de grandeur, et jamais orateur, suivant nous, ne parla avec autant d'autorité à une assemblée. MM. Inglis, Ferrand, d'Israeli avaient été hargneux et insultants : M. Cobden a mieux aimé être calme et fort. Voici comment il a indiqué les forces de son parti : « La dynastie des Stuarts serait encore sur le trône, si elle avait été soutenue par une puissance d'opinion égale à la nôtre. Cette puissance peut tout aujourd'hui. Vous prétendez que la masse du peuple n'est pas avec nous : mais quelles sont vos preuves? Recourez, si vous l'osez, au jugement du pays. Convoquez, comme les vieux Saxons, des assemblées populaires et mettez-y à l'ordre du jour vos *corn-laws*. Ayez ce courage, et demain vous ne serez plus. Depuis le 1^er^ novembre il y a eu des meetings dans chaque grande ville. A Addington, les protectionistes ont quitté la place qui est restée pleine sans eux. Ne sont-ce pas là des preuves de l'opinion publique? (Non ! non !) Non? Alors quelles preuves voulez-vous donc? Faut-il que l'on vous jette dans la Tamise? » Cette grande figure du peuple ainsi évoquée a profondément ému les esprits en ajoutant la peur à tous les autres arguments. Ce qui le prouve, c'est qu'après ce grand coup, frappé par Cobden, les partisans du monopole n'ont pu que

bégayer de pâles explications. Tout était dit désormais sur la question, et dix minutes après, l'amendement Miles était rejeté à une majorité de 97 voix, — 337 pour la mesure, 240 pour l'amendement. Telle était la statistique des opinions au moment du vote.

Comme on le voit, les forces du parti libéral étaient considérables et semblaient garantir dès lors le triomphe à la Chambre des lords. Les protectionistes, revenus d'un premier accablement, s'efforcèrent cependant d'annuler ce résultat et de compromettre le projet ministériel par une série d'amendements et sous-amendements : mais leur tactique échoua complétement. En ce moment, on peut dire que la cause de la liberté du commerce a été gagnée en première instance devant le pays, et en Cour royale devant les communes. L'histoire du bill de réforme suffit pour nous rassurer sur les dispositions de la Chambre des lords : elle cédera en frémissant, mais elle cédera, et les efforts que font les ligueurs pour les nouvelles élections prouvent que le moment de la soumission n'est pas loin. Nous suivrons le bill dans sa marche orageuse à travers les bancs des évêques et des grands seigneurs. Un acte encore nous sépare du dénoûment de ce grand duel scientifique et social, mais les couronnes sont prêtes pour les amis des doctrines progressives.

V.

Discussion sur la réforme économique au Parlement anglais, deuxième lecture (suite). — Question des soieries : — lord G. Bentink et Robert Peel. — Question des bois : — le capitaine Harris; M. Hume. — Question des céréales : — sir James Graham; Robert Peel [1].

C'est toujours ce même système d'amendements, de sous-amendements, d'ajournements; ce sont toujours ces mêmes arguments, ces mêmes élégies, ces mêmes pétitions extorquées à force de menaces, ces mêmes chiffres torturés ou frelatés que nous avons déjà signalés. Et, pendant que se joue cette triste comédie parlementaire, l'opinion publique s'émeut en face d'une crise financière, devenue presque inévitable ; l'industrie chancelle

[1] *Journal des Économistes*, avril 1846.

entre un régime économique qui va s'éteindre et un autre qui va naître ; les classes ouvrières interrogent l'avenir avec anxiété, et jettent, vers les workhouses et les hôpitaux, des yeux suppliants. Encore si les adversaires de la fortune publique et de l'abondance combattaient sous l'égide de principes généraux, vrais ou non d'ailleurs ; s'ils portaient haut leurs vues et se drapaient adroitement de cette pourpre qui est à la surface des mots de patriotisme, de tributs à l'étranger, de grandeur nationale ! Mais non, il est impossible de défendre plus mesquinement une cause mesquine. Le sujet est fâcheux, les orateurs plus fâcheux encore, et c'est pitié de voir tant d'illustres seigneurs effeuiller les plus brillantes fleurs de leur rhétorique sur la tombe des droits différentiels, et couvrir de leur écusson les beurres de Cork, de Kerry, et les graisses de je ne sais plus quel district.

Vaincus sur la question des bronzes, dans la séance du 15 mars, les monopolistes se rejettent sur le houblon, sur les eaux-de-vie, sur les bestiaux, dans les séances du 16 et du 17, et toujours avec le même succès. Un beau jour, M. Grogan, empiétant sur les fonctions de M. Miles, s'adresse à la Chambre des communes, avec des larmes dans la voix, et s'écrie que c'en est fait de la vieille Angleterre, si l'on consent à la laisser inonder par des flots de beurre et de graisse, partis de tous les points du globe. On arrête bien l'Océan au milieu de ses plus terribles colères ; mais où sont les digues assez fortes pour s'opposer à ce débordement redoutable ? Prenez garde, pères du peuple, et protégez-nous ! Amen, fit lord Halford, qui venait joindre, comme de coutume, sa protestation à celle de son collègue ; — cette fois, c'était au profit des bonnetiers, frappés au cœur par le nouveau tarif. On eut beau lui dire que l'industrie cotonnière était de celles qui avaient refusé l'humiliant secours de la protection, ayant plus de confiance dans le génie de Watt et d'Arkwright que dans les bras des douaniers ; les fabricants de Manchester eurent beau s'écrier qu'ils se passeraient fort bien des 10 % que leur accorde, on ne sait pourquoi, le premier ministre, lord Halford resta inflexible. Il reconnut la puissance de Manchester et de Salford, mais il nia celle des bonnetiers, et persista à demander grâce pour leur intéressante industrie. De tout ce qu'il dit, en

effet, il ressort que le bonnet de coton est resté fort en arrière dans le progrès général. Dans le régime industriel, il représente l'élément stable, le *statu quo*. Il vit de traditions, et son immobilité même fait sa force; il n'existerait plus du jour où il perdrait cette forme prosaïque qui plaisait tant à l'illustre Pitt, et au non moins illustre roi d'Yvetot. Il semble donc destiné par le sort à être protégé à perpétuité, et il faut toute la cruauté d'un Parlement, pour avoir livré aux dangers de la concurrence quelque chose d'aussi vénérable. Les partisans du ministère ont beaucoup ri de ce débat; mais, en dépit du proverbe, ils n'ont pas été désarmés, car l'amendement de M. Halford se trouve écrasé sous une majorité de quatre-vingt-huit voix.

Toutes les discussions n'ont pas présenté ce côté amusant, mais la plupart l'ont remplacé par un côté affligeant et monotone. Nous ne ferons donc que mentionner les escarmouches anodines qui ont accompagné le vote relatif aux bestiaux étrangers, aux papiers de tenture, aux livres, aux eaux-de-vie, et nous déposerions la plume, en attendant des jours meilleurs, si nous n'avions à esquisser trois débats infiniment graves, qui se recommandent à nous par la grandeur du sujet et le talent des orateurs. Et, en parlant du talent des orateurs, nous entendons ne désigner ici que les partisans du projet ministériel; car, depuis le discours de M. d'Israeli, analysé dans notre dernier article, il nous a été impossible, avec la meilleure volonté, de découvrir, au milieu des interminables harangues des protectionistes, quelque chose qui ressemble à un discours fortement conçu et fortement exprimé. Cette éclipse de talents est même un des côtés les plus remarquables de cette partie de la discussion, et il semble que les colosses du parti se soient retirés sous leurs tentes, laissant aux médiocrités le triste rôle d'aboyeurs et d'élégiaques.

Les trois débats qui se recommandent à notre attention, au milieu de cette masse d'arguties et de ces combats microscopiques, sont les débats relatifs aux droits sur les soieries, sur les bois de charpente et sur les lois des céréales. Comme ils ont mis en relief la situation actuelle de ces trois grandes sources de richesse et de travail, nous en décrirons les phases principales, et si, par hasard, nous assistons à quelque beau coup de lance

frappé par les paladins de la prohibition, nous lui rendrons hommage en passant. Rien ne nous plaît comme un ennemi fort : cela rehausse la lutte et grandit la victoire.

Soieries. — Le 16, après un démêlé préparatoire sur le houblon, M. E. Bankes engagea le combat sur le terrain des étoffes de soie et demanda le maintien des droits actuellement perçus au profit des producteurs indigènes. Ces droits s'élèvent, on le sait, à 30 %, et le nouveau tarif les réduit à 15 %. Certes, il y avait là de quoi émouvoir l'âme des protecteurs du travail national; et, à mesurer le chemin parcouru depuis Huskisson, il leur était permis de songer sérieusement à l'avenir.

C'est une étrange histoire, en effet, que celle des droits relatifs aux étoffes de soie, et il faut à l'esprit humain bien de la faiblesse ou bien de la ténacité pour n'en avoir pas fait sortir depuis longtemps l'abolition du système protecteur tout entier ! Au moment où Huskisson porta la main sur l'industrie de la soie, et commit le sacrilége qu'on pardonne le moins, celui de débusquer des abus, cette branche du travail manufacturier languissait dans l'impuissance et la stérilité. La subvention princière de 200 millions de francs que lui faisait chaque année la nation par l'intermédiaire de la douane n'avait abouti qu'à créer de doux loisirs aux manufacturiers; et, tandis que la France traçait sur le satin et le velours ces dessins capricieux que rêve son génie, l'Angleterre jouissait du double bénéfice de l'inélégance et de la cherté. Le bill de 1824 inaugura un régime meilleur, en substituant un droit protecteur à la prohibition qui pesait sur les étoffes étrangères : Spitafield et Coventry entrèrent ainsi en concurrence avec Lyon, et une part fut laissée au génie et à l'activité. C'est ce régime que Robert Peel a voulu améliorer, et que M. Bankes veut renverser à tout prix. Pour ce faire, il a prétendu que les réformes d'Huskisson avaient eu pour effet de réduire de moitié le salaire des ouvriers employés dans les fabriques de soie, de faire cesser le travail dans un grand nombre d'ateliers, et, par suite, de jeter la détresse au milieu d'un grand nombre de familles. « En face de tels résultats, dit-il en terminant, il serait insensé de continuer, en l'aggravant, la politique de 1824, et je m'opposerai de toutes mes forces à la proposition du ministre. » Lord G. Ben-

tinck appuya ces raisonnements de sa propre expérience en matière industrielle : — lord Bentinck est reconnu en Angleterre comme le héros du *turf* et le roi des *sporters*. — Il parla de la diminution des salaires, de la ruine des manufacturiers, et s'attendrit énormément en songeant à l'intéressante population de 106,000 modistes et couturières que le nouveau tarif doit réduire à la misère et au désespoir. Un désespoir de modiste ! C'était grave, on le voit, et il était nécessaire de rassurer la Chambre sur la dureté du projet ministériel. Sir Robert Peel, aidé de quelques *free-traders*, entreprit cette tâche et s'en acquitta avec une merveilleuse adresse.

Il commença par démontrer que le tarif actuel était illusoire et mensonger, en ce qu'il promettait au fabricant une protection que la contrebande lui enlevait, et en ce qu'il portait à 30 % un droit qui, suivant les différentes qualités d'étoffe, s'élevait parfois à 45, 60, 100 et même 145 %, comme pour les turbans et les bonnets. Pour satisfaire ainsi la coquetterie de quelque marquise à qui les turbans et les torsades vont bien, on grevait le pays de droits soi-disant protecteurs, qui tombaient en partie dans l'escarcelle des contrebandiers. On arrivait donc, par des mesures absurdes, à protéger une industrie réprouvée par la loi. De plus, on ruinait le Trésor ; car il existe à Paris et sur les côtes un grand nombre de maisons qui garantissent la livraison des soieries à Londres, à moitié prix du tarif. Par cet ingénieux système, le fabricant n'était pas protégé, le fisc était bafoué, le commerçant fraudait, et le consommateur jouait, sans le savoir, le rôle de recéleur.

Venant ensuite aux souffrances des populations engagées dans le travail des soieries, et aux crises de cette grande industrie, le ministre démontra qu'elles avaient été bien antérieures au système de l'illustre Huskisson. En 1806, 1812, 1816, la colonie de Spitalfield eut à traverser bien des jours de deuil et à subir des douleurs restées sans exemple depuis lors. Si donc l'élan des fabriques s'est parfois ralenti dans certains districts, c'est qu'il s'est opéré un déplacement et une révolution dans cette branche de travail. Les capitaux ont émigré vers les régions où semble s'être concentrée la puissance manufacturière de l'Angleterre, là où se trouvent réunis les machines, le combustible, les ouvriers

intelligents; et les progrès accomplis dans ces districts privilégiés ont dû nécessairement porter atteinte au travail à la main. Ajoutez à cela la concurrence des tissus de coton et de laine, qui offrent aux consommateurs l'attrait d'une étoffe à la fois brillante, souple et économique, et vous comprendrez pourquoi l'industrie de la soie a pu languir. Ce n'est donc ni Lyon, ni Saint-Etienne, ni la Suisse, qui menacent les fabriques de Leeds ou de Coventry; elles les complètent au contraire, et la véritable rivalité, il faut la chercher dans le Lancashire. Mais il y a plus : cette décadence de l'industrie de la soie est on ne peut plus hypothétique, car M. G. Clerk a établi que le nombre des broches mises en mouvement à Macclesfield, en 1835, était le double de celui de 1824, — les broches produisant d'ailleurs aujourd'hui deux fois plus qu'il y a quinze ans. Ce résultat n'étonnera aucun de ceux qui ont lu avec attention les documents statistiques déposés, il y a quelques jours, sur le bureau de la Chambre des communes. Des broches faisant une besogne double doivent consommer plus de matière première, et nous trouvons en effet une augmentation considérable dans le chiffre des importations de la soie depuis longues années. Enfin, et comme un dernier coup porté aux laborieuses élucubrations de M. Bankes et consorts, M. W. Ellis, qui représente un des principaux foyers du travail des soieries, s'est dit autorisé par ses commettants à repousser toute espèce de protection. « Cessons, dit-il, de proclamer la supériorité irrésistible de la France; abaissons les droits sur les subsistances, agrandissons la sphère de nos débouchés, et les capitaux nous arriveront en masse, alléchés par l'espoir de brillants bénéfices. » De là à un vote il y avait peu de distance, et, en effet, quelques minutes après, une majorité de 106 voix donnait raison au système du dégrèvement.

Une légère et moqueuse attaque de M. d'Israeli, au sujet des droits de 1,200 °/₀ sur les tabacs, et de 200 °/₀ sur le thé, que paye le peuple anglais, — attaque faite avec esprit, et, on peut ajouter, avec justesse, — nous servira de transition pour arriver à la séance du 21, si remarquable par le débat engagé relativement aux bois de charpente. Voici, en peu de mots, l'historique et l'état actuel de la question.

Bois. — Jusqu'en 1808 le commerce des bois avait joui en Angleterre d'une précieuse liberté; mais les guerres qui bouleversèrent l'Europe à cette époque fournirent un prétexte pour établir un régime restrictif et protecteur. M. Vansittart, pressé par les armateurs, et aussi par la tendance habituelle de ses idées, se laissa aller à établir des droits qui frappèrent les bois venus de la Baltique et des contrées septentrionales de l'Europe, au profit des bois du Canada. Il prétendait assurer ainsi, au milieu des incertitudes de la guerre, la matière première nécessaire à la marine, et, d'un autre côté, encourager le développement de la navigation nationale entre le nord de l'Amérique et la mère-patrie. Les droits furent d'abord modérés; mais il y a dans les priviléges une saveur excitante qui plaît infiniment à ceux qui en profitent et les porte à les aggraver sans cesse. C'est ainsi qu'en l'espace de cinq ans le tarif de M. Vansittart était arrivé à grever les bois de la Baltique d'un impôt de 3 liv. st. par *load* (81 fr. par 1 mc. 4158).

Il résulta de ceci ce qui devait en résulter; c'est que le marché fut mal pourvu; c'est que les pays contre lesquels étaient dirigés ces droits prohibitifs répondirent par la loi du talion, œil pour œil, protection pour protection; c'est que le prix des bois s'accrut démesurément et présenta des oscillations fatales au commerce. De là un renchérissement dans la construction des vaisseaux, et par suite un renchérissement dans le fret; par suite encore, une certaine répugnance à se servir du pavillon britannique. Il est avéré aujourd'hui que le coût de la construction en Angleterre est de 33 % plus élevé que sur le continent, grâce à l'intelligent système défendu par les partisans des colonies. Mais il y a plus : les marchands du Canada, sûrs de placer leurs bois en Angleterre, y expédient le rebut de leurs chantiers et gardent leurs plus belles coupes pour les Etats-Unis; — tout cela par gratitude filiale et pour reconnaître les tendres sacrifices de la métropole.

En vérité, il était réservé au système colonial de dépasser en absurdité l'absurde système de la balance du commerce! Car voilà une grande et forte nation qui plie sous le faix de sa production, qui vit d'expansion et de rayonnement maritime, et qui

s'interdit précisément l'agent de cette expansion, le bois avec lequel on construit ses flottes ! Elle veut, comme l'alcyon, vivre à la surface des flots, et elle se refuse les ailes, et elle se résigne à naviguer avec des vaisseaux qu'un coup de lame peut briser ! Elle tient à la vie de ses marins, elle les aime, les aime beaucoup, puisqu'elle les enlève de force, et cependant elle les expose à mille chances de mort, pour le seul avantage de payer très-cher à messieurs du Canada des planches pourries. Dans les naufrages qui attristent les annales de la marine anglaise, il faut attribuer une large part à cette infériorité de la charpente, et porter cette part au débit du régime protecteur. Et voilà cependant la triste situation qu'osent défendre, à grands renforts d'audace, de sophismes et de statistique, ceux qui en vivent ou veulent en vivre. On a beau leur dire qu'après des dégrèvements successifs la marine anglaise n'a fait que grandir et se fortifier; on a beau leur prouver que depuis l'abaissement du droit, en 1842, le tonnage général s'est élevé de 2,680,838 ton. à 3,669,853, et le nombre des vaisseaux de 13,823 à 15,964; on a beau ajouter que le commerce des bois de charpente avec le Canada a augmenté, sous un régime plus libéral, de 30 %, alors que celui de la Baltique ne s'est accru que de 20 %; enfin on a beau leur dire ce qui est vrai, ce qui est palpable, ce que tout le monde sait, et ce que les armateurs les plus intelligents ont eux-mêmes déclaré dans une pétition remarquable, rien n'y fait; — il leur faut, à tout prix, sinon la victoire, du moins des interpellations et des discours.

C'est pour obéir à ce besoin de discourir que le marquis de Worcester est venu essayer ses ailes au début de la séance, voletant timidement à la surface des faits, et récitant un *maiden speech* mal appris; il fallut même que le président de la Chambre l'aidât à décocher sa flèche innocente, qui retomba aux pieds de Robert Peel.

Le fougueux capitaine Harris se leva pour appuyer son collègue et produisit, à la tribune, l'argument fort drôlatique que voici : « Le fret, de la Baltique jusque chez nous, est de 15 sch., qui, joints au droit proposé de 15 sch. par *load*, donnent un total de 30 sch.; celui de l'Amérique du Nord est de 39 sch., qui,

joints au droit de 1 sch. établi sur les bois de nos colonies, donnent 40 sch. En achetant nos matériaux au Canada, nous payons ainsi un excédant de 10 sch. par *load*, donc..... il faut exclure les bois de la Baltique. » Comme c'est simple, clair, concluant, comme c'est naïf surtout! Nous avons déjà manié bien des sophismes, peut-être même bien des effronteries monopolistes, mais ceci les éclipse et doit faire époque ; — bien entendu d'ailleurs que ces 10 sch., semés sur le sol vierge du Canada, tourneront au profit de la marine anglaise et de la nation anglaise. C'est ce que lord G. Bentinck, le général en chef de cette conspiration oratoire, s'est chargé de prouver. Il s'est apitoyé longuement sur l'avenir de la navigation ; il a évoqué, devant la Chambre, le fantôme de l'abaissement du pays ; il a fait voir toute la marine anglaise échouée sur la plage ; les armements s'arrêtant tout à coup ; le Canada, froissé et trompé, menaçant la mère-patrie de fédéralisme et d'isolement ; en passant, il a trouvé moyen de louer le bombardement de Copenhague, ce qui est, en effet, la manière de *protéger* adoptée par l'amirauté du pays ; enfin, après s'être perdu dans quelques chiffres perfides, il termine par une invocation au pavillon de l'Angleterre et aux divinités de l'Océan. En somme, l'orateur a craint de voir la marine anglaise s'ensevelir dans un cercueil fait en sapin de Suède, comme nos vieux fabricants de laine ont craint de voir leur industrie s'ensevelir dans un linceul de coton. Les partisans de la réduction du droit n'ont pas eu grande peine à renverser ce faible échafaudage de déclamations et de terreurs. Ils ont émis avec force les arguments que nous avons présentés plus haut, et la Chambre a fréquemment applaudi les paroles de MM. Hume, Cardwell, G. Clerk et Buller. M. Hume s'est élevé à une très-grande hauteur, en traitant la question dans ses rapports avec le bien-être des classes pauvres et la construction des chemins de fer. Nous citons avec joie ces noble paroles :

« L'abolition du droit actuel me paraît essentielle au bien-être des classes laborieuses. En abaissant le prix des bois, elle mettra à leur disposition des demeures plus saines, plus économiques. Pour quiconque a lu avec attention, dans les rapports officiels, la description des refuges hideux et insalubres qui propagent la

fièvre et les épidémies sur des districts entiers, il demeure prouvé que tous ces maux proviennent, en dernier résultat, des droits établis sur les bois et sur les briques. Des hommes qui ont travaillé courageusement pendant douze ou quatorze heures devraient pouvoir respirer une atmosphère pure et vivifiante; il ne faut pas que le lieu où ils reposent les tue la nuit, alors que le travail les use pendant le jour. Tout homme qui s'oppose à la réduction proposée me semble donc contribuer à maintenir la misère et la maladie au sein des populations ouvrières. » Ces pathétiques accents trouvèrent de l'écho dans les Communes, et le vote qui suivit donna une majorité de cent vingt-trois voix aux ministres. Ainsi des droits qui, en 1813, étaient de 3 liv. 5 sch. par *load*, étaient déjà réduits, avant 1842, à 55 sch.; en 1842, Robert Peel ramena à 30 sch. le droit sur les bois étrangers et fit descendre de 10 sch. à 1 sch. celui établi sur les bois du Canada. En 1843, nouvelle réforme qui portait à 25 sch. seulement le tarif des bois de la Baltique, réforme que le ministre a voulu continuer cette année par la résolution suivante, adoptée, comme on vient de le voir, au Parlement : — Les droits sur les bois étrangers descendront cette année à 20 sch., pour tomber en 1847 à 15 sch.; celui concernant le Canada reste fixé à 1 sch.

Le droit différentiel est donc encore de 14 sch. Nous qui n'avons pas pour le régime colonial de ces tendresses ou de ces ménagements qui ont fait hésiter en Angleterre la main des plus forts, des plus décidés, nous faisons des vœux pour que ce tronçon mutilé disparaisse au plus tôt.

Céréales. — Quelques jours après la discussion précédente, s'ouvrit un débat solennel sur la donnée fondamentale du projet ministériel, celle qui lui a servi de cause, de base et qui en doit faire la gloire; nous voulons dire la loi sur les céréales.

Tout a été dit sur ces lois iniques qui, comme l'a écrit O'Connell, *graissent les roues du riche avec les larmes du pauvre;* sur ce pacte de famine qui arrête l'essor du génie, paralyse le commerce, condamne le travailleur à l'oisiveté, — ce vestibule de la faim, et à la faim, — ce vestibule de la honte. Tous les arguments ont été épuisés, même ceux que nous donne la mort dans ses lugubres annales; et ces malheureux qui crient tout haut leur agonie, en

Irlande, et la vengent avec le poignard, sont les descendants de ces bandes affamées dont l'Angleterre entendit le râle en 1839-40-41-42, et dont elle crut arrêter les égarements avec des coups de sabre et des *policemen*. Ces clameurs, poussées par la jacquerie, par les soldats de la guerre des Farines, par les White-boys, les Rébeccaïtes, toutes ces clameurs, dis-je, sont les mêmes et disent la même chose : *du pain, du bien-être, du travail !* Sir Robert Peel a bien compris ceci le jour où il a proposé sa loi réparatrice comme un remède aux douleurs de la société anglaise ; il semble l'avoir oublié le jour où il a répondu aux criminelles et sanguinaires orgies de l'Irlande par le bill de coercition. Jadis il voulait apaiser et consoler, aujourd'hui il veut châtier, châtier à outrance : l'autre système valait mieux, et quelques quarters de blé feraient mieux l'affaire que dix régiments.

Quoi qu'il en soit, la lutte sur le terrain des lois céréales a été brillante, irrésistible, décisive. Sir J. Graham, dans un discours qui restera comme un chef-d'œuvre de raisonnement et de tactique, a ruiné de fond en comble le système des monopolistes. Il leur a démontré les relations des prix avec les salaires, l'instabilité du vieil ordre de choses et la nécessité de parer aux crises futures. A leurs lamentations sur l'abandon futur des terres cultivées, il a répondu en donnant le chiffre des actes de clôture, — sorte de permis de défrichement, — demandés depuis la présentation du projet de Robert Peel. Ces actes, qui ne dépassaient pas annuellement une moyenne de 6 *à* 7,000 *acres, se sont élevés, dans la dernière quinzaine, à* 16,500 *acres*. Prenant ensuite à corps le malheureux lord Bentinck, il le broie avec une seule anecdote. Il paraîtrait que ce fier champion, si prêt à abandonner ses terres et à s'expatrier — en paroles, — est, dans le fond, on ne peut plus convaincu de la bonté des réformes proposées. En effet, la première demande que sir J. Graham trouve sur son bureau est celle d'une compagnie qui demande à « conquérir sur l'Océan et à enclore une certaine superficie de terrains, formant une partie de cet estuaire, appelé *the Wash*. » Mais ce n'est pas tout : le premier nom qu'il trouve en tête de la demande, c'est celui de lord G. Bentinck lui-même, comme directeur, souscripteur, fondateur de l'entreprise. Ces simples mots valaient

une balle en pleine poitrine; aussi le noble lord ne s'est-il pas relevé depuis lors.

Sir Robert Peel prit la discussion des mains de son collègue et lui donna encore plus d'ampleur et de gravité. Nous ne dirons rien de son discours, si ce n'est qu'il est digne de celui prononcé, il y a plus d'un mois, et qu'il méritait d'être appuyé par les fines et généreuses paroles qui ont servi à lord Palmerston pour clore le débat. On remarqua que dans ce petit discours lord Palmerston, qui avait toujours désigné M. Cobden par ces mots : *l'honorable député de Stockport*, a mis de l'onction dans sa voix pour dire, *mon honorable ami, le député de Stockport.* — C'est bon signe; mais pour qui est l'honneur, je le demande? Ne serait-ce pas ici pour le grand seigneur?

Après ces beaux coups de lance, il ne restait plus qu'à voter. On vota, et le bill sur les céréales fut emporté à une majorité de 88 voix, relativement égale aux 97 voix de la première lecture du bill.

Les *free-traders*, animés par ce nouveau succès, s'apprêtaient à fournir la dernière carrière, et à subir l'épreuve de la troisième lecture; mais deux nouveaux incidents sont venus les arrêter: l'un est le bill pour la pacification de l'Irlande, si malencontreusement présenté, par sir J. Graham, comme mesure d'urgence, et si mesquinement appuyé par sir Robert Peel, comme mesure de courtoisie envers la Chambre des lords. La courtoisie envers le malheur nous eût semblé préférable, et, quant à l'urgence, c'est folie que chercher à pacifier un pays affamé en forçant ses habitants à se coucher de bonne heure. O'Connell, lord J. Russell ont condamné le bill sous le rapport politique; nous nous sommes permis, dans notre humilité, de le condamner sous le rapport économique et social, tout en admettant, d'ailleurs, la parfaite sincérité du ministère et en repoussant, comme calomnieuse, l'idée d'un compromis entre sir Robert Peel et les protectionistes; compromis dont l'ajournement des lois sur les céréales aurait été le prix. Quoi qu'il en soit, les monopolistes auront repris haleine pendant les vacances de Pâques, et, pour avoir été franc dans cette circonstance, le premier ministre n'en aura pas moins tiré sur son drapeau.

Le second incident a été le vote, sollicité par le ministère, en faveur de sir Henry Hardinge, de sir Hugh Gough, de tous les vainqueurs de l'Inde. Cet incident, nous ne le regrettons pas; les héros ont droit de préséance, et il faut s'arrêter et se découvrir quand la gloire passe. Nous demanderons seulement que l'économie politique ait son tour de triomphe, puisqu'elle a eu son tour de héros.

VI.

Discussion au Parlement sur la réforme économique, troisième lecture. — Lord Bentinck; lord John Russell; sir Robert Peel [1].

Dans la séance du 4 mai, la Chambre des communes, après avoir voté à l'unanimité les pensions de 100,000 fr. et de 75,000 fr. demandées pour lord Hardinge et lord Gough, vainqueurs de l'Inde, a repris le débat sur le *corn-bill*.

Les opinions économiques émises dernièrement à la Chambre des députés, à propos du renouvellement du traité belge, ont amené la discussion que nous allons reproduire entre lord G. Bentinck, sir Robert Peel et lord John Russell.

Lord Bentinck a de nouveau combattu le projet. — « La politique de liberté du commerce, a-t-il dit, ne trouve pas d'imitateurs parmi les peuples européens. On nous avait dit que la Prusse attendait seulement un adoucissement à notre législation sur les céréales et sur le bois de construction, pour mitiger elle-même son tarif restrictif. La Prusse n'a pas bougé, ou si elle a fait quelque mouvement, ç'a été peut-être pour resserrer un peu plus son tarif. Sir Robert Peel a parlé avec tant d'assurance de la probabilité de voir la France imiter notre exemple, que l'on était tenté de croire qu'il avait été officiellement informé des intentions du gouvernement français à ce sujet. Mais M. Guizot n'a pas adopté cette marche; au contraire, lorsque le tarif belge a été présenté à la Chambre des députés, MM. Guizot et Cunin-Gridaine ont exprimé des intentions diamétralement opposées aux présomptions de sir Robert Peel. Sans doute ils ont exalté la politique commerciale de l'Angleterre; mais ils ont ajouté que la France n'était pas disposée à la suivre dans cette

[1] *Journal des Économistes*, mai 1846.

voie, et M. Guizot a dit ces choses dans les termes les plus remarquables.» (Ici l'orateur cite les expressions de M. Guizot.) — «Telle a été, ajoute-t-il, l'opinion de l'un des plus grands ministres qui aient jamais gouverné un grand pays, du ministre du plus sage monarque qui ait jamais régné en Europe. Ce n'est pas là ce que pensent nos ministres. Il serait heureux pour l'Angleterre d'avoir un ministre professant des sentiments analogues à ceux si éloquemment exprimés par M. Guizot. Loin de répondre aux avances de l'Angleterre avec réciprocité, il paraît que la France se dispose à continuer ses restrictions, et M. Cunin-Gridaine lui-même, parlant dans le même sens que M. Guizot, s'est aussi chargé de faire tomber les prophéties de notre premier ministre.»

Après avoir tiré, comme on le voit, tout le parti possible des doctrines embarrassées que nos illustres représentants ont professées, lord Bentinck a essayé une nouvelle fin de non-recevoir; il a demandé que la Chambre ne se formât pas avant trois mois en comité pour la troisième lecture du bill, équivalant, comme on le sait, à l'adoption.

Sir Robert Peel et lord John Russell se sont dressés contre l'ennemi commun pour parer le coup.

Lord Bentinck avait argumenté, pour prouver l'inutilité du bill, de la baisse récemment survenue dans quelques marchés de l'Irlande. Robert Peel a répondu que s'il y a eu baisse dans quelques marchés de l'Irlande, cela est venu de la grande quantité de maïs et d'autres grains importés par le gouvernement de l'Irlande. Passant à d'autres considérations, il a dit que l'ancienne aristocratie territoriale d'Angleterre ne pourrait trouver aucun avantage ni aucune force dans le maintien de la protection sur le blé. Dans le cas où la suppression complète de l'agriculture viendrait à se réaliser demain, l'aristocratie territoriale de l'Angleterre n'en conserverait pas moins toute son influence légitime à cause des nouveaux titres qu'elle aurait acquis à l'affection du peuple. — «Si notre exemple n'a pas encore trouvé d'imitateurs au dehors, à quoi faut-il l'attribuer, si ce n'est aux prédictions avancées de toutes parts que ce bill ne passera pas dans l'autre Chambre? Vouliez-vous donc qu'en présence de prédictions si peu encourageantes, d'autres peuples se décidassent à prendre l'initiative de

la liberté du commerce? Je crois de la plus haute importance le maintien d'une aristocratie territoriale, surtout en Angleterre, à raison de sa constitution et du caractère de sa population. J'espère qu'en Angleterre une aristocratie territoriale, investie de justes pouvoirs, se maintiendra longtemps ; mais il n'est pas de l'intérêt réel de cette aristocratie de tenter de maintenir son autorité à l'aide de la continuation des restrictions de la politique commerciale. Abandonner la protection me paraît être le meilleur et le plus sûr moyen que possède l'aristocratie territoriale pour accroître sa juste influence. (Applaudissements sur les bancs de l'opposition.) Un honorable représentant, qui croyait sans doute me lancer un sarcasme, m'a comparé à un ministre français, M. Necker. Il pensait que je semais le germe d'une révolution en Angleterre, en adoptant les principes de M. Necker. L'honorable représentant a-t-il donc lu l'histoire de manière à penser que les doctrines de M. Necker aient amené la révolution française? Si l'aristocratie n'avait pas agi comme elle fit, si elle n'avait pas insisté pour les corvées et les autres priviléges de l'ordre, ces doctrines eussent-elles préparé la révolution française? Ce ne sont pas elles, c'est l'entêtement de l'aristocratie qui a fait tout le mal. (Applaudissements sur les bancs de l'opposition.) Des réflexions approfondies, de longues méditations m'ont convaincu que des restrictions, jugées d'abord par moi impolitiques, étaient réellement injustes. (Applaudissements.)

« Je regrette de n'avoir pas eu cette pensée plus tôt! (On applaudit d'une manière ironique sur les bancs des protectionistes.) Je ne crains pas de le répéter, dussé-je encourir la dure peine de perdre la confiance de ces messieurs (montrant les bancs où siégent les protectionistes), j'ai changé d'opinion et je ne peux plus soutenir des restrictions qui, à mes yeux, sont contraires à la justice. (Applaudissements.) J'explique maintenant ce que l'on a bien voulu appeler mes prédictions. Je n'ai pas dit que votre législation nouvelle, favorable aux principes de la liberté du commerce, entraînerait nécessairement, et surtout immédiatement, l'adoption d'une politique analogue par d'autres pays. J'ai dit seulement que d'autres pays, ultérieurement, suivraient cette voie. En effet, déjà quelques-uns ont manifesté cette

intention. Les Deux-Siciles ont modifié leur code de commerce. (Les protectionistes applaudissent avec ironie.) C'est un petit Etat, j'en conviens; mais vous conviendrez aussi cependant que c'est déjà un progrès. Mais, a dit lord Bentinck, vous nous aviez promis que la France adopterait nos principes. Je n'ai rien dit de semblable; j'ai dit seulement que je jugeais le gouvernement français trop éclairé pour vouloir persévérer dans toutes ses restrictions actuelles sur les articles de fabrique anglaise, et j'ai ajouté en même temps que ce gouvernement serait sans doute contenu dans les deux Chambres par l'influence de ceux qui étaient intéressés au maintien de ces restrictions. J'ai dit qu'en dernière analyse l'opinion du gouvernement, appuyée par beaucoup d'hommes intelligents en France, finirait par l'emporter sur les parties intéressées, et préparerait les voies à un Code de commerce plus libéral. (Applaudissements.)

« Mon opinion est toujours la même. Je crois qu'en France les intérêts du grand corps des consommateurs l'emporteront bientôt, comme ils doivent l'emporter, sur les intérêts du petit nombre, et je crois encore que si vous adhérez à votre projet de progression dans les réductions commerciales, la France suivra votre exemple; mais si, au lieu d'avancer, vous reculez, votre exemple influera bien plus dans un sens opposé. Il s'est formé en France des sociétés pour introduire un système plus libéral dans le commerce et l'industrie. Elles pourront démontrer qu'il n'est pas à l'avantage de la grande masse des consommateurs d'acheter de la quincaillerie chère et mauvaise, du coton cher et mauvais, et de la toile chère et mauvaise. Elles pourront prouver que la grande masse des consommateurs en France gagnera en obtenant des articles de fabricants anglais meilleurs et à meilleur marché. Mais je n'avais jamais promis, connaissant bien la force des intérêts protégés dans les Chambres françaises, que ces intérêts céderaient absolument à l'influence de la raison (applaudissements); je n'avais pas promis qu'à la veille des élections, les ministres français adopteraient nos principes.

« Mais si vous donnez l'exemple que nous proposons, cet exemple prévaudra : on reconnaîtra en France la vérité de ces principes, on comprendra les intérêts de la grande masse du

peuple, et ces intérêts, une fois compris, finiront par prévaloir. (On applaudit.) Je crois que dans les Etats-Unis cette politique prévaudra également, je ne dis pas immédiatement ; mais, ce que je sais, c'est qu'un mouvement est imprimé à l'opinion publique dans tous les pays (applaudissements), et que l'exemple de l'Angleterre, précédemment si puissant en faveur de la restriction, le deviendra maintenant dans l'intérêt de la liberté du commerce. Si nous rétrogradons, au contraire, nous engageons tous les pays à persévérer dans le système des restrictions. En facilitant l'entrée en Angleterre des soieries et des eaux-de-vie de France, je suis sûr que nous ne ferons pas de tort au commerce de l'Angleterre, même dans le cas où la France n'adopterait pas la même marche que nous. Le commerce direct, assurément, vaudrait mieux que le commerce indirect; mais, dans le cas où nous ne pourrions pas jouir du double avantage, contentons-nous toujours de l'avantage simple. (Applaudissements.)

« Si nous pouvons avoir de bons articles à meilleur compte, ne refusons pas cet avantage, parce que nos voisins n'y voudront pas participer. Je ne doute pas que notre exemple, bien compris, ne trouve des imitateurs, et qu'à une époque prochaine notre principe ne finisse par prévaloir. En conséquence, je répète mon conseil, et je dis à l'Angleterre qu'elle fera bien d'être fidèle à sa devise : « Avançons et ne rétrogradons pas dans notre politique commerciale. » (Bruyants applaudissements.)

Lord John Russell a eu l'utile générosité de défendre le changement d'opinion économique de sir Robert Peel, grand argument des adversaires du bill, dont la tactique consiste à démonétiser le caractère de cet homme d'Etat, et, finalement, à faire repousser les mesures qu'il propose par la majorité des communes. Lord John Russell s'est attaché à expliquer comment le chef du cabinet avait été conduit à la réforme économique par une étude de l'état des affaires en Angleterre et en Irlande. L'orateur a cru devoir reprendre aussi le thème développé par Robert Peel sur l'aristocratie, qui ne se *soutiendra*, selon lui, qu'en faisant des concessions aux justes vœux de la nation. Il paraît que cette manière de parler plaît à nos voisins, et que ce genre d'argumentation a encore quelque valeur, puisque des orateurs

comme sir Robert Peel et lord John Russell croient utile de l'employer. Au fond, cela veut dire : le temps des priviléges est passé ; l'aristocratie n'a plus de raison d'être, son temps est fini, et elle aura cessé d'exister le jour où elle aura concédé tout ce qui est conforme aux justes vœux de la nation. Les ligueurs l'ont fort bien dit ; nous l'avons déjà fait remarquer, et nous le rappellerons encore bien souvent ; car de ce côté-ci de la Manche, le principal argument des protectionistes consiste à dire que l'aristocratie anglaise est plus fine qu'on ne pense, et que la réforme économique est une nouvelle supercherie. — Pitt et Cobourg ! ! !

Lord John Russell était sans doute un peu préoccupé de cette pensée, quand il a dit en finissant : « Soyons fidèles aux institutions bonnes en elles-mêmes ; mais réformons d'une manière opportune des abus indignes de notre appui ; c'est la seule manière de donner un grand et noble exemple et de forcer les nations à dire : En vérité le peuple anglais est un grand peuple, et un peuple sage et entreprenant ! »

Les efforts combinés des lords Peel et Russell ont été couronnés de succès. La Chambre s'est formée en comité, et le nouvel ajournement proposé par lord Bentinck a été rejeté. La Chambre a décidé, dans la même séance, que le rapport lui serait fait le 8, et que la troisième lecture aurait lieu le 11 mai.

VII.

Vote de la réforme. — Abolition des lois céréales. — Dissolution de la Ligue de Manchester [1].

Il était temps. — Depuis cinq mois l'opinion suivait, haletante, toutes les péripéties du grand duel économique qui devait donner la victoire aux idées progressives ou aux vieilles routines, à la liberté du commerce ou au monopole. L'impatience gagnait les cœurs les plus calmes ; l'industrie chancelait entre un règne qui allait s'éteindre et un autre qui allait naître ; les sécessions commençaient dans les districts manufacturiers ; les entrepôts s'encombraient de céréales ; la Ligue avait peine à contenir ses masses disciplinées, mais inquiètes ; tout un pays grondait aux portes

1 *Journal des Économistes*, juillet 1846.

de cette Chambre des lords, qui hésitait à s'immortaliser par un coup d'éclat. Un jour de plus, peut-être, et la réforme s'accomplissait d'elle-même, par une sorte d'explosion. C'est qu'il s'agissait de savoir si l'on ferait éternellement halte dans les bas-fonds du système mercantile et fiscal, ou si, conduit par cette lueur divine que le génie place au-devant des peuples, on allait marcher dans la voie des Pitt, des Canning, des Liverpool, des Huskisson; d'un côté l'œuvre grandiose de Smith, de l'autre les sophismes de la douane; — ici un principe, là une caisse.

Personne ne s'était trompé sur l'importance de la lutte : aussi les protectionistes, un peu dépaysés dans la Chambre des communes, où dominait surtout l'élément industriel et populaire, se replièrent-ils avec joie sur leur véritable terrain, la Chambre des lords. Leur dernier et suprême effort fut tenté d'une façon théâtrale et qui fait, il faut l'avouer, infiniment d'honneur aux ordonnateurs de cette comédie, jouée dans les salons de Willis. Tous les fidèles du parti furent convoqués, tous les vassaux vinrent à l'hommage lige, et on se livra en grand à la fabrication des foudres que lord Stanley devait lancer, pour faire suite aux feux follets de lord Bentinck et de M. d'Israeli. Les projets les plus formidables avaient été rédigés à l'avance ; les sophismes pieusement alambiqués, les statistiques expurgées, les dithyrambes sur le blé national et le drapeau national avaient été disposés avec soin pour servir aux exigences de l'improvisation. On devait renverser le projet Peel, culbuter le ministère, et pousser le stoïcisme jusqu'à affronter les amertumes du pouvoir, s'il le fallait. Dans tous les cas, on céderait le terrain pas à pas, on se hérisserait d'amendements et de sous-amendements, sans même faire grâce au pays des protestations d'usage. En somme, on parlait haut pour effrayer l'ennemi. Or, qu'arriva-t-il? c'est que le bill, porté sur les ailes d'une majorité de quatre-vingt-treize voix, faisait son entrée dans la Chambre des lords, le 16 mai, au milieu des plus dédaigneux sourires, et que, le 27 juin, il en sortait triomphalement, poursuivi seulement par les doléances de la *dukery*. — Ce n'est pas que l'action n'ait été chaude et qu'il n'y ait eu de beaux coups de lance d'échangés; mais le dénoûment nous entraîne, et nous ne pouvons que jeter quelques fleurs en passant sur le dis-

cours brillant et incisif de lord Stanley. Ah! si l'esprit servait toujours à raisonner, si l'épigramme était la logique, nous ne voudrions pas d'autre modèle que le noble orateur. Mais lord Grey, lord Dalhousie, lord Brougham — et même lord Wellington, dans une oraison passablement railleuse —, se chargèrent de démontrer le contraire, au grand désespoir de l'ex-directeur des colonies. Il se trouva que cette vieille Chambre des lords, qui sait se faire jeune quelquefois et s'infiltrer du sang prolétaire quand le sien s'appauvrit, il se trouva, disons-nous, qu'elle fut, pendant toute cette discussion, en verve de réforme, et l'on put entendre des paroles comme celles qui vont suivre, tomber de la bouche de l'évêque d'Oxford : « Les lords propriétaires font parler le paysan comme il parle à leurs seigneuries, dans leurs châteaux, en un jour de fête; mais le clergé, qui le voit dans son hameau, le connaît plus intimement, et il est convaincu que le paysan est aussi intéressé que l'ouvrier aux grandes mesures de sir Robert Peel. » Dans un pays où le ciel gagne encore des causes, ces paroles devaient avoir de l'influence, et le bill, tant disputé, ne tarda pas à être voté à une majorité qui fait honneur à la prudence de la Chambre haute.

L'Angleterre accueillit avec des transports frénétiques une victoire qui consolidait son industrie et flattait son orgueil de peuple. Elle y avait mis toute son âme, et dut s'incliner reconnaissante devant un événement qui offrait au monde une grande doctrine,—le libre échange,—un grand corps,—la Ligue,—un grand ministre,—Robert Peel. On célébra de toutes parts ce triomphe par des réjouissances publiques, des banquets, des jeux, des feux d'artifice, des illuminations féeriques, et l'on put voir étinceler au front de la ville de Manchester une couronne de gaz qui forma comme l'auréole de son apothéose bien méritée. Des femmes vinrent baiser pieusement les mains généreuses qui avaient ouvert l'évangile du *free-trade*.—Le peuple comprit que l'on avait combattu pour lui faire la vie plus facile, et qu'en lui soumettant la terre entière par le contact des besoins et des intérêts, on avait accru la valeur de son travail et élargi la zone où il puise sa subsistance. N'y avait-il pas folie, en effet, à stimuler la population tout en restreignant ses moyens de consomma-

tion ? N'était-ce pas lui donner des appétits de géant et des bras de nain ? En un mot, n'était-ce pas une honteuse iniquité ? Or, la nouvelle loi réparait cette iniquité.

Cependant il fallait attacher des noms à toutes ces ovations, et ces noms il ne fut pas difficile de les trouver. Deux hommes s'offrirent à tous les esprits comme les héros du mouvement : l'un personnifiant un ministère, l'autre une association puissante, et tous deux voués à la même doctrine : R. Peel et R. Cobden. Par ces deux hommes, le double courant que présente le pouvoir en Angleterre se trouvait nettement dessiné. Là, comme dans tous les pays avancés, les gouvernements et les masses se mettent toujours en rapport par l'intermédiaire des grandes intelligences qui forment ainsi des points de ralliement. Les hommes appartenant au peuple, les tribuns, habiles à fouiller dans les entrailles des masses et à reconnaître leurs besoins, y puisent les systèmes qu'ils déposent ensuite entre les mains des hommes d'Etat, chargés de les exécuter : il semble que les uns apportent les pierres et le ciment avec lesquels les autres édifient le monument. Ainsi, depuis longtemps les doctrines de liberté commerciale vivaient dans les masses à l'état sentimental et vague : Cobden, aidé de Bright, leur donna la force d'une vérité, y mit ce qu'il fallait y mettre de passion, et en fit véritablement un dogme. Depuis longtemps aussi les dégrèvements de tarifs avaient fait leur entrée dans l'administration, mais timidement, sournoisement : Robert Peel reprit l'œuvre d'Huskisson, l'étendit, la systématisa, enfin accomplit la réforme ébauchée avant lui. Pendant que l'un préparait la nation, l'autre préparait le Parlement, jusqu'à ce que ces deux grands corps se donnassent, il y a quelques jours, l'admirable réplique que l'on sait.

Toutefois, il est étrange que ce double triomphe ait été suivi d'une double démission, celle du ministère et celle de la Ligue. Nous n'entrerons pas ici dans toutes les conjectures parlementaires, dans les dissections de votes et de partis, qui ont fait l'occupation principale et oiseuse de ces derniers jours ; — notre cadre nous interdit heureusement ces discussions dont on nous a donné vingt ou trente versions différentes. Mais il est évident

que le Parlement a vu dans le bill de coercition pour l'Irlande une mesure draconienne accompagnée de tribunaux exceptionnels et d'une répression presque barbare... En se retirant, Robert Peel a répondu pour la dernière fois aux attaques haineuses et odieusement personnelles dont il avait été l'objet dans tout le cours de cette session ; l'émotion a même affaibli sa voix, sinon son talent, lorsqu'il a repoussé la prétendue part qu'on lui assignait dans la mort de l'illustre Canning. Il n'a pas eu de peine à écraser le fougueux et hippique G. Bentinck sous le poids même de son accusation ; mais ce douloureux incident a dû lui apprendre avec quelle légèreté, quelle réserve doit être maniée l'arme oratoire. N'avait-il pas lui-même, dans une circonstance déplorable, accusé le chef de la Ligue de participation dans un odieux forfait, et les paroles de lord Bentinck ne peuvent-elles pas être considérées comme une expiation? Du reste, il s'est parfaitement lavé du reproche de versatilité [1].

L'autre démission est celle de la Ligue ; et celle-ci n'a rien qui doive surprendre. Le but de la Ligue était marqué, défini ; ses jours étaient comptés. Instituée pour obtenir le rappel des lois sur les céréales, elle devait se dissoudre à l'avénement du système actuel, et, mère généreuse, mourir en donnant le jour à la liberté du commerce. La promesse en avait été faite solennellement au pays, et elle a été respectée à l'égal d'un serment Il y a même quelque chose de prodigieux dans cet arrêt subit, imposé à des millions d'individus par un seul homme ; si la main est grande qui soulève, peut-être celle qui apaise est-elle plus grande encore, car il lui faut, avec la force, la douceur. L'admirable discipline, introduite moralement dans la Ligue, lui a seule permis de donner au monde le spectacle d'une association triomphante, ivre du succès, et qui s'arrête court, comme un cheval arabe, à un signal parti du chef. Cette expérience profitera sans doute à notre habile et courageux ligueur, M. Duffour-

[1] Voyez à ce sujet le numéro du 4 juin 1849 de *the Economist*, journal rédigé avec un talent et une force de convictions remarquables. *The Economist* s'est toujours tenu à la tête des partisans de nos grandes doctrines économistes, éclairant et devançant en même temps les pas des plus hardis. A. F.

Dubergier, qui est allé étudier la tempête au milieu de la tempête même. — Cependant il fallut communiquer au corps entier de la Ligue la récente décision du Conseil exécutif, et, à cet effet, on convoqua à Manchester un meeting monstre, qui offrit la réunion la plus imposante et la plus riche. M. Cobden y apparut dans l'éclatant prestige du triomphe qu'il venait d'assurer. Les applaudissements qui l'accueillirent dépassèrent tout ce qui s'était vu dans ce genre, et formèrent comme le prélude de l'offrande de 100,000 liv. st. (2,500,000 fr.) qui allait être décernée à son infatigable activité. Avec ce calme qu'il sait si bien donner à sa parole dans les circonstances solennelles, M. Cobden dit qu'en face de l'abrogation des lois sur les céréales il ne restait plus à la Ligue qu'à mettre bas les armes et à suspendre, sinon à terminer ses opérations. Confiant dans l'énergie du peuple anglais à maintenir ce qu'il a une fois conquis, il s'écrie : « Je crois que notre cause ne court plus aucun danger; je crois qu'il serait aussi facile d'abolir la *magna Carta*, de rayer l'institution du jury, d'abroger la loi du *Test* et le *Reform-act*, que d'inscrire de nouveau dans le code de la nation les droits protecteurs. Il déclara en terminant que, peu propre aux agitations populaires—qui ne voudrait y être aussi peu propre !—il se tiendrait néanmoins toujours prêt à reprendre l'offensive dans les cas où le pouvoir faillirait à sa tâche. Et, en disant ces mots, sa pâle figure, flétrie par la lutte, mais ardente encore, semblait confirmer la sincérité bien connue de sa parole.

M. Bright élargit encore, s'il était possible, la sphère où respirait l'assemblée, en y introduisant cette ardeur philanthropique, cette verve de conviction qui font de son langage quelque chose d'irrésistible, et qu'on ne peut qualifier qu'en disant qu'elle est suprêmement éloquente. Il fit sentir que la Ligue ne finissait pas avec le système restrictif, et que son esprit, vivant encore dans les âmes, les conduirait à de nouvelles réformes sociales : il s'attacha surtout à faire la part des classes ouvrières, et termina par ces admirables paroles qui suffiraient à la défense des ligueurs : « Il existe maintenant entre toutes les classes qui concourent au développement de l'industrie dans les comtés de Lancastre et d'York une harmonie qu'il faut maintenir à tout prix. Pour y

parvenir, il faut que l'ouvrier et le capitaliste acceptent leur part de devoirs. *Et je suis persuadé que si les grands manufacturiers témoignent d'une sympathie amicale pour les ouvriers et les traitent avec justice et douceur, on aura donné des bases solides à l'industrie et réfuté les absurdes exagérations des quelques pessimistes. Quoi qu'il en soit, veillons sur nos adversaires et tenons-nous prêts.* »

On le voit donc, la Ligue n'est pas dissoute : elle a suspendu ses opérations en laissant au Conseil exécutif le soin de protéger le berceau du libre échange. Et d'ailleurs, la vie qui l'a animée ne peut s'éteindre. Lorsque le souffle des grandes choses a passé sur les âmes, il leur donne une trempe surhumaine et les dispose pour toujours à ce qui est beau et fort. Tous ces atomes si longtemps réunis, engrenés, se retrouveront au jour de la lutte : ces cadres dépeuplés se regarniront, et cette poussière vivante d'hommes et d'idées se reformera en un corps exercé et puissant. Cela est si vrai, que l'esprit de réforme prend déjà une nouvelle direction et s'attaque aux majorats et aux substitutions, ces liens de fer qui enchaînent l'agriculture. L'Ecosse s'est faite le foyer de cette nouvelle croisade, que couvre d'un prestige immense le nom d'un Kilmarnock. Selon nous, l'Angleterre est prête à tout maintenant, même à oublier la politique de Castlereagh et sa tendance arrogante : huit cent mille électeurs surveillent sa marche : des capitaux gigantesques font mouvoir ses industries : les hommes puissants se succèdent à sa tête, et l'ère des salaires équitables commence pour l'indigent. Tout cela n'est pas l'âge d'or, nous le savons, mais tout cela en fait partie, et de Cocagne à la liberté commerciale, il y a infiniment moins de distance qu'on ne pourrait le croire.

On peut aisément s'imaginer le reflet que jettent ces grands résultats sur la Ligue : — ce reflet, elle le doit à ses chefs. Elle a voulu payer cette dette comme se payent les dettes de ce genre chez nos voisins : noblement, largement. La Grande-Bretagne se laisse peu aller à construire des arcs de triomphe et autres monuments grandioses, mais en revanche, elle s'entend admirablement à doter ses grands hommes. — Nous, qu'avons-nous su donner à Philippe de Gérard ? des doléances et un cercueil ! Que

d'or suspendu aux lauriers de Wellington et de Nelson ! Hier encore, Rowland-Hill, le réformateur des postes, recevait un don de 350,000 fr., et M. Mac-Culloch — nom connu de nos lecteurs — était recommandé à la reine pour une pension de 200 liv. st. (5,000 fr.). Bien ! la Ligue a dépassé ces généreuses offrandes. A M. Cobden, elle décerne 100,000 liv. st. ; à M. Wilson, — cette forte tête qui a imprimé l'unité au mouvement et assoupli les ressorts de sa gigantesque administration, — elle donne 10,000 liv. st. Enfin, elle avisera aux moyens de récompenser le zèle et l'abnégation des autres membres du Conseil [1]. L'âme d'Adam Smith, qui plane dans la salle du Conseil exécutif, devra tressaillir de joie au spectacle de ces ovations qu'il préparait et prophétisait il y a soixante ans dans le monument éternel qu'il s'est érigé à lui-même : *La Richesse des nations.*

Il n'y a rien dans tout ceci de pindarique et d'ampoulé. Et d'abord, il serait impossible d'exagérer la grandeur de ce mouvement derrière lequel certains philosophes éthérés ne voudront voir que des ballots de laine, et derrière lequel il y a tout un monde de faits admirables. En effet, qu'avait promis la liberté commerciale à l'Angleterre ? Une situation prospère, et le rapport du chancelier Goulburn démontre mathématiquement cette prospérité par la diminution de la dette nationale : — des salaires élevés, et à peine le nouvel ordre de choses est-il proclamé, qu'un manufacturier du Lancashire augmente la rétribution de ses ouvriers au nombre de 1,000 à 1,200 : — la hausse des propriétés agricoles, et partout les enchères se font en faveur des vendeurs : — l'élévation des classes laborieuses, et partout on bâtit des écoles, on couvre le pays de bains publics, de lavoirs, d'institutions charitables.

Voilà où en sont nos voisins aujourd'hui : et l'on avouera, certes, que ce succès a été aussi rapide que brillant et inespéré. Le jour n'est pas loin où quelques hommes de cœur, réunis dans une petite chambre de Newhall's Buildings à Manchester, rêvèrent

[1] Ce zèle est réellement au-dessus de tout éloge. M. Wilson a assisté, pour sa part, à 1,361 meetings ; M. Prentice à 1,127 ; M. S. Lees à 863 ; M. Rawson à 601 ; M. T. Woolley à 485, etc. On a mis dans quelques journaux *discours* à la place de *séances*, ce qui supposerait chez les ligueurs des poumons surhumains. A. F.

pour la première fois l'affranchissement définitif du travailleur par l'affranchissement de ses subsistances. Ces hommes étaient bien peu nombreux, puisqu'il leur fallut s'abriter derrière un rideau de damas rouge pour ne pas faire sourire de leur isolement : ces hommes étaient bien peu puissants, puisqu'ils n'avaient au milieu d'eux ni lords, ni baronnets, ni membres du Parlement, ni même des millionnaires ; mais ces hommes avaient une foi vive qui s'était retrempée au spectacle des calamités industrielles qui affligeaient l'Angleterre ; ils avaient l'instinct d'un grand bienfait pour leur patrie, d'une grande destinée pour eux, et ils se mirent à l'œuvre. L'immensité de la tâche ne les effraya pas : ils virent sans pâlir se dresser devant eux le fantôme de l'aristocratie terrienne, couronnée, comme d'une tiare, du triste prestige de l'opulence, de l'antiquité, du talent. Ils en appelèrent de la force à la justice, de leur faiblesse à leur courage, d'une caste à une nation, et il arriva que leur foi leur ayant donné l'éloquence, l'éloquence leur donna l'argent, l'influence, le triomphe ; — et cela sans violences, sans désordres, sans corruption.

Ce sont les physionomies sévères de ces hommes, — R. Cobden, Wilson, Bright—,que nous aurions voulu sculpter, si notre plume ne devait s'ébrécher sur les tables de marbre de l'histoire. Il a pu se faire dans le monde des révolutions plus éclatantes que celle accomplie par la Ligue, il a pu se remuer ici-bas des problèmes plus élevés, il a pu se dérouler des événements plus grandioses et plus dramatiques ; les grandes figures de Luther, de Rousseau, de Mirabeau, peuvent avoir plus de relief ; mais nous ne croyons pas qu'on ait encore accompli une réforme qui touche aussi intimement à l'existence des masses, et qu'on l'ait fait avec plus de dévouement et d'énergie. Peut-être même, en inaugurant l'ère de la vie à bas prix, en réalisant matériellement la communion au pain et au vin, que veut l'Evangile, Cobden a-t-il porté les forces intellectuelles de son pays à la hauteur de notre grande révolution. En effet, il a affranchi le corps, et cet affranchissement conduit nécessairement à celui des âmes. Quoi qu'on fasse et dise, en effet, il faudra toujours donner pour base aux sociétés le bien-être matériel. C'est par là qu'elles plongent dans le sol, s'y asseoient ; et vouloir la civilisation intellectuelle avant la certitude de l'exis-

tence physique, c'est vouloir l'arbre sans les racines, les fleurs et les fruits sans le tronc; — c'est tout simplement vouloir l'absurde. Ce sont les travailleurs qui payent les chefs-d'œuvre de l'art, et quand les tisserands meurent en bas, soyez sûrs qu'il meurt en haut quelque peintre comme Haydon, ou quelque poëte comme Hégésippe Moreau. Pour suivre dans le ciel de la pensée le sillon de feu qu'y trace le génie, encore faut-il que l'on puisse lever la face vers ce beau ciel; et comment le faire, quand on est courbé sur une tâche incessante? Deux heures de travail de moins pour l'ouvrier, c'est peut-être deux pensées de plus; et ces deux heures, la liberté du commerce les lui donne, en abaissant le prix des objets de consommation et en haussant les salaires. Par ce côté, on le voit, la question touche à la haute philosophie, et Cobden aux plus hauts penseurs. — Nous ne ferons pas aux lecteurs du *Journal des Economistes* l'injure d'indiquer ici le côté par lequel le libre échange touche à l'union des peuples, à la transfusion des idées, des races, des intérêts, enfin, au développement illimité des forces industrielles et commerciales; c'est chose élémentaire pour eux.

Eh bien! c'est pourtant ce merveilleux ensemble de progrès que les monopoleurs tiennent à écarter de la France. Ils s'efforcent de substituer, sous prétexte de patriotisme, des industries artificielles et chétives à des industries naturelles pleines de sève et d'avenir : — imitant en cela l'ingénieux procédé de ces Indiens qui, non contents de la bouche que leur a donnée le sort, s'en font une autre au menton. De cette manière, il s'établit une exploitation honteuse de certaines fabrications par certaines autres plus remuantes, et la richesse nationale s'écoule abusivement dans quelques provinces privilégiées, comme un beau fleuve aux ondes chargées d'or et dont on aurait détourné le cours. L'Angleterre a fait sa révolution économique, d'autres pays ont fait la leur, et nous discutons, que dis-je? *nous espérons discuter un jour sur l'opportunité de faire la nôtre*, si Messieurs du travail national le permettent. Nous sommes en arrière de la Russie, en arrière de l'Allemagne et de la Prusse, en fait de réformes postales et pénitentiaires; et quant aux théories douanières, c'est à peine si l'on oserait redire en France ce que Hagenbach, gouver-

neur, pour Charles le Téméraire, de Brisach, disait jadis en supprimant les corps de métiers et les bannières : *Quelle belle chose que chacun puisse, sans entrave, travailler, commercer comme il veut!* On trouverait de ces exclamations-là, chaleureuses et senties, dans tout le moyen âge, si l'on voulait y fouiller, et si l'on n'avait peur de rougir pour son époque.

Cela est triste, mais cela est vrai, et nous comptons sur les efforts de l'association qui s'organise en France pour plaider devant la nation la cause de la nation elle-même, en la personne des consommateurs. Nous n'avons pas, il est vrai, à abolir une taxe impie — aussi impie du moins — sur le pain; mais nous avons à abolir les droits sur les fers et sur la houille, ce pain de l'industrie. Voilà notre question des céréales. C'est le même problème mis en d'autres termes : *Bien-être général et travail assuré.* Vienne donc notre Cobden, puisque nous voyons déjà poindre nos Bentinck, nos Miles et nos Grogan !

VIII.

Lutte entre M. d'Israëli et Robert Peel dans le Parlement, au sujet du *free-trade* [1].

Il n'était bruit, depuis quelque temps, dans le monde des protectionistes et des patriotes à primes, *draw-backs* ou autres mêmes droits du seigneur, que du discrédit profond dans lequel était tombée la doctrine du libre échange, même en Angleterre, terre classique des réformes économiques. « L'expérience est faite à jamais, disaient les défenseurs acharnés des hauts tarifs et du pain cher; la liberté commerciale a mis quatre ans à faire fiasco, à se perdre de réputation, à semer de ruines le sol national; mais l'enseignement est complet. L'opinion publique a fait volte-face, et devant ses assises suprêmes comparaîtront, pour être

[1] *Journal des Économistes*, chronique de juillet 1849.

Les réformes économiques et financières furent vivement attaquées dans la session de 1849 par les protectionistes, qui les rendaient responsables des effets de la disette et de la crise. Ceux qui pensent comme eux, sur le continent, avaient souvent répété que cette épreuve de liberté commerciale était décisive et que les pouvoirs publics de l'Angleterre allaient revenir sur leurs pas.

châtiés et flétris, les adversaires de l'échelle mobile ou des droits différentiels. »

Tout cela fit quelque effet, remua les lords sur leurs bancs, les armateurs dans le lloyd, et, grâce à quelques banquets où la *dukery* daigna fraterniser avec le fermier, l'agitation gagna même les comtés agricoles. Mais, pour quiconque suit les faits[1] et sait creuser jusqu'au tuf la société anglaise, pour quiconque a vu l'affaiblissement constant de l'influence aristocratique, et sait avec quel ciment l'Anglo-Saxon consolide les conquêtes lentement arrachées, il était bien évident que cette petite tempête de grands seigneurs et de fermiers convenablement stylés mourrait aux pieds des Communes. Il n'appartenait qu'au *Moniteur industriel*, au *Constitutionnel* et autres champions brevetés du Comité Mimerel de se réjouir quand il fallait se couvrir de cendres, et de lire aussi mal dans le passé que dans le présent et dans l'avenir. Le fait est que l'on ne saurait prophétiser plus mal que ces infortunés journaux, dont nous respectons profondément la douleur et le désappointement, mais qui se perdront, comme d'autres, pour avoir trop aimé la protection et l'épigramme mal tournée.

Donc, on allait voir périr le système si hardiment inauguré par sir Robert Peel en 1842, si glorieusement complété par les ligueurs en 1845, par lord John Russell dans le remaniement des lois sur la navigation et sur les sucres.

On profita si habilement de l'hésitation momentanée que le Parlement manifesta au moment où il fallut déchirer les derniers feuillets des lois d'Elisabeth, de Cromwell et de Charles II, lois consacrées et, en quelque sorte, poétisées par la gloire éclatante de la marine anglaise. — On crut que les temps des préjugés étaient revenus; on spécula sur l'horrible détresse qui dévore les ressources du pays depuis cinq ans; on osa rendre la liberté comptable des maux versés à pleines mains sur l'Angleterre : la disette, la crise financière, la crise industrielle, les secousses

[1] Voyez les articles publiés dans les différents numéros du *Journal des Economistes*, de janvier en mai, sur les résultats pratiques du libre échange, en Angleterre, depuis six ans. Voyez aussi le discours de Cobden dans la livraison du mois de mai 1849. A. F.

politiques, l'Irlande en haillons et tendant sa sébile où l'Echiquier jette des centaines de millions.

A ce pays qu'on croyait découragé, on offrit la perspective trompeuse du travail national; on voulut lui faire renier sa foi, comme au mendiant du *Festin de Pierre*, en lui offrant de gros revenus.

Rien ne fut épargné pour porter un coup décisif. Les rôles furent distribués de longue main; les harangues longuement méditées, la statistique laborieusement tourmentée, la mise en scène préparée minutieusement. Et, lorsque vint la répétition générale du tournoi qui allait se livrer aux Communes, les milliers d'auditeurs groupés à Drury-Lane, et formés en *Association générale pour la protection de l'industrie et du* CAPITAL *de l'Angleterre*, ne doutèrent plus du triomphe. Ils avaient pour eux la misère des temps, les apparences, la ténacité du parti le plus tenace et le plus opulent, la verve sarcastique et mordante d'un romancier célèbre, M. d'Israëli, lequel partage, on le sait, avec lord Stanley, l'héritage de lord G. Bentinck, mort deux fois impénitent, comme *sportsman* et comme protectioniste.

Il est arrivé cependant que ni la misère savamment exploitée, ni les efforts acharnés des propriétaires terriens, ni la parole élégante et souple de M. d'Israëli, s'enlaçant autour du free-trade pour l'étouffer, n'ont prévalu contre la force des choses et contre l'implacable logique de sir Robert Peel. Jamais, il le faut dire même, la doctrine économique n'a fait briller avec plus d'éclat sa supériorité sur les formules décrépites et la sophistique étroite, égoïste de la protection. C'est qu'on sent, en lisant l'admirable plaidoyer du député de Tamworth, que son point de départ est un principe juste, une vérité se développant dans les faits comme dans les idées; tandis que, dans les saillies, en quelque sorte phosphorescentes du député du Buckinghamshire, on voit percer les préoccupations de l'intérêt privé et la politique d'expédients. Le discours de l'un plonge dans le cœur humain, dans les entrailles mêmes de la morale et de la société; le discours du second plonge dans une caisse et un bureau de douanes. Ici vous avez un élégant réquisitoire, parsemé de ces fleurs et de ces tropes dont les rhéteurs aiment à recouvrir les mauvaises causes; là,

vous avez une démonstration savante, qui touche à la plus vivante réalité par des monceaux de faits, et touche en même temps aux plus hautes régions de l'esprit par les considérations morales et philosophiques. Vous voyez la parole du grand réformateur s'élever graduellement des chiffres les plus arides et des questions terre à terre aux questions sociales les plus élevées, et atteindre jusqu'à l'idée de Dieu par la solennelle péroraison qui termine son discours, et dont nous extrayons les passages suivants :

« Vous avez recueilli les bienfaits de votre sage politique. Vous « avez traversé intacts, grâce à la Providence, les cruelles épreuves « par lesquelles ont passé les autres peuples. Je vous adjure, au « nom de tout ce qui peut agir sur des législateurs éclairés, au « nom de la raison politique, au nom de la prudence la plus « égoïste, la plus étroite, de rejeter ce qu'on vous *propose*. Je « vous conjure de ne pas sacrifier le glorieux héritage que vous « avez recueilli déjà, et de ne pas faire la plus grande folie qui ait « pu être faite depuis le jour où l'aîné vendit son droit pour un « plat de lentilles. »

Or, la proposition de M. d'Israëli ne tendait à rien moins qu'à ramener les tarifs dans la voie restrictive, et à ressusciter le sacrilége d'un droit sur le blé, sur le pain. En même temps, comme bien on doit le penser, les promoteurs de la motion pourvoyaient à leurs propres intérêts en destituant le ministère et se distribuant fraternellement les portefeuilles. Déjà le futur ministre des finances était désigné, ainsi que plusieurs autres; et tout cela sous prétexte que le libre-échange avait menti à ses promesses; que les exportations avaient été constamment en s'abaissant, ainsi que les revenus de l'Echiquier; que les *workhouses* regorgeaient de pauvres; que les paroisses pliaient sous le faix, que les ateliers étaient déserts; enfin, que l'Angleterre touchait à sa fin si l'on ne protégeait pas législativement la rente des propriétaires avec ou sans écusson.

A quoi sir Robert Peel, après avoir fait justice de la statistique frelatée et expurgée de ses adversaires, répondit fort catégoriquement, que le libre-échange a réalisé ses plus somptueuses promesses et positivement sauvé le pays en répondant aux rigueurs des temps par des adoucissements dans la rigueur des

tarifs; que le principe qui veut que les produits s'échangent contre les produits n'a jamais été plus fort, puisque l'importation de l'or et de l'argent s'est accrue constamment; qu'en 1840, l'Echiquier aux abois, et le pays chancelant, malgré les bandelettes de la protection et une aggravation de 5 % sur les tarifs, voyaient l'année se solder par un déficit énorme; que dès 1842, date des premières réformes douanières, la scène change; la vie circule dans le pays et la nation marche par des dégrèvements successifs à cette mémorable année de 1846, qui laisse dans les caisses de l'Etat un excédant de 100 *millions de francs*, — assez beau denier, comme on voit, par le temps de déficits qui court en Europe; qu'à moins d'une insigne mauvaise volonté il faut bien compter les famines, les révolutions, et les spéculations effrénées (sur chemins de fer, mines, etc.) pour quelque chose; qu'en dépit de son peu de confiance dans les prétendues évaluations de la douane, il voulait bien admettre une diminution d'exportation, mais que cette diminution, surabondamment justifiée par les désastres de ces dernières années, était toute naturelle aux yeux de quiconque sait qu'en abaissant le prix des matières premières à l'entrée, on abaisse d'autant le prix de revient; qu'enfin, relativement à la détresse incurable où se trouve le pays, il avait pour consoler le patriotisme effaré de MM. d'Israëli et compagnie, des lettres nombreuses, venues de tous les comtés manufacturiers, et parlant d'une augmentation de 20, 25, 30 % dans les salaires et les ventes, et certifiant que la condition du peuple s'est grandement améliorée. Le tout, couronné par une puissante analyse des lois de l'échange, par la revendication des droits du travailleur, et par l'imposante apostrophe que l'on a pu lire.

Il restait peu de chose à dire après cette puissante, cette immortelle réplique, disions-nous; — le régime protecteur était définitivement enterré. Mais lord J. Russell, en sa qualité de ministre, est venu sceller officiellement la tombe par quelques traits pleins d'ironie, à l'adresse des futurs ministres, et par des chiffres on ne peut plus éloquents. Ainsi, il a établi le mouvement de reprise de la fabrication et des exportations par la comparaison des cinq premiers mois de 1848 avec ceux de 1849. Il a révélé

que, sur les seuls cotons et filés, l'augmentation avait été dans le rapport de 8,716,000 liv. st. à 10,113,000 liv. st. Puis, démontrant par une statistique accablante tout ce que la population de la Grande-Bretagne avait recueilli de l'ouverture des ports et de la vie commerciale en plein air, il dit que, de 1842 à 1848, l'accroissement de consommation a été de 24 °/₀ sur le *thé*, de 30 °/₀ sur le *cacao*, de 30 °/₀ sur le *café*, de 35 °/₀ sur le *coton*, de 60 °/₀ sur le *sucre*. Seulement, lord J. Russell ne s'est pas rappelé que plus on importe et plus on s'appauvrit. C'est là l'occasion d'une sévère leçon que le *Moniteur industriel* ne manquera pas de lui donner avec sa légèreté de style habituelle.

Après ce discours, la parole appartenait à M. d'Israëli. On pensait que le spirituel auteur de *Conningsby* prendrait tout au moins une revanche oratoire et lancerait, comme le Parthe, quelques traits acérés dans sa fuite. Il n'en a rien été. La lourde cuirasse de chiffres et de documents dont il lui avait fallu couvrir sa vive intelligence lui pesait visiblement. Il se sentait fourvoyé. Il n'a retrouvé la parole que pour avouer humblement qu'il n'était pas de force et pour se plaindre de l'abandon de ses amis, gens experts en statistique, en paupérisme et en échelles mobiles.

Il ne restait plus, dès lors, qu'à voter sur sa présomptueuse motion. Le résultat obtenu est bien fait pour venger le libre-échange des grosses calomnies et des petits sarcasmes dont on le poursuivait si charitablement.

Sur 452 députés, 156 ont voté pour la motion, et 296 contre : majorité en faveur du *free-trade*, 140 voix.

Qu'étaient devenues les joies et les gloires de Drury-Lane?

LA VÉRITÉ

SUR

L'ÉCONOMIE POLITIQUE [1].

I.

Il y a quelques jours encore le Socialisme, drapé fièrement dans sa robe aux mille couleurs, trônait, avec l'orgueilleuse naïveté des parvenus, au sommet de la République. Le flot soulevé de la révolution l'avait porté à ces hauteurs inespérées, et lui avait donné à repétrir, sur le plan de ses séduisants prospectus et de ses idées vaporeuses, la société tout entière, confuse et bouillonnante comme une masse en fusion. Il s'agissait pour lui de raffermir ce grand corps qui vacillait entre la tombe à peine fermée de la monarchie et le berceau de la République, d'essayer l'effet des formules réparatrices dont il possède un si riche assortiment, d'opérer, à la grande confusion de ses adversaires, une de ces résurrections qui révèlent les hommes de génie, porteurs de la vérité.

Jamais expérience ne dut plus tenter la pensée humaine, et ne se présenta sous un aspect plus solennel et plus saisissant. La France, qui venait de divorcer un peu brusquement avec le Géronte constitutionnel, s'offrait pour de magnifiques épousailles à celui qui saurait lui conserver au front sa couronne de richesse, de gloire, d'élégance ; et les âmes ouvertes à toutes les généreuses prédications, la foule frémissante, attendaient que des

[1] *Journal des Économistes*, août 1848, t. XXI.

lèvres de quelque révélateur s'échappât le dogme tant promis, qui devait fondre dans une fraternelle et vaste communion tous les partis, tous les intérêts, toutes les intelligences. Le dogme ne vint pas, la communion se traduisit en imprécations et en persécutions; l'harmonie des intérêts devint un antagonisme menaçant, une sorte de démembrement dans lequel on séparait violemment la tête de la société, de son cœur, de ses bras; la fraternité s'arma d'injures en attendant qu'elle s'armât de fusils, se souilla de calomnies pour se souiller ensuite de sang et de larmes; la révélation des oracles fut tout simplement la mise en scène plus ou moins pathétique et ambitieuse de quelques idées que l'on applique depuis longtemps, et d'une foule d'autres idées dangereuses et malsonnantes que l'on n'appliquera jamais : — la tentative, en un mot, fut malheureuse et humiliante. Mais ne pouvant, ne sachant pas régénérer en bloc ce vieux monde, où l'on pousse encore la corruption jusqu'à maintenir la propriété, la liberté, la famille et autres *inconvénients temporaires*, les partisans de l'organisation du travail voulurent le régénérer en détail et à coups de décrets. Voyant que, malgré tous les anathèmes lancés contre lui, le Capital ne se rendait pas à l'appel des ateliers nationaux, ils voulurent châtier cet élément en révolte; et, faisant de l'impôt le levier de leurs doctrines, prenant pour point d'appui le principe profané de la démocratie fraternelle, ils cherchèrent à instaurer gouvernementalement des systèmes condamnés par l'opinion publique.

Leur intention était d'opérer par voie de déplacement graduel et détourné, puisqu'ils ne pouvaient opérer par voie de transformation directe. Ils visaient à forcer une à une toutes les positions du droit privé, à concentrer la vie sociale dans le pouvoir, afin qu'on fût obligé de l'y venir puiser plus tard, à étendre peu à peu la main de l'État sur les ressorts de la civilisation. Et c'est ainsi que le crédit, les assurances, les chemins de fer, l'enseignement, passant du budget de l'industrie privée au budget du gouvernement, ouvraient cette série d'usurpations philanthropiques, humanitaires et égalitaires, qui devaient avoir pour résultat évident de transformer notre nation, si originale et si vivante, en quelque chose d'assez semblable à une immense poupée à ressorts, ou à

cette manivelle célèbre que Sismondi mettait ironiquement entre les mains du roi d'Angleterre.

Déjà nous roulions sur cette pente fatale, poussés en avant par les houles grondantes qui croyaient atteindre d'un seul bond les joies si longtemps promises de la *répartition suivant les besoins* et de *la loi d'amour*. Déjà, sous couleur de haute administration financière, le citoyen Duclerc présentait le plan sibyllin que vous savez, et s'exposait au fiasco célèbre du pauvre Chapelain, dont la *Pucelle* fut si superbe en manuscrit, et si chétive dès qu'on la publia. Déjà le crédit de la Banque, grossi de tous les affluents des Banques départementales, s'écoulait dans les caisses de l'État et inféodait au pouvoir la circulation générale du pays ; déjà la langueur gagnait les ateliers, les capitaux, les têtes de notre mouvement économique, lorsque la société, un moment découragée, se réveilla au bruit de l'épouvantable assaut que lui livraient ses ennemis.

Nous n'irons pas, au milieu de la traînée de sang et de larmes qu'ont laissée ces hideuses journées [1], fouiller les cadavres pour savoir s'ils appartiennent à telle ou telle secte socialiste, à tels ou tels clubs, s'ils ont eu soif de pouvoir, d'or ou de vengeance, ou si la douleur pressante, la faim qui égare les cœurs et les bras, les a lancés comme une malédiction à la face de leurs concitoyens. C'est là une vilaine besogne que nous ne savons pas faire, et que nous renverrons très-légitimement à ceux qui dénoncent les professeurs d'économie politique et ramassent des chaires derrière les agents de police. Mais nous dirons hardiment que pour avoir gonflé de haine et d'espérance le cœur de ce peuple généreux, à qui nous avons, — comme les socialistes, et plus que les socialistes, — consacré nos veilles ; pour lui avoir inoculé le dégoût de la vie réelle et l'avoir convié à des fêtes impossibles aujourd'hui, impossibles demain, sinon impossibles toujours ; pour lui avoir prouvé qu'il est exploité, que le capital est l'ennemi, le tyran du travail ; pour avoir sans cesse commenté, le sarcasme et le fiel aux lèvres, ce sinistre dilemme : *Vivre en travaillant, mourir en combattant*, et tant d'autres égarements qu'excuse la misère ; — pour toutes ces choses donc le socialisme a démérité de

[1] Journées de juin 1848.

la science, qui veut le calme à défaut de bon sens ou de logique, et démérité de la civilisation qui ne vit pas de colère et de proscriptions, mais qui vit de charité, d'urbanité, de vérités noblement exprimées. Le sang qui a coulé ne rejaillit pas sur ses adeptes, qui comptent bon nombre de cœurs généreux, de plumes vigoureuses et d'intelligences élevées; mais il rejaillit sur leurs œuvres, et il a besoin d'être effacé à l'avenir sous des paroles de concorde.

C'est assez dire, il nous semble, que si le socialisme armé a été vaincu dans la rue, et si l'on a pu ramasser sur les barricades fumantes les débris de son pouvoir éphémère, il ne nous semble pas avoir été vaincu pour cela dans les esprits. Les balles frappent à la tête, mais elles ne frappent pas l'idée qui les brave et grandit même devant la mort. Le diamant ne cède qu'au diamant: de même l'idée dans sa divine substance ne cède qu'à une autre idée plus élevée ou plus logique. Lorsque le canon a fait taire la chair, la pensée survit, continue sa révolte sourdement, mais toujours, jusqu'au moment où elle vient à déterminer de nouvelles explosions ou à succomber devant un dogme qui la maîtrise et la dépasse. L'œuvre de la force a cessé, il faut poursuivre l'œuvre de la discussion et de la plume. Il faut arracher aux sectes de la réglementation le masque de fausse démocratie sous lequel elles s'abritent, et leur dénier fièrement le monopole de philanthropie, de progrès, de fraternité, qu'elles s'adjugent de la façon la plus gratuite.

La vérité, la science, n'ont de préférences pour aucune classe, ne connaissent ni vainqueurs, ni vaincus, ni camarillas en haut, ni coalitions en bas. Elles ne plaident spécialement la cause d'aucune catégorie d'individus, parce qu'elles plaident la cause de tous, et parce que dans l'immense et majestueuse dynamique qui règle les sociétés, il se trouve que ce qui est souverainement vrai est en même temps souverainement juste, souverainement démocratique et fraternel. La philanthropie qui sied à des hommes indépendants n'est pas, ne peut être au fond de ces contrats mensongers, par lesquels l'individu abdique son libre arbitre et échange, comme Ésaü, son droit d'aînesse contre un plat grossier qui lui manquera le lendemain. Elle est au fond de cette trilogie

sublime d'où est sorti tout ce qu'il y a de grand, de glorieux ici-bas : — la justice, la vérité, la liberté, c'est-à-dire ce qui exalte, ce qui éclaire, ce qui harmonise les facultés humaines.

C'est au service de cette philanthropie sérieuse et digne que se sont mis constamment les économistes. Ils ont cru qu'en assurant à tout homme l'exercice de ses droits naturels, si chèrement achetés à la pointe de l'épée, de la plume, et en lui enseignant ses devoirs, ils réalisaient, dans ce qu'il a de plus élevé, l'idéal républicain. Ils ont eu foi dans ces forces merveilleuses, disposées par la nature dans l'esprit, dans l'âme, dans le corps de l'humanité ; et ils ont eu l'audace de croire que le monde pourrait marcher, alors même que MM. Louis Blanc, Proudhon, Considérant, Cabet et autres ne lui donneraient pas cette fameuse chiquenaude dont parle Descartes. Mais ils n'ont pas semé leur langage d'élégies navrantes, ni mis en œuvre les procédés des mélodrames et des romans à effet ; ils n'ont pas étalé complaisamment les plaies de la patrie pour écouler, grâce à la peur et au dégoût, leurs orviétans et leurs recettes. Au mot d'espoir écrit dans toutes leurs œuvres, ils n'ont pas accolé les amorces du *Garantisme*[1] ou du *Droit au travail* ; enfin, ils ont protesté contre l'absolutisme du Luxembourg[2], après avoir protesté contre celui des hauts barons de l'industrie et de la politique. Comme Platon, ils n'ont voulu ni flatter ni tromper ce souverain, qui est le peuple : ils ont joué hardiment leur popularité, leur influence actuelle, et ils ont eu l'insigne honneur d'être destitués par le pouvoir et calomniés à la fois par les sectaires.

C'est sur l'étrange fatalité qui a ainsi frappé l'économie politique que nous insisterons ici. Nous entendons que ce grand procès soit immédiatement instruit, que justice soit faite des injures, des violences et des bienfaits. Non pas que nous attachions pour notre part une très-grande importance à l'arrêt prononcé avec tant d'aplomb par le théologien Jean Reynaud, inventeur d'un nouveau genre de paradis, et, à ce titre, très-grand économiste. Nous sommes, en général, assez peu partisan

[1] Formule de la doctrine fouriériste.

[2] M. Louis Blanc a émis ses idées au Luxembourg, siége de la Commission du gouvernement pour l'organisation du travail, dont il était le président.

du salaire que les sciences reçoivent de l'Etat, surtout pour les hauts degrés de l'enseignement; car nous pensons qu'au fond de toutes les caisses à subventions se trouvent les ciseaux de la censure. Mais l'attentat dirigé contre l'économie politique a été odieux et grave, en ce qu'il tendait à constituer une sorte de régie de l'esprit public, faisant suite à la régie des assurances, des tabacs, des lettres, et à n'admettre plus dans le monde que des doctrines brevetées, patentées, étalonnées par le gouvernement. Là était le danger sur lequel les esprits ont glissé trop facilement; là était le sacrilége, *là il est encore*, car nous ne sachions pas que l'ukase du 7 avril ait été anéanti depuis. La revendication est permise tant que dure l'iniquité. Et, sur le seuil du pouvoir actuel, aux yeux du grand citoyen qui tient l'épée de la France et qui saura l'abaisser devant la loi[1], nous placerons cet épisode digne des plus beaux jours de la sainte inquisition et de la vénérable Sorbonne, comme on plaçait jadis l'esclave ivre au seuil lacédémonien, pour qu'une grande leçon en fût tirée.

Surtout nous dirons quelles ont été les tendances, les conclusions, les efforts de cette économie politique à laquelle il a été fait défense d'être une science, dans les limites sacro-saintes du collége de France. Nous donnerons ainsi, par la grandeur des principes attaqués, la grandeur de l'iniquité commise : d'un côté nous aurons le réquisitoire et le verdict, de l'autre le plaidoyer,— et on saura *la vérité sur l'Economie politique*.

II.

Le 7 avril dernier (1848), donc, la République française donnait au monde le plus étrange, le plus affligeant de tous les spectacles.

La vieille scolastique et le socialisme, qui se dit jeune, fourrés, comme aux plus beaux jours, de toutes les hermines et de toutes les intolérances de la Sorbonne, dressaient à huis clos l'acte d'accusation d'une science tout entière, dans ce style édulcoré et pédantesque qui avait cours jadis parmi les procureurs du Châtelet, et que l'on avait cru perdu à jamais dans les bureaux de censure des anciens régimes. Or, comme le but de tout réquisitoire

[1] Le général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif.

est de rehausser l'éloquence du procureur, d'abord, puis de venger la société par une condamnation quelconque, il résulta de ce procès loyal et courageux que l'éloquence du citoyen J. Reynaud atteignit l'apogée du dogmatisme, et que l'économie politique fut expulsée de la très-sainte Université, par un assis et levé des plus impertinents. De sorte qu'à l'heure où l'on abolissait la peine de mort pour que le sang de l'homme ne criât plus vers Dieu et ne rejaillît plus à la face de la patrie ; à l'heure où l'on décrétait l'inviolabilité de la chair, on violait la pensée, on rétablissait la censure, c'est-à-dire la peine de mort appliquée à l'intelligence,—on substituait le sacrilége à l'homicide. On choisissait, pour introduire l'absolutisme et le servage dans l'antique république des lettres, le moment même où se fondait la république des intérêts, des âmes, des droits. La vérité allait devenir une question de portefeuille, et se traîner misérablement sur les bancs des ministres ou sur les bancs de je ne sais quels pédants de collége, armés du boisseau traditionnel sous lequel on étouffa de tous temps la lumière qui gêne et qui accuse. La révolution, faite au nom de la prérogative intellectuelle, allait tourner contre l'intelligence ; le sceptre brisé se changeait en férule dictatoriale et magistrale ; et, comme un bœuf stupide, l'humanité, libre du corps, devait porter sur sa tête le joug qu'on lui imposerait. Qui ne ferait des révolutions, qui n'ébranlerait la France, cette splendide façade de la civilisation, et avec elle le monde entier, pour rétrograder ainsi jusqu'au libéralisme de la Chambre étoilée et des ignorantins?

Rien n'a manqué d'ailleurs pour que l'attentat dirigé contre les doctrines économiques soulevât à doses égales l'indignation et le dédain de tous ceux qui ont à cœur tous les droits de la pensée. A la rudesse de la condamnation, on a joint une onction doucereuse et véritablement édifiante dans l'exécution. Tout ce que le socialisme a de plus touchant, ses expressions les plus confites en fraternité, en charité et amour, ont ingénieusement servi de passe-port à l'ukase ministériel, et il semble voir le bâton d'un cadi enduit de ce miel et de cette huile dont les bons pères avaient le secret.

Ainsi, tout en imitant les procédés expéditifs de l'Empire à l'endroit des *idéologues* qui eurent un jour, et qui eurent toujours,

depuis, l'audace de ne pas croire aux mérites infinis de la guerre et du despotisme ; tout en parodiant, autocrates en raccourci, la proscription du géant, ils n'ont pas osé signifier à la science sa déchéance et son indignité. Napoléon, dans ce style lapidaire et fort, qui s'incruste dans l'histoire, avait rayé d'un trait les sciences morales, comme il avait rayé d'un trait la dynastie de Bragance. MM. Carnot et Jean Reynaud ne pouvaient faire moins que d'avoir aussi leur coup d'état scientifique ; seulement, en exilant l'économie politique, ils voulurent bien reconnaître qu'elle avait eu jadis quelque éclat et quelque opportunité.

C'était se montrer fort accommodant à coup sûr ; mais ils pensèrent en même temps que la science peut et doit porter successivement la livrée de tous les pouvoirs et changer de conclusions en changeant de drapeau, de date et de latitude. Ils crurent que l'économie politique devait avoir des formules de rechange prêtes à s'adapter au régime dominant et à tourner à tous les vents de la popularité ; qu'hostile, sous les monarchies, à tout ce qui est monopole, privilége, impôt onéreux, exagération du principe gouvernemental, elle deviendrait nécessairement sympathique à toutes ces choses sous la démocratie, et se prêterait docilement à tous les programmes d'organisation du travail. Ils crurent enfin que rien n'était plus facile que de teindre des doctrines en rouge, en bleu, en blanc, suivant la couleur en vogue, et ils déposèrent cette croyance précieuse dans les paroles suivantes, où la naïveté le dispute à l'infatuation, et, disons-le hardiment, à l'ignorance des principes et des textes :

« L'économie politique ne se compose, jusqu'à ce jour, que de systèmes disputés et sans aucun droit à la fixité. En demandant qu'au lieu de servir à la propagation du système particulier adopté par le professeur, *soit* système de concurrence et libre échange, *soit* socialisme absolu, *soit système* mixte, etc., la haute Commission des études a voulu que la science prît aux yeux de tous la grandeur qui lui appartient. »

Nous répondrons ailleurs aux assertions hasardées et tranchantes de la haute Commission [1]. Nous verrons comme quoi une science

[1] Nommée par M. Carnot pour lui donner des avis sur l'organisation de l'enseignement supérieur.

qui a déroulé anneau par anneau sa chaîne de principes, et qui a pu faire planer au-dessus des luttes de détail certaines grandes vérités acceptées par tous et en tous lieux, comme quoi cette science *n'a pas droit à la fixité*. Nous demanderons surtout à ladite et impeccable Commission où elle a puisé l'idée et les éléments de ce *soit* au moyen duquel elle suppose que l'économiste peut indifféremment adorer Turgot ou Fourier, ou Proudhon, attester la propriété, le phalanstère ou le droit au travail, absolument comme le célèbre sophiste qui ne prenait pas plus cher pour prouver l'existence de Dieu que pour le nier et le destituer. Il nous sera facile alors de la rassurer sur la fixité de la science et sur l'unanimité de ses propagateurs. Mais nous dirons ici que l'économie politique se montrant rebelle à ceux qui voulaient la remanier dans le *sens républicain et en faire la science de la fraternité*, au lieu *de la science des richesses* [1], on supprima l'enseignement du collége de France comme on supprimerait un bureau de tabac ou un tapis franc.

Il avait suffi de quelques heures, en effet, à ces grands esprits pour reconnaître cette irrécusable vérité, que les économistes n'ont jamais prêché en faveur des classes pauvres, jamais demandé la vie à bon marché, les capitaux à bon marché, les gouvernements à bon marché : et dorénavant on dut dire la ci-devant économie politique, comme on dut dire jadis le ci-devant Être suprême et la ci-devant Trinité. Un écrivain de haut style et de hautes pensées, qui reversait dans ses paroles les doctrines largement libérales dont il avait vu en Amérique la splendide mise en scène ; un homme qui avait toujours tenu haut et ferme le drapeau des grandes réformes que nécessite notre état social, M. Michel Chevalier, reçut

[1] Ces paroles, où vibrent de nobles sentiments et de fausses idées, ont été prononcées par M. de Lamartine, dans sa réponse à la Société des économistes, soulevée tout entière par le décret du fils de Carnot. Le grand poëte — qui s'est montré si grand politique en même temps, quand il a fallu tenir la jeune République sur les fonts baptismaux en face de l'Europe inquiète et menaçante — a eu le malheur de refléter les influences socialistes qui l'obsédaient. Il a laissé des mains, peu dignes de cet honneur, se promener sur sa lyre, et sa lyre a été faussée un moment. De là cette insinuation que l'éloquent apôtre de la liberté commerciale, à Marseille, regrettera un jour, et effacera par une généreuse conversion. Il nous paraît impossible, comme il le dirait dans son langage sublime, que l'*ombre de ses ailes flotte encor sur un vil gazon*, celui de la Commission prévôtale, chargée de *donner un autre caractère à l'économie politique*. A. F.

le salaire de son brillant apostolat, et fut destitué avec le même sans-façon que l'on met à destituer un expéditionnaire, un commissaire de police, et, par le temps qui court, un archiduc ou un empereur. On n'eût pas mieux fait à l'époque du double vote, et c'est un beau tour de force que de nous avoir ainsi montré 1848 donnant la main à 1815, par-dessus les barricades de Février. Jadis, on avait une religion de l'Etat et des journaux de l'Etat. Nous allions avoir une économie politique de l'Etat, et il n'eût plus fallu que des professeurs à substance suffisamment caméléonique pour jouer à l'endroit de la science le rôle du révérend Père Loriquet, et pour l'expurger, l'amender, la modifier au goût du Luxembourg.

Et qu'on ne pense pas que nous fassions ici du sentimentalisme et de l'exagération à propos d'un acte qu'il faudrait dater du quinzième siècle. Tout se tient dans cette région supérieure et délicate de la raison pure, dont nous admettrons avec Kant la critique, mais dont nous flétrirons à jamais les persécuteurs. Toutes les libertés de l'intelligence sont sacrées, sont solidaires ; dès que vous en atteignez une, vous menacez toutes les autres, et vous vous trouvez fatalement conduit d'exclusion en exclusion, d'entrave en entrave, jusqu'à la négation même de l'esprit et de son droit d'initiative. Ou vous admettez que la raison humaine, reflétée sur les événements, en fait saillir, comme autant de révélations successives, les grandes notions qui fondent et précipitent les civilisations, et alors pourquoi la mettre en tutelle et la renvoyer à vos écoles ? Ou bien vous niez sa suprématie et vous demandez vos oracles à cette vaste fabrique de thèmes grecs, de versions latines et de lauréats en serre chaude qu'on appelle l'Université ; mais alors, puisque la raison ne se suffit pas à elle-même, vous avouez que ce n'est pas elle seule que l'on consulte dans la grande officine à qui Napoléon avait confié le soin exclusif de pétrir l'esprit public, comme on confie à tels ou tels individus le soin de fournir des moellons et des tuniques à l'Etat ; vous avouez que les recteurs d'Académie et les proviseurs sont plus forts que toute une génération, et qu'il suffit d'une ordonnance au *Moniteur* pour faire tenir le cerveau tout entier du genre humain dans le cerveau d'un grand-maître de l'Université, quel qu'il soit.

Nous croyons, pour notre part, que le cerveau de Cuvier, de Voltaire, de Newton même, se briserait sous l'effort de la pensée générale si on voulait l'y emprisonner. Il n'est pas de diadème ou de tiare qui soit à la mesure du front de ce géant qu'on nomme le génie d'un peuple ; et selon nous, la pensée relève de la pensée seule, et n'est justiciable que d'elle-même. Les hommes, les intérêts, les choses s'agitent ; la pensée les mène, et personne ne peut mener la pensée. On ne guide pas ce qui nous guide tous, on n'éclaire pas ce qui éclaire le présent et l'avenir, et nous gagnerions médiocrement à ce que la lumière coûteuse et blafarde de la Sorbonne fût substituée à l'ardent rayonnement de ce soleil qui est l'esprit. Sans doute ce soleil a ses taches comme celui qui luit dans nos regards et dans nos maisons ; mais il serait tout aussi intelligent de supprimer l'un que de supprimer l'autre, et nous espérons bien que tous deux seront maintenus,—provisoirement tout au moins et jusqu'à ce qu'on ait trouvé mieux.

Arrière donc tous ces monstrueux anachronismes , toutes ces persécutions de pédants ou de fanatiques. Ne ressuscitons pas les ineptes querelles des Vadius et des Trissotin, et les déplorables sacriléges commis de tout temps sur le génie ; car nous ne donnerions pas dix ans d'avenir à la science s'il était admis que les idées dussent être contrôlées, comme les bijoux, avant d'être lancées dans la circulation. Vous verriez bientôt toutes les théories se proscrivant à l'envi, fulminant des décrets d'ostracisme, et s'écroulant successivement les unes sur les autres, le romantisme sur les classiques, le fouriérisme sur Owen, Owen sur Proudhon, Proudhon sur lui-même, jusqu'au jour où il vous resterait pour systèmes officiels les catéchismes approuvés par messeigneurs les archevêques, l'almanach liégois, le traité des vertus rendues faciles, et pour littérature celle des manuels classiques, de la morale en action, et des éditions expurgées, dont Rome, Vienne et Pétersbourg vous prêteraient même volontiers la liste.

Si, d'ailleurs, une main s'était levée hardiment pour signer la déchéance de l'économie politique, proclamer son impuissance et l'éliminer d'un système d'études officiel, et tout naturellement ensuite d'un système d'académies officielles ; si les scellés avaient été franchement apposés sur les œuvres de Smith et de Turgot,

nous aurions accepté avec assez de sang-froid cette guerre vandale, mais cette guerre franchement déclarée. Les plumes de nos magisters se seraient ébréchées tôt ou tard sur le bronze indestructible de la vérité, et la science eût escaladé les chaires qu'on lui refusait. Mais non, on s'est contenté de dire que l'économie politique, *convenable dans les livres*, devait être bannie de l'enseignement, car elle *n'est en définitive que la science de l'administration et de la politique*. On n'a pas expliqué comment ce qui est convenable dans les livres peut être mauvais ailleurs, et, de fait, cela ne s'explique qu'en admettant que ces livres ne sont jamais lus. Nous connaissons de ces livres-là, et très-probablement nos adversaires aussi.

En tout cas on a cru ne pouvoir mieux faire qu'en substituant à des principes sans fixité des études d'où l'inconvénient des principes serait soigneusement exclu. On a donc pris le dogme économique, on l'a étendu et mutilé sur le chevalet de la haute Commission : on a brisé la forte trame qui en reliait les fragments ; en un mot, on a pris une doctrine dont on a ravi le souffle, et après l'avoir dépecée en cinq morceaux sans cohésion et sans vie, on a dit : Voilà l'économie politique. Que diriez-vous de celui qui, prenant un rayon de lumière, le décomposerait, et vous donnerait séparément les couleurs harmonisées du prisme? Que diriez-vous encore de celui qui briserait un diamant et se croirait quitte en vous en donnant les fragments? Vous crieriez à l'impudeur. Eh bien ! on a fait plus pour nous. La haute police des idées nous a pris un diamant et nous a rendu des fragments de strass, sous la dénomination insidieuse d'*économie générale et statistique de la production*, de l'*agriculture*, des *mines*, des *travaux publics*, des *finances* et du *commerce*.

Le chiffre à la place de l'âme et de la conception libre, n'est-ce pas là tout le système des organisateurs du travail ? Entre leurs mains la civilisation se réduirait à une vaste comptabilité, et la poésie, le talent, les nobles sentiments seraient tenus en partie double jusqu'au moment où ces grandes choses iraient s'anéantir avec la fortune et la grandeur du pays dans l'abîme d'une immense banqueroute.

Le pouvoir, nous le savons, communique aux âmes les plus

fortes un dangereux enivrement ; et il est assez difficile au sectaire fanatisé par tels ou tels systèmes régénérateurs du genre humain de ne pas essayer de ces systèmes aussitôt qu'il tient entre ses mains un appareil social de 34 millions d'individus et un budget de 1500 millions. Mettez toutes ces ressources entre les mains d'un alchimiste en voie de découvertes, et vous les verrez se fondre dans le creuset de ses expériences ; de même pour le socialisme, qui est l'alchimie de la civilisation. Si Richelieu n'eût pas été l'arbitre de la politique européenne, le coryphée de la savante diplomatie du dix-septième siècle, nous n'aurions probablement jamais joui de *Mariane*,—superbe échantillon de poésie *par ordonnance*, que nous trouverions incomparable, si M. Cabet n'avait composé son drame historique de la *Conspiration des poudres*, pour prouver jusqu'à quel point l'homme peut faire sérieusement les choses les plus bouffonnes.

Comment M. Louis Blanc n'aurait-il pas cédé dès lors à la tentation d'illustrer par des faits les idées de toute sa vie ? Le caractère distinctif des révélateurs n'est pas, en général, la modestie, la réserve. Quand ils ne sont pas descendus du ciel, ils descendent tout au moins de Charlemagne, comme Saint-Simon, ou ils acceptent très-volontiers le titre de *premier ouvrier de la République*. Et M. Louis Blanc devait tout naturellement se faire ce raisonnement : « *C'est au génie qui se sent fort à gouverner* : j'ai « du génie, je puis hisser mon buste et jucher ma personnalité « sur les épaules de 100,000 travailleurs nationaux ; à moi de « gouverner. Et comme pour élever l'édifice nouveau de mes théo« ries il faut que le terrain soit déblayé, j'aurai soin que les théo« ries contraires n'élèvent plus la voix. »

De là le mot d'ordre donné à la haute Commission [1], transfor-

[1] La haute Commission vient de détacher dans la presse un de ses membres chargé de protester contre les paroles de M. Jean Reynaud, relativement à l'unanimité qui aurait pu présider à la radiation de l'économie politique. La protestation nous semble avoir un caractère trop isolé pour qu'on puisse lui attribuer la moindre valeur ; et puis il resterait toujours à la Commission très-haute et très-illustre à se justifier du péché de complaisance ou de légèreté. Nous voulons bien ne pas croire à un sénat brutal et intolérant, mais nous sommes obligés de croire à un sénat docile aux volontés, alors souveraines, du Luxembourg : car l'attentat date de plusieurs mois, s'est étalé pompeusement au *Moniteur*, — ce mur éclectique contre lequel tous les gouvernements collent leurs rancunes et leurs colères,

mée en cour prévôtale, et de là cette comédie des cinq chaires d'économie générale, où il nous est impossible de voir autre chose que des bureaux de renseignements à l'usage des... professeurs.

Et qu'on ne pense pas que nous nous acharnions ici contre un seul homme qui, du reste, a eu l'extrême bonheur de faire en calèche le saut du Capitole à la roche Tarpéienne. M. Louis Blanc restera toujours ce que peu de ses adeptes seront jamais, un historien d'une haute portée et un écrivain de première force. Mais il a pris trop au sérieux les sombres tableaux que sa plume a tracés de notre organisation sociale, et il a allumé ses colères et ses sympathies à ce foyer plus mélodramatique que vrai. Il a vu tant de rides sur la face de l'humanité qu'il l'a prise en dégoût plus encore qu'en pitié ; il a vu tant de plaies dans notre société, que, désespérant de la guérir, il a voulu en fonder une autre ; et comme les idées et les hommes résistaient, il a brisé les idées, destitué les hommes. De sorte qu'il regrettera amèrement, lui, homme de plume, d'avoir insulté à une science ; lui, homme de fraternité, d'avoir cloué au front d'une classe de citoyens le mot de *bourgeoisie*, de *capitalistes* ; comme un signe de mort, lui, homme logique enfin, de s'être vu poussé de sophisme en sophisme, de concession en concession sans cesse plus glissantes, au delà même de l'égalité des salaires, et jusqu'à cette monstrueuse formule de rétribution selon les besoins, si fidèlement mise en pratique par Sancho Pança, l'être pantagruélique et paresseux, en face de l'infatigable et vaporeux don Quichotte.

Il est impossible, d'ailleurs, qu'il ne répudie pas un jour les extravagances et les scandales qui s'étalent pompeusement sous nos yeux à titre de panacées et de philtres vivifiants. Il est impossible que ses deux bras soient longtemps encore occupés à

— et la pudeur de la Commission ne s'est révoltée que depuis la déroute politique du Socialisme. C'est du repentir peut-être, mais, à coup sûr, ce n'est pas là de l'innocence. Et puis le temps est réellement aux désaveux et aux *sauve-qui-peut*. La Commission est désolée de la triste besogne qu'elle a faite : M. Jean Reynaud renie le socialisme, et voilà M. Louis Blanc lui-même, l'incarnation du Droit au travail et des Ateliers nationaux, qui rejette loin de lui la pensée, si contraire à son système, des embrigadements du Champ-de-Mars. Et Clichy ! On peut lire, d'ailleurs, dans la Chronique [1] des derniers numéros, ce curieux épisode fort spirituellement apprécié et raconté. A. F.

[1] La *Chronique du Journal des Économistes*.

secouer avec frénésie tous les étais de la société, et que ce paradoxe impudent, emprunté à Morelli, Diderot, Hobbes, Rousseau et tant d'autres, ce plagiat destructeur : *la propriété, c'est le vol*, demeure pour lui la théorie du mouvement social, le dernier mot des penseurs sur l'épargne, le salaire, les profits. Il est impossible qu'il adopte cet impuissant et farouche dilemme : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*, comme le mot d'ordre d'une société civilisée, et qu'il relève un drapeau troué de tant de balles dans tant de combats fratricides. Il est impossible qu'il ne voie pas, — lui et les hommes graves qui nous combattent souvent avec éclat, — vers quels égarements et quels crimes les entraîne le socialisme poussé à ses limites rigoureusement logiques et fatales. Il est impossible, enfin, qu'ils ne se séparent pas de cette nuée de réformateurs fielleux, dont l'extrême outrecuidance et le naïf orgueil sont faits pour égayer et révolter à la fois. Nous ne croyons pas, pour notre part, qu'il soit possible, même après avoir résisté aux inventions *pharamineuses*[1] de M. Cabet, à ses *indispensables*[2] refuges de la pudeur, à sa carte gastronomique et hygiénique d'Icarie, ainsi qu'aux anti-lions, aux poteaux d'infamie, et aux mœurs *phanérogames*[3], nous ne croyons pas, disons-nous, qu'il soit possible de ne pas sentir chanceler sa foi de socialiste à la lecture d'un écrit prodigieux, éclos tout récemment sous l'aile de la fraternité la plus ardente et qui a pour titre · *La loi d'union*.

Nous ferions très-volontiers l'analyse de ce chef-d'œuvre, mot par mot, perle par perle, si l'auteur n'avait fait défense à tous journalistes et *reviewists*, qu'il qualifie d'*escrocs*, de *vampires*, de *crétins* et autres aménités du plus pur *poissard*, — d'en rendre compte. Nous dirons seulement ici, et sous le secret, que dans ce projet de réédification politique et matérielle, l'ingénieuse hiérarchie des *bambins* et *bambinettes* de Fourier se trouve rétablie, que les budgets se grossissent incessamment par des *moyens connus à l'auteur*, que les vieillards portent des cannes à bec recourbé, afin que les enfants puissent s'exercer à monter à cheval sur lesdites cannes; enfin, que *les mères plantent des rosiers à*

[1] et [2] Expressions du *Voyage en Icarie* de M. Cabet.
[3] Animaux, institutions et mœurs de l'avenir, selon Fourier.

la naissance de chaque fille, afin que lorsque l'innocente enfant demandera d'où elle vient, on puisse lui dire qu'on l'a trouvée sous un rosier. — Ce qui ne manque pas, bien entendu, d'accroître la richesse générale, de mettre les ateliers en mouvement, et d'élever considérablement l'esprit des populations. Pleurez, mânes de saint Vincent de Paul : vous aimiez et secouriez les petits enfants, mais vous n'aviez pas inventé pour eux la canne-cheval et le rosier de famille ! !

Sans doute l'économie politique n'a rien dans ses écrits qui puisse lutter avec ces choses ingénieuses et pastorales; elle a même poussé l'oubli de l'humanité jusqu'à ne pas leur consacrer un chapitre. Elle ne nous montre pas la société sous l'aspect des décors d'opéra comique, traversés par des bergers en satin et par des paysans enrubanés et parfumés; elle ne dessine pas aux yeux de ceux qui souffrent des monuments vaporeux et des régions fantastiques, comme les villages de Potemkin. Mais comme elle travaillait à briser les chaînes sociales pendant que la foudre révolutionnaire brisait les chaînes politiques, civiles et religieuses; comme la grande route du progrès, qui est celle de la liberté, passe au cœur même de ses doctrines; comme elle veut une démocratie se développant en plein air; en un mot, comme son programme fait la place large au génie, à l'épargne, à la famille, nous sommes convaincu que les esprits subiront prochainement une évolution qui les portera du socialisme vers nos principes.

Les grands systèmes d'organisation ont suffisamment manifesté leur impuissance et leur hostilité radicale à l'endroit des instincts innés de notre nature. On pourra encore les discuter, les parcourir comme un champ de méditations profondes et parfois brûlantes; mais nous doutons qu'on en veuille faire de nouveau l'expérience, même partielle. On visite un cratère assoupi, on s'asseoit sur la cendre chaude des volcans; mais, quand on est prévoyant et sage, on n'y établit pas sa demeure. Le volcan s'est révélé il y a quelques jours; nous aurons sans doute la vulgaire sagesse de l'éteindre, ou de nous prémunir contre de futures éruptions.

Pour cela il faut que l'éducation du pays se fasse dans tous les sens, en haut et en bas, dans la politique comme dans les arts, comme dans l'économie politique surtout, qui est à vrai dire le

code du travailleur, la déclaration de ses droits et de ses devoirs. Il faut une certaine force d'âme réunie à une intelligence saine et cultivée pour ne pas se laisser éblouir par le mirage d'un sophisme, et pour réduire à leur juste valeur les promesses d'un système quelconque. Or, qui s'est jamais occupé jusqu'à ce jour de mettre entre les mains des prolétaires, de ceux que leurs douleurs portent naturellement à des rêves de fête et de jouissances, de mettre entre leurs mains, disons-nous, cette pierre de touche délicate et implacable, qui est le savoir? Qui leur a appris à distinguer entre les routes semées de fleurs au delà desquelles se trouvent les abîmes, et les routes modestes que traverse, la sueur au front, l'ouvrier, le savant, le poëte, et au bout desquelles se trouvent le bien-être, la dignité, le repos? Avant même que l'ouragan socialiste passât sur nos têtes, est-ce que l'économie politique n'était pas à l'index des Grandin, des Mimerel, des Lebœuf[1], lesquels criaient à tue-tête et avec ce patriotisme productif qu'on leur connaît, que l'Etat fait bien en prélevant sur les uns de quoi doter les autres, en garantissant un minimum d'intérêt aux industries chétives, en prenant en main l'exécution des chemins de fer, des canaux, en détournant sur quelques provinces favorites les eaux chargées d'or de ce grand fleuve qui est la richesse publique? Est-ce qu'ils n'ont pas demandé, eux aussi, le Droit au travail, lorsqu'ils voulaient qu'on leur assurât le travail national, le marché national? et l'ouvrier n'avait-il pas sa logique lorsqu'il demandait qu'on lui garantît l'emploi, le loyer de ses bras, qui sont sa richesse et son capital? Cette chaire, si brutalement renversée de nos jours, avait été déjà insidieusement ébranlée par les courageux apôtres de la protection. Et il n'a pas tenu au *Moniteur industriel*, inquiet sur les dividendes de ses patrons, que l'on ne fît viser par un commissaire de police les leçons des théoriciens du Conservatoire, que l'on n'empêchât MM. Blanqui et Wolowski de revendiquer éloquemment, pour les classes ouvrières, le droit, très-pratique assurément, de vivre au meilleur marché possible.

Le châtiment de ce long oubli nous a été infligé de manière à

[1] Manufacturiers protectionistes coalisés avec les Socialistes contre l'économie politique.

laisser sur nos épaules des marques sanglantes. Ceux à qui l'on n'avait pas enseigné la vérité ont cru à l'erreur. Ils y ont cru avec le fanatisme d'une âme qui souffre, ou le délire d'un esprit ambitieux; et le jour où l'on a voulu chercher un refuge dans cette science *sans fixité*, le jour où on lui a demandé des formules réparatrices et pacifiques, il s'est trouvé qu'elle a été méconnue, insultée et incomprise. Ceux-là mêmes qui inventaient la fraternelle qualification de garde bourgeoise, dénonçaient l'économie politique comme une science bourgeoise, mandataire stipendiée du capital, et qui conclut à l'abaissement du pauvre, à l'exploitation de l'homme par l'homme, et — tout le monde sait cela — à la destruction des petits enfants.

Que la faute retombe donc tout entière sur ceux qui, tenant la science en suspicion, n'ont pas voulu qu'elle secouât sur le monde ses vérités et ses bienfaits; sur ceux qui l'ont injuriée et polluée en la croyant *bonne à tout faire;* sur ceux qui, enfants du libre arbitre, avocats d'un principe dont ils portent la livrée et touchent les appointements, ont trahi ce principe en faisant du despotisme et du vandalisme. Que la faute retombe enfin sur ceux qui, dans un vertige d'infatuation, n'ont pas craint de tailler dans la chair vivante de la société, comme dans le marbre inerte et docile, leurs idées ou monstrueuses ou simplement banales et impuissantes. Ils devaient savoir que l'on ne refoule pas impunément à coups de décrets et de destitutions les dogmes et les sciences; que s'ils tiennent la plume, d'autres tiennent l'épée ou le fusil; que ceux-là dont ils dénoncent la *dureté*, l'*hypocrisie*, l'*avidité*, l'*ignorance*, l'*immobilisme*, — voyez la collection de la *Démocratie pacifique*[1], du *Représentant du Peuple*[2], de la *Réforme*[3], et du *Père Duchêne*[4], — d'autres les frappent. Ils devaient savoir que lorsqu'on présente au peuple la pourpre fascinante de l'utopie, il s'élance pour la saisir, et broie, dans l'ivresse de ses illusions, les obstacles que lui oppose la réalité sérieuse.

Les nuages de vos systèmes portent la foudre, messieurs du socialisme, et l'on a le droit de vous demander de prêcher le

[1] Journal de l'école de Fourier. — [2] Journal de M. Proudhon. — [3] Journal d'une fraction du parti vainqueur en février. — [4] Pamphlet quotidien (du genre appelé vulgairement *canard*), se criant dans les rues.

calme, la patience à ceux qui caressent vos idées. La terre promise est devant nous; nous l'espérons comme vous; mais vous la placez au couchant, sur la route des civilisations mortes au sein de l'absolutisme, de l'oppression individuelle; nous la plaçons où elle est, à l'orient, sur ce point de l'horizon où luit le soleil des sociétés libres et jeunes. Vous voulez y atteindre d'un coup d'aile, et nous savons qu'on n'y peut arriver qu'à force de talent, de vertus et de persévérance; car notre itinéraire a été rédigé par l'expérience, sur les traces que les peuples ont laissées dans leur pèlerinage éternel.

Les rangs du socialisme se sont grossis démesurément et pourront grossir encore si l'on ne se hâte de démasquer ses erreurs et ses mensonges; car il n'est pas besoin de grandes études pour rêver, espérer, et pour se faire un symbole quelconque de félicité sociale. Les âmes simples ou incultes en sont là, et il n'est rien de plus facile que de grouper autour de soi, de se hisser sur ce marchepied complaisant. Mais nous savons combien durent ces rêves, de quel prix on les paye, et nous croyons, de toute la force de notre âme, qu'un peu de lumière jetée sur tout cela ramènerait à nous ce que le peuple compte d'esprits droits, d'âmes honnêtes, et il en compte beaucoup.

Il suffit, en effet, d'invoquer l'histoire de l'économie politique, les actes dont elle s'honore, les luttes qu'elle a soutenues par ses livres et par ses apôtres, pour reconnaître à quel point le souffle qui court à travers ses principes et ses conclusions est un souffle démocratique et progressif. On peut dire qu'elle a eu pour tâche principale et glorieuse de soulever la montagne d'abus qui pèse depuis si longtemps sur la poitrine du travailleur, ce moderne Encelade. On peut le dire, on peut le prouver, et cette preuve, qui éclate dans les magnificences de la société américaine, nous essayerons de la donner palpable, irrécusable, pièces en mains, au grand étonnement de quelques-uns, et à la grande confusion de beaucoup d'autres. Nous essayerons de prouver qu'elle a glorifié la liberté, et que la proscrire dans une république, c'est joindre à l'apostasie, l'ineptie; qu'elle est essentiellement démocratique, par sa doctrine initiale — le travail, — par sa conclusion qui est le libre accès des capitaux, des marchandises, de la

terre, du pain, et qu'en la repoussant les classes ouvrières sont sous le coup du plus déplorable malentendu, sont coupables de la plus triste ingratitude. Enfin, nous prouverons qu'ayant constamment réclamé et conseillé la liberté des banques, l'association des forces productives, la réforme des impôts, du régime hypothécaire, elle a fourni au socialisme les seules grandes et fortes conceptions qu'on y rencontre.

En accusant les économistes d'être rétrogrades, le socialisme s'accuse donc lui-même; et en les persécutant, il complique d'ingratitude l'iniquité de la mesure si habilement déguisée sous ce titre anodin : *Réorganisation du collége de France*.

Du reste, MM. J. Reynaud, Carnot, L. Blanc et consorts ont suivi l'utile conseil que Voltaire, l'athlète de la tolérance, donne aux plagiaires. « On doit tuer ceux qu'on pille », disait le grand docteur Akakia. Le socialisme nous a pillés, il était juste qu'il nous calomniât d'abord, pour nous tuer ensuite.

Voyons maintenant ce que l'économie politique oppose à ces erreurs ou à ces calomnies, et voyons s'il est beaucoup de sciences qui aient de plus beaux états de services.

III [1].

Où est l'esprit du Seigneur, là est la liberté.
(*La Bible.*)

The height the dignity of man is to need no gift, no foreign force.
(*L'Américain Emerson.*)

Nous l'avons dit : dans le laborieux enfantement de notre civilisation, trois choses ont marché parallèlement : — la liberté, la démocratie, le bien-être.

L'histoire ne sépare pas plus ces choses que ne les sépare la pensée. Et l'antiquité par sa séquestration fatale des castes, par l'anéantissement de l'individu; le moyen âge avec sa hiérarchie de fer, ses corporations jalouses, ses procédés clichés comme nos almanachs, ses dynasties de privilégiés [2], son despotisme or-

[1] *Journal des Economistes*, 1er octobre 1848, tome XXI.

[2] Même pour les ouvriers. Ainsi nous citerons le métier de flanderie (tisse-

ganisé, tombant du haut du trône jusque sur le plus humble apprenti ou la plus pauvre bouquetière ; les désordres et les misères de notre civilisation actuelle, qui s'obstine à garder un pied dans le passé et ne sait pas s'arracher aux étreintes dernières du vasselage industriel, tout cela prouve surabondamment que le despotisme des syndicats, des prévôtés, n'a pas eu de plus heureux résultats que le despotisme des docteurs ès censure, si tristement renouvelé de nos jours.

Cela posé, voyons si l'économie politique a été réellement dans le plan de la civilisation, c'est-à-dire si elle s'est inspirée à la fois de liberté, de démocratie, de bien-être.

Ne cherchons pas l'économie politique dans le passé. Quelques analyses ingénieuses égarées dans Aristote, Platon, Xénophon, Cicéron, et, plus près de nous, dans les œuvres de quelques financiers anglais, français ou italiens, peuvent étinceler comme des perles archéologiques sous la plume des historiens, mais ne sauraient marquer le début de nos doctrines. Il faut attendre pour cela que, dans l'éternelle enquête rédigée sur la déposition grave des siècles, il se soit produit des faits puissants et décisifs : il faut attendre que de tous les matériaux amoncelés par des milliers de penseurs, un penseur plus éminent que tous ait extrait l'essence féconde ; que, des lueurs éparses qui brillent çà et là, il ait, par une concentration vigoureuse, composé un flambeau, un principe, une vérité.

Ces matériaux, nous les avons eus ; ces penseurs, nous les avons eus ; cet homme de génie, enfin, nous l'avons eu. Dès le jour où Adam Smith jeta au monde son immortelle formule du travail, qui domine son œuvre, dès ce jour la science eut sa base, sa raison d'être. Les physiocrates avaient revendiqué pour l'industrie la sphère d'action la plus illimitée ; Smith entrelaça à la liberté sa donnée du travail, et le symbole économique fut trouvé.

rands) de Paris, dont les statuts portent : — « Que nul ou nulle ne puisse tenir le « métier, s'il n'a été apprentif quatre ans, *s'il n'est fils ou fille de maître ou de « maîtresse.* » (Il en est de même (1211) pour les ouvriers monnayeurs. Leurs priviléges portent : « *Nullus in opere eorumdem commorari possit, nisi sit frater, vel filius, vel nepos eorumdem.* » L'Egypte et la Chine n'auraient pas fait mieux. A. F.

Les économistes ont-ils été à la hauteur de ce grave début? ont-ils lutté, lutté constamment pour assurer au travail sa suprématie légitime et sa rémunération? Ou, désertant ce beau rôle, ont ils accepté, courtisans du fait accompli, la société telle qu'elle est, telle qu'elle fut surtout? Il nous suffira très-probablement, pour démontrer leur servilisme et la souplesse de leurs théories, de dire qu'ils se sont toujours trouvés éloignés des faveurs, des gratifications qui pleuvent d'ordinaire sur l'échine des serviteurs intimes.

On sait, en effet, si Bois-Guillebert, Fénelon, Vauban, Racine lui-même, un moment économiste, furent des panégyristes bien goûtés de Louis XIV. On sait quel fut le salaire de leur généreuse protestation en faveur du pauvre peuple ruiné par les guerres, les tailles, les taillons, les gabelles, les aides et surtout les commis aux aides. Pour avoir voulu plier quelques feuilles de ce lit de roses où s'étalait la royauté, au milieu d'un vaste hosannah, ils moururent disgraciés, dans le sombre découragement de ces grandes âmes que révoltent d'odieux scandales et de lâches iniquités.

Plus près de nous, les glorieux précurseurs et propagateurs de la science économique en Italie, les Verri, les Beccaria, les Pecchio, confessent courageusement leurs doctrines en face des persécutions. Ils en appellent à un ordre de choses meilleur, en face d'un système qui avilit et décime par la force, par un népotisme insolent, par d'impures transactions d'antichambres et d'alcôves. Lorsque Barthélemy Intieri fonda, en 1755, la première chaire d'économie politique, avec la modeste dotation de 300 ducats par an, il était fort loin assurément du rôle de courtisan. — Ce qui s'est passé dernièrement dans la capitale du monde civilisé prouve assez que discuter en chaire n'est pas précisément ce qu'on peut faire de plus agréable pour certains ministères.

S'agit-il, sous l'Empire, de protester contre le refoulement des idées libérales, contre le gaspillage d'or, de sang et de génie par lequel on s'acheminait, sous des arcs de triomphe, vers les milliards qui furent la rançon de la France; s'agit-il de demander l'adoucissement des droits-réunis, — les seuls droits que notre pays eût conservés sous le talon du géant, — J.-B. Say prend hardiment la parole, et subit sa part de la disgrâce atta-

chée à toute pensée libérale. Quelques années après, lorsque les Bourbons reprirent le commandement de leurs armées, un moment confiées, on le sait, au marquis de Buonaparte; lorsqu'ils épousèrent de nouveau la France, avec le Cosaque pour garçon d'honneur, c'est encore J.-B. Say que nous retrouvons sur la brèche, démasquant les jongleries des financiers, les scandaleuses pratiques de la douane et des contributions indirectes, flétrissant le double vote et le tarif homicide dirigé contre les céréales, dénonçant le système colonial comme un amas d'iniquités et de mystifications, stigmatisant par le ridicule la bureaucratie routinière et coûteuse, luttant à outrance contre tous les abus, les monopoles, les priviléges, et poussant même l'audace jusqu'à justifier, sous l'empire de la Chambre introuvable, l'abolition des majorats et l'établissement de l'impôt progressif.

S'agit-il en Angleterre d'ouvrir aux classes laborieuses toutes les avenues de la propriété, du capital, du travail; s'agit-il de revendiquer pour le pauvre le droit sacré de vivre à bas prix, de jouir des moissons sans payer la dîme à la *dukery*; s'agit-il, en un mot, de poser fièrement le principe démocratique couvert de sa bure glorieuse, devant le principe aristocratique couvert de pourpre, ce sont des économistes qui acceptent ce lourd et sublime fardeau. Et cependant Cobden, Gibson, Porter, Ricardo, M'Culloch, Wilson, Bright ne sont pas, que nous sachions du moins, des personnages à armoiries, ni des ennemis du peuple, malgré ce qui leur a été dit d'injures de ce côté-ci du détroit par les feuilles les plus *avancées*.

Il arrive un jour par hasard qu'un économiste, Turgot, s'asseoit à la droite du roi de France. Aussitôt le vertueux ministre, lacérant le vieux code de l'industrie, débute par cet édit de 1776, où il place à des hauteurs si majestueuses le *droit de travailler*, odieusement ravi aux artisans par le droit féodal des seigneurs et par le *droit féodal des vilains* devenus compagnons et maîtres. En même temps s'écroulent les corvées, les barrières extérieures, les restrictions au commerce du blé. En même temps se fonde le crédit, se construisent les routes, s'allégent les impôts,—magnifiques ébauches d'une transformation générale qui eut alors la durée de l'éclair et qui n'est pas même accomplie de nos jours.

Turgot, comme tant d'autres, mourut à la peine ; mais son rêve d'administration ne fut-il pas le plus beau de tous les rêves, et n'est-il pas celui de la liberté et de la justice, celui des économistes ?

Sont-ce donc là les allures d'une science vouée à un *statu quo* complaisant, d'une science d'optimistes qui prennent la société pour ce qu'elle est, en font le daguerréotype à l'usage des académies, et après avoir toussé gravement, montent au Capitole pour rendre grâce à Dieu et toucher leurs appointements ? Et n'est-il pas souverainement injuste et diffamatoire de qualifier d'aristocratiques, égoïstes, bourgeoises, arriérées, impuissantes, des doctrines écloses au souffle même de la liberté, dans ces chaudes journées de 1789, où la société en fusion se transformait dans le moule démocratique ?

Voilà pour le passé. Il reste à savoir maintenant si la liberté est bien le dernier mot de l'organisation sociale, et si le principe de la solidarité fraternelle, pratiquement formulée par le droit au travail, par l'intervention de l'Etat dans le mécanisme économique, ne lui est pas infiniment supérieur.

Toute la partie critique du socialisme, — celle où l'on rencontre le plus de verve, et il faut le dire aussi, le plus d'invention et de fertilité, — se réduit à certains griefs stéréotypés à l'usage des fidèles, et qui peuvent se condenser dans le réquisitoire suivant :

« Votre prétendue civilisation, gangrénée jusque dans ses en-
« trailles, est fondée uniquement sur le droit sauvage du plus fort;
« du plus fort par le bras, par l'esprit, par le capital surtout. La
« fraternité et l'égalité n'y sont que de vains mots, car les con-
« trastes s'y heurtent à chaque pas, le millionnaire et le truand,
« le chenil accroupi au seuil du château. En un mot, c'est l'an-
« tithèse de la misère et de la richesse, du travailleur et du ca-
« pitaliste, montée et réalisée sur une échelle immense. L'é-
« goïsme étant à l'ordre du jour au milieu de vous, il en résulte
« un immense conflit d'intérêts, d'idées, de passions, des luttes
« incessantes, dont l'ouvrier fait les frais. Votre liberté même,
« tant vantée, n'est qu'une jonglerie détestable et un masque
« impudent. La liberté n'existe pas pour le malheureux que le

« capital tient sous sa verge inexorable et dont il fait son vassal « par le droit de la faim et de la douleur. Vivre ou ne pas vivre « constitue une assez triste prérogative sociale, et comme le ca- « pitaliste, les bourgeois tiennent, avec les clefs de la caisse, les « clefs du problème, ils sont donc les maîtres, et l'esclavage se « trouve donc fatalement reconstitué. Qui abaissera jusqu'au « pauvre les rameaux d'or du crédit? Qui le mettra à l'abri d'une « concurrence fiévreuse et meurtrière en organisant son travail? « Qui ? si ce n'est l'Etat armé du levier magique de l'association? « Arrière donc votre dogme *libéral*! — *Libéral* est devenu une « très-grave injure, tout comme civilisé. Et faites place au crédit « public et à la grande famille démocratico-sociale. »

Nous ne croyons pas avoir écarté des attaques parties du camp socialiste un seul argument sérieux. Nous essayerons maintenant d'y répondre, sans renouveler toutefois la grande lutte scientifique qui émeut les esprits depuis si longtemps, et qui a inspiré, dans ce journal même, des plumes plus savantes et plus énergiques que la nôtre.

Et d'abord, ceux qui tiennent la civilisation actuelle pour une sorte de campement sur le terrain du droit de propriété et de l'indépendance individuelle ont omis tout naturellement de raconter par quelle impulsion nous avons graduellement passé des convulsions dégradantes de la barbarie à cet état social qui excite leur dédain superbe et les fait prophétiser. Ils jettent un voile officieux sur ce que fut l'humanité tout d'abord, pour n'avoir pas à reconnaître ses progrès, et surtout pour n'avoir pas à rechercher si l'élément civilisateur, qui a pu faire franchir aux peuples leurs premières étapes dans la carrière laborieuse de l'esprit et du bien-être, n'aurait pas, par hasard, le pouvoir de les conduire encore en avant.

Non ; les socialistes prennent notre triste monde là où il en est encore, au début de ses destinées. Ils y voient de la fausse monnaie, de faux serments, de faux poids, de faux systèmes ; en un mot, ils n'y voient et n'y veulent voir que la chrysalide, et ils oublient que la chrysalide est en travail d'une création brillante et prochaine.

Si même, avant de transformer notre pauvre France inquiète,

indécise, en un vaste théâtre d'expériences où tous les révélateurs viendraient faire successivement leurs débuts,—la toile tombant sur Babeuf pour se relever sur Saint-Simon et retomber ensuite sur la fameuse calotte boréale et phalanstérienne ; si avant d'en finir, par de lâches impatiences, avec le dogme de la liberté, on lui donnait pour la première fois la direction de ce monde, il n'y aurait, selon nous, que bon sens et équité. Car n'est-ce pas le comble de l'absurde que d'attribuer à la concurrence illimitée des forces économiques des misères et des inégalités qu'elle aurait précisément pour effet de guérir, si elle existait quelque part?

L'alibi, voilà la défense la plus vraie et la plus éloquente que nos doctrines puissent invoquer. Et, en effet, où gît donc cette liberté qu'on nous représente comme l'abdication sénile de toute administration, de tout effort civilisateur? Où peut-on, en vertu du seul titre de sa capacité, mettre au-dessus de sa porte les panonceaux de l'huissier, de l'agent de change, du courtier, ou l'enseigne du boucher, du boulanger, du marchand de tabac? Où peut-on plaider, enseigner, prêcher, écrire, voyager, ouvrir boutique, faire la banque, fonder et défaire des associations, naviguer, défricher, exploiter des mines ou même porter des paquets, donner des concerts, jouer des vaudevilles et chanter des ponts-neufs sous le même toit que la fauvette, sans rendre hommage à l'Université, au Trésor, à messieurs les syndics de toutes nuances, à mesdames les débitantes de jeux de carte, de timbre ou de cigares, à la Préfecture de police, au Code de commerce, à l'immaculée direction des beaux-arts, à la très-respectable confrérie des portefaix et chargeurs des halles, ou au pachalick de la Banque de France, enfin à tout ce qui, grand ou petit, imposant ou grotesque, intelligent ou inepte, se trouve nanti d'un fragment d'autorité, de privilége ou de médaille? Quels horizons s'ouvrent pour nos flottes, nos produits, nos machines, dont l'élan impétueux s'arrête au plus petit geste des plus petits fonctionnaires échelonnés sur nos côtes ou nos frontières? Partout le servage. Si bien que dans cette intelligente constitution, la mission des hommes d'Etat qui président aux grandes évolutions d'un pays, la députation chargée de plaider la cause de tous au tribunal de tous, ces deux mandats solennels, qui sont presque un sacerdoce, res-

tent ouverts à tous, tandis que les fonctions de directeurs d'omnibus ou de funambules sont réputées chose délicate et précieuse d'où le profane se trouve exclu.

Nous risquons la tête et nous protégeons les membres. Nous demandons un cautionnement moral ou effectif pour exercer l'auguste profession de fripier, et l'honnêteté, l'activité, le zèle se présument dès qu'on peut influer sur la destinée de son pays. Et, cela dans le pays du bon sens, par excellence !

N'est-ce pas là le délire de l'absurde, le démenti le plus formel donné aux doctrines libérales, et faut-il donc un bien grand effort de raisonnement pour comprendre ce que de pareilles anomalies et de pareilles discordances doivent jeter de perturbations dans la marche de la société ? La nature ne s'informe pas si l'imposant équilibre des forces, des besoins et des ressources de l'humanité peut être troublé par une politique jalouse ou par des procédés de maltôte, et si le privilége jettera dans ses vastes balances ses tarifs, ses règlements, ses exclusions et ses faux poids. Ce qu'elle proportionne à la grandeur de nos continents, nous le resserrons dans les limites mesquines de nos nationalités, de nos clochers, de nos enseignes, et aux géants qu'elle crée, nous faisons un berceau de nains ou d'avortons. Qu'en résulte-t-il dès lors, qu'en doit-il résulter nécessairement? Le refoulement sauvage du travail, du capital, des richesses sur d'étroits espaces où ne tardent pas à éclater de terribles explosions.

Chaque million d'êtres humains qui naît parmi nous, accueilli par le sourire joyeux de la famille, par les joyeuses volées de nos cloches—probablement malthusiennes comme tout le reste,—devrait faire rayer de nos vieux contrats internationaux une entrave, une interdiction : car il est dans le plan de la création que la production générale du globe, versée sur tous les marchés, se distribue entre les peuples, entre les individus par l'irrésistible loi de la demande. Point n'est besoin pour cela de formules alambiquées et d'une civilisation au cordeau. La pente naturelle des produits les pousse aux consommateurs, comme la pente des eaux les précipite vers l'Océan; et, si ces courants généreux s'extravasent ou s'épuisent, soyez sûr que c'est pour avoir un lit trop étroit, trop tortueux, ou trop encombré.

Quand nous entendons gémir aux bords de la Mersey ou du Rhône des populations manufacturières, nous nous disons, dans l'amertume de nos convictions, que ces gémissements ont un écho chez les populations agricoles de la Pologne, de la Russie, de l'Egypte. La douleur des canuts de Lyon et des cotton-spinners de Manchester retentit implacablement au cœur du fellah ou du mujik, et lorsque la mule-jenny s'arrête quelque part, c'est un signe que la charrue ou la bêche se sont arrêtées ailleurs. TRAVAIL POUR TRAVAIL, telle est la grande loi du talion en matière économique.

Nous avouons même ne pas comprendre le moins du monde ce qu'on entend par concurrence meurtrière, acharnée, par antagonisme du Capital et du Travail. Nous croyons—et nous aurons l'extrême audace de proclamer tout haut notre avis à cet égard, quelque paradoxal qu'il puisse paraître,—nous croyons que ce qu'on désigne sous le nom de crises industrielles, de production désordonnée, n'a jamais existé ici-bas, et qu'il faudrait faire agir bien longtemps, et de concert, la corne d'abondance, la lampe d'Aladin, les merveilles de Cana, la baguette de l'enchanteur Merlin, ou, ce qui est peut-être plus puissant encore, la machine à vapeur, avant d'arriver à loger, chauffer, vêtir, nourrir et éclairer convenablement le genre humain. L'Angleterre, ce Titan industriel, dont les cent bras soulèvent tous les leviers de la production; l'Angleterre, qui exécute, au moyen de ses formidables appareils mécaniques, la tâche de 120 millions d'hommes, n'accomplirait elle-même qu'une faible portion du programme fort modeste que nous venons de donner; et nous l'avons vue bien des fois impuissante à répondre aux besoins des marchés et surchargée de commandes bien plus que de produits.

Tant qu'il restera ici-bas une nudité à couvrir, une faim à assouvir, une famille sans abri, il y aura place pour un tisserand, un agriculteur, un architecte; et nous ne croirons à un excès de production générale que lorsque le lazarone, le fellah, le paysan, le Hottentot, couverts de drap d'Elbeuf, cravatés par Lyon, nonchalamment étendus sur des tapis de Brousse, et noyés dans l'odorant nuage d'un narghilé, bâilleront, avec la nonchalance

de sybarites blasés et repus, à des tirades de Corneille ou à des mélodies de Rossini.

Et ce que dit le bon sens, d'ailleurs, les faits le disent aussi haut et plus haut même. Prenez une à une toutes les années de détresse pendant lesquelles on a vu les classes ouvrières refluer des ateliers et des ports dans les workhouses, les hôpitaux et, trop souvent, hélas ! dans les prisons et dans les tombes ; fouillez dans ces tristes annales, et vous trouverez que la cause première de ces malheurs est en réalité un événement ou politique, ou administratif, ou diplomatique, ou financier, quelquefois perdu au fond des chancelleries, et dont le contre-coup ébranle profondément l'édifice industriel. Souvent encore c'est une disette, une guerre, un blocus, lesquels suspendent toutes les lois ordinaires de la circulation, exagèrent les impôts, détournent violemment les capitaux de leurs cours, brisent tous les ressorts du crédit public et privé. Mais, encore une fois, où donc y a-t-il surproduction, concurrence illimitée ?

C'est au nom des priviléges, et non des franchises industrielles que l'Irlande, Lazare en haillons, râle auprès des magasins encombrés de Leeds et de Coventry ; que le blé est à vil prix en Pologne, tandis que la Silésie, les Flandres, les Alpes s'éteignent dans la faim.

Que penser donc de ceux qui, mentant à ces éclatantes vérités, décrètent la liberté d'impuissance en face des bienfaits qui l'ont toujours accompagnée, et qui la condamnent comme la force motrice d'une société où elle n'a régné que l'espace d'un éclair ? Que penser de ceux qui, nous voyant user nos forces à détruire tout ce qui s'élève, comme une barrière, entre les moissons et les moissonneurs, entre le travail et le travailleur, osent, dans une indignation aussi peu vertueuse que sincère, nous dénoncer comme les soutiens du privilége, les séides de la bourgeoisie en gala et les thuriféraires du dieu Capital ? Ces pieux insulteurs ne sont-ils pas de faux témoins, plus encore que de pitoyables logiciens ? Raisonner faux et diffamer, par Dieu ! c'est trop de moitié !

On s'est fort habitué, depuis quelque temps, à en prendre à son aise avec la société. En lui déniant le droit de se gouverner

elle-même, on en a fait une agglomération brutale de créatures déshéritées de tout sens moral, de toute inspiration sympathique vers ce qui est grand, juste et vrai. Les sociétés ne sont plus qu'un polypier multipliant, sous des impulsions bestiales, une immense fourmilière de bipèdes, se disputant à coups de canon, de poignard ou de flèches, leur ration quotidienne, et dociles seulement à l'éperon et au mors de quelque demi-dieu coiffé de la tiare, de la couronne, du casque, ou même du prosaïque chapeau de MM. Cabet, Leroux et Proudhon. Dans de telles conditions assurément, on peut savoir gré aux êtres assez forts pour diriger ces masses animales et les illuminer de leur propre pensée. Par son élan, le génie représente alors l'aigle qui, dans ses serres, emporte vers les régions élevées la proie docile et subjuguée.

Mais que deviennent toutes ces renonciations et toutes ces déchéances; que deviennent toutes ces méfiances à l'endroit de la civilisation, en face des harmonies mystérieuses et irrésistibles qui font que nos âmes tressaillent aux mêmes appels, et communient au sein des mêmes doctrines morales et sociales ? Posez devant les esprits les formules initiales de la famille, de la justice, du travail, de l'égalité fraternelle, de la propriété, et vous les verrez tous s'y rallier par une acclamation plus puissante mille fois que les décrets les plus draconiens; car ces grandes choses forment le tissu même, vivant et indestructible de la nature humaine.

Qu'on ne s'y trompe pas : le progrès politique et intellectuel s'est opéré, comme le progrès géologique, par voie de soulèvement et de bas en haut, chaque siècle faisant apparaître au grand jour de la raison des couches nouvelles. C'est dans l'atelier social, ardent et fiévreux, que s'élaborent toutes les grandes conceptions; c'est de là qu'émanent les idées, qui vont ensuite resplendir au front des héros, des rois ou des ministres. Rarement descendent des trônes les inventions, les entreprises, les hardiesses qui poussent les peuples en avant ou les enrichissent. Et les Colomb, les Gama, les Newcomen, les Arkwright n'ont pas eu besoin de l'intervention de l'Etat pour découvrir un monde et enfanter des prodiges. Nous risquerions fort d'en être encore à

la liberté des lettres de cachet, à l'égalité des redevances féodales, à la fraternité des arrêtés qui marquaient d'un fer rouge le front du mendiant, si nous avions attendu de l'Etat, des gouvernements, la déclaration de nos droits. Et jusqu'à ce qu'on nous ait démontré le contraire, nous persisterons à croire que l'Etat n'est pas un aréopage de législateurs taillés sur le patron des princes de Platon, et doués—comme les papes, plus que les papes—du don précieux de l'infaillibilité. Les êtres qui le constituent et le personnifient sont au contraire d'une substance très-fragile, et sujets, comme les plus simples mortels, à l'erreur et à la passion.

Nous croyons très-fermement, pour notre part, que si l'espèce humaine a marché et grandi, c'est parce qu'elle est à la fois son propre levier et son moteur, et surtout parce qu'elle a rétréci de jour en jour la sphère des attributions de l'Etat. En atteignant leur majorité politique, les peuples s'arrachent à la tutelle des dynasties ou des dictatures, et se posent le diadème au front. L'un des deux : il faut dans une société que ce soit le gouvernement ou l'individu qui grandisse et se développe. La place que l'un occupe, il faut l'enlever à l'autre ; et vous n'arrivez à la centralisation oppressive et pléthorique de vos ateliérs nationaux, banques nationales, assurances nationales, que par l'effacement de l'individu.

Le despotisme a deux grandes entrées : l'une donne sur la monarchie, l'autre sur la démocratie. On a condamné, il y a quelques mois, avec fracas, la porte de la monarchie, il s'agit de savoir maintenant si nous ouvrirons l'autre et l'ornerons de toutes les guirlandes et de toutes les séductions qui font que le malheureux se passionne pour l'inconnu et se dégoûte des réalités austères de la vie. Toutes les fois que le gouvernement ne me parle pas comme magistrat, comme généralissime, comme financier, comme préfet de police, voire même comme recors ou comme maltôtier, je ne l'écoute pas, car il pénètre dans l'inviolable domaine de mes sentiments, de mes passions, de mes idées. De tout cela, je suis comptable vis-à-vis de ma conscience, de ma foi, et non à messieurs du Conseil des ministres.

Il est de toute évidence que je n'ai pas le droit d'avoir une mo-

rale à moi, une justice à moi, une manière à moi de ne pas payer mes contributions, ni mes billets, sous peine d'être immédiatement dirigé sur Charenton ou sur Toulon. Mais il est non moins évident que j'ai le droit de choisir mon Dieu, mon travail, de vendre et d'acheter où il me plaît, d'épargner ou de jeter au vent mon salaire, de créer des chefs-d'œuvre ou des inepties, de faire Hamlet ou Tragaldabas, la descente de Rubens ou les grotesques produits du concours officiel pour la figure de la République, enfin de signer la *Richesse des nations*, ou les sophismes avinés et fangeux du Père Duchêne.

Aussi concevons-nous, non sans tristesse, le gendarme, le recors, voire même le commis de la gabelle, et n'avons-nous jamais pu concevoir le censeur, l'organisateur du travail, le conseiller de l'Université, le directeur des beaux-arts, ni même l'inspecteur des théâtres. L'inspecteur des théâtres ! Ah ! s'il eût existé du temps de Molière et de Beaumarchais, ces grands esprits eussent pu écrire le Misanthrope et Figaro !

Si maintenant on prétend que le système économique détourne volontairement les yeux de tous les scandales, de toutes les turpitudes de l'intérêt privé, et se lave les mains des supplices du prolétaire, nous dirons que cette dénonciation manque de justice autant que de loyauté. Les impulsions intimes de la nature humaine ne sauraient être mauvaises radicalement, car il n'y aurait plus alors de civilisation possible. Vous auriez beau inscrire sur vos monuments, en lettres flamboyantes, les mots de morale, d'honneur, d'équité ; si ces mots ne subjuguaient pas les esprits et les cœurs, ils seraient tout simplement une enseigne mensongère et bafouée. Vous verriez toutes ces vertus d'ordonnance et d'emprunt se détacher de vos mœurs, de vos institutions, comme s'écaille le fard d'une coquette surannée ; et il serait essentiel de faire escorter tous les citoyens par des alguazils eux-mêmes marqués à l'épaule. Si donc les notions du juste et de l'injuste, du bien et du mal, du beau et du laid, prévalent, en dépit de certains ergoteurs qui font profession de paradoxes et d'énormités, c'est apparemment que la civilisation possède une force de cohésion irrésistible et innée.

En disant de laisser faire et de laisser passer, les penseurs

intègres et éprouvés dont on insulte bassement et niaisement les œuvres, savaient bien qu'il restait, de par le monde, une certaine législation morale, vengeresse de l'iniquité, des vices, de la spoliation. Laissez faire la pensée, le génie, le travail; laissez passer les capitaux, les récompenses, les aliments et les idées; laissez la grande marée de la richesse couvrir le monde, au lieu de se briser contre vos Banques jalouses : voilà ce qu'on lit dans leurs œuvres, et nous ne sachions pas qu'ils aient jamais légitimé le vol, la contrefaçon, la sophistication, les faux poids, les fausses monnaies, ni même ce que l'on veut bien appeler la tyrannie de ce vampire, de ce Moloch appelé Capital. Quesnay, qui rejetait à la face d'un des familiers de Louis XV, grand pourvoyeur de l'Œil-de-Bœuf, une invitation qui lui avait été faite, et Turgot, qui refusait de laisser écrire son nom sur l'avant d'un bâtiment négrier, n'étaient pas apparemment les protecteurs de l'infamie !

Dire que le laissez-faire et le laissez-passer est précisément l'emblème d'une société républicaine paraîtra sans doute fort hardi à nombre de gens; mais il n'est rien au monde, cependant, de plus simple et de plus visible.

Qui dit liberté de la presse, dit laissez faire et laissez passer en matière d'intelligence.

Qui dit liberté politique, dit laissez faire et laissez passer en matière d'association, de vote, d'admission aux emplois publics, de circulation.

Qui dit liberté religieuse et intellectuelle, dit laissez faire et laissez passer en matière de conscience, d'enseignement, de culte.

Qui dit liberté du travail, hélas ! dit peu de chose au milieu de nous, mais invoque toujours le même principe.

Autour de toutes ces libertés, vous avez posé des garanties qui sont, au besoin, une limite et un frein. Vous ne sacrifiez pas lâchement le droit d'émettre sa pensée, parce que d'ignobles feuilles peuvent jaillir, comme des éclats de boue, à la face des honnêtes gens. La peur ou le dégoût ne sauraient vous arracher une telle abdication. Soyez donc logiques jusqu'au bout, et prenez courage au spectacle de l'Amérique émancipée et prospère. On ne saurait intenter, en effet, à notre époque, un procès in-

dustriel, sans y joindre un procès politique, sans souffleter, comme le font les socialistes et les pessimistes, la liberté sur la joue de l'Economie politique.

Mais, dira-t-on, cette liberté, à qui vous attribuez de si irrésistibles vertus, a-t-elle jamais pu corriger l'incorrigible antagonisme du Capital et du Travail ? A-t-elle mis l'ouvrier en possession des instruments de travail ? A-t-elle brisé l'anneau de fer qui le rive au capitaliste ?

Au risque d'étonner et même de scandaliser le socialisme tout entier par nos conclusions, nous répondrons catégoriquement à son défi.

Et d'abord, nous nions de la manière la plus formelle cet antagonisme prétendu du capital et du travail, suivant lequel les salaires et les profits représenteraient les deux plateaux d'une balance, —l'un s'abaissant, tandis que l'autre s'élèverait. Pour nous, au contraire, les intérêts de l'ouvrier et du chef d'industrie sont nécessairement liés ; greffés, comme deux rameaux, sur la production, ils en suivent toutes les phases, prospérant ou languissant avec elle.

Ce qui constitue la dotation, la commandite de l'industrie, ce sont les capitaux : si ces capitaux diminuent par la baisse des prix, il y a atteinte grave portée au budget des travailleurs, et dès lors la part de chacun doit s'affaiblir. Dire que les profits peuvent diminuer, sans qu'une diminution équivalente frappe la rétribution de l'ouvrier, c'est dire que les sources d'un fleuve peuvent se tarir sans que le niveau du fleuve s'abaisse immédiatement ; c'est toucher aux limites extrêmes de l'erreur et tourner le dos au bon sens.

L'histoire économique de l'Angleterre et, par contre-coup, celle de l'Europe tout entière, depuis cinquante années, semble n'avoir été que la démonstration évidente, et, en quelque sorte, la mise en scène de ces irrésistibles conclusions. Et s'il est arrivé à Ricardo, à Sismondi, à Malthus, à quelques autres penseurs, fatigués de lutter avec ces redoutables dilemmes ; s'il leur est arrivé de tracer autour de nous le cercle fatidique du Dante, c'est qu'ils ont cru notre société à jamais échouée sur les bas-fonds du système réglementaire. En face de la rénovation qui agite

les entrailles de notre vieux monde, ils eussent espéré, comme nous espérons nous-mêmes.

En donnant pour fondement unique de la valeur des choses — nous avons presque dit des hommes — LE TRAVAIL ; en faisant de la somme d'efforts et d'habileté consacrée à un produit, l'étalon, le mètre, sur lequel se mesure la rétribution de chacun, Adam Smith et, après lui, Ricardo, dans son style de bronze et sa puissante argumentation, Carey, dans la généalogie si neuve et si profonde qu'il a tracée des salaires [1], ont édifié la richesse sur la plus sainte de toutes les bases. Ils ont démontré que le problème décisif de la science sociale consiste dans la somme de travail à répartir parmi les producteurs.

Faites maintenant que la consommation soit toujours en avance d'un jour sur la production ; élevez la valeur du travail en le faisant profiter de la surenchère des capitaux ; laissez se réaliser librement cette grande loi qui divise le travail parmi les nations et met à la disposition de tous la terre qui appartient à tous. Cette grève que nos ouvriers font dans l'enceinte de nos places publiques, au matin, laissez-la s'étendre sur le monde entier, et vous approcherez de la solution.

Du reste, l'irrésistible puissance des choses pousse visiblement les sociétés dans cette voie. Chaque année le livre d'or de la richesse nationale se solde par de nouveaux comptes ouverts au producteur, soit par les caisses d'épargne, les sociétés mutuelles, le registre des patentes, soit au soleil, à la surface du sol. Chaque année voit aussi s'abaisser la valeur du capital. Le plus humble boutiquier de nos jours emprunte sur sa roturière signature à des conditions dix fois meilleures que celles qui étaient faites jadis à Sa Majesté très-catholique ; et les temps sont loin de nous où le vieux Shylock prêtait une livre d'or avec garantie d'une livre de chair, et où l'héroïque Castillan déposait sa barbe grise comme caution de quelques ducats. L'intérêt est descendu de 50, de 25 %, à 5, à 4, à 3. L'Angleterre, la Hollande,

[1] Voyez ses admirables leçons réunies en 3 volumes, chez Guillaumin. L'œuvre de Carey nous paraît être la plus importante création de l'économie politique depuis cinquante ans. A. F.

inondées de capitaux, les cèdent parfois à 2 °/₀ — ce qui est d'ailleurs la rente d'un grand nombre de propriétés territoriales; si bien que, sans anathèmes fulminés fraternellement contre ceux qui possèdent, sans devis pompeusement étalés par nous ne savons quels abstracteurs de quintessence ou de pierre philosophale, ce beau rêve de la multiplication infinie des richesses s'est réalisé en partie. Il le serait complétement déjà, si, comme en Ecosse, comme en Amérique surtout, chaque district, chaque village même, avait à côté de l'école et du clocher une petite banque, prêtant à l'ouvrier, au paysan, non pas seulement sur son gage, sur ses outils, sur sa terre, *mais sur ce capital impalpable, mais réel, qui est sa moralité, son habileté, sa réputation!* Mais un tel régime serait l'abomination de la désolation pour nos feuilles les plus *démocratiques*, qui continueraient à parler avec le même aplomb et la même bonne foi du prolétaire méchamment mis à mort par les malthusiens du laissez-faire. Il pleuvrait des décrets pour maintenir le patriotique système des Banques nationales, au profit des trésors aux abois, des intimes du Comité d'escompte et des actionnaires de l'endroit, et il ne serait plus question de réformes.

Répondez-nous nettement, superbes détracteurs de notre économie politique vieillie et égoïste. Oubliez un moment que vos lèvres prophétisent et que le dieu s'agite sous votre frac. Cessez d'attribuer toutes les perfections imaginables à vos idées, qui ne sont pas toujours les vôtres; foulez nos vulgaires sentiers, et dites-nous, sans rouerie scolastique, sans dithyrambes et sans injures, dites-nous si vos promesses les plus séduisantes et les plus riches ont été bien au delà de ce que vous donne ou peut vous donner cette science glacée et impuissante? Accoupler, par le crédit, le passé et l'avenir; féconder le travail de demain par celui d'hier; vaincre le capital par le capital; SPIRITUALISER L'ESCOMPTE AU POINT DE L'APPLIQUER A LA PROBITÉ DU TRAVAILLEUR; tenir par la multiplicité des échanges l'industrie en haleine, n'est-ce pas le plus généreux, le plus vaste de tous les programmes? et l'organisation du travail, l'industrie sous cloche, le crédit par l'Etat, ne semblent-ils pas de pauvres prospectus auprès de ces merveilleux résultats?

Par sa vitalité puissante, le principe de la liberté opérant au moyen du ressort individuel, dans un milieu mal préparé, a réalisé les espérances les plus hardies des socialistes en fait de commandite du travail et de crédit. Il a imprimé au taux de l'intérêt une direction rétrogade, et le ferait reculer jusqu'à la gratuité dont parle si gravement M. Proudhon, n'était que cette gratuité est tout simplement une aberration monstrueuse, qui ne résisterait même pas à un apprenti économiste.

Le laissez-faire a donc du bon en matière de banques, ainsi qu'en beaucoup d'autres matières; et cela est tellement irrésistible, que le dogme de la liberté s'est insinué, comme un rayon de soleil furtif et hardi, jusqu'au cœur même de l'organisation du travail et de l'association,—les plus beaux fleurons du socialisme. Voici comment.

Pour que le socialisme ait une signification quelconque, il faut nécessairement qu'il remanie la civilisation sur un plan original, séparé de ce qui existe par un abîme. Les réformateurs bien pénétrés de leur mission doivent tenir entre leurs mains tous les ressorts de la société, rédiger l'ordre du jour de ses travaux, assigner à chaque atome sa place dans le grand tout. Et, comme l'adage célèbre : *Il y a quelqu'un qui a plus d'esprit que Voltaire, c'est tout le monde*, n'est plus vrai depuis que sont apparus les héros de notre palingénésie économique, il en résulte que ceux-ci doivent confondre toutes les volontés, tous les esprits, dans une seule volonté, un seul esprit, qui est le leur. De cette manière, point d'équivoque. La société sait qu'elle a à choisir entre elle-même et les candidats de la réglementation.

Nous comprenons le dilemme ainsi posé. Mais nous ne le comprenons plus lorsque les doctrines qu'on propose au vieux monde sont des doctrines hybrides, qui posent en principe les plus audacieuses conceptions du socialisme, et prétendent les réaliser avec les procédés on ne peut plus connus de l'économie politique bourgeoise. Qui n'a vu, en effet, s'étaler au frontispice de la *Démocratie pacifique*, et, — miracle de contradiction! — au frontispice du *Représentant du Peuple*, ces mots étonnants : LIBERTÉ D'ASSOCIATION, ASSOCIATION VOLONTAIRE, fourvoyés dans ces hétérodoxes parages? D'un côté, vous voyez toutes les

pompes de l'*organisation du travail*[1] et des *banques d'échange*[2]; de l'autre, cette pauvre liberté tant conspuée, tant dédaignée; et l'on croit avoir sous les yeux quelques-uns de ces trompe-l'œil qui, vus de droite, présentent dans leurs plis astucieux la figure de Napoléon, du Christ ou de la Vierge, et, vus de gauche, celle de Wellington, de Satanas ou d'une déesse quelconque.

A moins de s'arrêter bénévolement aux révérences que les socialistes font encore adroitement au libre arbitre, et de jouer avec les fleurs de rhétorique qu'ils sèment à la surface des questions, il est facile de voir que le premier pas fait dans la voie de l'organisation officielle du pays serait le premier pas fait en dehors de l'association spontanée. Qui dit organisation dit une volonté unique descendant de haut et se transmettant hiérarchiquement dans toutes les couches de la société. L'enchaînement de tout cela est fatal comme un engrenage, fatal comme un syllogisme. Et, lorsque M. Louis Blanc, suivi de M. Vidal[3], son porte-queue, et des comparses du Luxemboug, parle de la coexistence des ateliers nationaux et des ateliers privés, et ressuscite, pour les besoins de sa cause, le principe homicide de la concurrence, il nous tend un piége sophistique auquel personne ne se laissera prendre. Chacun sait fort bien que l'atelier national, crédité et vivifié par l'Etat, serait tout simplement une vaste machine d'épuisement, qui transporterait la richesse, de ses réservoirs actuels dans un réservoir central, où il se pourrait qu'elle ne grandît pas.

Si donc vous effacez de vôtre programme précisément ce qui en fait la portée, bonne ou mauvaise, L'ASSOCIATION PAR VOIE GOUVERNEMENTALE, vous n'êtes plus une école. Vous êtes simplement de grands enfileurs de phrases et de formules, qui reculez devant les fantômes que vous avez évoqués. La société actuelle vous déplaît : au lieu de travailler virilement à l'améliorer, vous en appelez au spécifique commode de l'organisation. Vous mettez un amulette là où il faudrait une vertu. Mais le communisme se dresse menaçant au bout de la nouvelle voie. Il vous apparaît sous sa double face matérielle et intellectuelle : gamelle impure pour les

[1] Système de M. Louis Blanc.
[2] Système de crédit de M. Proudhon.
[3] Secrétaire de la Commission du Luxembourg.

appétits physiques, vaine pâture pour la production, fosse commune pour l'inspiration et le talent. Vous êtes effrayés de cette apparition, et tout aussitôt vous en appelez à la liberté de l'association, pour vous sauver du régime culinaire et paterne du père Cabet, ou des explosions des barricades. Vous êtes socialistes jusqu'à la limite où commence l'application du socialisme; vous êtes économistes jusqu'au moment où il s'agit de tirer les conséquences dernières de l'économie politique. Vous asseyez votre système sur une bascule où les mots,—les mots seuls,—se font contre-poids ; vous faites de la politique de centre gauche, du garantisme, des premiers-Paris renouvelés d'Etienne Boileau, des agaceries au pouvoir et au peuple ; vous mettez en location des Edens fantastiques que vous ne sauriez ni trouver ni créer ; vous voulez que Morelli et Adam Smith se donnent sur votre joue le baiser Lamourette; vous voulez et faites ces choses le plus sincèrement, le plus éloquemment du monde, mais aussi le moins logiquement. On cherche votre sexe et on ne le trouve pas. Qui donc êtes-vous?

Et puis, était-ce bien la peine, en vérité, de lancer contre les sectateurs de la liberté et de la concurrence tant de malédictions, et de faire résonner si haut la fanfare de vos succès, pour rentrer ainsi dans nos doctrines par la petite porte et découvrir encore une fois cette Méditerranée qu'on appelle l'*association*? La belle trouvaille en effet! et ne dirait-on pas que le monde n'avait jamais entendu parler jusqu'à ce jour de sociétés industrielles, commerciales ou civiles, de caisses mutuelles, de commandites, voire même d'unions entre le capitaliste et le travailleur!

La vérité est que l'association, force inhérente à notre nature, a soudé par un ciment de chair, de sentiments, d'idées et de besoins, les membres épars de nos sociétés. D'une poussière d'êtres humains elle a fait un tout compacte, massé autour des mêmes lois morales, et tout nous fait croire *qu'elle suffira à se compléter elle-même*. C'est ce qui est arrivé mille fois déjà dans les annales de nos industries et ce qui ne manquera pas d'arriver encore. Les règlements des pêches à la baleine, des mines du Cornouailles, de la Vieille-Montagne, les expériences tentées au sein de toutes les grandes industries, en Angleterre, en France, en

Amérique, dans les forges, les imprimeries, les manufactures de glaces et de tapis ; les analyses que l'économie politique n'a cessé de faire des lois distributives de la richesse, — analyses déjà devancées par la pratique sur un grand nombre de points, — témoignent assez de ce que peut faire, en matière d'association, comme en toute autre matière, l'essor indépendant de notre nature.

Si même les associations du capital et du travail, dont les socialistes ont fait leur chose, fort à tort, comme on a pu le voir, ne se sont pas encore multipliées, c'est que l'éducation économique de la gent manufacturière est loin d'être faite et même d'être commencée. Les prédications et les conseils n'ont pas manqué dans les œuvres et les paroles des économistes, puissamment aidés et respectés, il le faut dire, dans cette tâche, par les maîtres, sinon par les néophytes du socialisme. Toujours et partout ils ont appelé l'accord de toutes les forces de la production. Ils ont déclaré l'association utile, juste, féconde, mais sans lui assigner de formules arrêtées, et se fiant, pour sa réalisation, à la merveilleuse souplesse, à l'infinie variété des procédés industriels [1].

Et pourquoi douterait-elle de cette intervention naturelle qui n'a jamais manqué à l'industrie? Pourquoi la répudierait-elle ? Destitue-t-on un général au moment où la victoire se prépare ?

Nous n'en voulons pas assurément à nos adversaires de préconiser l'association volontaire. Nous leur ouvrons seulement les yeux sur leur inconséquence, et leur demandons de ne plus décorer du titre de décrépites, de vermoulues, des doctrines auxquelles ils sont obligés de demander asile.

A tous ceux qui ne souscriraient pas à vos arrêtés fraternels et n'auraient pas foi dans votre génie, arrachez la gestion de leur capital lentement amassé; faites avec les deniers du paysan, du manufacturier, lâchons le mot, du bourgeois, une liste civile pour la

[1] Si l'on veut même aller au fond des choses, on verra que la célèbre union Leclaire, — superbe échantillon dont se paraient, avant les hauts faits de Clichy, les partisans du droit au travail, — est une association *toute volontaire*, où l'État n'a rien à voir, non plus que le Socialisme ministériel. C'est tout simplement un chapitre d'économie politique mis en application, car c'est tout simplement du laissez-faire et du laissez-passer au premier chef !

[1] M. Leclaire, entrepreneur de peinture, donnait, dès avant 1848, à ses ouvriers, un salaire fixe et une part dans les bénéfices.

fougueuse population de vos faubourgs et la mise en scène de vos plans ; versez tout l'avoir du pays dans votre creuset d'alchimiste, et distribuez-nous ensuite les cendres et les ruines résultant de votre magnifique expérience. C'est brutal, mais c'est net comme un coup de pavé ; cela coûte cher, mais on dit que cela est révolutionnaire, et la société sait à qui répondre.

Mais dès que vous vous mettez à avoir des scrupules, dès que vous rusez avec la confiscation, comme les pêcheurs avec le diable, et stipulez en faveur de la liberté, vous n'êtes plus, à part votre uniforme de socialistes, que des économistes déguisés qui tournez la voile de vos doctrines aux vents de la popularité, et faites capituler la vérité avec les circonstances.

Vous voulez cueillir la fleur parce qu'elle n'est pas encore éclose, arracher les épis du sillon parce qu'ils ne sont pas assez mûrs. Est-ce bien là le moyen d'avoir des moissons et des jardins ? Et ne voyez-vous pas qu'on ne décrète pas plus l'association, la fraternité, la confiance, qu'on ne décrète l'abondance, le printemps et le génie ?

Ne voyez-vous pas, surtout, qu'on n'organise que ce qui est permanent et stable, et que, par cela même, le travail, l'industrie, les arts, qui sont en perpétuelle transformation, vous échappent à jamais ?

Pour nous, il n'y a pas de compromis possible entre la liberté économique et le servage économique qui nous est offert par nos adversaires. Lorsqu'on a une seule fois crié haine à la concurrence et menacé le capital, le mieux qu'on puisse faire pour l'honneur de sa judiciaire, c'est de rouler de conclusion en conclusion, de négation en négation, jusque dans les bas-fonds du communisme. Vous donnez la main à cette statue qui se meut et vous invite à de splendides réjouissances. Bientôt vous sentez que cette main est glacée, que la statue est de marbre : votre chair tressaille à ce contact de mort et veut le fuir. Mais l'étreinte est invincible, il faut suivre le guide funèbre et souper, comme don Juan, avec le néant.

A tout prendre même, l'éclectisme onctueux de MM. Considérant, Vidal, Rodrigues, Lechevalier nous fait sourire en même temps qu'il nous attriste. L'égalité des salaires de M. Louis Blanc, et sa théorie de la rétribution des besoins, nous semblent une dé-

plorable concession faite aux préjugés actuels. M. Proudhon, qui passe pour enfoncer jusqu'à la garde son stylet aigu et trempé de fiel, nous paraît timide à l'égal de Tartufe scandalisé par les appas de Dorine, lorsqu'il nous promet la possession au lieu de la propriété, la banque d'échange au lieu du régime financier des Egaux ou des Osages, et lorsqu'il se voile pudiquement la face devant le fouriérisme. M. Cabet, lui-même, M. Villegardelle, et tant d'autres, sont encore infectés d'économisme, lorsqu'ils se bornent à demander la communauté des biens et une cuisine officielle pour les Icariens : car, sans même atteindre aux poétiques aberrations de Platon et à l'érétisme monacal de Campanella à l'égard des femmes, ils sont bien loin de la rigidité inflexible d'Owen [1].

Tout fait corps en effet dans le système de ce vigoureux penseur, qui a sacrifié tant de labeurs et de méditations, une fortune immense et une noble réputation à lutter contre la nature humaine, à détourner le cours de nos destinées, comme on détourne les eaux d'un fleuve, ou d'une mer. Lui seul, en dehors du dogme libéral, a été logique et fort.

Rien de généreux et de puissant comme son utopie, qui semble malheureusement faite pour des brahmes épurés par vingt incarnations et arrivés à la perfection éthérée des djins. Les faits, l'indomptable substance de notre âme, la dignité humaine révoltée de n'être plus qu'un accident heureux, l'ont condamnée à jamais; mais elle restera comme un avertissement et comme le monument le plus complet, le plus beau que l'homme ait construit... dans les nues.

Qui de nous, même, accoudé tristement sur le long drame de l'humanité, suivant, de l'âme et de l'esprit, le martyrologe poignant du pauvre, ne s'est pris à détourner la face de notre civilisation, et à chercher le mot magique, le rameau d'or, le talisman de fée qui, du sein de tant de misères, doivent faire surgir une terre d'enchantements et de merveilles? Qui, dans ces rêves de printemps éternels qu'on fait au printemps de la vie, que dore le prisme en-

[1] M. Considérant, chef des disciples de Fourier; — M. Vidal, secrétaire de la Commission du Luxembourg, auteur d'écrits communistes; — M. Olinde Rodrigues, resté fidèle à la doctrine saint-simonienne; — Jules Lechevalier, disciple de Saint-Simon, puis de Fourier, etc. — M. Villegardelle, disciple de Morelli.

chanteur de la jeunesse, n'a tracé, sur l'aile fugitive de l'imagination, des régions idéales baignées de lumière, de poésie, de parfums, étalant, sous l'azur d'un ciel ionien, ses fleurs brillantes et ses rondes joyeuses d'enfants et de jeunes filles dansant sur les blonds épis et les prés veloutés? Qui n'a cherché pieusement le sentier effacé qui conduit au paradis perdu, et n'a ajouté son utopie ou son paradoxe à cette liste d'Edens connus déjà sous les noms d'Atlantide, de Dorado, de Salente, de Cocagne, d'Océana, de Phalanstère, d'Icarie, de Thélème ou de Barataria, l'idéal sensuel de Sancho? Qui n'a jété enfin la pourpre éclatante de l'espérance sur les plaies d'ici-bas, et n'a convié le genre humain tout entier au bonheur sur des lits de roses?

Il semble, dans ces extases folles, qu'il n'y ait qu'à frapper du pied le sol pour en faire jaillir toutes les richesses. Mais quand on se trouve face à face avec la réalité implacable; quand on voit de que fut le patrimoine de l'homme au début, ce qu'il a fallu de sueurs, d'épargnes, de luttes acharnées pour défricher, peupler, civiliser quelques lieues de pays, et pour constituer surtout ce fonds de sciences, d'arts, d'instruments, de monnaie, de capital, — gage insulté du travail, — on garde ses espérances, sans doute; on croit au lendemain, parce qu'on voit l'œuvre accomplie hier; mais on déchire ses illusions, comme un voile menteur, et on se remet virilement à la tâche quotidienne.

Est-il besoin de dire maintenant que si les limites imposées à la souveraineté de l'Etat par l'économie politique ont été sévères, elles n'ont pas été inflexibles et cruelles, comme on l'a dit dans des accès calomnieux? Il n'est pas de loi qui ne fléchisse et ne cède à la pression de la douleur, et ces maximes, que dresse la logique pour la conduite des sociétés, nous ne savons pas les invoquer contre ce qui souffre et se plaint. Une larme suffit pour voiler à nos yeux les plus rigides formules. Mais nous avons voulu conserver à la charité ce qui en fait précisément la sainteté, la grandeur, en la faisant émaner de l'âme humaine, doucement émue, et non du rôle des patentes et des contributions. La bienfaisance par ministère d'huissier ou de percepteur n'est plus de la bienfaisance. Elle secourt avec toutes les allures d'une citation en justice, et de plus, elle secourt aveuglément.

Lorsque nos adversaires nous accusent de laisser le pauvre livré aux tortures et aux instigations criminelles de la faim, et revendiquent avec tant d'apparat et d'emphase ce qu'ils appellent le droit au travail, ils savent fort bien ou qu'ils outragent la vérité, ou que ce qu'ils revendiquent est tout simplement impossible.

En effet, si ce droit au travail implique uniquement la charge morale, imposée à la société, de tendre la main aux faibles, d'allaiter l'orphelin, de réchauffer le vieillard, on peut dire qu'il a été en application constante parmi nous. La législation, reflet des sentiments de tous, a couvert le pays de refuges ouverts au malheur : les travaux publics ont été un déversoir salutaire pour les existences déclassées par des crises politiques ou industrielles ; et l'économie politique, loin de tarir jamais une seule source de munificence, a stimulé de toutes ses voix le zèle de la charité privée. Seulement elle a demandé que cette charité fût féconde, digne, et distribuât ses dons sous la forme d'un salaire légitimement acquis. En ce sens, donc, le droit au travail a été reconnu et largement appliqué parmi nous.

Mais si ce droit implique la nécessité pour l'Etat de commanditer toutes les industries, et de maintenir toujours la même demande de montres, de meubles, d'étoffes, de machines, d'opéras, de vaudevilles et de feuilletons, la même demande de médecins, de professeurs, d'artistes, nous disons que ses défenseurs défendent la plus décevante de toutes les illusions, et la plus redoutable.

L'éclair sinistre de juin nous a démontré ce que le droit au travail peut soulever de colères terribles dans la poitrine des masses ignorantes et égarées. Et ces pétitions inouïes déposées aux pieds de la Chambre, par Mlle Aminthe, modiste dans le malheur, qui prie l'Assemblée nationale de lui prêter le montant de son terme échu ; par un certain citoyen-poëte, pour qu'il soit pourvu d'office à l'impression de son inimitable chef-d'œuvre ; par je ne sais quel autre partisan de l'intervention de l'Etat, qui demande une place quelconque, fût-ce celle d'ambassadeur ; toutes ces prodigieuses imaginations, que suivraient probablement et légitimement les suppliques des avocats sans causes, des méde

cins sans malades et des ministres sans portefeuilles, prouvent, par le côté macaronique, l'inanité de pareils spécifiques.

Voilà ce que condamnent, à fort juste titre, les économistes.

Et d'ailleurs, qui peut dire où l'on s'arrêtera sur la pente de l'intervention, ou mieux de l'absorption législative?

Aujourd'hui le gouvernement veut faire des chemins de fer pour vous, demain il voudra fabriquer et naviguer pour vous; après-demain il voudra exploiter les mines pour vous, puis cultiver vos terres, puis éclairer vos maisons, et cela avec d'autant plus de bonne grâce qu'il y trouve son profit, sous forme de listes civiles, d'émoluments, de frais de bureau, et d'emplois pour les intimes. Plus tard, il pensera pour vous, écrira pour vous, comme dans la mirifique communauté de M. Cabet, et il ne permettra que des romans, des drames et des mets légalement autorisés par des comités *ad hoc*. Plus tard encore, il tiendra paternellement à ce que vous vous assuriez — à sa boutique — contre la grêle, les incendies, les tempêtes, les faillites, et à ce que vous ne vous fournissiez de papier-monnaie qu'à ses banques d'échange ou à ses comptoirs d'escompte. Plus tard enfin, il vous choisira votre dieu, votre culte, votre instituteur, et même votre femme, pour peu que renaissent le Père et la Mère des saints-simoniens, ou pour peu que se trouve à la tête du pays un chef pratiquant la centralisation administrative à l'instar du gai petit roi d'Yvetot, que *ses sujets avaient cent raisons*... on sait le reste. Vous seriez alors un peuple organisé suivant les meilleurs préceptes, et votre société se pétrifierait graduellement comme la Niobé antique.

Notre France républicaine accepterait-elle cette honteuse déchéance? Aimerait-elle mieux être une copie du Paraguay, avec des Exercices spirituels et peut-être les flagellations publiques, qu'un reflet de la civilisation américaine vivante et sans frein?

Mais, dit-on, — que n'a-t-on pas dit! — vous parlez d'économie politique, et cette science n'existe même pas encore, n'a ni limites, ni bases, ni conclusions. Ces accusations sont graves assurément, d'autant plus qu'elles partent de tous les camps, y compris la triade dirigée par M. Ramon de la Sagra, etc., y compris aussi la philosophie éclectique, bien placée assurément pour

condamner ce qui n'est pas fixe, elle qui ne compte guère que deux à trois cents systèmes sur la théorie de la certitude, du subjectif et de l'absolu [1]. — Nous allons voir maintenant si ces accusations sont exactes.

Et d'abord, sur la question des limites, nous dirons que si elles n'ont pas été assignées d'une manière définitive et trigonométrique, c'est qu'en vérité nous ne connaissons pas une seule science morale au monde, et peut-être même une seule science physique, qui ait pu être contenue dans la sphère d'une définition quelconque. Dans le domaine intellectuel, il nous est impossible de voir quelque chose d'analogue à ces barrières de granit, à ces ceintures de fleuves ou de mers qui enserrent et isolent les nations. Les sillons que trace la pensée se mêlent, se croisent, se pénètrent inévitablement, et ce qui fait même la solidité d'une science, c'est sa facilité à se souder aux autres sciences, c'est la multitude de ses attaches. Montrez-nous le point précis où s'arrête la physique, et où commencent la chimie, la géologie, la minéralogie; montrez-moi la ligne de démarcation profonde, tranchée, qui sépare la physiologie de la psychologie, la politique de l'administration, la religion de la morale et de la philosophie? La musique, la danse, la statuaire, n'ont-elles pas un chapitre consacré à l'optique, à l'acoustique, aux plus hautes combinaisons de l'algèbre même; et cette sylphide ailée, qui tourbillonne dans un flot de gaze et de guirlandes, ne fait-elle pas de la statique sans le savoir?

Lorsque Linnée traçait de sa main vigoureuse les types des règnes minéral, végétal et animal, savait-il qu'un jour viendrait

[1] Pour donner une idée de la valeur intellectuelle et de la science de certains de nos adversaires, nous dirons simplement ici que M. Ramon de la Sagra reçut un jour du secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, au sujet d'une lettre délirante qu'il voulait lire, la sanglante réponse que voici: « L'Académie travaillant sous la prédominance de la raison, ne *peut pas permettre la lecture de ce qui est contraire à la raison.* » Et cela venait d'un confrère! Un autre ennemi, doué d'une médiocrité proverbiale, persiflait avec une adorable fatuité, il y a quelques mois, l'école d'Ad. Schmid et d'Auguste Say. Pourquoi pas Jean-Jacques Voltaire et Jean-Baptiste César? Enfin nous avons tenu dans nos mains, il y a quelques jours, une lettre adressée, par un homme sain d'esprit et de corps, à MM. Turgot, Ricardo, Malthus, Léon Faucher et Passy, membres de la Société des Economistes, à Paris. O ignorance! ce sont là de tes coups. A. F.

où ces trois règnes se relieraient par des gradations successives et apparaîtraient comme les modifications diverses des mêmes substances? Et faut-il s'étonner de ce que certains économistes, à une époque de gestation et de tâtonnements, aient empiété sur le domaine de la politique ou du droit, alors que la chaîne des créations relie scientifiquement les plus beaux génies aux plus infimes choses?

Ceci admis, et il faut bien l'admettre, nous dirons que, de toutes les sciences morales, c'est-à-dire de toutes celles qui, émanant de l'esprit humain, toujours en travail et en progrès, sont par cela même en état de métamorphose perpétuelle, l'économie politique est peut-être celle qui a trouvé le plus vite son assiette et son but. Il a pu arriver que le cercle de ses attributions fût élargi ou rétréci démesurément, qu'on la posât trop haut ou trop bas; mais de toutes les définitions proposées jusqu'à ce jour, il n'en est pas une seule dont il ne ressorte que la science économique est celle du travail et de sa rémunération par le bien-être.

L'adhésion à peu près unanime des penseurs a consacré la définition de J.-B. Say, laquelle reproduit dans l'esprit, sinon dans la lettre, le cadre tracé par Adam Smith au début de son quatrième livre. Qui parle aujourd'hui de la production, de la consommation, de la distribution des richesses, passe assez généralement, ce nous semble, pour parler d'économie politique. Et les gouvernements qui l'ont bâillonnée, les sectaires qui l'ont insultée et l'insultent, les monopoleurs de toute farine, qui la redoutent et la calomnient, ne s'y sont jamais trompés. Ils savent bien qu'en la frappant ils frappent le dogme du travail libre; ils savent surtout que, loin de n'avoir fait que le décalque impassible et muet de la société actuelle — ce dont se charge la statistique, — les économistes ont eu aussi leur idéal de civilisation, et que leur laissez-faire, si complaisant et si bénin, dit-on, à ceux qui possèdent, n'a été qu'une longue et ardente protestation contre tous les attentats dirigés contre la substance même des travailleurs. Ouvrez l'Economie politique, vous y trouverez en effet l'exposé sérieux et sévère de l'état actuel de la société; car ses détracteurs, qui lui doivent déjà tant, lui doivent encore les enquêtes loyales où ils sont venus chercher leurs armes et leurs

élégies. Mais, tournez la page, suivez jusqu'au bout la trace lumineuse de ses principes, fouillez les conclusions, et vous êtes en pleine transformation démocratique, en plein progrès.

Lorsque le socialisme ou le philosophisme, couverts de mille péchés de contradictions, nous jettent leurs pierres à la tête, et signalent les déviations de nos dogmes et l'antagonisme des maîtres, ils présentent le plus pitoyable de tous les arguments, et rendent même un excellent témoignage de nous. Dire qu'Adam Smith n'est pas l'écho fidèle de Quesnay, que Ricardo a combattu J.-B. Say, et que MM. Rossi, Mill, Malthus, Blanqui, M'Culloch, Chevalier, Dunoyer, Droz, n'ont pas tous fait le même ouvrage, c'est dire que cette science purement anatomique, aux lèvres et au cœur de bronze, s'est mise au pas de l'esprit humain et s'est élargie avec lui.

Tous les fanatismes comme toutes les intolérances nous sont profondément antipathiques. Et loin de faire, des œuvres fécondes qui nous servent de point de départ, un Koran inviolable, à l'instar des évangiles fouriéristes et communistes, nous avons la faiblesse de croire que de nouvelles feuilles poussent aux livres comme aux arbres. C'est ainsi que les plus beaux chapitres sur les banques, les débouchés, l'association, les impôts, ont été écrits sous la dictée de ces dernières années. Sous ce rapport, l'économie politique ressemble parfaitement à toutes les autres sciences. Elle gagne une à une ses vérités, et, s'il y aurait impudence à nier la physique ou la chimie parce qu'elles n'ont pas encore su donner de théorie incontestée sur la lumière, le son, la chaleur, le magnétisme, l'électricité, les éléments organiques et nutritifs des êtres, n'y aurait-il pas la même impudence à nier la science économique parce que toutes ses formules ne sont pas encore parvenues à l'état d'évidence, parce que ses définitions sur la valeur, l'utilité, la rente, la richesse, sont incomplètes comme toutes les définitions du monde?

Mais laissons toutes ces préciosités de syntaxe, ces disputations et ces analyses à la loupe à ceux qui les chérissent. Au-dessous des mots, sont les choses.

Allons donc droit aux choses, et voyons si la science n'a pas assuré sa base et conquis définitivement ses formules organiques.

Voyons si, malgré des différences de moulures, de chapiteaux, d'astragales, le monument ne se tient pas droit et ferme. Le petit questionnaire suivant calmera toutes les inquiétudes à cet égard.

Quel économiste un peu éminent nie aujourd'hui que le Travail ne soit la donnée fondamentale de la science, la source sainte de la Valeur? — AUCUN.

Quel économiste nie les avantages de la Division du travail et la nécessité de féconder cette division par l'Association des forces et des intelligences? — AUCUN.

Quel économiste nie la Liberté du travail sous toutes ses formes et ne cherche à ouvrir toutes les issues devant le génie et les œuvres du génie? — AUCUN.

Quel économiste n'a prêché la réforme des impôts, l'allégement des budgets, la chute des monopoles, régaliens ou autres, des droits protecteurs, des octrois[1] et autres épaves féodales? — AUCUN.

Quel économiste ne s'est ému du paupérisme, grondant et torturé, pour que place soit faite plus large au travailleur, pour que sa vie soit à bon marché, pour que la bienfaisance conserve son cachet de fraternelle sollicitude et ne soit pas une prime d'encouragement à l'oisiveté et à l'impureté? — AUCUN.

Cela peut suffire pour prouver à quel point les économistes se contredisent sur les données fondamentales de leur science. Et nous laisserons fort tranquillement MM. Ramon de la Sagra, Charles Dupin et autres, faire s'entre-choquer des syllabes et des abstractions quintessenciées. L'honneur de la science est sauf, ainsi que sa virile fécondité[2]. Et ramenant sous les yeux de ce

[1] Voyez les savantes et lumineuses considérations que M. H. Say a présentées sur cette question des octrois dans ses belles *Etudes sur l'administration de Paris*. A. F.

[2] Dans l'ordre pratique, la liberté luttant contre mille obstacles, est parvenue cependant à multiplier d'une manière prodigieuse les produits manufacturés et agricoles, à grossir la liste des patentés, des propriétaires, des écoles, des caisses d'épargne, et, fait qui en résume bien d'autres, à ajouter dix années, en moyenne, à la trame fugitive de nos jours.

Et vous, quels gages offrez-vous pour que la société fasse volte-face et, reniant ses dieux, semant le sel et la cendre sur ses principes désertés, vous confie

grand jury, qui est le public, les conclusions éparses de cet humble plaidoyer, nous croyons pouvoir répéter ce que nous avions pris pour thèse au début.

A savoir :

L'ÉCONOMIE POLITIQUE A ÉTÉ HUMAINE, si c'est l'être que de revendiquer le bas prix des subsistances, que d'élever à des hauteurs suprêmes la donnée du travail, que de stigmatiser les dilapidations financières, que de prêcher la paix, le désarmement, que de flétrir la guerre et d'économiser ces substances sacrées, — le Sang, la Richesse.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE A ÉTÉ FRATERNELLE ET DÉMOCRATIQUE, si c'est l'être que châtier tous les abus, balayer tous les monopoles, ré-

le soin de sa grandeur et de sa richesse? A peine avez-vous abordé le terrain des faits, que le pied vous a manqué, que vous avez roulé d'insuccès en insuccès. Chaque fois que vous avez mis la main sur les rameaux fertiles du capital, ces rameaux se sont flétris. Comme les fruits de Gomorrhe, ceux que vous avez promis aux masses se sont convertis en cendre et en poussière, quand elles ont voulu en approcher leurs lèvres. Vous avez construit, avec l'hypothèse pour base, l'illusion, et trop souvent les colères pour ciment; et sur les débris dispersés de New-Harmony [1], de Condé sur Vesgres [2], du Paraguay [3], de Brooke et de tant d'autres édifications, se lisent vos pompeuses formules.

Clichy, avec sa phalange dévouée d'organisateurs et d'égalitaires, Clichy, l'enfant gâté du Luxembourg, après avoir puisé dans les coffres de l'Etat de quoi faire pencher sa balance du côté des dividendes, n'aboutira guère qu'à une rétribution quotidienne de 2 fr. 15 c. Il est vrai que cet atelier, décoré du nom de national, a vécu au sein de ressources extraordinaires dont il ne pourrait plus disposer; il est vrai encore que, sous aucun prétexte, l'ouvrier laborieux et intelligent n'a eu le plus petit avantage sur le lâche et l'incapable; il est vrai, en un mot, que l'aplatissement de l'âme y a été complet; — ce qui peut sembler une compensation à beaucoup de monde. Citerai-je encore la bienheureuse et paternelle intervention du socialiste Mehemet-Ali, fondée aussi sur l'égalité des salaires, qui, pour le *fellah*, est simplement l'absence de tout salaire? Citerai-je ce canal Mahmoudieh, pavé de 30,000 cadavres, creusé, en haine du capital sans doute, avec les ongles, avec les dents, avec les mains, et reproduisant, moins l'ail et les oignons des Pharaons, les tortures des Pyramides? Un Français, voyageur spirituel et fonctionnaire déchu, a visité une grande manufacture établie à Demanhour (Hermopolis Parva), et peuplée de 600 fellahs, hommes, femmes, enfants, qu'on entassait après *des battues sauvages dans les campagnes*. Il nous les représente comme des cadavres ambulants. Et de fait, comment le chef suprême de l'Etat, le pape des saint-simoniens, l'empereur des fouriéristes, irait-il s'occuper de si minces détails? La roue de l'organisation tourne, tourne toujours; elle ne s'arrêtera pas parce qu'elle aura broyé impitoyablement quelques fellahs! A. F.

[1] Etablissement de M. Owen aux Etats-Unis. — [2] Essai par une partie des disciples de Fourier. — [3] Etablissement des Jésuites.

clamer la libre diffusion des capitaux, des idées, des lumières, recommander l'épargne, les mutualités, les associations spontanées, démontrer l'harmonie intime qui existe et doit exister, sous peine d'un fratricide sanglant, entre tous les citoyens, entre tous les agents de la richesse publique.

L'ECONOMIE POLITIQUE A ÉTÉ PROGRESSIVE ET MORALE, si c'est l'être que de provoquer la révision de tout notre code industriel, administratif, financier, secouer la bureaucratie encroûtée et somnolente, mettre en regard de chacun ses droits et ses devoirs, et revendiquer pour l'âme humaine le noble privilége de se gouverner elle-même.

Entre nos adversaires et l'Economie politique il y a donc un noble passé, caution d'un noble avenir. Et nous osons espérer qu'avant de proclamer la déchéance de nos doctrines par ordonnance, de destituer les professeurs, et de nous clouer au front des calomnies qui peuvent être des menaces demain, les socialistes et autres voudront bien répondre à ce qui précède, sans injures ou sophismes, si c'est possible. Nous les y invitons très-catégoriquement, sous peine d'être rappelés à la pudeur et à la logique. — Mais répondront-ils?

Et maintenant, pour donner quelque charme à ces sévères vérités, nous emprunterons à la Grèce une de ses allégories les plus gracieuses et les plus fines. Athènes a bien le droit de donner un conseil à Athènes, et le peuple le plus spirituel de l'antiquité au peuple le plus spirituel de nos jours.

Donc, un certain Athénien, nous dit-on, afin d'épargner à ses abeilles un inutile voyage au mont Hymète, leur coupa les ailes et plaça à leur portée les plus belles fleurs qu'il put cueillir. Les *pauvres abeilles ne firent point de miel.*

L'allégorie est suffisamment transparente. Les abeilles sont le génie, l'activité de l'homme. Le socialiste les réglemente et les mutile de la meilleure foi du monde. L'économiste les laisse butiner au loin et choisir les fleurs dont leur miel est fait.

Choisissez.

PRINCIPES

D'ÉCONOMIE POLITIQUE [1]

Les peuples sont industrieux et laborieux, il ne leur manque que de la tranquillité et de la liberté.
(*Mémoire des négociants de Lille*, 1654.)

I.

But de l'économie politique. — Esquisse historique.

Il est une question que nous a posée l'histoire, que nous posent chaque jour les faits dans leur impérieux langage.

Cette question, on la retrouve à toutes les heures de la vie des peuples, écrite sur le relief vivant de leurs destinées, poursuivant de son implacable dilemme les penseurs et les gouvernants, sommant la science de s'expliquer ou d'abdiquer, et mettant en quelque sorte au concours le bien-être et les progrès du genre humain.

Ce qui surtout la rend pressante, c'est le contraste éloquent que nous offrent les mœurs, les richesses, les arts, suivant les

[1] Ce petit résumé des notions générales de l'économie politique a été inséré dans la collection des *Cent traités sur les connaissances les plus indispensables*, publiée par les éditeurs Dubochet et Chevalier (Paris, 2 vol. grand in-8°, 1849), avec la signature de M. L. Wolowski et celle de A. Fonteyraud.

M. L. Wolowski, à qui nous avons demandé quelle était la part qu'il avait prise à ce travail, et l'autorisation de le reproduire ici, a bien voulu nous écrire ce qui suit : « Mon cher Garnier, c'est avec empressement que je donne l'autorisation nécessaire pour la réimpression du petit Traité d'économie politique qui porte ma signature avec celle de notre regrettable ami Fonteyraud. J'avais esquissé le plan et préparé les matériaux de ce travail; mais, absorbé par d'autres occupations, je n'ai pu, en majeure partie, que revoir la rédaction dont Fonteyraud avait bien voulu se charger. Il est donc naturel que cet opuscule figure dans la collection de ses écrits, etc. L. Wolowski.

« Paris, 27 août 1852. »

pays, suivant les époques. Ici, sur un sol que la nature a doté à pleines mains de fruits, de céréales, de gras pâturages, et à qui elle a fait comme un soubassement de granit, de marbre, de houille, de diamant, d'or, d'argent, vous voyez des populations accroupies dans la misère et dans l'abjection. Ni routes, ni canaux, ni moissons abondantes, ni vins généreux, ni machines ardentes à produire, ni bronzes délicatement ciselés, ni hôpitaux, ni académies, ni banques : un encadrement sublime pour une triste ébauche de civilisation. Là, au contraire, sur une terre noyée dans la brume, ceinte de récifs, et rebelle aux efforts du cultivateur qui la dispute, pouce par pouce, à la mer ou aux sables, apparaît dans toute sa magnificence le développement des arts, des capitaux, des lumières. L'homme prend en main l'œuvre délaissée par la nature, l'agrandit, la complète, la féconde.

C'est ainsi que l'Angleterre, la Hollande, la France, l'Allemagne, l'Amérique se trouvent lancées à toute vitesse sur cette grande route du progrès, où se traînent si lentement l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce, le Mexique, et tant d'autres régions où l'abondance est à fleur de terre. Il faut donc reconnaître qu'en dehors de la politique, de la religion, de la philosophie, il est certaines influences puissantes et cachées qui précipitent ou entravent la fortune des nations.

De là cette question que nous faisions pressentir et qui se réduit à ceci : Comment se créent, se distribuent, se consomment les richesses d'un pays ?

Pendant trop longtemps l'atelier social n'avait été, à vrai dire, que le patrimoine, la chose de certaines classes privilégiées, portant au front soit le casque, soit la couronne ducale, soit le chaperon des jurandes et des corporations. Un partage odieusement léonin se faisait entre les classes dominantes, — guerriers, prêtres, patriciens, — et les classes asservies, — artisans, laboureurs, serfs, esclaves. Aux uns le rude labeur, la taille, la gabelle ; aux autres, les somptuosités de la vie, le droit de battre monnaie, le droit de chasse, le droit d'aînesse, le droit de prélever la dîme grasse sur l'agriculture, l'industrie, le commerce. Tandis que les fiers citoyens des prétendues républiques de la Grèce, de l'Italie, de l'Asie Mineure dévoraient en une nuit de débauche la rançon

d'une province tout entière, leurs esclaves allaient boire à la rivière avec les chevaux, servaient de pâture aux murènes, se mouraient dans les ergastules.

L'Inde, la Chine, l'Égypte même, — quoi qu'en ait dit un savant et spirituel académicien, — tracent autour du travailleur le cercle fatal de la caste, de la tribu ou du servage. En naissant, l'enfant se trouve marqué au front du signe de sa destinée future. Il maniera la charrue, l'aiguille, la navette, la hache, suivant qu'il aura eu à côté de son berceau un laboureur, un tisserand, un bûcheron. Dans l'immense mécanisme de la société, il n'est plus qu'un rouage inerte, et de ces produits qui sortent de ses mains il n'aura que la part prescrite par de fatidiques règlements.

Au moyen âge, l'ouvrier allonge sa chaîne, secoue de ses pieds la boue de la glèbe, et paye ses fers avec de l'or. Mais, à peine émancipé de la tutelle féodale, lavé de l'humiliante souillure de la corvée, débarrassé du four banal et des droits du seigneur, il s'entoure de monopoles, de priviléges, de réglementations, d'épreuves. Si bien que le droit domanial qu'avait réclamé la couronne de France sur le travail de tous passa ès mains des jurandes et s'y transforma en un péage oppressif prélevé sur la masse des travailleurs. De véritables dynasties d'ouvriers furent fondées, en dehors desquelles telle ou telle profession était interdite; et le scandale des tarifs d'admission fut si grand, qu'une pauvre bouquetière achetait à raison de 400 livres le droit de vendre ses fleurs. Aussi, le jour où Louis XVI, guidé par Turgot, lacéra le vieux code industriel et lui substitua le célèbre édit de 1776, fut-il un jour de fête pour les populations ouvrières!

On doit peu s'étonner de voir les faits de l'ordre économique et matériel livrés à l'empirisme le plus complet pendant ces longs siècles de métamorphoses et d'affranchissement.

L'expédient dominait alors dans la pratique, et l'horizon des affaires ne dépassait guère le clocher, la ville, la province. Et de là le système mercantile, le système colonial; de là ces innombrables édits contre l'exportation des grains, de la laine, de la soie, des outils et même des ouvriers; de là cette législation draconienne, flagellée dans ses derniers vestiges par la verve

ironique de Béranger, par l'implacable bon sens de Franklin, de Cobden, et qui allait jusqu'à condamner à mort celui qui exportait des métaux précieux, celui qui, en s'expatriant, portait à l'étranger les secrets d'une industrie nationale. C'est après de longs efforts seulement que l'esprit des sociétés s'est dégagé de ces dangereux sophismes qui faisaient du commerce, de la navigation une sorte de tapis vert où les uns perdaient ce qui enrichissait les autres, où l'échange était une lutte à armes meurtrières, où la suprême adresse consistait à mettre dans la balance générale des affaires assez d'or et d'argent pour la faire pencher de son côté.

Sans doute les premières recherches économiques ne datent pas d'hier, et il ne nous serait pas impossible de trouver dans les œuvres de l'antiquité, dans certains édits royaux, certaines remontrances aux États généraux, et certains auteurs en Angleterre, en France, en Hollande, en Italie, en Espagne, des lambeaux de vérités, des lueurs éparses çà et là au milieu d'innombrables aberrations. Platon, Aristote, Cicéron, et, de ce côté-ci du christianisme, Munn, Child, L'Hospital, Bois-Guillebert, Fénelon, de Witt, Vauban, Law, Melon, Dutot, Gioia, Beccaria, Verri, Genovesi, déposent successivement d'utiles matériaux. La science des finances, des impôts, des banques, s'étend, se consolide par leurs vigoureux efforts. Grâce à eux, on commence à prendre les métaux précieux pour ce qu'ils valent, c'est-à-dire pour la quantité d'objets qu'ils achètent, et on voit s'écrouler l'échafaudage vermoulu de la *balance du commerce*. Mais rien ne relie ces notions isolées, et ne leur donne, par l'intervention d'un principe fondamental, la valeur d'un système. Ce sont des anneaux brillants, mais la chaîne n'existe pas.

Les physiocrates eux-mêmes, et à leur tête Quesnay, Mercier de la Rivière, Mirabeau, Dupont de Nemours, des maltotiers et des douaniers, n'avaient pas atteint cette donnée suprême de l'économie politique qui veut que *tout produit s'échange, circule, à raison de son abondance et de la somme de travail qui y a été déposée.* Ils croient donner à la société une base plus solide en l'appuyant sur le sol, et la fortifier, comme Antée, au contact de la terre. Lancés dans cette voie, ils ne s'arrêtent plus. Tout

ce qui n'émane pas directement de la terre sous forme de moissons, de métaux, de minéraux, ne peut être considéré, suivant eux, comme un accroissement véritable de la fortune publique. La somme des objets naturels consommés pendant l'acte industriel détermine seule le prix du produit créé. Et ce minerai informe qui, pétri par l'industrie, se change en fonte, en fer, en acier, s'assouplit pour former les ressorts délicats d'une montre ou la lame d'une épée, et, d'une valeur infime, passe à une valeur de un million de francs; ce minerai, disons-nous, n'a fait que s'assimiler la valeur de tout ce que le fondeur, le forgeron, l'horloger, l'armurier, ont consommé successivement. L'agriculture est donc le réservoir unique de la richesse, la source de tous biens · le *produit net* des cultures est donc le seul fonds sur lequel vivent les peuples, le seul sur lequel se prélèvent les épargnes et les IMPÔTS. L'industrie *conserve*, le commerce *distribue*, l'agriculture seule *produit;* car, d'après Quesnay, *la matérialité est le signe nécessaire de la richesse*; et d'après Beccaria, *la terre est la source de tous les biens.*

Lorsque les physiocrates viennent ensuite accoler à cette vertu toute-puissante de la terre l'influence du travail de l'homme, et poser hardiment le *droit de travailler*, ils jettent un pont entre le passé et l'avenir. Ils opèrent la transition entre l'époque où le travail n'était rien et celle où il doit être tout; mais leurs titres à la création de l'économie politique ne vont pas au delà. La donnée initiale de la science s'était dérobée à eux : un dernier voile restait à soulever entre eux et la vérité. Il était réservé à Ad. Smith de soulever ce voile, de tracer le symbole économique dans cette fameuse donnée du travail par laquelle s'ouvrent ses impérissables *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations.* Il n'eut pas de peine à démontrer que l'humanité ayant à la fois des besoins matériels et immatériels à satisfaire, il devait se créer, pour y répondre, deux classes de produits, de richesses; il détruisait ainsi l'axiome physiocratique de la matérialité des valeurs. De plus, il démontrait ce que la savante lignée de ses successeurs, — et, avant tous, Say, Ricardo, Carey, — a démontré plus nettement, plus rigoureusement encore, à savoir : que le travailleur, en façonnant, déplaçant la matière, y

dépose une parcelle de lui-même; que cette parcelle communique à l'œuvre sa valeur sociale, et que la maxime de Beccaria, radicalement transformée, doit devenir celle-ci : *le travail est l'unique source de la valeur*. Cette grande chose une fois dite, nous ne savons pas, en vérité, ce qu'il a pu y avoir de compliqué, de captieux, d'embarrassant dans la déduction des principes fondamentaux de l'économie politique. On avait le levier : l'*activité humaine;* le point d'appui : le *dogme du travail libre*; la masse à soulever, qui est la *nature entière*; et tout le travail des penseurs devait se réduire à rechercher par quels moyens on pouvait favoriser le triomphe de la véritable doctrine et la pousser à ses conséquences légitimes.

L'économie politique a parfaitement compris cela : rien ne l'a écartée de ce pieux devoir, ne lui a fait oublier le dépôt de liberté qui lui a été confié. Sa théorie de la responsabilité individuelle, de la rétribution selon le travail, en lui permettant d'effacer du front des travailleurs les derniers stigmates du vasselage, lui a permis de résister au mirage trompeur de l'utopie et de marcher entre ces deux dangers qui bordent tous les sentiers du vrai : — *d'un côté les ornières de la routine, de l'autre les abîmes du rêve, des chimères.*

C'est ainsi que se sont successivement constituées les formules de la liberté de l'industrie, de la liberté du commerce, de l'équitable répartition des impôts, de la multiplication des produits, de la DIVISION DU TRAVAIL et de L'ASSOCIATION DES INTÉRÊTS, DES CAPITAUX, DES HOMMES; radieuses vérités adoptées par TOUS les économistes et qui tiennent en réserve le salut de la société.

Les plus sérieuses conquêtes de la civilisation ont été faites dans le sens de ces vérités. Et si l'on songe maintenant à la corrélation intime qui unit les faits de l'ordre matériel à ceux de l'ordre intellectuel; si l'on se rappelle que les années de souffrances physiques ont été pour les peuples des années de défaillance morale, et que les jours où l'atelier se vide, les hôpitaux, les prisons, les bagnes se remplissent, on comprendra ce qu'il y a d'urgent, d'impératif dans la question que nous avons posée plus haut : *Comment se créent, se distribuent, se consomment les richesses d'un pays?* On comprendra en même temps l'im-

portance et l'élévation de la science qui résout ce solennel problème.

Cette science, c'est l'économie politique, dont nous exposons, en les condensant, le but, les principes, les moyens.

II.

Définitions. — Notions générales.

Toutes les fois que s'exerce l'activité humaine, elle a pour but de créer des produits, des œuvres propres à satisfaire nos besoins, nos penchants, nos désirs. Le cercle qu'elle parcourt alors exige trois fonctions distinctes, et pourtant solidaires, qui sont : la *création*, la *distribution* ou *répartition*, la *consommation des produits*. Suivez pas à pas le travail dans toutes ses phases, vous ne lui verrez jamais accomplir un acte indépendant de ces trois actes. Et si, comme nous l'avons déjà fait entrevoir dans les lignes qui précèdent, l'économie politique peut se définir synthétiquement la *science du travail et de sa rémunération*, l'analyse conduit logiquement à la définition qui en fait, d'après J.-B. Say, la *science de la production et de la consommation des richesses*.

Le nom de *richesses* a été départi à tout ce qui peut servir à nos besoins, à nos jouissances. Et, comme notre organisation est double, — physique et morale, — les richesses se classent tout naturellement en deux catégories : les unes sont *matérielles*, les autres *immatérielles*. La propriété afférente aux richesses, en général, constitue ce qu'on appelle leur utilité ; et cette utilité devient *directe* ou *indirecte*, suivant que les richesses sont elles-mêmes consommées ou servent d'intermédiaires pour d'autres consommations contre lesquelles on les échange.

* *Économie politique* réunit le sens de trois mots grecs : *nomos*, *oicos*, *polis*, loi, maison, cité, c'est-à-dire *loi de la maison politique*. D'autres noms ont été imposés à la science, suivant l'étendue, la portée que les auteurs entendaient lui donner. Ainsi, nous l'avons vu désigner successivement par les épithètes de *science de la valeur*, *science divitiaire*, *chrématistique*, *ploutonomie*, etc., etc. Tout ce pêle-mêle de mots vient de ce qu'on a baptisé la science avant qu'elle fût née. De nos jours, la théorie est solidement assise, et tout le monde a adopté la définition de Say, Mac Culloch, Blanqui, Mill et autres.

La nature tout entière n'est même qu'un vaste et splendide dépôt d'éléments, de forces, de bien mis à la disposition de la société, gratuitement et sans limites. Ainsi l'air, la lumière, la chaleur, l'électricité, la vapeur, l'eau figurent au premier rang dans l'inventaire de nos ressources. Ce sont des *richesses naturelles* qui, recueillies ensuite, transformées, fécondées par nos efforts, nos épargnes, deviennent des *richesses produites ou sociales*.

Suivant que les richesses sont appréciées en raison de leur utilité directe ou indirecte, elles prennent une *valeur d'utilité* ou *valeur en usage*, et une *valeur relative* ou *en échange*. Dans le premier cas, la valeur indique le rapport qui existe entre nos besoins et les objets de consommation; dans le second cas, elle présente le rapport existant entre les objets eux-mêmes. On sent immédiatement que les richesses *produites* peuvent seules acquérir une valeur d'échange; car seules elles ont nécessité une dépense d'activité et d'intelligence. Le fruit qui est sur l'arbre, la fleur qui se balance sur sa tige ne se peuvent échanger contre la perdrix qui vole, le daim qui bondit. Il faut que les efforts du jardinier et du chasseur interviennent pour établir l'équation de la valeur entre ces différents objets; ce qui nous conduit à cette vérité immense : — les hommes n'échangent que du travail, que des services sous mille formes diverses.

Travail pour travail, telle est la loi du talion en matière d'économie sociale.

Qui dit valeur d'*utilité* ou *usuelle* ne dit pas toujours *valeur en échange*. Ainsi le soleil qui fait germer nos épis, l'air qui nous ranime, l'électricité qui propage la pensée, ont une utilité assez évidente; mais, comme ils se distribuent gratuitement à tous, en tous lieux, en tous temps, ils ne donnent lieu à aucun effort, à aucun échange. Multipliez à l'infini les perles, l'or, les fourrures, et vous verrez s'amoindrir leur valeur en usage; au contraire, mesurez l'air, la lumière avec avarice, et aussitôt s'élève leur valeur.

Il y a plus : les mêmes produits diminueront ou augmenteront de valeur suivant les localités, suivant les temps. Une goutte d'eau au bord du Meschasebé ou de l'Amazone est médiocrement

recherchée; transportez-la dans des savanes calcinées, dans le Sahara, et elle se paye au prix du diamant. La glace qui encombre les ports de la Suède, du Canada, transportée sous le ciel torride de Calcutta, devient l'objet d'un commerce fort lucratif; et tel vase merveilleux, ciselé par Cellini, ne trouverait peut-être pas à s'échanger, dans certains pays d'Afrique, contre une dent d'éléphant ou une bouteille de rhum. D'où il suit que la valeur en échange d'un produit est toujours en *raison directe du désir qu'elle éveille et en raison inverse de son abondance*; d'où il suit encore qu'elle varie perpétuellement avec nos besoins, notre civilisation ou même nos fantaisies.

S'agit-il maintenant d'appliquer à cet élément mobile une appréciation rigoureuse; en d'autres termes, s'agit-il de fonder une mesure fixe des valeurs, nous dirons qu'on poursuit alors une chimère, un idéal, singulièrement analogue à la quadrature du cercle ou à l'absolu des alchimistes. Une mesure type, un étalon de la valeur supposent une substance privilégiée sur laquelle glisseraient toutes les causes de perturbation qui modifient si profondément les choses d'ici-bas. Or, quel est l'objet assez indépendant des vicissitudes de nos marchés pour conserver en tous lieux, en tous temps, la faculté de s'échanger contre la *même somme de travail ou de produits?*

C'est ainsi que s'écroulent les tentatives que l'on a faites pour attribuer successivement au blé, aux métaux précieux, au travail de l'homme le don de mesurer les valeurs. Le fait est que la valeur de chaque produit ne s'établit que par une équation avec toutes les autres valeurs sociales, équation dont les innombrables éléments se pénètrent, s'équilibrent, se fondent par une opération secrète, due aux lois irrésistibles de l'échange et qui défierait les plus laborieux calculs. Le blé, l'or, l'argent, pour avoir une certaine permanence dans les prix, n'en éprouvent pas moins des altérations profondes. Le tarif des céréales oscille souvent entre des limites extrêmes : la disette, l'abondance l'élèvent ou le déprime violemment; et quant aux métaux précieux, on sait, par l'exemple de la découverte du Nouveau-Monde, par l'exploitation récente des mines de l'Oural et de la Californie, combien peu ils constituent un étalon fixe. Enfin le travail lui-même, — que les

amateurs de nouveautés datant de plusieurs siècles, ont voulu proposer comme critérium de la valeur, à raison d'une journée ou d'une heure de salaire, — le travail, disons-nous, variant en intensité, en résultats, en utilité suivant les hommes, les lieux, les temps, a dû être rejeté à son tour. La journée du Chinois, de l'Algonquin, du fellah, ne peut valoir autant que la journée du Français, de l'Allemand, de l'Anglais, ni l'effort du génie se comparer à l'effort de la médiocrité.

Le travail est la base, la source de toutes les valeurs, mais il n'en peut être la mesure. S'il a servi, comme le blé, comme les métaux précieux surtout, de critérium, ça n'a pu être que pour apprécier le mouvement des échanges de siècle en siècle et en raison de sa *fixité relative*. A ce dernier titre surtout, l'or est incontestablement le type le plus sûr, le plus parfait. Et l'Angleterre, fort experte en ces matières, a su mettre à profit cette donnée pour faire des espèces d'or, de la livre sterling, la base de sa circulation monétaire.

Monnaie. — Du moment où les hommes ont pu, en multipliant les produits au delà des besoins de leur consommation individuelle, se créer un excédant, une réserve, ils ont dû naturellement chercher à utiliser cet excédant par de mutuels échanges. Le chasseur qui aura tué un daim, le pêcheur qui aura empli ses filets seront tout disposés à donner une portion de ce daim ou de cette pêche au potier, au cultivateur, au cordonnier, en retour des vases, des aliments, des souliers, dont ils ont besoin. C'est là la forme primitive de l'échange, forme grossière et matérielle qui est encore en honneur partout où la civilisation débute, partout où les peuples en sont encore à cet âge patriarcal que tant d'esprits avancés préconisent comme l'idéal du perfectionnement social. Mais, dès que l'activité humaine, se ramifiant dans mille directions, se spiritualisant dans les productions de l'industrie, de l'art, de l'intelligence, en vient à jeter d'innombrables variétés de produits sur des marchés de plus en plus élargis, le troc de la main à la main devient difficile, lent, impossible même. De plus, il peut, il doit arriver qu'au moment où le vigneron désire acheter un chapeau, un habit, le chapelier et le tailleur auxquels il offre son vin, déjà pourvus, ne demandent que du blé ou de la viande. A leur

tour, le fermier et le boucher peuvent n'avoir besoin d'aucune de ces denrées, ce qui paralyserait tout à coup l'échange ou forcerait chaque individu à quêter de porte en porte une partie prenante.

De là l'intervention d'une marchandise spéciale servant d'expression, de dénominateur commun aux échanges, et dont la valeur soit *relativement fixe;* de là la *monnaie*. Cette nécessité de choisir pour agent intermédiaire des opérations commerciales, pour agent de circulation, une marchandise acceptée par tous, en tous temps, en tous lieux, est même tellement impérieuse, que, lorsque les nations n'ont pas eu à leur disposition des métaux précieux, elles ont pris du fer, du cuivre, du sel, des cauris, du cuir, de la morue à Terre-Neuve, de la poudre d'or. Aux grandes foires de Nijni-Novgorod, où le mélange infini des nationalités et des types monétaires rendrait tous les calculs inextricables, on a choisi spontanément pour unité la caisse de thé, devenue monnaie pour la circonstance. Et ce qui fait maintenant que la monnaie métallique est, comme nous le disions plus haut, acceptée par tous et toujours, c'est qu'elle possède en elle-même une valeur positive, procédant des difficultés de sa production, de l'utilité qu'elle présente dans l'orfévrerie, la bijouterie, la dorure.

Les métaux précieux échappent à la volonté humaine, quant à leur multiplication instantanée. Leur masse n'est pas variable du jour au lendemain, par conséquent leur *rapport* avec la masse des autres valeurs se maintient dans un équilibre aussi constant qu'il est permis de l'obtenir. Lors donc que, s'en tenant à la fonction même accomplie par la monnaie, à cette fugitive transmission de main en main, on croit que le papier, le billet de banque, l'assignat, le bon hypothécaire, peuvent très-légitimement remplacer les métaux précieux et se suffire à eux-mêmes, on oublie que la monnaie n'est *toujours* admise que parce que, marchandise elle-même, elle vaut comme toute autre marchandise; on oublie encore que le billet de banque, que nous étudierons plus loin, est toujours adossé, soit à des espèces, soit à des valeurs sérieuses : on prend l'ombre pour la réalité, et voilà tout.

La création de la monnaie a opéré dans le système des échanges du commerce une révolution aussi puissante que celle

de l'alphabet dans les opérations de l'intelligence. Quelques centaines de millions métalliques suffisent pour régler d'innombrables millions, comme quelques lettres suffisent à transmettre tous les sons, toutes les idées.

Prix. — Le rôle de l'agent de circulation étant maintenant apprécié, nous pouvons dire que le *prix* d'une marchandise n'est autre chose que sa valeur exprimée en monnaie. Lorsque le prix d'une machine à vapeur est de cent mille francs, cela veut dire que la valeur de cette machine est identiquement égale à celle de l'or ou de l'argent contenu dans la somme de cent mille francs. Il n'y a ici aucune préférence puérile, aucune supériorité mystique accordée aux métaux précieux; et le fait est que le filateur ou le tisseur trouvent un avantage réel à échanger leur or contre la machine. Deux produits sont ainsi placés face à face, tous deux également précieux. Et ceux qui repoussent la vérité de ce bel axiome, fondement de la liberté commerciale : *les produits s'échangent contre les produits*, et qui la repoussent en s'apitoyant sur l'or, l'argent qui s'écoulent au dehors, oublient simplement une chose, c'est que *ces métaux sont eux-mêmes des produits assimilables à tous les autres.*

Par cela seul que la *valeur* est essentiellement variable, le *prix*, qui n'en est qu'une forme plus précise, doit varier aussi. Ces variations sont fréquentes, en effet, et dépendent de l'action exercée par deux lois suprêmes en économie politique : *la loi des frais de production, la loi de l'offre et de la demande*. Ces deux lois se concilient parfaitement, *nécessairement* même, et se complètent l'une par l'autre.

Un produit a, nous l'avons dit, d'autant plus de valeur qu'il est plus rare et plus utile, plus recherché. Maintenant, si l'on entend par *offre* la quantité de tel ou tel produit qui est ou peut être apportée sur le marché, et par *demande* la quantité réclamée par la consommation, il en résultera évidemment cette formule générale : *la valeur d'une chose est en raison directe de la demande qu'on en fait, de son utilité reconnue, et en raison inverse de l'offre.* Vous aurez beau créer de magnifiques produits et les créer aussi chèrement qu'artistement, s'il ne se trouve pas de demandeur, votre production sera nulle ou à peu près. On a envoyé, dans un

accès de spéculation délirante, de superbes cristaux dans des régions de l'Amérique du Sud, et des *patins là où il ne gèle jamais*. Tout cela a coûté fort cher; mais la demande ayant naturellement fait défaut, tout cela a dû s'écouler à vil prix. Il est visible, par contre, que si les prix étaient déprimés au point de ne pas restituer au producteur les frais de fabrication, grossis d'une rémunération suffisante, la production s'arrêterait immédiatement.

En allant au fond des choses, on trouve que la loi des *frais de production* est, en définitive, la base des valeurs, la condition *sine quâ non* de l'approvisionnement des marchés, et qu'elle triomphe toujours dans le temps. Mais, s'il s'agit de *faits actuels*, soumis constamment aux fluctuations de nos besoins, de nos idées de chaque jour, nul doute que la loi de J.-B. Say ne soit prédominante. C'est ainsi qu'on a pu qualifier très-justement de *prix originaire*, *prix naturel*, *prix réel*, celui qui compense les frais de production; et cela par opposition au *prix courant*, qui exprime l'état des échanges à un moment donné, et qui peut être ou n'être pas rémunérateur.

Parfois des influences d'un autre ordre viennent encore réagir sur les prix. Tantôt c'est le privilége naturel départi à certaines terres d'être plus fertiles, de mûrir les grappes célèbres du Johannisberg, du clos Vougeot, du Tokay; tantôt c'est le monopole sacré du génie de l'invention; tantôt enfin c'est l'âpre monopole constitué artificiellement en faveur de certaines professions, de certains produits, par la vénalité des offices, les droits de douane, les lois de *maximum* (lois qui imposent une limite à la hausse des prix).

III.

Production des richesses.

Sans nous engager dans des dissertation métaphysiques sur la faculté que l'homme possède ou ne possède pas de créer, de produire réellement quelque chose; sans rechercher s'il est vrai,

comme le veut Le Trosne, que la production *ne soit que le mouvement imprimé à la matière*, nous dirons que deux forces se trouvent en présence ici-bas : la nature, l'humanité. C'est de leur accouplement que naissent les objets nécessaires à la société, les richesses, les valeurs de tous genres. Toutes les fois que le travail, force active, agit sur la matière, la transforme, la modifie, la déplace pour la faire servir à nos besoins, à nos jouissances, on peut dire qu'il y a eu production, c'est-à-dire *création* ou *augmentation de valeur*. Et à cet égard, il nous est impossible d'admettre aucune différence entre la production agricole et la production manufacturière et commerciale : toutes les trois nous donnent le spectacle de l'activité humaine s'aidant des forces naturelles, la terre, la vapeur, l'air, le soleil, les gaz, la chaleur, pour approprier certaines substances à nos besoins ou les mettre à notre portée. Celui qui combine dans le sol des germes végétaux et les fait éclore aux rayons du soleil ressemble singulièrement au chimiste qui fabrique un gaz d'éclairage, et qui, d'ossements desséchés, retire une matière nutritive; celui qui extrait le poisson d'une rivière, la perle de l'Océan, la pierre d'une carrière, le sucre de la canne, l'électricité d'une pile, diffère peu de celui qui transforme ou vend ces objets. Dans tous les cas, nous ne faisons qu'un même acte, au sein d'une même industrie dont la forme varie, dont le fond reste.

Il en sera de même pour les agents de la production. Primitivement on n'en a pu compter que deux : la nature, le travail. Mais dès que ces deux forces ont agi, il en est résulté une immense quantité de produits, tels que céréales, outils, monnaies, bâtiments. De ce riche faisceau une partie se détache pour servir à la consommation générale ; l'autre, mise en réserve, devient un instrument de reproduction et prend le nom de *capital*. De là trois catégories fondamentales, qui sont : 1° *les agents naturels communs, gratuits*, comme l'air, l'Océan, la lumière, les fleuves; 2° *les capitaux* ou *le capital*; 3° *le travail, moteur de cet imposant mécanisme*. La terre, à laquelle on accorde un rang spécial, sous le titre d'*agent naturel approprié*, n'est, à vrai dire, qu'un capital comme tous les autres, puisqu'elle ne vaut qu'en raison de l'effort consacré à l'exploiter. Mais son importance est telle, ses

caractères particuliers si tranchés, que nous adopterons les quatre groupes suivants : AGENTS NATURELS, TERRE, CAPITAL OU CAPITAUX, TRAVAIL.

Si nous personnifions maintenant ces instruments producteurs, nous verrons que l'œuvre générale de la production qui, chez un peuple primitif, peut n'exiger que du travail, suppose dans sa période civilisée le concours d'un capitaliste, d'un propriétaire, d'un travailleur, — souvent réunis dans le même individu. Suivant que toutes ces forces se seront reportées sur telle ou telle substance, se seront exercées de telle ou telle manière, elles auront créé les industries suivantes : *industrie agricole*, *industrie manufacturière*, *industrie commerciale*, *industrie libérale* ou *immatérielle*, qui embrasse, par les travaux d'art, de science, la création des produits immatériels. Un économiste profond dont la parole fait autorité, M. Ch. Dunoyer, a proposé d'introduire dans cette classification générale une autre branche qui serait *l'industrie extractive*. Nous doutons que cette nouvelle classification soit adoptée.

Le caractère distinctif d'un produit, c'est de renfermer une certaine somme de travail d'où dépend sa valeur d'échange. Peu importe la nature de ce travail : s'il y a richesse créée, et si cette richesse a son prix, il y a produit. Ainsi, le plaidoyer de l'avocat, la visite du médecin, le plan de l'ingénieur, l'ode du poëte, sont des produits, des richesses au même titre que le blé, que la monnaie, qu'une coupe ciselée; car ils trouvent à s'échanger contre ces différents objets. Nier ce fait, c'est revenir à la fameuse doctrine physiocratique de la matérialité des valeurs, c'est reculer dans la science, c'est nier ce principe souverain que nous avons posé déjà, à savoir : qu'en réalité on échange toujours du travail contre du travail, des services contre des services. — Nous passons maintenant à l'étude particulière des agents de la production.

TRAVAIL.—Retranchez de l'économie politique la notion du travail, et elle n'existe plus comme science. Vous avez la lettre, mais le souffle qui vivifie, mais l'esprit a disparu. En effet, placé en face de ce réservoir immense qui est la terre, responsable de son existence, l'homme a dû conquérir, effort par effort, ses aliments, ses

vêtements, sa demeure. Habitué à se récompenser ainsi lui-même par le produit de sa journée, il aura pris pour base de ses rapports avec ses semblables la vertu productive de son travail. C'est la seule chose qu'il soit en droit de se faire restituer lorsqu'il échange un produit; mais ce droit est imprescriptible, inaliénable, infini, saint par-dessus tous les droits, et celui-là qui y porte atteinte par l'esclavage, par des restrictions jalouses, par des prohibitions, par des impôts oppressifs, des corvées féodales ou non, celui-là frappe l'individu dans sa substance même, et la société dans son plus énergique ressort.

Une fois admis — ce qu'il faut bien admettre — que le travail, fonction vitale de l'humanité et *matière première de l'échange*, a le pouvoir de disposer souverainement des valeurs qu'il a produites, vous avez le secret, la démonstration de l'économie politique. Comme une sève généreuse, vous voyez cette formule se propager dans toutes les parties de la science et la vivifier. La démocratie n'a pas de base plus large, l'égalité d'instrument plus actif, la liberté d'appui plus solide, la fraternité de ressource plus féconde que ce noble principe qui rétribue chacun selon ses œuvres et aboutit à la destruction de tout ce qui est priviléges et monopoles.

Il a été cependant dans la destinée de l'humanité de porter constamment atteinte à ce droit, à ce principe, et cela tantôt par la brutale injonction de la force, tantôt sous mille prétextes colorés de philanthropie, de patriotisme, de fraternité. Chaque jour, des apôtres du progrès révèlent, l'orgueil au front, un nouveau procédé, — généralement fort ancien, — pour enchaîner, réglementer le travail, et il ne tiendrait qu'à nous de voir se reconstituer les corporations, les maîtrises, les jurandes de jadis, moins les chefs-d'œuvre peut-être.

Attribuant au développement spontané de l'activité individuelle ces douleurs qui affligent le corps social, ces chômages, cette misère qu'elle aurait précisément pour effet de guérir si elle existait quelque part, les réformateurs de toutes couleurs, — assez gratuitement et comme par antilogie décorés du nom de *socialistes*, — ont conçu un monde artificiel, entièrement refait de leurs mains, rouage par rouage, fonctionnant par la pression d'un res-

sort appelé *organisation du travail, égalité des salaires, attractions sérielles, communauté*, et choisi parmi cinquante ou soixante autres.

Les moyens d'exécution de ces magnifiques projets, condamnés vingt fois par le bon sens, par l'expérience, par le temps, se différencient à l'infini, se repoussent, se combattent, mais la pensée initiale reste la même ; et cette pensée, c'est la liberté humaine subordonnée à l'esprit réglementaire, remplacée par nous ne savons quel *minimum* de subsistance, garanti par ce personnage fantastique, fétiche d'un nouveau genre, qu'on appelle l'*Etat*. Toutes les écoles socialistes, roulant de conclusions en conclusions sur cette pente rapide, ont offert en holocauste le dogme de la liberté individuelle en échange du *droit au travail* et de *l'organisation du travail*. Sur ce point, l'accord a été aussi unanime qu'aveugle.

Or, dès que l'*Etat* se charge de distribuer et de fournir le travail, il faut bien accorder qu'il sera investi de la dictature la plus énergique qui ait été jamais rêvée, puisque cette dictature s'exercera sur les moyens d'existence de tout ouvrier. De là une hiérarchie, une discipline, une série de grades indispensables à l'organisation de tout système, et, *par cela même, en opposition directe avec l'essence du génie humain, qui est de ne jamais s'arrêter, de ne jamais accepter de forme définitive*. Organisation et invention, discipline et progrès, sont pour nous des mots qui font assez mauvais ménage. On peut *organiser* un régiment, mais jamais un art, une industrie : — voyez les frères Moraves, le Paraguay et le socialisme de Méhémet-Ali. A moins cependant que par *organisation* on n'entende cette distribution spontanée, constante de travaux qui s'accomplit de tout temps dans le sens de la forme politique et sociale. Mais alors à chaque progrès réalisé dans la vie publique correspond un progrès de la production ; chaque étape de la liberté politique correspond à une étape du développement industriel. Et la forme républicaine du travail ne peut s'inspirer que de la liberté.

Il est bien évident que, si le *droit au travail* signifie réellement quelque chose, il doit signifier qu'à toute heure de la vie d'une nation, fût-ce au moment des grandes perturbations poli-

tiques ou industrielles, l'Etat doit avoir, par une vertu secrète, la puissance d'attribuer à chacun un travail qui convienne à son éducation, à ses aptitudes, et qui lui conserve son salaire. Autrement il y a mystification, et vous retombez dans la pratique actuelle; vous rentrez dans le giron de cette société que vous calomniez, de ces doctrines économiques qui vous courroucent si fort et qui ont voulu que les jours de crise fussent des jours de généreuse assistance, et que l'Etat eût toujours une réserve de travail et de secours à distribuer aux affligés.

Si vous voulez mieux que cela, vous voulez que tous les fils de la production viennent se réunir entre les mains du gouvernement, et alors vous tuez l'industrie privée, vous brisez le ressort individuel, vous ressuscitez, en l'élargissant, en le compliquant, le régime des corporations; vous absorbez l'homme dans la masse, et, au lieu de faire l'association pour l'homme, vous faites l'homme pour l'association. A l'énergique élan du travailleur responsable vous substituez la somnolence d'un bureaucrate, irresponsable, et nous voyons d'ici les *rênes de votre administration se mêler, s'affaiblir surtout, en s'allongeant et se multipliant.* Nécessairement vous serez condamnés à fixer un tarif des salaires, un tarif des prix de revient, un tarif des prix de vente; car une grande nation ne peut pas déposer son bilan chaque jour. En d'autres termes, vous nous condamnerez à l'immobilité, qui n'est pas loin de la misère et de la mort.

Est-ce à dire maintenant qu'en repoussant ce que vous appelez association et ce que nous appelons *absorption*, l'économie politique ait cloué à jamais l'industrie moderne aux faits actuels, ait découragé l'union du travail et du capital, qui, on l'a dit excellemment, n'est que du *travail accumulé*? C'est là une calomnie gratuite, à laquelle les paroles, les œuvres des économistes donnent le plus humiliant démenti. L'idée d'attribuer à l'ouvrier une part proportionnelle dans les bénéfices, de stimuler ses efforts par une prime, est tout ce qu'il y a au monde de plus accepté dans notre science. Depuis longtemps même la pratique s'en est emparée en Angleterre, en France, en Belgique, en Amérique; et, si ses applications ne sont pas plus nombreuses, c'est grâce à l'ignorance générale en ce qui touche aux lois de la richesse.

Nous voulons, au moins autant que les socialistes, l'amélioration matérielle du sort des ouvriers, l'association des forces vives de l'industrie ; mais nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire d'acheter ces deux résultats par la déchéance intellectuelle et morale. Nous croyons que la liberté, loin d'être un système passif et confus, est au contraire la loi vivante, la loi d'harmonie et d'équilibre par excellence. Nous croyons, — ce qui se révèle déjà par la multiplication des capitaux, des produits, par l'exhaussement du salaire, le nombre grossissant des patentes, des propriétaires, des livrets de caisse d'épargne, des mutualités, — qu'elle est en mesure de réaliser graduellement les plus brillantes promesses prodiguées par le socialisme.

Et, en demandant l'*association volontaire*, le *travail libre*, l'*intervention sociale aux heures de la tourmente*, la *protection à l'indigence*, *à l'enfance*, l'*équitable répartition de l'impôt*, nous croyons avoir tracé le plus démocratique de tous les programmes.

Cela posé, nous dirons comment se féconde, se classe, se rétribue le travail.

Division du travail. — Le spectacle qui nous apparaît dans nos villages, dans nos bourgs, où l'on voit, par un cumul inévitable et souvent bizarre, les mêmes individus exercer les professions de marchand de tabac, marchand de vin, aubergiste, barbier, cordonnier, voire même de maître d'école ou de bedeau, ce spectacle se retrouve au début de toutes les civilisations. Le sauvage, réalisant l'idéal de Rousseau, se porte tout entier, borne son horizon à lui-même, à sa famille, et, nourri de peu, vêtu de moins encore, crée de ses mains les objets de sa consommation. Des flèches ou des filets lui suffisent pour cela. Mais, sitôt que s'éveille son intelligence, que se multiplient ses besoins, la séparation des fonctions s'introduit dans sa famille même. Tandis qu'il chasse au loin, sa femme, ses enfants filent, cueillent les fruits, préparent les aliments; et ce régime de réciprocité dans les services, s'étendant toujours à mesure que se forme la tribu, que se raffinent les mœurs, en vient bientôt à créer des spécialités, à diviser les travaux.

Le tueur de daims, le pionnier peuvent être de détestables

laboureurs, de médiocres charpentiers, et le tisserand le plus habile serait fort empêché s'il lui fallait harponner un poisson. Et si, maintenant, on laisse pénétrer dans ces civilisations qui éclosent quelques lueurs scientifiques, quelques germes de poésie, ce fractionnement des travaux ne devra-t-il pas s'accroître infailliblement?

D'ailleurs, comment atteindre, dans un art, une industrie, un degré quelconque d'habileté, si l'esprit, la main ne sont constamment, uniquement occupés à les étudier, les pratiquer? C'est à la persévérance héroïque qui jetait jadis un philosophe chargé d'ans et de science sur les bancs des écoles, et qui faisait étudier Titien, le glorieux centenaire, que l'on doit les progrès accomplis par l'humanité. Newton, à qui on demandait comment il avait fait pour arracher aux cieux le secret de la gravitation, et qui répondit: *En y pensant toujours*, indiquait cette loi de la division du travail, déjà fort habilement analysée par Platon et Xénophon. Expliquez, si faire se peut, autrement que par la permanence de la fonction et par l'aptitude, l'incroyable agilité des doigts du pianiste, la sagacité du spéculateur, du juge, du médecin, les merveilleuses combinaisons qu'enfante le mécanicien. Expliquez encore l'incontestable supériorité que certains peuples acquièrent, même en dehors des nécessités du sol et du climat, dans la production d'articles spéciaux.

Mais ce n'est pas seulement en perfection que gagnent les produits sous l'action de la division du travail: c'est aussi et surtout en quantité. L'activité avec laquelle un ouvrier peut s'adonner à sa tâche, quand il n'est pas obligé d'en changer fréquemment, de quitter et reprendre de nombreux outils, jointe à la célérité que donne l'habitude, a conduit, sous le rapport de la multiplication des produits, à des résultats dignes des miracles de Cana. Ainsi, Smith a calculé que dix ouvriers entre lesquels seraient réparties les dix-huit opérations nécessaires pour fabriquer des épingles, en feraient journellement environ 4,800 chacun, tandis que, si le travail n'était pas divisé, si le même individu dressait le fil, le coupait; faisait la pointe, piquait, etc., il en fabriquerait à peine *vingt* dans sa journée. Les cent vingt opérations qu'exige la création d'une aiguille se trouvent portées

à un tel degré d'intensité productive par la division de la tâche, qu'un petit nombre d'ouvriers en peut facilement fabriquer CENT MILLE PAR JOUR. Et, quant aux grandes exploitations de chemins de fer, de mines, de forges, un instant suffit pour se convaincre qu'elles n'existeraient pas sans cette loi puissante *qui associe par cela même qu'elle distribue.*

On a fait à la division du travail une objection puisée dans la banale collection des préjugés, et on a parlé ou cru parler au nom de la morale, ne pouvant parler au nom de l'industrie. On a prétendu que, par la répétition incessante de la même fonction, le travailleur voit se resserrer le cercle de son intelligence, diminuer sa valeur individuelle, et par suite son indépendance vis-à-vis de l'entrepreneur, qui trouve facilement à le remplacer.

L'accusation est grave assurément, et exige une réponse. Nous dirons donc, en opposition avec le spirituel Lemontey et le grave Sismondi, que la fabrication d'une épingle tout entière, d'une aiguille tout entière, d'un jeu de cartes tout entier, ne développerait pas énormément la pensée de l'ouvrier, et que, si l'on veut bien dresser le tableau comparatif des différentes catégories d'industries, on verra que c'est précisément au milieu des populations occupées dans les grandes manufactures, dans les ateliers où la division des fonctions est poussée à ses limites extrêmes, que se trouvent les travailleurs les plus éclairés, les plus pénétrants, les plus habiles. Mettez un filateur, un mécanicien de Leeds, de Birmingham, de Manchester, en face d'un maçon, d'un paysan ou d'un garçon épicier, voire même de certains employés, et nous doutons fort que ces derniers brillent considérablement. Et puis, qui donc a condamné l'ouvrier à une tâche unique? Qui ne sait qu'en passant par la hiérarchie des grades industriels dans les manufactures l'ouvrier passe en même temps par une série de travaux divers qui lui enseignent peu à peu l'ensemble d'une industrie et le mettent à même de la diriger? Où donc a-t-on vu que le même homme fût cloué à perpétuité sur des têtes d'épingle? Où a-t-on appris à penser que le fait de cultiver une des quarante variétés de poires ou des douze cents variétés de roses, fût un travail beaucoup plus attrayant et beaucoup plus noble que la conduite d'un banc à broches et d'une machine à vapeur?

Et, quant à la facilité dévolue à l'entrepreneur de remplacer un ouvrier par un autre, — facilité fort contestable dans la plupart des cas, — n'est-il pas évident que l'accès de l'industrie se trouve ainsi élargi, et que l'atelier se trouve prêt à recevoir les exilés de l'agriculture et du commerce, — ce qui est souvent arrivé en Angleterre?

Non, la solution du problème de la régénération morale et intellectuelle des classes laborieuses n'est pas dans de petites attaques. Elle est dans un ordre de choses qui, laissant s'établir librement, en face de la concurrence des bras, la concurrence des capitaux, élève le salaire, abaisse la valeur des objets de consommation, *permette à l'ouvrier de satisfaire, avec un travail de huit ou dix heures, les besoins qui lui infligent aujourd'hui une journée de douze heures ou davantage*, et lui crée un loisir qu'il appliquera à la culture de son esprit, à l'élévation de son âme. Laissez faire la pensée, laissez passer les produits : la morale est au bout avec le bien-être.

Population. — Il n'est guère besoin de transition pour passer du travail à la personnification vivante du travail, à la population, envisagée sous le rapport de sa puissance de production et de sa puissance de consommation. Le bien-être et le salut du genre humain demeurent attachés à l'équilibre de ces deux fonctions, qui malheureusement ne relèvent pas à titre égal du libre arbitre. Toutes les incitations de l'âme et des sens poussent les sexes à s'unir et les familles à se multiplier, — ce qu'elles font très au delà des exigences de la Bible; tandis que le labeur est une rude épreuve qui a ses joies, mais qui a ses sueurs, ses découragements. Cela seul est une indication capitale qui montre la parfaite inutilité de ces vieilles ordonnances par lesquelles on encourageait la reproduction et on donnait une prime à la fécondité des mariages.

Si nous ne faisons plus de pareilles ordonnances, nous sacrifions, peut-être sans nous l'avouer, aux mêmes erreurs. Nous taxons de *barbares* les enseignements dictés par une philanthropie sincère, par l'amour éclairé de la liberté et de la dignité humaines; nous nous révoltons contre l'homme de bien qui a eu le courage de faire appel à notre raison contre nos sens.

Ainsi, qu'a dit Malthus dans cet admirable *Essai sur la population* qui passe pour un traité d'anthropophagie aux yeux de beaucoup d'ignorants, et qui laisse éclater à chaque ligne, sous la rude écorce du chiffre et du fait, les plus nobles élans de charité et de vertu? Malthus, penché sur ce monde qu'il avait fouillé pendant trente ans, compare le mouvement ascendant des naissances à celui des subsistances, et arrive à la conclusion suivante, formulée mathématiquement [1] : tandis que la population doublant, comme en Amérique, tous les vingt-cinq ans, croît en progression géométrique :

1 . 2 . 4 . 8 . 16 . 32

les moyens d'existence ne croissent qu'en progression arithmétique, comme

1 . 2 . 3 . 4 . 5 . 6

D'où il conclut à un immense écart entre les deux lois fondamentales de l'ordre économique et à l'invasion redoutable du paupérisme. Si même, dit-il, la race humaine ne s'est pas développée partout avec la rapidité que suppose cette formule, c'est qu'elle a été décimée, arrêtée par des *obstacles positifs, ou mieux destructifs*, tels que les famines, les guerres, les maladies, la malpropreté, et par des *obstacles préventifs* : la débauche, qui stérilise, la *contrainte morale*, qui fait intervenir la volonté de l'homme, et lui conseille les mariages tardifs, le célibat et la continence. Ajoutez à ces considérations des pages d'une tristesse poignante sur le sort des enfants, nés au sein du paupérisme torturé, confiés à la bienfaisance publique. Ajoutez-y encore de mâles conseils donnés aux classes malheureuses, d'ardentes prédications en faveur d'une charité éclairée, de pures exhortations à la chasteté, et vous avez tout Malthus. Il n'y a rien là, évidemment, non plus que dans certaines phrases incriminées *après suppression*, qui puisse légitimer les colères dont on poursuit encore le nom de ce grand penseur. Malthus n'a eu recours qu'à des maximes austères, trop austères peut-être.

[1] Pour demeurer parfaitement édifié sur l'œuvre de M. Malthus, on peut consulter les notes précieuses dont M. Joseph Garnier a enrichi la belle édition *Guillaumin*. A. F.

« Prenez garde ! dit Malthus ; si vous ne vous hâtez point de relever, de fortifier le moral de l'homme, si vous laissez dominer les instincts matériels, au lieu de développer l'âme et l'intelligence, il viendra un moment où l'existence du peuple sera compromise par l'insuffisance des ressources alimentaires. »

Qu'il nous soit permis de reproduire ici quelques lignes que nous avons consacrées ailleurs à l'appréciation de cette doctrine [1].

« Malthus n'a point publié la *Contrainte morale* comme précepte matériel et direct, il est innocent des monstrueuses absurdités débitées en son nom. Son but a été de fortifier la dignité humaine par la diffusion des lumières, par le sentiment religieux, par l'éducation, en éveillant ce souci du lendemain, ces idées d'avenir que l'homme seul possède, qui sont le plus noble attribut de son intelligence. La *Contrainte morale* n'est, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, que la *résultante* de ces conditions diverses ; elle se produit d'elle-même dans un milieu épuré ; il serait absurde de songer à l'imposer dans un milieu mauvais : elle n'est pas un mécanisme, elle est une idée, un sentiment. Essayez de la matérialiser, et vous tombez dans de honteux écarts ; mais réveillez dans le cœur de l'homme la pensée de l'avenir et l'esprit de la famille, améliorez sa condition morale et son existence matérielle de manière à ce qu'il cesse de vivre au jour le jour, à ce qu'il puisse réfléchir sur sa destinée, et les dangers que la *Contrainte morale* aurait pour but de prévenir seront écartés. Ils le seront au moyen du noble exercice de la raison humaine, et le caractère de la *Contrainte* disparaîtra pour faire place à l'acte libre d'une volonté éclairée, et le problème de la population sera résolu. »

Nous n'admettons pas d'une manière absolue les conclusions de Malthus. Nous n'attachons pas aux analogies qu'on peut tirer de la fécondité prodigieuse des harengs, des morues ou des esturgeons, plus d'importance qu'elles n'en méritent relativement à l'espèce humaine. Nous ne serons même pas effrayés de voir qu'un homme et une femme naufragés, en 1590, dans l'île des Pains, y avaient produit douze mille individus lorsque vinrent les Hollandais. Ce sont là des faits extrêmes et qui ont pour contre-

[1] *Études d'économie politique et de statistique*, par L. Wolowski, page 3.

poids la solitude des plus belles régions. Mais, en voyant tant de misères ici-bas, tant de souffrances, de guenilles, de nudités, il nous est impossible de ne pas reconnaître que la population a pris les devants sur les aliments, les vêtements et les demeures. On voit où s'arrête la terre, on ne voit pas où s'arrêtent les générations. Et si l'espace est encore vaste devant nous ; si, par les émigrations, le libre échange des produits, les perfectionnements de la culture, nous pouvons faire asseoir encore au banquet social des millions d'êtres humains, n'oublions pas que la colonisation est une rude tâche, que bien des bras sont déjà inoccupés, que les perturbations agricoles et industrielles sont fréquentes, enfin que la transition de notre régime économique à un régime franchement libéral est chose lente et ardue.

Capital. — Rien de plus facile à régler que les comptes d'une civilisation qui débute. Le travail grossier des individus jette sur le marché les aliments et vêtements nécessaires à la consommation de chaque jour ; les produits créés disparaissent par la satisfaction des besoins, et le sort de la tribu dépend, pour le lendemain, des caprices d'une chasse malheureuse, d'une pêche improductive. Mais, bientôt les produits se multiplient rapidement et forment deux parts bien distinctes : l'une qui répond aux nécessités de la consommation ; l'autre qu'on réserve pour le lendemain, pour les jours suivants, et qui prend le nom d'*épargnes*, de *capital*. C'est une chose fort simple, on le voit, que la formation de cet agent producteur, si niaisement proclamé comme un fait aristocratique servant à exploiter, pressurer le peuple, et *dont l'origine est si éminemment plébéienne*. Il n'y a pas un seul atome de la richesse d'une nation qui n'émane du travail et n'en reçoive une consécration précieuse ; il n'y a pas une seule incrimination dirigée contre le capital ou les capitaux, qui ne soit une attaque à l'esprit de prévoyance et aux pensées d'avenir, à tout ce qui fait qu'une société s'enracine dans le sol et s'y développe. Supprimez les capitaux, et vous continuez l'esclavage de l'homme sous l'empire du dénûment, de la misère. Irez-vous, pour stimuler l'agriculture, supprimer les semailles? La nouveauté serait dangereuse, à coup sûr. Eh bien ! les capitaux, ce sont les semailles de l'industrie générale du globe ; en les dispersant aux

vents de l'utopie, vous anéantissez les récoltes qu'ils fécondent.

Et puis, ce capital que vous voulez fuir, il est partout, il vous entoure, vous nourrit, vous éclaire, vous chauffe en dépit de vous-mêmes. Ce filet, cette flèche, cette hache qui arment la main du chasseur, du pêcheur, du défricheur, sont des capitaux aussi bien, au même titre que le violon de vingt mille francs qui sert à un Paganini. Ce toit de chaume, cet humble foyer, cette navette laborieuse, sont des capitaux à l'égal d'un palais surchargé de sculptures, d'une machine à vapeur, d'un lustre étincelant. Seulement, dans un cas, vous avez du travail à sa plus simple expression; de l'autre, vous avez du travail arrivé à sa perfection par une série de transformations exécutées par une série de bras, et qui supposent une série de salaires. Si même on veut observer combien est minime cette portion du capital d'un pays qui consiste en monnaie, en numéraire, on comprendra que la multiplication des capitaux est peut-être la question la plus vitale de l'économie politique; car elle sous-entend, elle signifie la multiplication de tous les objets nécessaires, utiles, agréables à l'homme. A vrai dire, l'or et l'argent dont on se sert dans les sociétés avancées ne constituent guère que l'appoint de l'énorme quantité d'échanges qui s'y effectuent : le capital important, prédominant, c'est l'ensemble des valeurs sociales, bâtiments, usines, instruments, céréales, meubles, tissus, fermes, vaisseaux, etc.

En naissant au monde, l'homme trouve de nos jours, dans nos cités *civilisées*, une énorme accumulation de biens, de lumières, de plaisirs, qui en font le citoyen d'un grand peuple au lieu d'en faire un fellah, un serf, ou un de ces enfants de la nature vierge, lesquels scalpent les vaincus, adorent des marmousets, et s'éteignent au milieu des plus affreuses privations ! Le capital, loin de l'opprimer, lui fait au décuple, au centuple même, l'avance des misérables aliments qu'il lui faudrait arracher à la terre, et *lui donne la civilisation par-dessus le marché !* Toutes les combinaisons du socialisme et toutes ses imprécations ne feront pas que, s'il n'y a de tissus, de souliers, de meubles que pour un million d'hommes, on puisse en fournir largement à dix millions. On peut, avec une planche à bons hypothécaires, créer très-faci-

lement des capitaux fictifs, faire décupler peut-être la valeur des denrées et diminuer d'autant le salaire de l'ouvrier; mais les *capitaux réels*, ceux-là par lesquels vivent et prospèrent les peuples, ne se créent que par d'infatigables efforts, par le respect des droits qu'a chacun sur l'œuvre de ses mains ou de son intelligence.

L'abondance des *capitaux* profite à ceux qui n'en sont pas propriétaires. En effet, tout *capital* est un appel au travail. Par un enchaînement providentiel, il arrive que les réserves du passé destinées à une production future dépérissent si le labeur humain ne vient point les raviver sans cesse. L'homme a besoin de la matière brute ou façonnée; mais la matière a également besoin de l'homme, et de cette dépendance réciproque résulte la force du travailleur, quand la masse des capitaux vient à grandir.

Pour certains économistes, le capital consiste uniquement dans cette portion de la richesse qui concourt effectivement à la production. Nous croyons cette attribution trop limitée. Il nous est impossible de ne pas donner ce nom aux maisons, aux actions industrielles, dès que ces valeurs sont productives d'un intérêt. Seulement nous nommerons *capitaux actifs* ceux qui, comme les machines, les usines, les monnaies, les outils, les matières premières, concourent directement à la production. A ce capital *matériel*, nous ajouterons les talents acquis, les aptitudes que l'on désigne par l'appellation caractéristique de capital moral, ainsi que l'achalandage, la clientèle de certains établissements, désignés sous le nom de capital *immatériel*. Il est à peine besoin de dire qu'un capital est productif ou improductif, suivant qu'il donne un profit, un intérêt, ou qu'il reste stérile. On comprend que la même valeur, productive entre les mains du manufacturier, devienne improductive dans la caisse d'un rentier ou d'un notaire.

Enfin il est une dernière distinction à faire dans le classement des capitaux. Il y a les *capitaux fixes*, tels que les machines, les outils, les bâtiments destinés à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture, les améliorations faites sur une terre; enfin l'aptitude, l'habileté du travailleur. Il y a ensuite les *capitaux circulants*, comprenant toute cette portion de valeurs actives qui se

transforme, se déplace, se renouvelle sans cesse dans l'atelier social. De ce nombre sont les monnaies, billets, valeurs constituant le fonds de roulement d'une entreprise, les matières premières, les matières fabriquées, les approvisionnements. Les capitaux circulants faisant en industrie fonction de la sève dans l'arbre, du sang dans les artères, il est nécessaire qu'ils soient toujours abondants et ne se transforment pas brusquement en capital fixe. L'atonie de l'agriculture vient en grande partie de la disproportion entre le capital fixe et le capital circulant ; et nous avons vu l'Angleterre chanceler, il y a deux ans, par un défaut d'équilibre entre ces deux forces.

Machines. — Les machines sont en réalité de nouveaux organes ajoutés à nos organes. Par elles nous étendons notre empire sur la nature extérieure, nous centuplons la puissance de notre travail, nous lisons dans le livre étoilé de l'astronomie, nous fouillons dans les profondeurs des mines, nous attelons la vapeur à nos locomotives, nous nous transformons, nains chétifs, en Titans ! Les machines ont commencé l'affranchissement de l'humanité, et elles le continueront en se chargeant de la fonction matérielle pour lui laisser la fonction spirituelle. Qui osera dire que le terrassier, le paveur, le maçon, armés de leurs outils, *qui sont des machines* aussi bien que les mules-jennys, les perrotines ou les turbines, ne portent pas le caractère de l'homme plus haut que les fellahs de Méhémet-Ali, lorsqu'ils creusèrent avec les mains et les ongles le lit du canal Mahmoudieh ?

Aristide, un des plus grands génies de l'antiquité, sacrifiait aux mœurs de son siècle en proclamant la nécessité de l'esclavage ; il en faisait (et Rousseau lui-même inclinait à le penser) la condition de la pleine liberté d'une partie de l'humanité, affranchie de la lourde sujétion du labeur matériel : « Il pourra ne plus y avoir d'esclaves, disait le philosophe grec, quand la navette marchera toute seule. » Cette ironique prévision s'est accomplie : grâce à la vapeur, la navette marche seule aujourd'hui, et, au lieu d'hommes libres à la condition d'avoir d'autres hommes esclaves, nous ne voyons plus que des citoyens dotés du même droit, de la même dignité morale. Ce sont les machines qui sont nos esclaves et nos serfs.

La merveilleuse puissance des machines se révèle autour de nous par trop de prodiges pour que nous ayons à la faire ressortir longuement. Nous citerons seulement quelques faits hors ligne. Ainsi on a calculé que l'ensemble des forces mécaniques de l'Angleterre équivaut, en intensité et en résultats, au travail de 120 millions d'hommes, et que celles des 4,873 machines à vapeur fonctionnant en France en 1845 représentaient l'effort de 218,999 chevaux de trait et de 1,531,593 hommes de peine. Un fileur conduisant un métier de 320 broches fait autant d'ouvrage en un seul jour que 240 pauvres fileuses de Bretagne. Enfin une plume savante et colorée, celle de M. Michel Chevalier, nous a appris que, sur les chemins de fer, un homme des Etats-Unis transporte autant de produits qu'une armée de *onze mille cinq cents Mexicains au temps de Montézuma!* Le coton, dont l'introduction à Manchester, il y a près d'un siècle, fut une véritable curiosité, a fait de cette ville de 40,000 âmes, en 1775, une métropole industrielle de 200,000 âmes en 1845. Il crée en Angleterre une valeur annuelle de 900 millions de francs, et donne du travail à une population de 800,000 ouvriers, dont le nombre, en 1679, ne dépassait pas 7,900! Certes voilà de grands faits; mais les conséquences sont plus grandes encore que les faits.

En développant à l'infini les produits de tout genre, les machines ont agi sur les deux lois fondamentales des prix et des échanges, et ont agi salutairement. Elles ont abaissé les frais de production, et fait pencher l'offre et la demande en faveur des consommateurs. Une masse bien plus considérable de tissus, de céréales, de livres, de farine, a été jetée sur les marchés; et en même temps les choses précieuses, livrées à des prix singulièrement réduits, sont descendues à la portée des classes pauvres.

On a prétendu que les inventions mécaniques étaient fatales aux ouvriers en ce qu'elles les remplaçaient par des automates beaucoup moins coûteux, et dépréciaient conséquemment leurs salaires. A quoi nous répondrons par l'amélioration du sort des classes ouvrières, pour lesquelles des bas, du drap, de la toile ne sont plus simplement une allégorie. A quoi nous répondrons encore que, loin d'avoir abaissé les salaires dans les grandes industries, celles du coton, de la laine, du fer, de la houille, elles y

ot, au contraire, élevé la valeur de la main-d'œuvre; que, n'eussent-elles fait que maintenir le taux *nominal* de la journée, elles en eussent encore singulièrement accru le taux *réel* par l'adoucissement du prix des objets de consommation; qu'elles ne s'établissent dans une branche de travail que lentement, pas à pas, chaque manufacturier ayant intérêt à renouveler le moins souvent possible un matériel d'exploitation valant parfois un, deux, trois millions; que la construction de ces engins superbes ouvre déjà une voie à l'écoulement des forces qu'elles déplacent et déclassent; que l'économie dans les frais de production laisse aux mains des industriels et des consommateurs une somme de capitaux destinée à alimenter de nouveaux ateliers; qu'enfin, par cela seul que les machines facilitent la tâche de l'homme, abrégent l'apprentissage, elles permettent aux ouvriers de se porter facilement d'un atelier à un autre.

Nous savons fort bien que la question des transitions reste encore menaçante et cruelle après tous ces adoucissements. Nous savons, par exemple, que si les salariés de la grande industrie typographique sont dix mille fois plus nombreux peut-être que ne l'étaient les copistes du moyen âge, ce magnifique développement ne s'est pas opéré sans jeter dans une détresse profonde les patients et doctes calligraphes et enlumineurs dont les chefs-d'œuvre nous sont restés. Mais fallait-il donc reculer devant les splendeurs de l'imprimerie, désarmer la vérité et la science parce qu'il y allait du salaire de quelques milliers de copistes! A ce compte il faudrait détruire les chemins de fer, qui ont paralysé, *un moment*, pour la stimuler ensuite, l'industrie des maîtres de poste; puis proscrire les bateaux à vapeur, qui ont remplacé les bateaux à voiles, lesquels étaient un progrès sur les bateaux à rames, lesquels enfin durent nuire singulièrement aux canots d'écorce! La limite de ce qu'il faudrait conserver ou abolir est d'ailleurs impossible à fixer. Tout ce qui ne constitue pas simplement nos organes rentre dans le groupe des machines, et le fuseau primitif de dame Marguerite, l'élégant rouet de la jeune fille, le formidable banc à broches sont tous des agents mécaniques qu'il faudrait proscrire aux applaudissements des nations rivales!

Ce qui est juste, ce qu'il faut faire, c'est d'avoir dans les communes, dans les villes, une réserve de travail à offrir aux ouvriers que déplace une invention mécanique. Les machines constituant un progrès favorable au bien-être de tous, la justice exige que ceux dont elles suspendront momentanément le salaire soient secourus par tous et que la société vienne en aide aux épargnes de l'ouvrier.

Monnaies. — Turgot l'avait dit, et nous croyons l'avoir démontré plus haut en parlant de l'origine, de la nature et des fonctions de la monnaie : *Toute marchandise est monnaie, et réciproquement toute monnaie est marchandise.* Si donc les métaux précieux ont été adoptés pour faire office d'agent de circulation, c'est uniquement en raison de leur divisibilité, de la fixité relative de leur valeur, de leur inaltérabilité, des sommes énormes qu'ils représentent sous un volume réduit. Le diamant, les pierreries sembleraient être d'excellentes monnaies ; mais, en les fractionnant, leur valeur s'anéantit.

Il est d'usage d'introduire dans la composition des espèces d'or et d'argent une certaine quantité de cuivre destinée à leur donner plus de dureté. L'alliage varie suivant les pays, et c'est surtout cette diversité dans la finesse des monnaies qui a donné naissance à l'industrie des changeurs. On comprend la difficulté infinie qu'éprouverait chaque individu, dans chaque opération, à vérifier par lui-même la pureté du numéraire qui lui serait remis, et à peser ensuite la quantité d'or ou d'argent pur contenue dans chaque pièce : dollar, florin, doublon, franc, livre sterling. C'est ainsi que les gouvernements imaginèrent d'apposer, sur certaines portions d'or et d'argent frappées au balancier, une empreinte indiquant à tous et garantissant à tous la valeur intrinsèque, la finesse, la quantité de métal précieux contenue dans la monnaie. En échange de cette garantie et de cette empreinte, ils prélèvent un droit de fabrication, qui a été appelé *seigneuriage*, ou droit de monnayage. Trop souvent les contrôleurs et ministres des finances de jadis ont enflé les bénéfices du monnayage en altérant le titre [1] des monnaies émises. Pendant très-longtemps la falsifi-

[1] Le *titre* des monnaies indique la quantité d'alliage qu'elles contiennent. Si dans une once d'or il se trouve 1/10 d'alliage, on dit que le titre est à 9/10 de fin. Les

cation des types monétaires a même été classée par nos rois comme une portion régulière de leurs revenus, et, tandis que le faux monnayeur d'en bas était brûlé vivant, les faux monnayeurs d'en haut faisaient varier jusqu'à dix fois en douze ans le titre, la composition du numéraire.

D'un autre côté, le numéraire étant un produit, comme tous les autres, et valant par les besoins qu'il satisfait, il en résulte qu'altérer les monnaies pour en multiplier les unités, c'est aboutir à une mystification, car ces unités ne s'échangent plus désormais que contre des quantités plus petites de marchandises : ce qu'on gagne honteusement d'un côté, on le perd de l'autre. Louis XIV baissa un jour de moitié le poids de l'écu : aussitôt le *prix nominal* des choses doubla. Quant aux perturbations produites par l'augmentation des métaux précieux, on sait assez que les sommes énormes versées par les mines de l'Amérique ont singulièrement accru la valeur des denrées relativement à l'argent et à l'or. On sait encore avec quelle rapidité le numéraire fuit un pays lorsqu'il y est trop abondant, trop déprécié, et avec quelle régularité il y afflue de nouveau quand le cours du change est favorable.

Crédit. — Plus les peuples ont marché dans la voie de la production, plus les échanges se sont multipliés, plus la quantité des valeurs à faire circuler a été grande, et plus l'agent monétaire a dû représenter une masse considérable de produits sous un faible volume. C'est ainsi que les nations sont passées d'elles-mêmes de la monnaie de fer à la monnaie de cuivre, de celle-ci aux espèces d'argent. C'est ainsi que l'argent cède graduellement la place à l'or dans les grands foyers industriels et financiers, et qu'enfin l'or lui-même se trouve dépossédé au profit de la monnaie de papier. L'Angleterre, de nos jours, est à la tête de cette évolution. L'argent n'y circule plus guère que comme appoint, comme les monnaies de cuivre chez nous; et sur une circulation totale de 1,750 millions, on n'y compte guère que 750 millions en numéraire. La France est bien loin de cette perfection, car

espèces d'or et d'argent, en France, sont à 0,900 ou à 9/10 de fin. Le *frai* exprime l'usure des monnaies. On évalue la perte annuelle que subit la circulation totale par le frottement à 180 millions. C'est le chiffre admis par M. L. Faucher dans ses profondes *Recherches sur l'or et l'argent*. A. F.

elle s'en tient à 400 millions de billets de banque environ contre deux milliards et demi de monnaie métallique.

Un fait particulier s'est donc introduit, comme on voit, à la suite de la monnaie métallique, dans les relations économiques. Ce fait, qui date de l'époque reculée où se nouèrent les puissantes relations des Juifs, des Lombards, des Esterlings, des templiers, c'est le crédit, dont les ressorts sont les lettres de change, les billets à ordre, les billets de banque et autres valeurs improvisées par l'expérience [1]. Tous ces agents de la circulation diffèrent des monnaies réelles dont ils sont la représentation, en ce qu'ayant une valeur intrinsèque à peu près nulle, ils ne sont guère que le reflet de la circulation des marchandises. On ne les accepte pas pour eux-mêmes, mais pour le numéraire ou les objets qui sont derrière eux et qu'on est sûr de recevoir à telle ou telle époque. Leur rôle naturel et principal est donc de rendre disponibles d'énormes quantités d'or et d'argent qui serviront à l'industrie, aux besoins courants, et de substituer aussi une monnaie économique, légère, à une monnaie métallique, coûteuse et incommode.

Le crédit est à l'état élémentaire lorsque le consommateur obtient du producteur la faculté de ne le payer qu'à une époque plus ou moins éloignée du moment de l'achat. Il n'est guère plus avancé lorsqu'un prêteur de bas étage donne pour quelques mois, à un fils de famille, une somme que les plaisirs vont dévorer. Le contrat est ici un contrat privé qui n'intéresse en rien la production ni la circulation générale. Mais le crédit est large, il est fécond, il participe de la vertu créatrice du génie humain lorsque, reliant l'avenir au présent et au passé, il fournit au travailleur, au commerçant, au manufacturier les moyens de mettre à l'œuvre leurs facultés. Alors il s'élève à la hauteur d'une fonction civilisatrice et sociale ; alors il arrive à monnayer le travail futur ; alors il résout magnifiquement et librement la question si mal posée par les socialistes dans leur *droit au travail*.

Le caractère distinctif de la monnaie étant de s'échanger per-

[1] En Angleterre, la rapidité fiévreuse de la circulation est telle, que les warrants (certificats de dépôt) des docks, ainsi que les petits timbres (*stamps*) servant à l'affranchissement des lettres, circulent comme monnaie. A. F.

pétuellement contre toute espèce de produits, il en résulte que les billets de banque, seuls parmi tous les signes représentatifs que nous avons énumérés plus haut, remplacent réellement la monnaie. Seuls, en effet, ils sont échangeables à vue, au porteur, sans formalité aucune et sans frais, contre des espèces. C'est là d'ailleurs ce qui fait leur puissance, ce qui les maintient dans la circulation. Et les rêveurs superficiels et exaltés qui parlent de jeter à flots dans notre circulation du papier-monnaie, des billets d'échange, sont la preuve vivante de l'ignorance générale à l'endroit du crédit, des banques et des billets qu'elles émettent.

Voici comment fonctionne une banque [1] :

A un moment où le travail réclame avec urgence la commandite des capitaux, un certain nombre d'individus se réunissent pour constituer un fonds social plus ou moins considérable, au moyen duquel ils escompteront les billets du commerce, de l'industrie. L'opération serait fort restreinte, le rôle fort minime, si la banque se bornait à donner en échange des effets présentés son numéraire ou ses propres billets, jusqu'à concurrence du montant de son fonds social. Le plus chétif banquier fait cela. Mais elle a foi dans la solvabilité éprouvée des hommes dont elle prend le papier, la signature ; elle sait qu'elle a dans leur caisse une succursale de sa caisse, et dès lors elle escompte pour des valeurs trois, cinq, dix fois plus fortes que sa réserve en espèces. Pour ce faire, elle émet des billets, lesquels sont remboursables à vue, au porteur, et circulent comme monnaie, en vertu de cette conversibilité permanente. Elle a donc pour appuyer sa circulation : 1° son portefeuille ; 2° les effets qui constituent son fonds social et qui échoient tous les jours ; 3° les marchandises, valeurs de toutes sortes qui servent de garantie à ces effets. De sorte qu'en définitive elle n'a fait que donner un cours général,

[1] Les banques se divisent en *banques de dépôts*, qui reçoivent en compte courant des monnaies ou des lingots, et donnent en échange leurs *récépissés*. Les *banques d'escompte et de circulation* sont celles qui reçoivent en même temps et surtout des effets de commerce qu'elles échangent, moyennant escompte, contre leurs billets propres. Ces trois ordres d'opérations sont souvent réunis, comme à la banque de France, de Londres et dans les banques d'Amérique. Les premières banques furent fondées à Venise en 1171, à Gênes en 1407; puis arrivent successivement celles de Stockholm en 1657, d'Amsterdam en 1609, de Hambourg en 1615, d'Angleterre en 1694, de France en 1803. A. F.

un passe-port à des valeurs qui n'avaient qu'un cours privé, limité, et commanditer, par l'intermédiaire de son papier, ceux qui n'ont pas avec l'argent de ceux qui ont. Rien de plus simple, de moins effrayant, comme on voit. Les tempêtes peuvent souffler sur des établissements ainsi constitués sans que les détenteurs du papier de banque aient à redouter des désastres; car les meilleures signatures garantissent le remboursement des billets. Mais si celles-ci viennent à manquer? dira-t-on. Nous répondrons que les banques auraient encore leur fonds social à distribuer aux porteurs, et que, d'ailleurs, les plus beaux modèles de banque nationale, banque centrale, ne résisteraient pas à des bouleversements capables de compromettre les plus fortes existences commerciales d'un pays. L'exemple des banques privilégiées d'Angleterre, de France, d'Autriche, déposent éloquemment en faveur de ces conclusions.

Le frein le plus puissant à imposer aux directeurs de banques, c'est celui d'un contrôle public jugeant, comptant, scrutant le montant de leurs émissions. Or, nulle part ce contrôle ne s'exerce plus sûrement qu'au sein de la liberté. Ayez à côté, au-dessous des vastes réservoirs financiers, nécessaires pour alimenter la circulation des métropoles industrielles et commerciales, des établissements librement créés dans les plus humbles districts, et vous aurez des émissions plus modérées, plus sûres. Les banques auront le bilan moral de leurs clients, et les classes pauvres, pour lesquelles on redoute surtout l'avilissement des coupures qui ont été à 1 fr., à 25 c. en Amérique, ces classes, disons-nous, *sauront quel papier accepter et quel refuser*. Alors vous pourrez constituer le crédit personnel à côté du crédit sur gages, et prêter à l'artisan, au paysan, comme en Écosse, comme en Amérique, non pas seulement sur ses outils, sur sa terre, mais encore sur ce *capital impalpable, mais réel, qui est sa moralité, son habileté, sa réputation*. Alors enfin vous aurez démocratisé le crédit en le consolidant.

Ce qui démontre, d'un autre côté, la nécessité pour un papier de banque d'être appuyé par une réserve suffisante et constante, c'est l'extrême difficulté qu'éprouve le crédit foncier ou agricole à s'implanter chez nous. De fort remarquables travaux ont été

publiés déjà sur cette matière; des exemples concluants nous sont venus du dehors, de la Pologne, de l'Allemagne, et le mécanisme des lettres de gage, de l'amortissement qui en opère graduellement la libération, nous est parfaitement connu. Mais ce ne sont pas des *billets de banque* qui pourraient être multipliés de cette manière; ce sont des *obligations* portant intérêt. Le crédit foncier appelle à lui des *capitaux de placement*, et non des capitaux de spéculation ou des agents de circulation. Les lenteurs ruineuses des expropriations, et par suite la difficulté de se faire rembourser les billets émis ont rendu impossible toute circulation agricole. La science a dit son dernier mot, c'est à la pratique d'obéir. Et ce que nous disons ici pour le crédit agricole, nous le disons, à tout aussi juste titre, pour les trésors publics. Toutes les fois que, pour faire face à de redoutables conjonctures, tenir sur pied d'immenses armées, noyer la fortune publique dans des flots de sang, ou satisfaire un fisc aux abois, les États se sont transformés en banquiers et ont émis du papier, ils ont fatalement marché vers des abîmes. C'est sans doute un procédé fort commode que d'improviser des milliards d'assignats, et nous concevons que la France de 93 en ait lancé dans la circulation pour plus de *quarante-cinq milliards*. Mais tout cet édifice en papier-monnaie ne reposant que sur des feuilles de chêne, ne pouvant raisonnablement passer pour des métaux précieux, le prix des objets de consommation dut s'élever et s'éleva d'une manière prodigieuse. C'était l'heureux temps où une livre de beurre se payait deux mille francs, des bottes dix mille francs, une voie d'eau trois cents francs; c'était encore le temps où pour 5 francs de rente, le Directoire recevait 19 francs des capitalistes, et où l'on cotait publiquement à 2 liards les cent livres d'assignats! Et que dire de ceux qui, ayant prêté des capitaux sérieux, se voyaient remboursés en cette monnaie dérisoire? Rien ne serait plus facile que de redescendre cette pente, si l'on en croyait, de nos jours, nombre de magiciens financiers qui ont reçu leurs grades de l'Écossais Law ou du Comité de salut public.

DE LA TERRE.

Droit de propriété. — Si nous n'avions à étudier dans la terre que ses forces primitives, sa vertu créatrice, nous n'éprouverions aucune difficulté à la classer immédiatement au nombre des agents naturels de la production, à n'en pas tenir autrement compte dans nos investigations que de la lumière solaire, de l'eau, de l'électricité. Mais l'homme a pu étreindre le sol, le remuer, le façonner, lui donner son empreinte, y déposer une portion de lui-même par son travail, et dès lors la terre, transfigurée aux yeux de la science comme aux yeux du cultivateur, est devenue un *agent naturel approprié*, un capital. Pourquoi donc trouvons-nous des contradicteurs lorsque, faisant découler du travail la notion de la propriété mobilière, nous voulons élever sur la même base, sainte et forte, la propriété immobilière? Le plagiaire brillant de Hobbes, de Mably, de Rousseau et de tant d'autres niveleurs pourrait nous l'apprendre peut-être, lui qui considère modestement sa formule célèbre : *la propriété, c'est le vol*, comme la plus grande découverte faite depuis Newton. Mais, quant à nous, il nous est impossible de trouver la plus mince différence entre ces deux ordres de faits. Voici pourquoi :

Lorsque le photographe s'aide de la lumière, il se sert d'un élément répandu à profusion dans le monde et sur lequel il n'a aucune action réelle. Le rayon lumineux se projette sur la plaque, y laisse un merveilleux sillon et fuit rapide comme l'éclair. De même, lorsque le sauvage ploie la branche d'un arbre, y cueille un fruit et passe, il n'a rien produit, et son compagnon qui le suit a parfaitement le droit de courber la même branche. Ce léger effort est suffisamment récompensé par le fruit qui le nourrit. Mais la nature humaine se lasse de cette dégradante sujétion de la faim pressante, de la nudité honteuse. Secouant la torpeur du corps, elle le pousse à creuser le sillon, à y déposer le germe, fruit d'une première épargne, à créer une réserve de produits qui sera le prix de sa rédemption vis-à-vis de la misère. Le travail intervient dès lors et avec lui la notion de la récompense. Or, qui osera soutenir que les sacrifices, l'effort de celui qui aura laborieusement défriché le sol, qui l'aura baigné de ses sueurs,

seront suffisamment récompensés par le simple droit de rentrer la moisson, d'en disposer et de céder ensuite la place à un nouvel occupant? Qui osera dire que cet arbre planté de ses mains n'aura d'ombrages que pour d'autres têtes, que ce ruisseau dont il aura régularisé le cours ne fertilisera pas ses prairies et ses champs?

Et nous ne parlons pas ici de ces attaches morales et intimes, de ces liens du cœur et de la chair qui nous unissent au berceau de l'enfant, à la tombe de l'aïeul : tout cela pourrait paraître à beaucoup de gens trop sentimental et trop pastoral. Nous demanderons seulement si ce n'est pas le comble de l'aveuglement que d'attribuer à l'artisan qui aura équarri un arbre, au chasseur qui aura tué un cerf, la propriété de cet arbre et de ce cerf, et de refuser ensuite à ce courageux travailleur, qui aura couvert d'épis jaunissants une terre ingrate, la propriété de cette terre. N'ont-ils pas tous fait acte d'intelligence et de travail? N'ont-ils pas également transformé, utilisé de la matière, et n'y a-t-il pas dans un *polder* de Hollande, dans les barrages du Nil, dans cette conquête incessante du territoire de notre Camargue, de nos Alpes, autant et plus de vertu créatrice que dans la fabrication d'une serrure, d'un sabot, ou même de certains systèmes soi-disant sociaux? Il faut se bien persuader que la terre à l'état primitif n'est rien ou fort peu de chose, et que, par cela même, tout le monde y a un accès facile, comme à toutes les autres forces naturelles. Toute sa valeur lui vient du travail, et l'on peut s'en convaincre par ce seul fait que la même superficie de terrain qui, inculte, nourrit à peine un homme, fournit une alimentation abondante à 1,200 HOMMES au moyen d'une culture avancée. « Celui qui conquiert le sol au prix de son labeur, dit avec raison *Locke*, ne diminue pas, mais augmente, au contraire, le fonds commun de l'humanité. »

Si donc on ne trouvait pas dans les raisons de droit éternel que nous venons de donner, et dans la sanction du travail, des raisons suffisantes pour admettre l'appropriation du sol, il faudrait s'y résigner par ce seul fait qu'en instituant le libre parcours, la vaine pâture, la promiscuité du territoire, vous anéantissez le ressort individuel, vous rétrogradez vers l'état social de

nos aïeux les Germains, des vieux Scythes, des Tartares, des Bosjismans, — fort supérieurs à l'Europe actuelle, on le sait. Là, en effet, il n'y a ni *tien* ni *mien*, par l'excellente raison qu'il n'y a *rien*. Veut-on de cette égalité?

Quand on met en question le droit de propriété territoriale, on met en question toutes les autres propriétés; car leur origine est la même, c'est-à-dire le travail de l'homme, manifestation de la liberté humaine. A coup sûr, personne ne contestera que nous soyons en pleine possession de nous-mêmes, puisque notre droit s'étend jusqu'à la mutilation, jusqu'au sacrifice de la vie pour une cause, pour un être chéri. L'implacable génie de Rousseau l'a bien reconnu lorsqu'il a dit : « *On a le droit de retirer son bras de la main de l'homme qui voudrait le retenir malgré nous.* » De ce droit, fort peu exagéré, on le reconnaîtra, on arrive facilement au droit de jouir du fruit qu'on a cueilli, de l'arbre qu'on a planté, et on se trouve au cœur même de la propriété territoriale. D'un autre côté, s'il est vrai que l'homme ne meure pas tout entier, que la pensée de faire la vie heureuse aux êtres dont la nature nous a confié l'existence soit le plus noble et le plus vif de tous les stimulants, ne s'ensuit-il pas que cette coupe ciselée par vous et que vous avez le droit de briser, ce champ fertilisé et que vous pouvez abandonner, vous pouvez les transmettre à ceux pour qui vous avez vécu? La propriété, berceau de la famille, entraîne donc l'hérédité : aussi les adversaires *logiques* de la propriété ne s'y sont pas trompés. Ils sont arrivés à l'abolition de la famille; et ceux qui ne la décrètent pas, par illusion ou savoir-faire, verront toutes leurs précautions échouer devant les faits. Là où le père ne peut plus assurer par l'héritage l'existence de ses enfants, la mère n'est pas loin de leur refuser le sein. Voyez Platon, Campanella, Mably et tant d'autres.

Une autre considération bat en brèche le système de la communauté et celui du domaine éminent, de la propriété attribuée à l'État, comme en Orient, comme dans notre droit féodal. C'est celle qui naît de la diversité des aptitudes et de la division ultérieure du travail. Anéantissez les titres de celui qui cultive à la propriété du champ cultivé, et aussitôt il ne produit plus que pour lui-même. Or, nous savons que, par la pondération qui ré-

sulte des échanges sur tous les points du monde, les peuples les plus avancés en civilisation, les mieux pourvus en céréales, sont précisément ceux où la population agricole est en moindre quantité. Voyez la Hollande, pour laquelle une disette est presque un miracle; voyez au contraire la Russie, l'Espagne, l'Allemagne, la Turquie, si souvent torturées par la faim. Et cela se conçoit. Plus vous avez de produits industriels à échanger, plus vous donnez d'élan aux productions agricoles. L'atelier nourrit la charrue, et celle-ci nourrit le magasin, le navire. Lors donc que Rousseau, croyant lancer l'anathème, a accusé le premier homme qui avait enclos un champ d'avoir été le véritable fondateur de la société civile, n'a-t-il pas fait de la propriété le plus magnifique de tous les éloges?

Mais, par cela même que nous considérons la propriété comme le piédestal de la société, par cela même que la nécessité économique la justifie à l'égal de la nécessité morale, nous repoussons, comme une violation de ce droit suprême, les lois qui en entravent l'essor, la libre transmission. La négation ouverte du principe n'est sans doute plus aussi hardie, aussi brutale que jadis; mais nos institutions abondent en négations captieuses, hypocrites, que déjà nous avons signalées.

On s'est très-fort effrayé, sous le point de vue de la productivité du sol, des conséquences définitives de nos lois sur l'égalité des partages. Nous n'ignorons pas les inconvénients extrêmes de l'émiettement du sol, nous n'ignorons pas qu'il est tout aussi désastreux d'avoir, comme dans certains de nos départements, des cotes foncières de 5, 4 ET 2 CENTIMES ET DEMI, que de voir l'Afrique romaine aux mains d'une poignée de sénateurs, l'Irlande, la campagne de Rome possédées par quelques patriciens opulents; nous n'ignorons pas que les frais de production croissent singulièrement sur les petits domaines, où des cultivateurs pauvres ne peuvent verser des capitaux suffisants, ni employer les engrais agricoles, ni élever ces magnifiques troupeaux, honneur et richesse d'une culture avancée. Mais nous savons, d'un autre côté, que du moment où un principe touche à son exagération, les faits le corrigent, le modèrent; et c'est ainsi que, suivant les savantes recherches de M. H. Passy, nous avons vu s'arrêter le

fractionnement de notre sol depuis quelques années. Nous savons encore que certaines catégories de travail agricole, telles que les jardins, la culture maraîchère, s'accommodent parfaitement de la petite propriété, parce qu'elles vivent de soins perpétuels et en quelque sorte paternels; que d'autres, au contraire, prospèrent dans la moyenne et grande propriété. Nous savons enfin, et c'est là une distinction profonde, que *grande propriété* ne veut pas toujours dire *grande culture*, ni *petite propriété*, *petite culture*. L'Irlande est un pays de grande propriété; mais, tombée aux mains d'une population abattue, sans ressort, qui se dispute avec acharnement le terrain que couvrent quelques sacs de pommes de terre, la culture y est retournée à l'état barbare : plus de capital, plus d'engrais, plus d'instruments aratoires, plus de pratique agricole ! Mais faites pénétrer dans les campagnes les idées d'association volontaire; fondez les propriétés les plus minimes, les plus atomistiques dans une vaste gestion agronomique dirigée par quelque fermier habile, détenteur d'un capital suffisant, et vous vous trouvez avoir atteint ce double et salutaire résultat de donner à la culture toute son intensité productive et de resserrer les liens du territoire et du citoyen. Or, comme ce système a été pratiqué déjà avec fruit, nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'il se pratique de plus en plus, et réhabilite définitivement la petite propriété. Pour cela il faut deux choses : *réformer*, *éclairer*.

IV.

Distribution et consommation des richesses.

Nous avons vu le travail à l'œuvre dans les pages qui précèdent, nous l'avons suivi dans toutes ses ramifications, réagissant partout sur les forces naturelles, y incorporant en quelque sorte la substance de l'homme, et y faisant naître la *valeur*. Il nous reste, pour fermer le cercle de nos doctrines, à rechercher et à établir les lois qui président à sa rémunération.

Puisque tout effort a pour but la création d'un bien matériel ou moral, puisque tout produit aboutit à un consommateur et emporte la récompense d'un producteur, il est nécessaire de re-

connaître si les parts sont équitablement faites et la vérité respectée.

Cela posé, et reproduisant dans cette section de la science la division analytique que nous avons admise pour la production, nous établirons ainsi la répartition du bénéfice social :

Au *travail* revient le *salaire*, — expression générique qui comprend la rétribution des professions manuelles et intellectuelles, appointements, honoraires, gages, depuis le plus haut fonctionnaire jusqu'à la plus humble ravaudeuse. Au CAPITAL, réalisation du travail, revient l'*intérêt*. A la TERRE, variété du capital, appartient la *rente*, le *fermage*. Quand le capital s'accouple avec le travail pour produire, en d'autres termes, quand il est ACTIF, il reçoit un *bénéfice*, un *profit*. Quand le propriétaire d'une terre en est lui-même le gérant, le cultivateur, le produit qu'il en retire, une fois les frais de production prélevés, avec l'intérêt des capitaux, prend le nom de *produit net*, de *revenu*. Comment s'opère maintenant le partage?

En donnant pour source unique des valeurs sociales le travail, il est bien évident que nous avons indiqué la solution du problème. On ne rémunère ici-bas que des services actuels ou passés, et, dans un pays où le développement de toutes les idées, de toutes les industries ne rencontrerait pas d'obstacles, TOUTES LES RÉTRIBUTIONS ÉQUIVAUDRAIENT MATHÉMATIQUEMENT A TOUS LES EFFORTS. S'il n'en a pu être ainsi au milieu de nous et autour de nous, c'est que nous sommes loin d'avoir dépouillé l'ancienne civilisation ; c'est que, par les priviléges, les monopoles et le culte des champs de bataille, nous appartenons par la moitié du corps à l'ère féodale. C'est aussi que l'imprévoyance, la paresse, l'ignorance, exercent une désastreuse influence sur les intérêts matériels. Donnez-nous une politique pacifique, des institutions qui ne troublent pas l'équilibre général des richesses, nous vous donnons des salaires élevés, des capitaux abondants, une agriculture prospère. Elevez des casernes, monopolisez l'instruction, réglementez l'industrie, et vous aboutissez à des impôts écrasants, à une production languissante, et par suite à d'infimes rétributions. L'Amérique est la consécration majestueuse de tout ceci, et toutes les déclamations et lamentations du monde ne

prévaudront pas contre la tradition du travail telle que nous l'a donnée M. Carey dans un ouvrage qui restera. Ce penseur remarquable a calculé que la rétribution du producteur a toujours été en raison directe de la dose de liberté dont on jouit. Et c'est ainsi que, supposant un produit total de 100, il a calculé que le partage s'opère ainsi : aux Etats-Unis, 72.75 appartiennent au travail, 25 au capital, 2.25 au gouvernement; en Angleterre, 56 au travail, 21 au capital, 23 au gouvernement; en France, 47 au travail, 36 au capital, 17 au gouvernement; enfin, dans l'Inde britannique, 45 au travail, 55 au capital et au gouvernement. Serait-il donc si fâcheux d'aller apprendre de l'autre côté de l'Atlantique la vraie démocratie?

Salaires, profits. — Toute la question des salaires se réduit à ces deux propositions, variantes de la grande formule de l'offre et de la demande : *Quand il y a plus de travail que de bras disponibles, le salaire hausse,* l'ouvrier commande ; *quand il y a, au contraire, plus de bras que de travail, le salaire baisse par l'inévitable effet de la concurrence.* Vous aurez beau faire, même dans vos phalanstères, dans vos Icaries, dans vos ateliers nationaux, dans vos plus sublimes imaginations, vous ne pourrez faire que, si la production est débile, les ventes difficiles, vous ne soyez obligés de diminuer la part de chacun dans la proportion rigoureuse du déchet que subit la fortune générale. Appelez cette part dividende, profit ou salaire, peu importe; cette part devra diminuer, sous peine, pour la société, d'enterrer son capital et de faire voile vers la banqueroute. Etant donc donnée une population de tant d'individus, le problème décisif de la science sociale consiste à faire que la demande de produits soit toujours en avance sur leur création ; que les capitaux, attirés par les bénéfices de la fabrication, soient toujours en quête de travailleurs ; en un mot, comme le voulait l'illustre Cobden, *que deux maîtres courent après un ouvrier, et non deux ouvriers après un maître.* Or, l'économie politique démontre que la production sera illimitée et les salaires suffisants le jour où l'on consentira à ne faire du monde entier qu'un vaste atelier, où l'on permettra, par exemple, au fellah d'Egypte, au *ryot* de l'Inde, au planteur du Brésil, de

cultiver la canne, le café et le riz pour les citoyens de New-York, de Manchester, de Lyon, lesquels leur enverront en échange des cotonnades, des soieries, des fers.

Le prix du travail a été divisé en *prix naturel* et *prix courant*, en *prix réel* et *prix pécuniaire* ou *nominal*. Le prix réel, le seul qui importe véritablement, indique la quantité d'objets de consommation que le salaire nominal ou pécuniaire permet au travailleur de se procurer. Telle rétribution, comme celle que reçoivent les ouvriers de la Chine, de l'Inde, et que recevaient les maçons créateurs de nos splendides cathédrales du moyen âge, peut être infime, évaluée en numéraire, et représenter cependant une quantité suffisante de produits alimentaires ou autres. Telle autre, comme en Angleterre, en France, paraîtra relativement énorme, qui ne donnera cependant à l'ouvrier qu'une chétive existence. Tout cela dépend de l'abondance ou de la rareté des métaux, et du prix des différentes marchandises. Ce que veut l'équité, c'est que, dans son salaire, le producteur trouve de quoi pourvoir à ses besoins et à ceux de sa famille, — besoins nécessairement divers suivant l'état de civilisation du pays. Il faut encore qu'il puisse prélever sur le revenu de ses bras, de son intelligence, une portion destinée par la merveilleuse puissance de l'épargne à constituer le patrimoine de ses vieux jours, l'hoir de ses enfants. Ce légitime programme comprend ce que les économistes ont appelé *prix nécessaire* du travail, par la raison que le bien-être, la vie même de l'ouvrier en dépendent. Mais les différents degrés d'aptitude, de capacité, de zèle, la nature plus ou moins salubre de la fonction, enfin les perturbations du marché modifient profondément ce prix naturel, et le font autre pour l'homme intelligent que pour l'homme médiocre, pour l'horloger ou le typographe que pour le terrassier, pour le verrier que pour le jardinier. Il en résultera donc un prix courant sur lequel on peut agir salutairement et de deux manières; car, on l'a vu plus haut, l'offre et la demande sont une loi inévitable, mais non une loi inflexible et fatidique.

Rien de plus faux que la prétention de modifier le rapport qui résulte entre l'*offre* et la *demande* par voie de contrainte législative; mais on peut agir sur les deux termes de ce rapport, ne-

tamment en ce qui concerne la marchandise la plus précieuse, le travail de l'homme. On peut, par une administration éclairée, par le ferme maintien de la sécurité sociale, donner une vive impulsion à toutes les occupations productives et accroître ainsi la *demande du travail ;* on peut aussi, par l'instruction, par la diffusion des lumières, améliorer la qualité du *travail offert.* Alors l'expression du rapport changera au bénéfice du travailleur.

Quant à l'INTÉRÊT, il demeure soumis, lui aussi, aux impressions des marchés, aux résultats de la concurrence. Si les capitaux sont avidement recherchés par la production, ils deviennent plus précieux, plus chers. S'ils se sont, au contraire, multipliés plus rapidement que les besoins de l'industrie, ils baisseront de prix. Cela est inévitable, et nous n'en voulons pour preuve que l'abaissement graduel et constant du taux de l'intérêt, c'est-à-dire du loyer du capital[1]. Nous l'avons vu descendre de 50, 25 pour 100, à 5, à 4, 3, et même à 2 pour 100 en Angleterre ou en Hollande,—ce qui n'est pas bien loin, on le voit, de cette gratuité impossible dont on a parlé. Le plus humble boutiquier de nos jours emprunte, sur sa roturière signature, à des conditions dix fois meilleures que celles qui étaient faites jadis aux archiducs et aux rois. S'il arrive qu'en dehors du commerce régulier d'avides traficants de métaux prêtent à 10, 20, 50 pour 100, c'est qu'il s'introduit alors dans la question un élément qui la transforme complétement. Cet élément, c'est le risque énorme que court alors le capitaliste, c'est la prime d'assurance qu'il se fait payer par un débiteur qu'il juge peu solvable.

Les PROFITS ne suivent pas les mêmes lois que l'intérêt, parce qu'ils se compliquent d'un élément nouveau, la rémunération de l'entrepreneur, du chef d'industrie. Dans les profits se trouvent donc à la fois l'intérêt payé sur le capital, la prime d'assurance pour les risques qu'entraîne l'opération, enfin le salaire de l'entrepreneur. La part afférente au capital est, en général, déterminée, et même assez étroitement, 4, 5, 6 pour 100, suivant les

[1] Fuoco, l'auteur présumé de *la Magie du crédit révélée*, définit l'intérêt un *salaire payé pour les services que nous rend le capital.* A. F.

lieux et le taux. Tout ce qui reste du produit net [1] de l'industrie et du commerce, l'intérêt une fois desservi, est donc attribué au capitaliste, en compensation de la responsabilité qui pèse sur lui et du travail qu'il consacre à l'œuvre collective. Dans les industries où les risques sont considérables, immenses, les profits s'élèvent ; dans celles, au contraire, qui semblent moins exposées aux oscillations dangereuses des marchés, les profits s'abaissent. De plus, la concurrence, en portant sans cesse les capitaux vers les professions les plus lucratives, en les y accumulant et les rendant moins précieux, tend tout naturellement à modérer le taux des profits. Quant au salaire de l'entrepreneur, nous ne croyons pas même nécessaire de le défendre. Il faut, dans la gestion d'une opération commerciale, tant de zèle, d'infatigable persévérance, une lutte si incessante contre les brusques revirements des marchés, un tel accord des facultés dirigeantes, tant d'expérience lentement, chèrement acquise, que l'on ne saurait, sans absurdité et injustice, marchander avec de telles qualités.

On voit donc à quoi se réduit la prétendue exploitation de l'homme par l'homme et par le capital. Le fait est que le capital, EN TANT QUE CAPITAL, perd de sa valeur chaque jour par sa multiplication incessante et sa diffusion. Et nous venons de démontrer que ce que l'entrepreneur prélève au delà de l'intérêt pur et simple est la légitime compensation des risques qu'il court, et la non moins légitime rémunération de son travail. Au delà nous ne voyons rien, et il n'y a rien effectivement. Personne ne contestera, à coup sûr, que l'homme sur lequel repose le sort d'un ou deux millions engagés dans une usine, et qui répond de sa fortune, ne doive tenir dans ses mains la libre gestion de cette fortune, ne doive disposer souverainement des bénéfices qu'il en retire. Peut-être perdra-t-il demain cent mille francs, deux cent mille francs ; s'il n'a pu constituer une réserve puissante, qui donc viendra au secours de son capital ébranlé ? Son usine, en s'écroulant, n'entraîne-t-elle pas avec elle la ruine de ses enfants,

[1] Le *produit brut* représente le rendement total d'une affaire ; le *produit net* est cette portion du produit brut qui reste au capitaliste une fois les salaires des ouvriers, les frais généraux couverts. A. F.

et n'engage-t-elle pas souvent son avenir et le leur ? *Qui peut tout perdre doit pouvoir tout gagner.*

L'équité la plus vulgaire demande que celui-là qui s'associe aux bénéfices s'associe aux pertes: Et lorsqu'on nous parle d'organiser des comités d'ouvriers pour surveiller la gestion du gérant responsable, pour distribuer les dividendes, tout en les affranchissant des chances de perte, nous disons qu'on propose un procédé qui doit répugner à la loyauté des travailleurs. Faites de toute industrie une association dans laquelle part sera *librement faite* au capital (intérêt), au travail (salaires, appointements), rien de mieux. Les économistes ont assez recommandé cette fusion des intérêts et des forces. Mais alors que l'association soit sérieuse, les risques généraux ; que l'union dans les beaux jours entraîne l'union dans les mauvais jours ; que l'ouvrier sache s'il doit préférer une part de bénéfices supérieure au salaire actuel, *mais incertains*, soumis aux caprices des événements, ou s'en tenir à ce salaire que l'entreprise lui donne, quel que soit d'ailleurs le résultat de l'inventaire.

Est-ce à dire maintenant qu'en dehors de cette réciprocité complète nous ne voyions aucun lien à établir entre l'entrepreneur et l'ouvrier ? Loin de là. Nous sommes intimement convaincus, au contraire, que, s'il est fait une place—petite ou grande —à l'ouvrier dans l'inventaire ou les dividendes ; si, en dehors de leur salaire, on attribue à ceux qui se sont montrés intelligents, assidus, une part dans les résultats de la production, il n'en peut résulter qu'une augmentation notable dans les bénéfices de l'industrie. Le corps presque tout entier des contre-maîtres se recrute ainsi et témoigne des bienfaits qu'on peut attendre d'une entente cordiale entre le capital et le travail. Vouloir désunir par la colère, l'injure, ces deux forces, c'est vouloir séparer violemment la tête des bras, les branches du tronc qui les nourrit ; c'est vouloir une monstruosité sociale. Et, pour que de toutes parts on suive les exemples donnés déjà par les règlements des pêches à la baleine, des mines de Cornwalls, de la Vieille-Montagne, d'un grand nombre de forges, d'imprimeries, il suffit d'éclairer les esprits et de laisser *s'organiser librement* les unions que nous venons d'indiquer.

Tout cela répond suffisamment, il nous semble, à tout ce qui a été lancé de sophismes, et répété de banales déclamations contre l'antagonisme du *capital* et du *travail*. En effet, ce qui constitue la dotation de l'industrie, ce sont les capitaux; si les capitaux diminuent par la baisse des prix, il y a atteinte portée au budget de la production, des salaires, et par suite la part de chacun s'affaiblit. Si la consommation se ranime, l'activité renaît, le travail est recherché, les salaires haussent et les prix de vente s'améliorent. Dire que les profits peuvent hausser, sans que les salaires de l'ouvrier haussent en même temps; c'est dire que les sources d'un fleuve peuvent monter sans que le niveau du fleuve s'élève immédiatement. L'histoire économique de l'Angleterre, des Etats-Unis, du monde entier, depuis cinquante ans, est là pour témoigner en faveur de l'intime solidarité qui joint le *profit* au *salaire*, et de l'impulsion ascendante que leur donnerait à tous deux la liberté dans la paix.

ÉCHANGES, DÉBOUCHÉS. — Une fois l'inviolabilité du travail admise, nous allons droit à l'inviolabilité de l'échange, du commerce, qui n'est en réalité *que du travail transportant du travail*. De plus, nous nous armons d'une autre loi vitale en matière de production, la loi de la division du travail entre les individus et les peuples. Dès que le droit du producteur sur son œuvre se trouve consacré, il doit avoir la faculté de retirer de cette œuvre la plus grande rémunération possible, c'est-à-dire de la porter aux lieux où il recevra en échange la plus grande somme d'aliments, de vêtements, de meubles, de livres, de monnaie, etc. Cela est bien simple, bien évident, bien modeste; et, si la question de patriotisme, mal éclairée, ou plutôt la question de privilége, n'était intervenue pour troubler la circulation de la richesse dans les veines de la société, il ne serait entré dans l'idée de personne de faire cesser l'exercice d'un droit sur les rives de tel fleuve, le versant de telle colline, le rebord de tel fossé, et de donner raison au contrebandier qui vient, comme le dit si poétiquement Béranger :

Niveler l'abondance,
Éparpiller l'argent.

Il n'est même pas un seul des adversaires de la liberté des

échanges qui n'avoue que, si l'on en était à recommencer la société, cette liberté serait une des premières à fonder. « Mais, « disent-ils, les peuples ont marché, des capitaux se sont formés, « des industries se sont constituées, ayant charge d'âmes et de « bras, et il y aurait folie, absurdité à mettre en question l'existence « du travail indigène, du travail national, — c'est le mot — dans « le seul but de réaliser un idéal abstrait et de mettre en équilibre « des formules doctorales. Le fait seul d'admettre en concurrence « avec nos produits les similaires du dehors inonderait nos mar- « chés, ruinerait nos établissements, et, par suite, les ouvriers qui « y sont employés. » De là, le système protecteur avec toutes ses anomalies, ses iniquités et aussi ses ridicules; de là, les onguents, les vessies, les balais que l'on taxe à la frontière, avec tant d'autres produits malfaisants, comme le fer, la houille, le lin, les machines, les céréales; — de là, les prohibitions à l'entrée, à la sortie, les primes à l'exportation, les visites à corps sur nos femmes, sur nos filles, l'inquisition des commis pénétrant dans nos malles, nos poches, violant jusqu'au domicile du citoyen; de là, des guerres de tarifs et de représailles avec l'étranger, qui nous rend nos aimables et intelligents procédés; de là, enfin, cet odieux système qui frappe le travail d'un double péage : — celui du fisc et celui des individus protégés par la loi.

Nous répondrons à tout ce que l'on oppose au libre échange, sous couleur de patriotisme, par les raisons suivantes, qui ont déjà triomphé chez nos voisins d'outre-Manche : — Si, par des excitations artificielles, les gouvernements n'avaient pas cherché à implanter dans les différents pays des industries chaudement recommandées par les intéressés, la division des fonctions productrices se serait faite logiquement, de manière à donner à chaque territoire les arts, les manufactures adaptés au génie des habitants, aux circonstances locales. — Toutes les fois que, pour favoriser une nouvelle branche de travail, on dresse une nouvelle barrière contre les produits des étrangers, ceux-ci, usant du talion, frappent nos marchandises de taxes plus rigoureuses ou de prohibitions, et ruinent quelque industrie tout aussi nationale et beaucoup plus ancienne. *Les droits acquis sont donc audacieusement sacrifiés à des droits futurs.* — Se retrancher derrière la

cherté des matières premières pour ne pas dégrever les produits fabriqués, c'est ne pas voir que le premier effet de la liberté serait de réformer le programme des échanges depuis le faîte jusqu'à la base, et de mettre conséquemment à la disposition de l'industrie la plus grande somme de matières premières, aux prix les plus réduits. — Toute industrie indigène a sur ses rivales du dehors l'inappréciable supériorité que donnent la conformité des usages, des habitudes du pays, et, pour les matières encombrantes surtout, l'économie des frais de transport, souvent doubles et triples des frais de production. — Cantonner le travail, c'est en ralentir les progrès, c'est octroyer une prime à la routine, c'est surtout couvrir le pays d'industries chétives, languissantes, qui chancellent au moindre souffle, et font aux ouvriers une condition déplorable, comme dans nos *industries protégées* du coton, du lin, etc.; c'est taxer la masse des consommateurs au profit de quelques-uns, *en repoussant d'autant plus un produit que ce produit est moins cher et mieux fabriqué;* enfin, c'est mettre tous les travailleurs au pas avec les moins avancés, les moins intelligents. Franchement, de pareils résultats peuvent-ils bien compenser l'avantage que nous avons d'opposer de la chicorée nationale au café de l'Arabie; et de diriger à grands frais une armée de vingt mille douaniers contre les biens qui nous sont envoyés du dehors?

Une autre question, d'ailleurs, se présente ici et se lie avec celle du travail national, c'est celle des débouchés, des encombrements de marchandises, des crises industrielles, des excès de production. Pour notre part, nous croyons très-peu à la surproduction et au manque *réel* de débouchés. Un produit n'est de trop ici-bas que s'il ne se trouve pas dans le monde entier un seul individu capable et désireux de l'acheter. Mais, pour que cette vaste enchère puisse s'effectuer, il faut que les peuples ne renferment pas leurs opérations mutuelles dans des limites jalouses et mesquines. La nature ne s'est pas informée, en équilibrant les forces, les besoins, les ressources de l'humanité, si le privilége, le fisc jetteraient dans ses vastes balances ses règlements, ses tarifs et des faux poids. Ce qu'elle proportionne à la grandeur de nos continents, nous le resserrons dans les proportions du clo-

cher, de l'usine, et au géant qu'elle crée nous faisons un berceau de nain. Qu'en résulte-t-il dès lors, qu'en doit-il résulter? Le refoulement du travail, du capital sur d'étroits espaces où ne tardent pas à éclater des crises douloureuses et de terribles explosions. Le monde a besoin du monde pour se nourrir, se commanditer; chaque barrière qu'on y élève est une chance qu'on enlève au travailleur, un attentat direct ou indirect à son bien-être.

V.

Consommation de la richesse. — Impôts.

La richesse, une fois distribuée entre les différentes classes de producteurs et d'ayants droit, atteint cette dernière phase de l'acte économique, but et mobile des deux autres, et qui est la consommation. Chez les peuples en progrès, chez les individus doués de prévoyance, de moralité, la somme des produits distribués est constamment supérieure à la quantité consommée. Grâce à cette réserve s'aggrégent les capitaux, s'accumulent les épargnes, s'élèvent les monuments, se conservent les germes précieux, gages des récoltes futures, enfin se grossit la fortune d'une nation. C'est ainsi que nous avons vu le revenu territorial de la France s'élever de 4 milliards à 7 milliards, et son revenu industriel et commercial de 2 milliards à 3 milliards 700 millions depuis 1788. Nous avons vu aussi la richesse particulière des classes pauvres se grossir par des comptes ouverts, chaque année, au registre des patentes, des sociétés mutuelles, des propriétés territoriales, et par un énorme apport de 1,200 millions environ versés dans les caisses d'épargne[1] du pays depuis 1816. Quel enseignement et quel espoir dans ce chiffre immense, qui semble l'évaluation mathématique de la moralité de la classe laborieuse! C'est par ces mille et mille parcelles de l'épargne que se préparent d'intelligentes associations; et c'est par un développement régulier des institutions d'assurances, des mutualités, des caisses de retraite, que s'opérera le rachat du prolétaire, bien plus que par de pompeuses formules et de violentes prédications.

[1] Sur les 1,200 millions versés depuis cette époque dans toutes les caisses d'épargne de la France, 800 millions ont été retirés pour des emplois utiles. Il en restait 393,508,013 fr. 40 c. au 31 décembre 1847. A. F.

Les consommations, en économie politique, se classent en *consommation productive* et *consommation improductive*.

La *consommation productive* est celle qui aboutit à un résultat utile; la *consommation improductive*, au contraire, celle qui n'a pour effet que de satisfaire des fantaisies, et qui anéantit le produit sans compensation. Ainsi la poudre qui fait voler en éclats un quartier de roche et ouvre une carrière est consommée productivement. Celle qui, dans les fêtes publiques ou privées, mariages de princes, anniversaires, s'évanouit en vaine fumée au milieu des gerbes pétillantes du bouquet, est bien positivement consommée d'une manière improductive. Dans ce capricieux domaine de la consommation, domaine qui touche à la fois aux régions désolées de la misère et aux splendeurs de l'opulence, il est souvent difficile de décider rigoureusement si une consommation est productive ou improductive. Cependant cette distinction est trop importante et trop légitime pour n'être pas maintenue; et c'est surtout en ce qui concerne la consommation des Etats, — l'impôt, — que nous la tenons pour bonne.

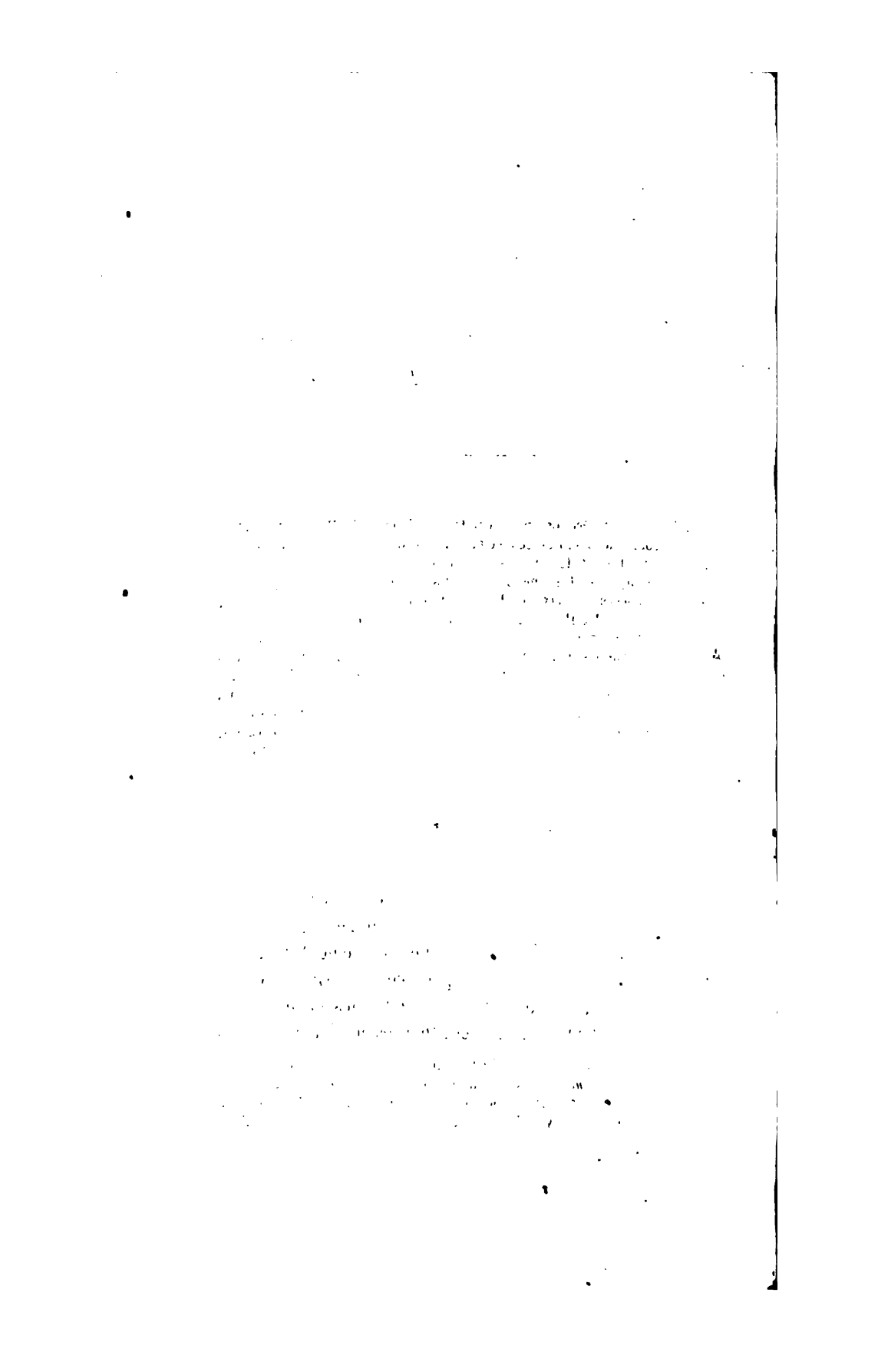
L'*impôt* contenu dans des bornes sévères est la plus vitale, la plus nécessaire de toutes les charges d'un citoyen; car il constitue réellement la dotation de la tranquillité, de l'ordre, de la justice, de la bienfaisance, la liste civile de cette existence collective qui est l'Etat ou la commune. C'est par lui que le gouvernement se trouve investi des forces pécuniaires et matérielles nécessaires pour réprimer tous les attentats, défendre l'intégrité du territoire, construire les voies de communication générales, salarier les employés, répandre l'instruction, en un mot, pourvoir à tout ce qui est exécution des lois, respect des droits de chacun, harmonie des grands rouages politiques et administratifs. Tout ce qui est en dehors de ce programme, — déjà fort au-dessus de l'habileté, sinon du bon vouloir de la plupart des gouvernements, — n'est qu'une violation légale du revenu des citoyens.

L'impôt, prélevé jadis d'après le bon plaisir du souverain, du prince, a pris les noms différents de taxe, droit, contribution, subsides. Pendant longtemps il a été considéré comme chose flétrissante, dont les nobles s'exemptaient par le service militaire, le clergé par des dons volontaires, gratuits, etc. La roture seule

payait la *capitation*, — taxe par tête, qui revit dans l'impôt personnel de nos jours, — la *taille*, impôt sur les terres, ce qui n'empêchait pas, bien entendu, les gabelles, les aides, les lods et ventes, et, quand il le fallait, l'impôt du sang à l'armée. La révolution de 89, que les réformateurs du jour traitent du haut en bas pour n'avoir pas songé à autre chose qu'à affranchir le peuple, à lui rendre ses libertés et ses droits, à abolir définitivement les maîtrises, changea tout cela et décréta que tous les citoyens indistinctement payeraient l'impôt proportionnellement à leur fortune. C'est sur cette même base que la Constitution de 1848 a édifié notre régime financier, dont on peut étudier les ressorts, les résultats dans la seconde partie de l'*Economie politique* (69e livraison).

De tout ce qui précède, ne pouvons-nous pas conclure que la doctrine économique est la doctrine du progrès, la confirmation du principe démocratique? Elle respire dans la liberté, elle repose sur le travail, elle glorifie, récompense le génie, et garantit le bien-être du travailleur. On peut même dire qu'ayant constamment réclamé et conseillé *la liberté des banques*, *l'association volontaire des forces productives*, *la réforme des impôts*, *du régime hypothécaire*, *la vie à bon marché et l'élévation du salaire*, *elle a fourni au socialisme les seules grandes et fortes conceptions qu'on y rencontre*. Mais, pour que ces grandes vérités gagnent du terrain, il faut que l'éducation du pays se fasse dans tous les sens, — en haut et en bas; — car l'économie politique est décidée à ne flatter jamais ni tromper le peuple, à ne point faire luire à ses yeux de ces perspectives menteuses avec lesquelles s'achète la popularité. Elle a aussi des merveilles à offrir dans le présent et dans l'avenir, mais elle sait que le travail et la justice peuvent seuls y conduire. Elle le sait, et, un moment méconnue du peuple égaré, elle l'attend.

Sûre de l'avenir, sûre de la vérité, elle ne fait pas appel aux actionnaires de bonne volonté, ni aux budgets. Elle se dit, en variant le noble cri de l'Italie : *Il mondo fara da se.*



NOTICE SUR LA VIE ET LES ÉCRITS

DE

DAVID RICARDO[1]

Tableau de la situation économique, sociale et politique de l'Angleterre et de l'Europe au commencement de ce siècle. — Ricardo écrit au milieu d'une époque de transformation et de lutte. — Sa famille, sa jeunesse, ses efforts commerciaux, ses études. — Il se mêle au débat sur la circulation, la reprise des payements en espèces, le prix des lingots, la constitution de la Banque, etc., avec Thornton, Horner, Huskisson, Cobbett, Tooke et son adversaire Bosanquet. — Premier essai sur la rente en 1815 et son plan de circulation en 1816. — Ses pamphlets sur les finances sont ses véritables titres économiques. — Ses idées sur le crédit et l'organisation des institutions de crédit, appréciées et combattues; idées de l'auteur de la Notice. — Digression sur l'anti-gold-law league. — Conception de Ricardo sur le travail. — Sa théorie de la rente appréciée, adoptée et combattue par l'auteur. — Les anti-renters. — Fortune de Ricardo; son arrivée au Parlement. — Son caractère privé; ses derniers moments. — Réflexions finales de l'auteur.

I.

La vie de Ricardo s'écoula au milieu des secousses les plus violentes qu'aient eu à subir les doctrines économiques, politiques et sociales de l'Europe. Pendant de longues années, en effet, la civilisation moderne ne présenta qu'un bouillonnement confus de principes, d'hommes, d'idées, d'espérances, — symptômes du travail réformateur qui l'agitait dans ses entrailles mêmes; et il semble que les événements se fussent chargés de rédiger pour les

[1] Ecrite en 1847 pour servir d'introduction au treizième volume de la *Collection des principaux économistes* de Guillaumin, comprenant les œuvres complètes de Ricardo, traduites en français par M. Constancio et par Fonteyraud, édition surveillée et annotée par Fonteyraud. Le sommaire et les divisions sont de l'éditeur.

penseurs un ordre du jour inexorable où toutes les questions furent posées, non pas avec la courtoisie des programmes académiques, mais avec la brutale sécheresse de la nécessité.

Les disettes répétées, qui ouvrirent pour l'Angleterre le dix-neuvième siècle ; les taxes écrasantes qui servirent de rançon pour la gloire des champs de bataille, les oscillations terribles imprimées par les vicissitudes de la politique et de la diplomatie, au crédit, à la production, aux salaires, aux échanges, firent intervenir les économistes ; et il n'y a qu'à jeter un coup d'œil fugitif sur cet ensemble de problèmes, pour voir qu'à aucune époque le rôle de l'économie publique ne fut plus grave, plus essentiel. Dépouillant sa majesté abstraite, la science dut s'animer au contact de cette vie fiévreuse et déserter les bibliothèques pour s'épancher en pamphlets virulents, en prédications brûlantes sur tous les esprits. Elle pénétra partout, parce qu'en effet elle avait à donner, ou tout au moins à chercher le mot de la situation, la formule réparatrice. Etre économiste, si peu que ce fût, devint donc alors, comme de nos jours, une nécessité logique à laquelle les grandes intelligences obéirent scrupuleusement.

David Ricardo est un de ces hommes qui vont droit au sphinx pour lui arracher son énigme ; qui prennent au sérieux les crises des sociétés, et ses écrits nous le représentent comme un homme bien décidé à s'appuyer sur des réalités, et à ne pas s'élancer, dans les régions de l'idéal, à la poursuite de quelque hypothèse plus ou moins ingénieuse. Il fait bon marché de tout cet art qui consiste à disposer symétriquement des syllogismes, à jongler avec des prémisses et des conséquences : il veut un triomphe réel au bout de chaque triomphe de logique, et si sa phrase marche, c'est pour arriver et non pour faire voir en marchant sa grâce et sa souplesse. En un mot, et jusque dans ses *Principes*, Ricardo écrit sous la dictée des événements et en vue d'un progrès réel, palpable. Aussi ses œuvres reflètent-elles fort nettement les agitations de son époque, et serait-il impossible d'en bien saisir la portée si on ne les encadrait pas dans un exposé à la fois économique et politique des temps où il vécut. Sa vie est tout entière dans ses écrits ; mais ces écrits se relient si intimement au mouvement général de la

société anglaise et embrassent tant de problèmes divers, banques, salaires, emprunts, impôts, protection, commerce intérieur, profits, machines, que, pour le comprendre, il est nécessaire d'évoquer, dans un vaste ensemble, tous les souvenirs de son époque. — A la grandeur des faits on mesurera la grandeur des idées et tout naturellement celle de l'écrivain.

II.

L'histoire de l'Angleterre, pendant ce long chaos d'où surgit le dix-neuvième siècle, et, avec lui, le monde moderne, peut être parfaitement symbolisée par deux métaux : — le fer et l'or. L'un arma son bras pour frapper, l'autre circula comme une sève généreuse dans les veines de son industrie, s'accumula dans l'immense réservoir de l'Echiquier, et, s'épanchant sur le continent, suffit à commanditer la guerre et à abattre un grand peuple qui servait de piédestal à un grand homme.

Toute la puissance de l'Angleterre sembla se concentrer, en effet, de 1793 à 1815, sur une seule œuvre, un seul résultat : l'abaissement de la France, le refoulement des idées démocratiques qui, tantôt couvertes du voile lugubre de l'échafaud, tantôt pavoisées de nos éclatantes couleurs, couraient comme un frisson sur tous les esprits, organisaient l'Irlande en bataillons révolutionnaires, et empruntaient l'éloquence brûlante de Fox pour signifier à l'aristocratie sa condamnation et sa déchéance. Dès le jour où la France publia son programme d'égalité et revendiqua, en face de l'Europe, scandalisée de tant d'impertinence, l'insigne honneur pour chaque peuple de se gouverner lui-même et de distribuer équitablement sa richesse; dès le jour où l'essai d'une société libre se fit ainsi à haute et intelligible voix, il y eut comme une propagande permanente de nos idées, propagande d'autant plus irrésistible, qu'elle se faisait à coups de canon lorsque la plume et la parole ne suffisaient pas.

Or, l'Angleterre d'alors, qui diffère de celle de nos jours comme le passé de l'avenir, comme la caducité de la virilité; l'Angleterre de Pitt et de Castlereagh qui demeure séparée de celle de Grey, de Peel et de Cobden par l'épaisseur de vingt réformes égales à

vingt siècles, devait être la première à redouter le rayonnement des idées françaises.

Par la forme représentative de son gouvernement, elle tenait à la démocratie autant qu'à l'aristocratie : elle sentait qu'elle avait déjà un pied dans ce qu'elle appelait l'abîme révolutionnaire, et elle n'y voulait pas mettre l'autre. En subdivisant entre les grandes familles et les grands blasons le pouvoir concentré dans les mains d'un seul elle croyait avoir assez fait, et il lui semblait qu'avec une couronne de roi on pouvait bien faire des couronnes de duc et de comte, mais non des bonnets de juge, d'avocat ou de marchand de la Cité.

L'aristocratie, c'est déjà la monnaie de la royauté, et c'eût été par trop déroger que de convertir cette monnaie en un billon infime représenté par d'innombrables électeurs, issus du peuple et agissant pour lui. Le fameux mot : *L'Etat, c'est moi*, devait donc se traduire par celui-ci : *L'Etat, c'est nous*. Vis-à-vis de la nation, les lords s'abritaient sous la responsabilité royale : vis-à-vis du pouvoir, sous l'égide d'une popularité issue de la *Grande Charte*, et le dernier mot de leur politique était d'annuler ces deux forces l'une par l'autre. Quand le sceptre menaçait de courber les têtes, ils faisaient appel aux traditions et aux refrains patriotiques : quand les masses appelaient des réformes, ils faisaient intervenir le Ciel par la voix des évêques, et la terre par la force des baïonnettes. De sorte que leur fonction paraissait doublement tutélaire, puisqu'ils préservaient à la fois des priviléges et des libertés.

Pour ce double service, on le pense bien, l'aristocratie n'avait pas négligé de stipuler une récompense honnête. Sachant fort bien qu'il n'est de puissance solide pour une caste qu'à condition de s'armer à la fois du prestige moral et du prestige physique, elle s'était faite opulente pour éblouir et pour corrompre; elle s'était réservé la juridiction spirituelle pour dominer les esprits; enfin elle portait l'épée pour dompter les corps. C'est ainsi que, propriétaire des plus vastes domaines de la Grande-Bretagne, elle avait couvert le pays d'un réseau d'institutions qui lui constituaient des revenus fabuleux. Par les lois sur les céréales, elle créait pour la rente territoriale une sorte d'assurance, affranchie

de la prime, et par les substitutions, les majorats, elle s'incarnait dans le sol. De plus, elle concentrait entre ses mains l'électorat, la députation : elle transformait ses fermiers, ses laboureurs, en meute de vassaux, à qui elle imposait l'hommage du vote; et la Chambre des communes, peuplée des créatures et des cadets de la *dukery*, en était venue à n'être que l'humble succursale de la Chambre haute. On accordait le talent aux Communes : souvent même on réhabilitait Old Sarum, Gaston et autres bourgs-pourris, en faisant représenter ces fiefs asservis par des hommes de génie; mais les concessions n'allaient pas plus loin, et les cadets n'en continuaient pas moins à fournir des évêques à l'Eglise, des généraux aux armées et des fonctionnaires à l'Etat. La bourgeoisie ainsi refoulée par une puissance qui s'appuyait sur l'hérédité et se retrempait en même temps aux sources vives de l'élection, la bourgeoisie qui se sentait dépossédée du territoire s'élançait sur l'espace libre des mers. Elle élevait sur cet élément l'édifice de sa fortune ; elle liait, par le développement des forces manufacturières, son sort à celui du peuple, et elle se préparait une clientèle innombrable qui, tôt ou tard, devait l'investir du gouvernement.

Quant au peuple, on lui prêchait, comme de coutume, les joies de la vie future et la haine du papisme ; on le faisait oppresseur pour lui faire supporter l'oppression. Il ne voyait le pouvoir qu'à travers le prisme brillant de la victoire, et il payait avec joie l'impôt du sang et de ses sueurs dès qu'on le berçait de l'hymne électrique : *Rule Britania*. Le canon vainqueur de Trafalgar couvrait pour lui le canon sauvage de Copenhague, et peu lui importait sa misère, son humilité, dès que le roi d'Angleterre se déclarait arrogamment souverain de la Grande-Bretagne et de la France. On peut le dire : pour le peuple, en Angleterre, la guerre de la Révolution fut un long enivrement, un délire patriotique de vingt-cinq ans. Ne pouvant pas lui donner ce pain que le despotisme romain accordait aux citoyens, les lords lui donnaient l'autre partie du programme. Ils faisaient de l'Europe une arène sanglante, où il se jetait avec fureur, donnant ses épargnes, sa vie, son âme, en battant des mains. Dans cette effroyable convulsion, le prolétaire voyait le pays à sauver, et il éprouvait une

rage patriotique, un besoin d'immolation. L'aristocratie voyait dans tout cela un duel d'influence, un coup de dé, où elle mettait pour enjeu sa prépondérance et sa richesse. De là, cet acharnement implacable avec lequel elle prépara l'heure de sa vengeance : pavant avec son or les routes qui conduisaient au cœur de notre pays, faisant mouvoir comme des automates géants ces armées que renversa cent fois le souffle révolutionnaire et qu'elle releva cent fois, clouant enfin, sur le glorieux pilori de Sainte-Hélène, un homme de génie et un principe.

Mais les principes et les nations ne se tuent pas à peu de frais, et le jour où les alliés demandèrent le règlement de leurs subsides et vinrent toucher le prix de leur sanglant holocauste, le Parlement anglais sut ce qu'il en coûte pour servir les haines et l'intérêt d'une caste. La facture s'éleva, pour les années comprises entre 1793 et 1814, au capital énorme de 623,451,268 liv., lesquelles, ajoutées aux 261,735,059 liv., qui formaient, à la fin de la guerre d'Amérique, la dette de l'Angleterre, firent peser sur les épaules de ce pays une charge totale de 885,186,323 liv. (22 milliards 200 millions de francs). Les dépenses annuelles, qui étaient encore de 19,859,123 liv. en 1792, avaient marché à pas rapides. Elles s'élevaient, en 1814, à l'effrayant total de 106,832,260 liv. (2,670,806,500 fr.) ; et l'Echiquier, qui suivait haletant la marche des colonnes ennemies sur le continent, avait dû verser, entre les mains de ses fidèles alliés, une somme 46,289,459 liv., où l'on ne retrouve pas, sans douleur, 200,000 liv. fournies à Louis XVIII, pour qu'il pût venir nous octroyer sa Charte, et 31,932 liv. st. pour des armes expédiées dans le midi de la France. — Ne semble-t-il pas voir réellement, dans ces hideuses curées, quelque chose d'analogue aux salaires tachés de sang que d'infâmes assassins reçurent en d'autre temps, nous avons presque dit d'autres siècles, pour une œuvre où l'on ne craignit pas de mêler le nom de la patrie? En tous cas ces longues boucheries, que l'on nomme des batailles et que l'héroïsme suffit à peine pour réhabiliter, sont de tristes enseignements à donner aux hommes. Aujourd'hui des rois coalisés crucifient un peuple : demain, des bandes, ivres de carnage, crucifieront tout une caste, comme dans la Gallicie. C'est là l'implacable

logique du crime, et le sang répandu en haut, soit en immolant une nation, soit en poignardant une femme, retombe de cascade en cascade jusque sur l'échafaud où râle le truand.

D'ailleurs, la lutte de principes, d'hommes, d'intérêts, d'influence qui se personnifia en deux grands peuples, la France, l'Angleterre : — l'une divorçant avec le passé, et s'élançant d'un seul bond jusqu'aux limites extrêmes de la démocratie ; l'autre se cramponnant à ce qui fut, et bornant son idéal à une constitution oligarchique ; cette lutte qui finit par entraîner toute l'Europe dans un vertige analogue à celui qui arme souvent les bras des témoins dans les duels d'homme à homme, ne s'accomplissait pas seulement sur les champs de bataille. Elle prenait toutes les formes, tous les théâtres, et variait à l'infini le choix des armes. Les chancelleries n'étaient plus que des conseils de guerre, rêvant des conflits immenses, dont le travail agricole et manufacturier faisait tous les frais. On se haïssait non-seulement sur les champs de bataille, mais encore sur les marchés, dans les arts, dans les sciences, et le suprême effort de chaque pays était d'anéantir la production et la richesse des autres, comme on encloue les canons de l'ennemi. L'Angleterre, la France, la Russie, l'Autriche se jetaient leurs enfants à la tête et se mitraillaient avec de l'or, du coton, des protocoles, des édits, des blocus aussi bien qu'avec des boulets.

Les décrets passionnés de la Convention avaient isolé l'Angleterre sous le point de vue politique et commercial, et en avaient fait une sorte de lazaret, d'où l'on craignait de voir se répandre, avec des flots de marchandises suspectes, des principes entachés d'aristocratie. Il est bien évident même que l'idée de protéger notre industrie avait peu influé sur ces décrets. Le Comité de salut public, dans ses implacables et sombres résolutions, songeait à autre chose qu'à garantir des profits élevés aux marchands de coton, de quincaillerie, de houille : il songeait à renverser l'Anglais, en ôtant à l'industrie de la Grande-Bretagne les moyens de créer ces trésors qui servaient à subventionner la coalition ; et il faut croire qu'il n'aurait pas menacé de confiscation et de mort les détenteurs de marchandises anglaises s'il avait cru travailler simplement à la fortune de quelques manufacturiers mécontents

du traité de 1786. Des considérations de boutique et d'usine n'auraient jamais forcé la main à un gouvernement qui se distingua surtout par l'immolation des intérêts privés. Et si l'Europe a assisté, en 1793, à cet étonnant spectacle de deux peuples qui, déjà, se serraient la main au travers du détroit, qui marchaient par la solidarité des intérêts à une solidarité politique et sociale, et qui, tout à coup, brisant ces liens salutaires, y substituent un antagonisme meurtrier, il faut reconnaître, dans ce revirement, une cause plus forte que des rivalités de tarifs. Nous avons vu, de nos jours, les balances de la diplomatie pencher de tel ou tel côté par le seul poids de quelques votes législatifs, mis au service de quelques manufacturiers puissants; nous avons vu l'union belge rayée sur un geste du comité Mimerel, et le Zoll-verein poussé vers des représailles sévères; nous avons même pu entendre les prétendus organes de l'opinion nationale et du travail national prêcher une croisade douanière contre l'Angleterre, sous couleur de patriotisme; mais ces clameurs, fort écoutées de nos jours, n'auraient pas même effleuré l'épiderme des conventionnels. Quelques mois avant le jour où commença à gronder ce tonnerre, dont les derniers éclats, solennels et sinistres, retentirent en 1815, Pitt promettait au Parlement d'Angleterre une paix féconde avec notre pays; et il ne fallut rien moins que le drame de 93 pour démentir ces salutaires prophéties. Les trônes et les aristocraties se crurent alors obligés de payer avec des millions de têtes la tête d'un roi, d'immoler tout un peuple aux mânes d'un homme; — mais d'esprit prohibitif, il est impossible d'en découvrir la plus petite trace.

Quoi qu'il en soit, il fut décidé que l'on épuiserait tous les moyens de destruction et de ruine. L'Angleterre, fidèle à ses instincts de suprématie navale, et ceinte de l'Océan comme d'une écharpe de commandement, fit, de toutes les mers, son domaine exclusif, et à force d'interprétations machiavéliques et de violences juridiques, s'attribua par le fameux *blocus sur le papier* le droit de fermer et d'ouvrir à volonté les ports du continent.

Or, en frappant ce grand coup, le cabinet de Saint-James se complaisait évidemment dans un monopole immense qui allait faire de ses vaisseaux le véhicule obligé de toutes les marchan-

dises et leur assurer un fret d'autant plus productif qu'il était moins partagé. Dans ce système, le flux et le reflux de la plus grande partie des denrées coloniales devait passer par l'Angleterre et y déposer de fertiles alluvions. L'industrie du pays, aidée par les merveilleuses créations d'Arkwright, de Watt, de Crompton, stimulée par la nécessité de faire face aux colossales dépenses de la guerre, fécondée par des institutions de crédit qui faisaient ruisseler le capital dans toutes les entreprises, devait prendre des développements inouïs et trouver des commanditaires dans l'univers entier. L'agriculture percevrait tranquillement ses rentes à l'abri des corn-laws, et on atteindrait bientôt à ce beau idéal du système mercantile qui consiste à produire tout ce que l'on consomme, à transporter tout ce que l'on crée, à anéantir les ressources des autres peuples, probablement afin de pouvoir commercer plus longtemps avec eux.

Ces illusions étaient faciles et naturelles alors. On n'avait pas encore démontré l'amère mystification qui gît au fond du système des restrictions; on n'avait pas encore fait le décompte des charges qu'il impose; on n'avait pas ouvert encore les yeux sur les jongleries de l'amortissement, — voile trompeur jeté sur l'abîme des déficits et dont on pourrait comparer l'action à celle d'un homme qui pour reprendre des forces enlèverait à ses veines le sang qu'il verserait dans les artères; — on comptait encore sur la docilité des autres nations, car l'Amérique n'avait pas rédigé son petit acte de navigation, habile plagiat de celui de Cromwell; on n'avait pas calculé, dans l'ivresse patriotique où l'on se trouvait plongé, *que* les dépenses *du pays s'élèveraient de* 20 *millions à* 106 *millions sterling*, *tandis que les exportations* au profit desquelles on était censé travailler, grandiraient seulement dans la proportion de 39,730,659 liv. st. en 1801, à 41,716,934 en 1812, et 45,494,219 en 1814; enfin Huskisson n'avait pas encore rompu le charme en disant en pleine Chambre des communes : *Notre brevet d'invention est expiré* [1].

[1] A ce brevet, pour le dire en passant, la Ligue [1] et Robert Peel ont substitué un *brevet de perfectionnement* que nous ne paraissons guère disposés à disputer aux Anglais. A. F.

[1] La Ligue contre les lois céréales et le Système protecteur, dont Fonteyraud a retracé l'histoire. Voyez plus haut. Jph. G.

Du reste Napoléon ne devait pas laisser longtemps debout toutes ces illusions. Il lui tardait d'écraser cette nation de marchands qui lui tenait tête et dont il retrouvait l'or, l'influence dans toutes les grandes combinaisons qui arrêtaient l'essor de sa fortune. Le souvenir de Saint-Jean-d'Acre l'obsédait comme une insulte faite à son génie, et après avoir essayé d'étouffer l'Angleterre dans une étreinte suprême, et sur son vieux territoire saxon, il résolut de la mettre au ban des nations civilisées et de l'emprisonner en lui donnant pour geôle l'Océan tout entier. Par un de ces partages géants, tels que l'antiquité en rêvait pour ses dieux, il laissa le pavillon de la Grande-Bretagne dominer sur les mers, et lui interdit le continent qu'il trouvait encore trop étroit pour le vol de ses aigles. Par les décrets de Berlin et de Milan il éleva entre le commerce anglais et l'Europe un mur de bronze au pied duquel devaient venir se briser tous les efforts, s'entasser toutes les marchandises de notre grande rivale. De sorte que la consommation des denrées coloniales s'arrêtant par la cherté, le commerce anglais, ainsi refoulé, devait s'écrouler tôt ou tard et entraîner dans sa chute ces redoutables coalitions qu'il payait à bureau ouvert.

Le projet était grandiose et nettement indiqué, comme on voit, et rien n'allait être négligé pour accomplir cette œuvre de colère et de représailles. Ainsi, non-seulement on interdisait, sous peine de confiscation, l'introduction des denrées anglaises ou transportées par des Anglais; non-seulement on chassait les produits, mais encore les hommes, mais encore les idées. Tout Anglais, vivant en France ou dans les pays soumis et alliés à la France, devenait un prisonnier de guerre; ses biens, ses marchandises de toute nature étaient considérés comme une prise légale, et passaient, par une honteuse résurrection du droit d'aubaine, aux mains de l'État. On allait même plus loin. Après avoir proscrit le commerce avec les concitoyens de Pitt, on proscrivait jusqu'aux liens du cœur et de l'esprit. Tout contact avec l'ennemi devenait une souillure, et l'on arrêtait dans tous les bureaux de poste les lettres écrites à des Anglais ou venant d'eux. Certes, jamais excommunication ne fut plus dure et plus habilement conçue. Napoléon, par ses deux décrets de 1806 et 1807, traçait autour

de l'Angleterre un cercle étroit et fatal qui devait se resserrer encore à chaque triomphe de nos armes. C'était pour ainsi dire un immense filet dans lequel il emprisonnait un géant jusqu'à soumission définitive.

On sait trop bien à quel point les événements démentirent les vues et la logique de l'Empereur. Toute la force d'un homme ne peut arriver à convertir en crime, en attentat à une nation, ce qui n'est que l'exercice d'un droit naturel; et il devait être fort difficile de faire entendre à un Prussien, à un Autrichien, à un Hollandais et même à un Français, qu'ils trahissaient leur patrie en consommant du sucre, du café, des tissus venus du dehors. Sans doute le continent avait été converti en un seul marché couvrant tous les pays attelés à la politique de la France; sans doute les barrières intérieures, renversées d'un seul trait de plume, compensaient l'immense mur d'enceinte dressé sur les côtes et sur les frontières extrêmes de ce Zoll-verein improvisé; mais ce n'est pas en un jour que se créent des besoins, des intérêts nouveaux, et que s'organisent des industries vivaces. La betterave devait faire attendre longtemps son sucre, la chicorée son prétendu café, et c'est à grands renforts de primes, de gratifications qu'on parviendrait à produire chèrement ce que l'Angleterre créait sur une échelle grandiose et à des prix pour ainsi dire impossibles. Et puis les relations économiques ne font pas ainsi volte-face sur le geste d'un conquérant botté, éperonné et triomphant. Elles se nouent avec lenteur, se dénouent de même, et tous les intérêts engagés dans le commerce extérieur, toutes les industries qui échangeaient leurs produits contre ceux des Indes, des Antilles, de Birmingham et de Manchester, devaient subir des perturbations profondes.

Aussi la révolte contre le système impérial fut-elle permanente et générale. Les gouvernements adhérèrent au blocus, mais tous les peuples s'évertuèrent à y contrevenir sourdement et sûrement. Le commerce extérieur prit un autre nom : il s'appela contrebande, mais continua à alimenter la consommation; et il n'en résulta guère pour l'Europe, en définitive, qu'une immense déperdition de forces, suivie d'une immense déperdition de capitaux. La douane eut beau multiplier les obstacles, les

formalités, et se faire inexorable, par obéissance à un maître inexorable, les contrebandiers, si poétiquement réhabilités par notre Béranger, perfectionnèrent leur industrie et se trouvèrent toujours en avance d'une ruse ou d'un coup d'audace sur les commis. Aux temps antiques, les contrebandiers étaient un symbole vivant de ruse et de courage; et leurs descendants, qui offraient hier encore, à R. Peel, de lui faire parvenir moyennant une prime modeste autant de foulards qu'il en faudrait pour le service du corps entier des douaniers de la Grande-Bretagne, leurs descendants, qui constituent encore en Espagne une classe opulente et fort peu méprisée, n'avaient certes pas dégénéré sous l'Empire. Cent fois leurs chevaux, prohibés à l'entrée, franchirent les *pantières*, emportant ainsi à la fois le délinquant et le corps du délit; cent fois des marchandises anglaises passèrent triomphalement avec l'étiquette prussienne ou belge; et dans un pamphlet remarquable, écrit par un homme qui ébauchait alors sur le papier les réformes qu'il devait obtenir pour son pays après un apostolat de sept années, où éclatent l'intrépidité d'une logique pressante, les ressources d'un chef de parti et le dévouement d'une âme généreuse; dans ce pamphet, disons-nous [1], on apprend qu'un certain marchand, fort connu de Bourienne, dirigeait une maison qui employait cinq cents chevaux à transporter des marchandises anglaises dans l'Esclavonie pour les faire pénétrer ensuite en France, à raison de 700 fr. par quintal. *Le transport, à ce prix, était cinquante fois plus élevé que le fret de Londres à Calcutta!* Ne vit-on pas, d'ailleurs, l'Empereur lui-même faire cause commune avec les Smugglers et défaire en détail son impraticable projet? Imitant la tolérance catholique qui sait adoucir le jeûne pour les constitutions débiles et pour les dévots de choix, il accorda des licences à certains hauts dignitaires, lesquels les revendaient à beaux deniers comptants à des entrepreneurs de fraude. On cite d'illustres personnages qui ont fait à ce honteux trafic de fort belles fortunes; et il est telle de ces licences qu'on acheta au prix exorbitant de *un million*. Le gouvernement anglais ne dédaigna pas de se mêler à cette vilaine besogne de maltôte et de contrebande, et on le vit favoriser ouvertement la création

[1] England, Ireland and America by Richard Cobden.

de titres faux, au moyen desquels les neutres éludèrent la vigilance de nos flottes et introduisirent sous pavillon d'Oldenbourg et d'autres puissances secondaires, d'énormes quantités de marchandises. Or, de tout cela il résulta uniquement que le commerce extérieur de l'Angleterre ne fut pas anéanti, mais que la France et ses alliés payèrent fort cher leurs matières premières et leurs consommations. Quelques chiffres le prouveront surabondamment. De 1801 à 1809, c'est à peine si les exportations de la Grande-Bretagne baissèrent de 37,200,000 liv. st. à 36,300,000 liv. st., ou de 2 *pour cent*. — Tant de bruit, de colères et de sacrifices pour si peu !

Toutefois des événements aussi graves devaient réagir d'une manière désastreuse sur la situation économique de l'Angleterre ; car, en admettant même que la politique de Pitt ait réussi à absorber les nations du continent dans les préoccupations diplomatiques, et à les détourner du travail productif auquel s'était vouée l'Angleterre ; en admettant que le canon ne détruit pas la plus noble, la plus féconde de toutes les valeurs, — l'homme, — et que la richesse de nos voisins ait pu s'accroître par l'effet d'emprunts et de taxes formidables, il est permis de croire que l'industrie s'accommode fort peu, en général, de ces procédés violents qui tantôt lui ouvrent une carrière immense, tantôt la refoulent dans une sphère étroite. Le stimulant que le monopole rigoureux des mers offrit à la production de la Grande-Bretagne eût donc été bien plus vif, bien plus puissant encore en l'absence de tout monopole. Les forces vives que ses flottes balayaient de la surface des mers refluèrent sur le continent, et le résultat le plus net de cette politique, soi-disant habile, fut de créer des rivalités commerciales là où il n'en existait aucune. Au lieu de la sphère étroite qui fermait le marché de chaque pays, il y eut une circonférence immense, passant par Gibraltar, Nantes, Amsterdam, Pétersbourg, Odessa, Naples, et où se fortifièrent les industries de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, — si bien que, lorsque tout cet échafaudage de blocus et de douanes s'écroula, en 1815, il démasqua, aux yeux de l'Angleterre consternée, l'immense façade des manufactures élevées sur le continent.

Il le faut donc dire bien haut, en l'honneur des idées de paix et de fraternité : les guerres de la Révolution et de l'Empire n'ont pas plus profité à la Grande-Bretagne qu'au reste de l'Europe. Le rayonnement des richesses, comme celui des théories politiques, ne s'opère pas avec l'artillerie ; et il faut être singulièrement aveugle pour croire que c'est à coups d'épée qu'on habitue un peuple à consommer tel ou tel ordre de produits. Lorsque Arkwright disait, en face des progrès miraculeux qu'il avait déterminés par la pression d'un simple ressort : *Je payerai à moi seul la dette de l'Angleterre ;* lorsque les filateurs de coton, dans un élan d'orgueil industriel, se vantaient de pouvoir fournir de tissus le système solaire tout entier, — y compris même, nous osons le croire, les ouvriers en haillons de leur propre patrie, — ils ne comptaient certainement pas sur la toute-puissance du sabre pour la vente de leurs produits. Ils comptaient sur des procédés plus parfaits, des capitaux plus vastes, des institutions de crédit plus avancées, des frais de production moins coûteux ; enfin, sur tout ce qui amène le bas prix, et, avec le bas prix, les consommateurs.

Non. Le temps de ces mystifications est passé, et l'Angleterre sait fort bien que la mule-jenny et la vapeur ont plus fait pour sa grandeur que tous les protocoles, et qu'elle se développe *quoique* et non *parce que* les relations économiques du monde éprouvent des bouleversements profonds. Maintenant que la fumée du combat s'est dissipée, elle a fait le bilan exact des bienfaits et des maux qui lui ont été départis en retour de l'anéantissement projeté des doctrines révolutionnaires, et elle sait que les gigantesques ressources de son sol, de ses capitaux, de son travail, ne servirent qu'à asseoir plus solidement l'aristocratie. Elle se rappelle ces alternatives perpétuelles d'abondance et de disette, qui tantôt jetaient les capitaux par millions sur les terres, et tantôt les reportaient sur les manufactures, — faisant ainsi refluer le paupérisme des champs aux manufactures, et des manufactures aux champs. Elle se reporte à ces années sombres où le pain se vendit *jusqu'à 2 fr. 50 cent. les quatre livres*, où les Luddites, tantôt sous le drapeau de la faim, tantôt sous celui de la haine politique, s'agitaient avec fureur, et formaient à l'intérieur l'écho

des combats du dehors; elle calcule ce qu'il lui a fallu payer de tributs écrasants par le renchérissement de toutes les denrées et par la dépréciation de sa circulation monétaire; elle se rappelle qu'à une époque à jamais célèbre le pain blanc fut considéré *comme une denrée aristocratique, et qu'il fallut en limiter par une loi la consommation.* Elle sait tout cela, et, comme elle sera longtemps encore occupée à secouer de ses épaules le fardeau de dettes, de taxes, de paupérisme, qui pèse sur elle depuis ces tristes jours, elle trouve qu'à ce prix l'aristocratie est trop chère.

Que si maintenant on ajoute à ce mouvant et dramatique tableau où la fortune de l'Angleterre s'élève et s'abaisse par le caprice des événements; que si l'on ajoute un remaniement perpétuel des impôts et des finances, des coalitions d'ouvriers qui *damnent* des districts entiers et frappent dans l'ombre, quand ils ne frappent pas au grand jour; que si l'on se représente enfin cette fièvre continuelle et ces convulsions, on comprendra la tâche immense alors réservée à l'économiste.

III.

C'est dans cette période de transformation et de lutte que pensa et écrivit Ricardo.

Les problèmes les plus délicats de la science du crédit et les plus menaçants dilemmes de la vie sociale lui furent posés successivement par une nation haletante, inquiète de l'avenir, et il ne fallut rien moins que ce concours de difficultés pour l'amener à publier ses idées. Jamais homme, en effet, ne fut moins possédé du démon de la dissertation. L'art pour l'art lui était parfaitement antipathique, et il ne parlait que directement interpellé par le fait. De tels écrivains, on le sent, ne peuvent être étudiés sérieusement qu'autant qu'on a esquissé d'une manière complète les événements qui ont ému leur esprit et sur lesquels ils ont réagi à leur tour. On comprend Job ou le Cantique des Cantiques, sans avoir médité les commentaires de la Bible; on comprend Sophocle, Anacréon, Sapho, sans avoir approfondi les événements politiques et sociaux de la Grèce; on comprend

Gluck, Byron, Wordsworth, Hugo, Lamartine, Ingres, sans avoir lu Anquetil, ni même étudié le système représentatif et l'équilibre des pouvoirs ; car ces nobles esprits planent dans des sphères inaccessibles aux coups d'Etat et aux coups de bourse, car ils ont peint, chanté, dit d'une manière éternelle des choses éternelles ; car la nature a toujours les mêmes sourires et les mêmes abîmes pour le peintre, les mêmes voix pour le maëstro, et les mêmes passions pour le poëte. Mais l'homme qui discute, qui dirige, qui réforme, il faut aller le chercher dans la mêlée des événements où s'accomplit sa forte et belle mission. C'est ce que nous venons de faire pour Ricardo, et il nous sera facile maintenant de détacher sa physionomie des physionomies contemporaines.

Si la vie d'un homme ne mérite d'être racontée que lorsqu'elle présente à l'imagination des épisodes saisissants et des coups de théâtre animés par la passion, le génie ou la lutte, il n'est pas de biographie à faire sur Ricardo. A part sa conversion au christianisme et son mariage avec une femme qu'il eut l'audace grande d'aimer malgré les ordres de son père ; à part cette double révolte de sa conscience religieuse et de son cœur, sa vie ne présente rien de romanesque. Vous n'y trouverez aucune de ces aventures piquantes ou dramatiques qui illuminent un portrait ; et si Ricardo touche par quelques points à Law, ce n'est pas à coup sûr par des intrigues musquées, par des duels de raffinés, par les contrastes saisissants d'une opulence qui ruisselle sur des tables de jeu ou dans les coulisses de l'Opéra, et d'un abaissement que relèvent à peine des éclairs de génie et de hardis projets. Mais si l'exemple d'un homme qui débute par la pauvreté et l'obscurité, pour arriver, à force d'intelligence, de labeurs, de méditations sérieuses, à franchir tous les échelons de la société, à diriger l'opinion publique, à parler à son pays du haut d'un husting, et au monde entier du haut de la tribune parlementaire ; si le labeur implacable qui accumule des millions entre les mains d'un simple courtier du Stock-Exchange, et l'arme du vote législatif comme d'un fragment de sceptre ; si tant de persévérance et de talent ne manque ni d'intérêt, ni d'enseignements, la biogra-

phie de Ricardo mérite, à coup sûr, d'être écrite; car ce noble exemple il l'a donné; car il a été humble, et il est devenu influent par la fortune, par la position politique; car enfin, M. Mill, son ami, une des lumières trop tôt éteintes de l'économie politique, a dit de lui : — « Son histoire offre un exemple bien encourageant. Il avait tout à faire, et il remplit sa tâche. Que la jeune âme qui s'élance par le désir au-dessus de la sphère où elle a été placée ne désespère pas, à la spectacle de cette belle carrière, d'atteindre aux rangs les plus élevés dans la science, dans la politique. Ricardo avait à faire sa fortune, à former son esprit, et même à commencer son éducation, sans autre guide que sa sagacité pénétrante, sans autre encouragement que son énergique volonté. Et c'est ainsi que, tout en se créant une immense fortune, il étendit son jugement, et doua sa pensée d'une force qui n'a jamais été dépassée. »

Toute la vie de Ricardo est dans ce noble éloge. Pour la connaître, il faut l'aller chercher dans ses œuvres, toutes écrites sur la brèche, et qui portent l'empreinte de sa logique sévère, de sa justice parfois trop mathématique, de la fière indépendance de son caractère. Aussi glisserons-nous rapidement sur les épisodes de son histoire privée; l'époque de sa naissance, de son mariage, de sa réception à telle ou telle académie, présente un médiocre intérêt, et il faut tout l'éclat de sa renommée et de son talent pour faire saillir ces vulgaires incidents. Mais, comme il faut passer par l'homme pour arriver aux écrits, parlons de l'homme d'abord.

IV.

Le père de Ricardo, juif hollandais, était venu tenter fortune en Angleterre, où sa capacité, son intégrité lui valurent l'estime générale. L'instinct financier qui distingua sa race en tous lieux, en tous temps, depuis les jours fameux du Veau d'or jusqu'à notre siècle de spéculation, cet instinct qui, il est parfaitement inutile de le dire sans doute, n'a exclu ni les grandes pensées ni les beaux dévouements, et nous a même dotés de la science du crédit, ne manqua pas à l'habile Hollandais. Il s'en servit très-fructueusement à la bourse de Londres, alors, comme aujourd'hui,

la plus grande et la plus savante école d'application ouverte aux hommes d'affaires ; et il était tout naturel qu'il songeât à lancer dans cette carrière productive le plus intelligent de ses fils, David Ricardo, lequel était venu tout doucement au monde dans la capitale de la Grande-Bretagne, en l'an de grâce 1772. Comme on le pense bien, l'éducation qu'il fit donner à ce fils ne péchait pas par un excès de connaissances littéraires et philosophiques. Homère et Descartes ne lui paraissaient pas être des guides infaillibles vers la fortune, et, rompant en visière avec la poésie ou la métaphysique, il mit le jeune David, pendant deux ans, dans une école de Hollande, où les plus saines théories du change et l'art du parfait négociant lui furent enseignés.

Cette éducation fit merveille. Dès l'âge de quatorze ans, David Ricardo prit part aux affaires de son père. Il acquit dans ce contact avec la réalité, dans cette lutte avec les hasards de la vie financière et industrielle, un jugement sûr et froid, une sagacité perçante, une aptitude singulière à extraire de détails infinis une solution nette et précise. Sans le savoir, il se préparait ainsi à gravir, de déductions en déductions, la route difficile qui aboutit à ces hauteurs théoriques où il devait retrouver les économistes et Ad. Smith.

Il était impossible d'ailleurs qu'un esprit de cette trempe ne fût pas singulièrement ému des événements qui agitaient l'Angleterre, et qui avaient leur écho fidèle dans les oscillations des fonds publics, des changes, du papier, du numéraire.

Dans les temps ordinaires, on conçoit fort bien que l'action de calculer des primes ou des reports, de négocier des rentes ou de solder des différences, n'entraîne pas nécessairement vers une investigation profonde des phénomènes économiques, et nos agents de change, financiers, spéculateurs, ne se recommandent guère, dans le fait, par des lumières très-vives sur ces problèmes majestueux et difficiles. La plupart sont des praticiens qui tiennent en parfait mépris les théoriciens. Comme tant d'autres, ils voient la lettre, l'esprit leur importe peu, et ils seraient même désolés de savoir pourquoi ils ont raison. Ils s'obstinent à ne pas comprendre que la théorie c'est l'essence des faits, c'est la pratique d'hier, d'aujourd'hui, de demain, ramenée à un type in-

muable ; c'est la force qui concentre des millions d'étincelles éparses pour en faire un flambeau, et qui, d'une poussière d'événements et de choses, fait un monument qui est la science. Offrez à certains individus un paratonnerre : ils craignent la foudre et vous remercieront de votre présent ; cherchez à leur expliquer les lois de l'électricité, et vous devenez un rêveur plus ou moins amusant. La vapeur est une force terrible qu'il est beau de pouvoir diriger. On la dirige en effet, il est des lois pour cela ; mais c'est le chauffeur qui est le héros : l'ingénieur n'est que le théoricien, et c'est tout dire. Pesant des mondes avec la main, comme d'imperceptibles atomes ; traversant avec la pensée l'espace où s'agitent les planètes dans une harmonie divine, Kepler, Leverrier, réclament des astres inconnus encore, et ces astres nous apparaissent, dociles aux lois de l'astronomie : eh bien ! on nous accorde les astres, mais on continue à dédaigner les théoriciens qui les ont découverts. — N'est-il pas temps vraiment qu'on crée la théorie de l'absurde dont la pratique est si généralement répandue ?

Quoi qu'il en soit, la situation de l'Angleterre, à l'époque où Ricardo se trouva mêlé à tous les drames financiers du Stock-Exchange, était de nature à faire réfléchir les esprits les moins philosophiques. On était alors entraîné dans ce tourbillon de victoires, de défaites, de remaniements politiques, de dépréciation monétaire, d'emprunts, que nous avons essayé d'esquisser, et qui voulait des penseurs et des économistes de vingt ans, comme des généraux adolescents. David Ricardo dut se demander si les intérêts les plus graves de la société étaient condamnés fatalement à ces convulsions ruineuses, et si la science n'avait pas, pour les en préserver, des formules salutaires. Le supposer indifférent au travail rénovateur qui se faisait dans toutes les couches de la société, en bas pour monter, en haut pour ne pas descendre, ce serait lui supposer un égoïsme bien profond ou une pauvre intelligence, et la résolution qu'il prit de se séparer du culte de ses pères, après de longues méditations sur les destinées de l'homme et sur son avenir, prouve, au contraire, à quel point son imagination savait se dégager de la froide étreinte des chiffres. Ce coup d'œil ainsi jeté, non-seulement au delà du Stock-

Exchange, mais encore au delà de ce monde, révèle assez les nobles préoccupations de son cœur, et peint d'une manière caractéristique l'ami de Mill, de Malthus et de Say.

D. Ricardo devait bientôt mettre à l'épreuve l'estime dont on entourait, jeune encore, son caractère et sa supériorité incontestable.

Son père ne vit pas sans chagrin l'enfant de ses espérances déserter les portiques sacrés de la Synagogue. Il s'étonna, il s'affligea de voir, dans la pensée de son fils, un ressort et une indépendance qui ne s'arrêtaient pas même devant ce qu'il appelait une apostasie, et ces pénibles impressions glacèrent des effusions de famille où Ricardo ne cessa cependant jamais de se conduire en homme qui ne veut pas mentir à sa conscience, et en fils qui n'oublie ni ses devoirs, ni ses sentiments. Une séparation devint bientôt inévitable, et eut lieu en effet. Ricardo, livré à ses propres ressources et aux impérieuses exigences de la vie, eut foi en lui-même et communiqua sa foi aux autres. Les encouragements, les services délicatement rendus ne lui manquèrent pas dans cette phase critique de la vie. Il mit au service de son avenir sa jeune expérience : il remua par millions des affaires que lui attiraient une activité rare, un talent plus rare encore; et tandis que sa fortune grandissait comme par enchantement, tandis que la main d'une femme chérie, miss Wilkinson, fermait les blessures de son âme éprouvée, il prenait rang dans l'opinion de ses compétiteurs à la Bourse, et se voyait désigné par eux comme une des illustrations futures de la nation [1].

A vingt-cinq ans, Ricardo n'étant plus contenu par les soucis de sa position sociale, se voua aux études scientifiques, qui exer-

[1] Voir une notice sur Ricardo insérée dans l'*Annual Obituary* de 1823 et qu'on croit avoir été écrite par un de ses frères. On peut encore consulter l'article qui sert d'introduction à l'édition de Mac Culloch, ainsi que deux articles remarquables : l'un publié dans la *Penny Cyclopœdia* et attribué à M. Porter, l'autre faisant partie de la belle galerie où lord Brougham a évoqué et ranimé par son talent prestigieux les hommes marquants du règne de Georges III. Je me suis adressé moi-même à la famille de l'illustre écrivain dont j'essaye d'esquisser la physionomie, et j'y ai trouvé une de ces hospitalités anglaises, généreuses et cordiales, qui ouvrent lentement la porte devant l'étranger, mais ne la ferment plus dès que cet étranger s'est assis au foyer. J'ai pieusement fouillé dans les regards de ceux qui ont vécu près de Ricardo, dans leurs gestes, dans leurs souvenirs — ces ar-

çaient depuis longtemps déjà une sorte de fascination sur son esprit. Il paraîtrait même que le mariage, par la sévérité de ses allures, contribua puissamment à le diriger dans cette voie de méditations et de recueillement au bout de laquelle se trouvaient pour lui de si beaux triomphes. « Jusque-là, nous a dit sa sœur, « noble intelligence et noble cœur, l'étude lui avait paru une fa- « tigue, une rebutante occupation; il lui fallait l'agitation des « affaires, le bruit des spéculations; et à part quelques expé- « riences sur l'électricité, dont il me faisait spectatrice avec un « naïf orgueil de physicien amateur, je ne sache aucune recher- « che scientifique qui l'ait intéressé. » Ce qui ne veut pas dire que la sévère analyse des hommes et des choses n'ait de tout temps préoccupé Ricardo; mais ce qui veut dire que ses études se firent sur le vif, sur la réalité, avant de se faire dans les livres, et qu'il lui fallut le calme insoucians de l'opulence pour l'attacher à telle ou telle science.

Quoi qu'il en soit, lancé dans cette voie, il ne s'arrêta plus. Son intelligence, si longtemps contenue, s'adressa à toutes les branches des connaissances humaines, les remua toutes, et s'étendit dans cette forte gymnastique. Ainsi, on le voit retremper sa logique dans les mathématiques et s'initier aux sévères combinaisons de la géométrie. Puis, entraîné par l'étude des faits naturels, on le suit dans son laboratoire, où il compose et décompose les corps, et où il demande aux atomes le secret des grandes métamorphoses du globe. Pendant des journées entières, il se renfermait au milieu de ses riches collections de minéraux et de ses matras; faisant l'honneur de ce qu'il vient d'apprendre avec une joie toute naïve, qui sent fort son apprenti savant, et

chives éphémères — pour y puiser quelques incidents nouveaux; et si j'ai peu emporté de ces incidents, j'ai au moins acquis une révélation plus nette de Ricardo et une sorte de couleur locale qui, pour les portraits, réside dans les épanchements du *Sweet home*. L'auteur des *Principes d'Économie politique* est un de ces hommes qui donnent à penser plutôt qu'ils n'émeuvent : on le juge plutôt qu'on ne le peint, et dans cette noble famille, qui a pour chef un homme d'une valeur aussi considérable que celle de M. Porter, secrétaire du Board *of Trade*, à qui l'on doit un véritable chef-d'œuvre d'économie sociale : *The Progress of the nation*; dans cette famille, dis-je, on se rappelle D. Ricardo, pour son cœur, pour son talent, et non pour les épisodes de sa vie. Je crois que c'est là un éloge pour tous.

A. F.

se délectant surtout dans des expériences sur l'électricité et sur la lumière. Portant, jusque dans ses récréations austères, l'esprit utilitaire que J. Bentham, philanthrope profond et incompris, avait mis à la mode, il démontrait par un essai, hardi alors, la possibilité d'employer le gaz pour l'éclairage des rues et des maisons. Et tandis que les savants se livraient entre eux et avec les marchands d'huile et les routiniers, menacés de voir plus clair, une guerre acharnée d'arguties et de quolibets, il se contentait, pour tout argument, d'installer des becs dans une de ses habitations, — répondant ainsi par la lumière même à ceux qui croyaient à l'impossibilité de l'obtenir. Le matin, il dirigeait les intérêts de son immense clientèle, le soir, il se consacrait à lui-même et à la recherche de quelque théorie nouvelle. Et comme pour prouver par un exemple saisissant que les facultés positives s'allient très-bien aux facultés artistiques, et qu'il n'est pas tout à fait essentiel de ne pas écrire gracieusement pour savoir la géologie ou les quatre règles, il se livrait avec joie à des études littéraires de l'ordre le plus élevé. Nous ne savons s'il a composé des quatrains comme l'auteur de la pluralité des mondes, des opéras comiques, comme l'austère Rousseau, des romans galants, comme le grave Montesquieu, des pages éclatantes de grandeur poétique, comme celles de Goëthe et de Cuvier, — tous deux génies positifs et sévères, à ce qu'il nous semble ; mais nous savons que la lecture de Shakespeare le plongeait dans des ravissements infinis, et nous en concluons qu'il avait une de ces intelligences privilégiées qui comprennent l'art à l'égal de la science, et qui, mariant la terre et les cieux, savent que le compas d'un géomètre peut devenir une lyre ou un pinceau entre les mains de Pythagore et de Léonard de Vinci.

Le moment approchait cependant où, après avoir remué toutes les sciences, il allait concentrer sa pensée sur celle dont l'étude devait remplir et illustrer ses jours. Il était à Bath, en 1799, pour accompagner Mme Ricardo dont la santé s'était altérée, et il s'y était réfugié chez un ami. Là, un jour, accoudé sur une table, et rêvant peut-être à quelque nouvelle expérience de chimie ou de physique, ses yeux s'arrêtèrent sur l'immortel ouvrage de Smith. Ce fut comme un éclair illuminant son esprit et donnant

un but aux vagues aspirations de sa pensée.—Il y aurait quelque naïveté, sans doute, à croire qu'il ait été converti aussi subitement à l'économie politique. Les surprises de l'esprit ne sont pas rapides et spontanées comme celles de l'âme ou de la foi, et Ricardo s'était sans doute posé un grand nombre des questions que la *Richesse des nations* discute et résout avec l'autorité imposante du génie. Mais ses méditations avaient été isolées : une main puissante n'avait pas encore soudé à ses yeux les anneaux divisés de la science sociale pour en extraire toute une théorie, avec ses ramifications infinies et ses formules décisives. Et quand il vit les phénomènes de la circulation monétaire se dérouler avec la majesté d'une doctrine sous la plume de Smith, et s'y adapter à tout un système, il éprouva un de ces étonnements qui révèlent un homme à lui-même. C'est, dans des proportions restreintes, l'histoire du bain d'Archimède, de la pomme de Newton, de la lampe de Torricelli, du piston de Watt, l'histoire, en un mot, de tous les germes intellectuels qu'un éclair féconde.

Désormais Ricardo appartient tout entier à l'économie politique. Il éteint ses fourneaux de chimiste, il délaisse l'électricité, il oublie même cette Société de géologie dont il était un des fondateurs, pour étudier de plus près une science qui semble tenir dans les plis de sa robe le bien-être ou la misère des peuples; une science qui, par les questions de subsistances, d'impôts, de marchandises, plonge dans les entrailles mêmes de la société, et qui s'élève par les questions de salaire, de travail, de paupérisme, jusqu'aux plus sublimes hauteurs de la morale; une science enfin qui, pour nous, se définit ainsi : *La science du travail et de sa rémunération.* — D'ailleurs, pendant que s'effectuait chez Ricardo cette transformation, les événements marchaient avec une rapidité furieuse : et le jour où il fallut les diriger, les contenir, il se trouva prêt.

Ce jour arriva en 1809.

V.

La circulation monétaire de l'Angleterre avait été livrée par l'Acte de restriction de 1797 à l'arbitraire presque absolu des

directeurs de la Banque, alors réduite à un encaisse insignifiant. Le gouvernement, complice de cette déplorable situation, puisqu'il n'avait cessé de puiser à pleines mains dans les caisses de la Banque, se devait à lui-même de la sauver, fût-ce par un coup d'Etat, fût-ce aux dépens des intérêts du pays. Il comprit que le système financier de l'Angleterre reposait en réalité sur cet établissement comme sur les épaules d'un Atlas fatigué, épuisé, et que le jour où le colosse chancellerait, la fortune entière du pays chancellerait en même temps. Il se décida alors pour une mesure vigoureuse et d'une simplicité antique. Il fit banqueroute en effigie, en suspendant indéfiniment le remboursement des billets et en autorisant les banques de province à payer en papier émis par la Banque d'Angleterre. Un trait de plume fit l'affaire, il suffit de donner aux engagements de cette puissante corporation le nom de papier-monnaie au lieu de celui de monnaie de papier.

Mais par cela seul qu'on affranchissait la Banque de la nécessité de payer ses billets, on la poussait fatalement vers les dangers d'une surémission de papier, et, par suite, d'une dépréciation ruineuse. Dès 1802, un écrivain distingué, M. Henri Thornton, signalait, dans la valeur des billets comparée à celle de l'or, une tendance à la baisse, et attirait l'attention des économistes sur un fait que lord King devait mettre hors de doute dans une lettre célèbre, et que M. Horner devait consacrer par l'autorité de son talent, à la fois dans des écrits pleins de sève et de logique, et dans des discours souvent applaudis au sein du Parlement. De 1803 à 1808, l'agio était de 2 % à 3 % contre le papier; en 1809, il s'élevait subitement à 14 3/10 % pour arriver à près de 30 % en 1813. D'où il résulta, comme conséquence inévitable, que le change baissa, et que cette dépression des cours agissant comme un stimulant et une prime pour l'exportation du numéraire, fit sortir des sommes énormes du pays. Car il en est des gouvernements qui interdisent l'émigration de l'or et de l'argent, comme de ce naïf campagnard dont parle Milton, et qui crut retenir des pigeons en élevant une haie autour de sa propriété : — les pigeons volèrent par-dessus, et ainsi font les métaux précieux. Dans de telles circonstances, le prix de

toutes les marchandises devait s'élever, la valeur de toutes les autres fonds fléchir, et l'on ne doit pas s'étonner de la circulaire très-significative que lord King adressa à ceux de ses fermiers dont les baux avaient été contractés avant l'Acte de restriction. Il leur disait *qu'il voulait être payé avec de l'or ou avec une quantité de papier suffisante pour acheter le nombre de guinées stipulées dans les contrats.* Et personne ne s'avisa de contester la parfaite légitimité de cette résolution que M. Huskisson loua même hautement dans un discours prononcé le 11 décembre 1812, sur les monnaies d'or du royaume [1].

Rien ne fait étonner dans de pareils résultats. Le remboursement immédiat des billets de banque est le frein le plus énergique du crédit : dès que vous brisez ce frein, la spéculation s'emporte, se confie à tous les hasards, à toutes les espérances, et ne s'arrête que dans l'abîme. C'est l'éternelle allure de l'esprit humain, suivie de son éternel châtiment; et les capitalistes anglais qui tendent en ce moment les mains vers le gouvernement pour le prier de leur venir en aide et de les délivrer du mal, ne sont que les plagiaires de ceux qui demandèrent jadis à Pitt et obtinrent un prêt de 5,000,000 liv. st. en bons de l'Echiquier. L'aveuglement des hommes est d'ailleurs quelque chose d'affligeant, et, bien qu'il date de loin, on a peine à s'y habituer. Ainsi, il se trouva des écrivains, en grand nombre et des plus habiles, — des plus pratiques, c'est tout dire, — pour prétendre qu'au moment où la valeur de l'or s'élevait à 97 l. 6 d. l'once en 1809, à 105 sch. en 1812 et 110 sch. en 1813, au lieu de 77 sch. 10 d. 1/2, taux de la Monnaie, le papier n'avait subi aucune dépréciation, et pour dénoncer les mauvais patriotes qui donneraient plus ou moins de 21 st. en billets pour une guinée : — ce qui équivalait à déclarer que le tout est plus petit que la partie, que le soleil tourne autour de la terre, et à punir ceux qui auraient l'impertinence d'en douter. La Chambre des communes tout entière, même après les admirables efforts de

[1] Voyez la collection de ses discours, 3 vol. gr. in-8°. Ces discours sont pour la science économique des archives précieuses qu'on doit lire pour peu qu'on tienne à suivre dans sa marche difficile la transformation que subit l'Angleterre depuis cinquante ans. A. F.

MM. Horner, Huskisson, Canning, Thornton, même après l'invincible brochure de Ricardo, même après le lumineux rapport du comité de 1810, vota cette amère mystification, qui devait durer jusqu'en 1819.

Ricardo n'hésita pas à entrer résolument dans la voie que lui avaient tracée MM. Horner, Thornton et le fougueux Cobbett dans ces pages virulentes qu'il lançait du fond de Newgate, comme des éclairs sinistres à l'adresse des ministres [1]. Du premier effort il s'éleva à la hauteur de ces éminents publicistes, il donna même à leurs idées une force nouvelle par la multitude de faits saisissants que lui livrait le Stock-Exchange; et on peut juger de l'éclat de ce premier début, quand on voit M. Th. Tooke, le savant et judicieux auteur de l'*Histoire des prix* [2], confirmer, après une expérience de vingt-cinq ans, les conclusions de Ricardo. La dépréciation des billets parut à notre auteur un fait palpable, et un an après la publication de sa brochure sur le *haut prix des lingots*, la commission de 1810, après une enquête restée célèbre, donnait à cet écrit une sanction respectée, et en reproduisait la substance dans une série de résolutions où nous puiserons celles-ci:

11. La dépression qu'ont subie dans leur valeur les billets de la Banque d'Angleterre et des banques de province a été occasionnée par de trop fortes émissions de papier faites par ces divers établissements. Et cette exagération de papier résulte de l'absence de tout contrôle, depuis la suspension des payements en espèces.

12. Les changes extérieurs ont été depuis longtemps très défavorables à l'Angleterre; et s'il est vrai que les crises commerciales et les sommes énormes dépensées pour la guerre continentale ont agi défavorablement sur nos côtes, il est plus vrai encore que cette dépression est due principalement à la dépréciation survenue dans la valeur de notre circulation comparée avec celle des autres pays.

Nous laisserons la parole maintenant à Mac Culloch, pour exposer, avec la lucidité et la concision ordinaire de sa phrase,

[1] *Paper against Gold or the History and Mistery of the bank of England.*
[2] *History of Prices in England.* 1793-1836, 2 v.

les circonstances qui ont décidé Ricardo à aborder un public qui le terrifiait, et pour tracer l'enchaînement scientifique et chronologique de ses idées : — nous réservant de compléter, d'animer, s'il se peut, ce tableau, par le reflet des événements d'alors.

« Ricardo, en méditant sur les singulières anomalies que présentaient l'état du change et la valeur de la circulation en papier, n'avait pas l'intention de les faire connaître au public. Mais en dépit de ses scrupules fut M. Perry, propriétaire et directeur du *Morning Chronicle*, à qui il montra son manuscrit, obtint de l'insérer, sous forme de lettres, dans son journal. La première lettre parut le 6 septembre 1809. Elle produisit une grande impression et fit naître plusieurs répliques. Ce succès et l'intérêt croissant de la question engagèrent Ricardo à donner à ses idées plus de développement et une forme plus méthodique dans le Traité qui porte ce titre : *Le haut prix des lingots est une preuve de la dépréciation des billets de banque.* — Ce traité parut quelques mois avant la formation d'un comité spécial pour les lingots et contribua certainement beaucoup à faire adopter le plan de cette enquête importante. Ricardo fit voir, dans ce traité, que la surabondance ou l'insuffisance de la circulation sont des termes relatifs, et que tant que le système monétaire d'un pays se compose uniquement de monnaies d'or ou d'argent, ou de papier convertible en ces monnaies, il est impossible que le cours du change s'écarte des cotes étrangères d'une somme plus forte que celle nécessaire pour couvrir les frais d'importation de monnaies étrangères ou de lingots, dans le premier cas, et les frais d'exportation dans le second. Mais lorsqu'un pays émet un papier-monnaie non convertible, comme c'était alors le cas de l'Angleterre, ce papier, il ne peut être exporté dans le cas où il est trop abondant sur la place ; et, par conséquent, toutes les fois que le change avec l'étranger baisse ou que le prix des lingots s'élève au-dessus de son prix en espèces monnayées de la somme nécessaire pour l'exportation des monnaies, c'est une preuve évidente qu'il a été émis trop de papier, et que sa valeur est tombée en raison de l'excès. »

« On a joint aux dernières éditions de ce Traité un Appendice qui renferme des observations ingénieuses sur quelques-uns des

points les plus délicats de la théorie du change, et l'on y trouve en germe l'heureuse idée de faire échanger les billets de banque contre des barres d'or en lingots. »

« A la tête des adversaires qui combattirent les principes et les mesures contenus dans le Traité de Ricardo et dans le Rapport du comité, il faut citer M. Bosanquet. Sa grande expérience commerciale prévenait d'abord en sa faveur, et l'on fut vivement frappé du ton avec lequel il annonçait, dans ses *Observations pratiques* (Practical Observations), que ses propositions, contradictoires à celles du rapport, n'étaient que le résultat de l'épreuve expérimentale qu'il avait fait subir aux théories du comité. Cependant le triomphe de M. Bosanquet et de ses amis ne fut pas de longue durée; Ricardo ne craignit pas d'attaquer, sur son propre terrain et avec ses propres armes, ce formidable antagoniste. C'est en 1811 que parut sa deuxième réplique aux *Observations pratiques*. Dans ce pamphlet, Ricardo passe en revue toutes les preuves alléguées par son adversaire pour établir la prétendue discordance entre l'expérience et les principes énoncés dans son premier ouvrage et dans le rapport du comité; il fait voir que M. Bosanquet était dans l'erreur pour les faits qu'il avait pris pour pierre de touche de la théorie, ou bien que la discordance n'était qu'apparente et n'attestait que l'inhabileté dans l'application du principe. La victoire de Ricardo fut complète, les erreurs de fait et de déduction de M. Bosanquet ne servirent, selon l'expression du docteur Copleston, « qu'à mettre en lumière les talents de l'écrivain sorti des rangs pour venger la vérité. »

VI.

« La publication suivante de Ricardo est de 1815, à l'époque où se discutait le bill relatif à l'importation des blés étrangers. M. Malthus et un membre de l'Université d'Oxford, M. West, venaient, presque en même temps, de développer en deux pamphlets excellents la nature réelle, l'origine et les principes de la rente; — mais ni l'un ni l'autre n'avait aperçu la véritable importance des principes qu'ils avaient établis. Il était réservé à Ricardo, dans son *Essai sur l'influence du bas prix des blés sur les rentes* (Essay on the influence of a low price of corn on the

profits of stock), de montrer l'effet réel, sur les salaires et les profits, de l'augmentation que la marche de la société amène toujours dans le prix du produit brut.

« Ricardo publia, en 1816, ses *Propositions pour une circulation monétaire économique et sûre*, avec des observations sur les profits de la Banque d'Angleterre. Ricardo examine les circonstances qui déterminent la valeur des espèces monnayées, à la fois lorsque la production en est laissée aux individus, et lorsqu'elle est soumise à des restrictions sous un régime de monopole ; il montre que, dans le premier cas, leur valeur, comme celle de toutes les denrées librement produites, dépend uniquement des frais de production, tandis que dans le second cas elle n'est pas affectée par cette circonstance, et ne dépend que du rapport de l'émission à la demande. C'est un principe très-important, car il prouve qu'une valeur intrinsèque n'est pas nécessaire à un cours de monnaies, et que pourvu que l'émission de l'argent de banque légalement autorisée soit restreinte dans des limites suffisantes, sa valeur peut être maintenue au pair avec celle de l'or et même élevée plus haut.

« Or, s'il était possible d'imaginer un système qui maintînt la valeur du papier au niveau de l'or, sans le rendre conversible en monnaie courante, à la volonté du porteur, on éviterait tous les frais qui accompagnent l'argent monnayé. *Pour atteindre ce but, Ricardo propose de faire échanger les billets de banque contre des barres d'or en lingots de poids et de pureté étalonnés.* Cette simple mesure prévenait une trop grande émission de papier, comme on l'aurait fait en le rendant conversible en espèces métalliques, tandis qu'il empêchait de mettre l'or en circulation, les barres d'or n'ayant pas cours. Une monnaie qui présente tous les avantages et toutes les garanties d'une monnaie d'or, sans en comprendre les frais, c'est à coup sûr une invention peu commune, et Ricardo a droit à la reconnaissance publique[1]. »

VII.

La phase la plus importante du talent et de la vie de Ricardo se trouve nettement esquissée dans les pages qui précèdent, et

[1] *Notice sur Ricardo*, traduite par Constancio.

nous aimons à insister sur cette belle série de travaux, parce que là sont pour nous les titres qui le recommandent le plus hautement à l'admiration des économistes. Il est étrange même que l'on se soit assez mépris sur le mérite relatif des œuvres de Ricardo, pour faire reposer sa gloire tout entière sur la *Théorie de la rente*, — celle de toutes ses œuvres qui porte au moindre degré l'empreinte de son originalité puissante. En déterminant les bases du contrat qui lie le propriétaire au fermier et au consommateur, en exposant les lois suivant lesquelles une population s'épanche sur un territoire nouveau, il avait à méditer sur les essais de ses prédécesseurs, à se les assimiler, et peut-être n'a-t-il guère été que l'éditeur responsable de Malthus, de West, d'Anderson. Mais dans les problèmes qui se rattachent à la circulation, il est réellement sur son terrain. On voit qu'il a entre les mains l'arme qu'il a toujours maniée. On sent que les considérations qu'il émet sur le haut prix des lingots, sur la dépréciation des billets de banque, sur l'organisation d'une institution centrale, sont comme l'essence d'une pratique intelligente, et on se laisse entraîner sans défiance vers le but que rêve sa pensée.

Là, point de formules décevantes, point d'utopies naïvement dessinées sur le papier; point d'excursions dans le champ infini de l'hypothèse : partout le fait supportant l'idée, comme le socle supporte la statue. Prétend-on que la dépréciation n'existe pas? Il fait appel aux cours du change, aux exportations de numéraire, au renchérissement des denrées, qui de 1793 à 1803 suit une progression constamment ascendante. S'agit-il de porter la lumière dans l'administration si ombrageuse, si compliquée de la Banque? Il n'hésite pas : il analyse les ressources les plus secrètes de ce gigantesque établissement; il fait voir la progression ascendante de ses bénéfices aux époques les plus calamiteuses; il pèse avec la minutie du lapidaire les avantages que la Banque reçoit du patronage national, les avantages qu'elle lui restitue; il introduit le lecteur au sein des réunions générales de cette association; il en démonte à ses yeux tous les rouages, et il conclut hardiment à la destruction d'un monopole qui s'est perpétué cependant jusqu'à nos jours, recrépi, rajeuni par la forte main de sir Robert Peel. Et lui, si fataliste dans les questions de sa-

laires et d'impôts, il ne s'arrête pas seulement à prouver comme quoi il est urgent de sortir d'une situation qui fait tomber la monnaie de papier à 30 % au-dessous de la valeur de l'or, il rêve un remaniement complet de tout le système et, critique sévère dans ses premiers pamphlets, il devient créateur plein de hardiesse et de raison dans le *Plan pour l'établissement d'une Banque nationale* et dans les *Propositions pour l'emploi d'une circulation économique et sûre.*

C'est ce double caractère de ses écrits qui séduisit tant d'esprits et plaça si haut dans l'opinion publique l'humble courtier de 1801. On suivit la pensée de Ricardo comme on suit une espérance, une promesse. Son dernier mot sur le crédit public fut accueilli avec un enthousiasme qui témoigne de l'autorité qu'avait acquise son talent. On peut même dire qu'il n'a peut-être été donné à aucun écrivain de voir se réaliser autant de ses conceptions, de voir sa pensée s'incruster aussi promptement dans les faits et dans les lois. Ainsi, c'est au lendemain de sa première brochure, que siégea ce célèbre comité de l'an 1810; et c'est en 1819, après une mémorable séance du Parlement, où il fit son *maiden-speech*, qu'on se décida à appliquer ses idées sur le remboursement en lingots des billets de banque : — succès éphémère, mais significatif. Canning, Huskisson se firent les champions opiniâtres de son système; le savant Tooke consacra ses idées par des monceaux de faits, et s'il eût vécu quelques jours de plus, il eût pu voir Robert Peel édifier, sur des plans rétrécis, sa Banque nationale, consacrer la division de la Banque en deux bureaux distincts d'émission et d'escompte, comme il l'avait projeté [1]; enfin, il eût pu assister au triomphe naissant de la liberté du travail sous toutes ses formes, et apprendre combien il faut de grands cœurs, de grands talents et d'années pour ouvrir à demi les yeux des nations.

Au fond, que veut Ricardo dans ses belles analyses des changes, du crédit, et dans ce qu'on pourrait appeler son utopie d'une Banque nationale, centralisant toutes les émissions, se ramifiant sur tous les points du territoire et économisant à l'Angleterre, d'après lui, une somme annuelle de 750,000 l. st. (20,000,000 fr.)?

[1] *Plan d'une Banque nationale.*

Il avise à donner à la circulation des bases solides, tout en lui laissant la souplesse, l'élasticité que réclament les circonstances. Il n'impose pas à la réserve métallique des proportions légales et inflexibles. Il ne dit pas au crédit *Tu n'iras pas plus loin*; il n'immobilise pas des capitaux énormes dans la prévision d'une crise financière. Il fait plus : il rend ces capitaux inutiles en entourant d'une confiance illimitée le papier émis par la Banque. Ainsi le billet de banque n'était, en définitive, qu'une promesse de remettre une certaine quantité d'or, d'une certaine pureté, la promesse se trouvait satisfaite, dans son système, du moment où le porteur recevait en lingots une valeur intrinsèque égale à celle stipulée sur le *bank-note*. De cette manière les Banques se présentaient dignement à la nation. Elles n'étaient plus obligées de recourir à des expédients de bas étage et à payer avec du billon pour que la réserve, s'écoulant goutte à goutte, donnât aux recettes le temps de s'effectuer; elles ne devaient plus se prêter mutuellement leurs fonds sociaux comme des fils de famille aux abois, qui se prêtent leur signature; enfin elles ne devaient plus, surtout, recourir à ces suspensions violentes qui ôtent au crédit son point d'appui, et le lancent, sans frein, dans l'immense et brillante carrière des émissions exagérées. Voilà quel était le plan de Ricardo; et il est permis de croire qu'il ne présente rien d'incompatible avec la pratique, puisqu'il fut adopté en 1819, à l'époque où, par l'acte célèbre connu sous le nom de *Peel's Act*, on secoua l'inertie des directeurs de la Banque d'Angleterre et on leur intima l'ordre de reprendre les payements interrompus depuis 1797. On sait qu'à partir de février 1820 jusqu'au mois d'octobre de la même année, les porteurs de *bank-notes* furent autorisés à en exiger le remboursement en lingots d'or, au taux de 4 liv. st. l'once; en mai 1821, l'or ne devait plus valoir que 3 liv. 19 sch. 6 d., pour descendre, de mai 1821 à mai 1823, au taux légal de 3 liv. 17 sch. 10 1/2 d. C'est à partir seulement de mai 1821 que le payement en numéraire devait définitivement recommencer. Les directeurs, comme pour se hâter de sortir d'un provisoire dont Ricardo, leur inflexible mais juste adversaire, aurait voulu faire l'état normal de la circulation, devancèrent l'époque indiquée par l'acte de 1819, et firent voir, par la

reprise des remboursements en 1821, qu'il ne s'agissait que d'un coup d'éperon donné par le Parlement pour faire sourdre ce numéraire qu'on disait introuvable. Ah ! si l'on avait le courage de donner chez nous quelques coups d'éperon du même genre, il se pourrait que la réforme postale ne fût plus à l'état de projet, que les chemins de fer ne figurassent plus seulement sur des cartes d'échantillon, et que les industriels, qui sont la gloire de la France, fissent quelques efforts pour ne plus faire aussi piteusement la contrebande.

VIII

Mais si nous approuvons les vues de Ricardo relativement à la substitution des lingots à l'or, nous n'allons pas jusqu'à admettre cependant qu'il ait donné de la question du crédit une solution complète. Nous voulons avec lui une circulation forte et sûre, assise sur un trône d'or et d'argent, et non sur un trône de papier et de nuages ; mais nous voulons que cette fermeté s'allie à la souplesse, et que le ressort des Banques se tende et se détende avec une égale facilité. Nous voulons que la monnaie ne soit pas quelque chose d'hypothétique et d'idéal comme ces roulades et ces points d'orgue dont se contentait le dilettante fantastique du *Bouffe et du Tailleur* ; nous sommes fiers de la communauté d'idées qui nous rattache, sous ce rapport, à des publicistes aussi éminents, aussi profondément versés que MM. Faucher, Michel Chevalier, J. Wilson, dans les analyses si vraies qui constituent la science du crédit ; nous devons même hésiter à rejeter des doctrines que tant de talent protége et que la main puissante de Robert Peel a inscrites dans les lois anglaises ; mais il nous semble qu'il n'est pas de compromis à faire avec la vérité, et que ces doctrines, dont le bill de 1844 a été le prélude fort caractéristique, peuvent bien être discutées, puisque le pays le plus avancé en matière économique, l'Angleterre, les déclare impuissantes et même dangereuses.

Le problème a donc glissé, selon nous, des mains de Ricardo sans avoir été résolu, et cela pour deux raisons fort distinctes. La première, c'est qu'il n'a pas remonté, dans ses savantes ana-

lyses, aux sources mêmes de la circulation ; — la seconde, c'est que pour n'avoir pas reconnu la puissance de régularisation, de contrôle que le crédit exerce sur lui-même, il a été entraîné à demander aide et assistance à l'État, et à chercher dans des règlement illusoires l'équilibre qui découlerait naturellement d'un régime de liberté. Ces deux raisons, par la décision logique de son esprit, devaient pénétrer naturellement dans ses projets et y devenir deux erreurs. Voici comment.

Le crédit, c'est la commandite en grand du travail, c'est le capital d'hier, d'aujourd'hui, confié à l'homme qui doit le féconder pour en faire le capital de demain ; c'est le prêt fait aux générations actives et jeunes par les générations qui ont terminé leur œuvre ; c'est le passé qui s'accouple avec l'avenir pour accroître les richesses sociales. Le capital se trouve donc ainsi constamment en avances avec le travail ; et comme le commerce, l'industrie, toutes ces choses qui font entrer l'avenir dans leurs calculs, sont choses aléatoires, cette commandite dont nous parlons, sous quelque forme qu'elle se présente, reste soumise aux hasards et aux oscillations des événements. Les famines, les crises commerciales, les sinistres de tous genres sont les redoutables inconnues qui attendent l'homme. Et dans ces faillites de l'avenir au présent et au passé, lorsque le travailleur perd le prix de ses sueurs et de son temps, le capitaliste perd l'intérêt de son capital et ce capital lui-même, comme pourraient le certifier les actionnaires, — ces Curtius fatalement dévoués à combler tous les gouffres financiers.

Le négociant qui confie des marchandises à un homme qu'il croit intelligent, le rentier qui confie des fonds à un gouvernement qu'il croit stable et honnête, le millionnaire qui ouvre un crédit à des directeurs de chemins de fer ou de canaux, s'exposent à des pertes, et ils stipulent même certaines conditions destinées à compenser ces chances fâcheuses. Les banques ne font pas autre chose. Elles n'avancent point des marchandises, mais du papier qui représente l'or de ses actionnaires ; et cet or lui-même est une marchandise, purement et simplement, dont le prix s'élève ou s'abaisse suivant que les mines sont plus ou moins fécondes, les denrées plus ou moins abondantes, le luxe plus ou

moins exigeant. Si l'on veut même aller au fond des choses, on verra que le capital social des banques se compose des fonds versés par les actionnaires et des marchandises ou valeurs possédées par les individus qui présentent leurs billets à l'escompte. Les banques ne sont ainsi que des intermédiaires actifs et intelligents qui s'interposent entre ceux qui n'ont pas, et qui permettent à des négociants de disposer à l'instant même des fonds qu'ils n'auraient pu recueillir que plus tard.

Par la toute-puissance du crédit, elles mûrissent en un jour des germes qui n'eussent été mûrs que longtemps après; elles avancent d'une saison les moissons de l'industrie, et, centres vivifiants, elles attirent tous les capitaux, *monnayés* ou *non*, pour les faire rayonner de toutes parts, comme le cœur concentre et répartit ensuite le sang dans notre organisme. D'où résultent trois conséquences importantes : — 1° la nécessité pour les institutions de crédit de réaliser sérieusement leur fonds social et de n'imiter en rien la Banque d'Angleterre, dont le capital s'est englouti dans les caisses de l'Échiquier, ni les Banques d'Amérique qui, pour la plupart, n'ont eu de fonds que sur leurs prospectus; 2° la nécessité de n'escompter qu'un papier éprouvé, fortement garanti, puisque ce papier forme indirectement partie du capital social; 3° la nécessité de ne pas faire intervenir l'État dans des questions où son influence *a toujours été* fâcheuse et doit être tout au moins inutile, puisqu'il n'est pas de monarchie, constitutionnelle ou non, de roi guérissant les écrouelles ou le haut mal, qui puissent faire qu'une famine n'entraîne d'horribles catastrophes, que ces catastrophes n'entraînent la faillite d'un grand nombre de maisons et ne réagissent sur le fonds social des banques, — cette garantie suprême et trop oubliée des billets.

Pour bon nombre d'esprits, et des plus élevés, comme nous l'avons déjà dit, la constitution sévère et complète du fonds social ne suffit pas, non plus que la solidité manifeste du papier escompté. Il faut encore qu'on détermine par arrêté législatif la proportion de la réserve en espèces, qu'on organise un crédit de l'Etat, comme on a voulu organiser une religion de l'Etat, des chemins de fer de l'Etat, une instruction de l'Etat, et même des

fabriques de calicots et de bonnets de coton, de l'État, portant le nom d'ateliers nationaux. Ainsi on a voulu faire du droit de créer le papier un droit régalien comme celui de battre monnaie; on s'est fortement ému de voir que les billets ne portent pas tous la même effigie; et, redoutant l'imprévoyance des directeurs de banque, on a voulu leur substituer le ministre des finances, qui, on le sait, est toujours un être infaillible. Eh bien! nous déclarons ces craintes frivoles et ces illusions sur les gouvernements on ne peut plus dangereuses. On aura beau entasser faillites sur faillites, additionner le passif des Banques américaines avec le passif des Banques d'Écosse, d'Angleterre, d'Irlande et de Hollande, on n'arrivera jamais à la centième partie des désastres que l'omni-sapience des trésoriers nationaux a accumulés sur les peuples, en tous temps, en tous lieux. La banque fantastique de Law, qui traversa comme un météore enflammé le système financier de la France, n'était pas à coup sûr une banque privée; les billets de la Banque d'Autriche, les roubles-papier de Saint-Pétersbourg, les milreas du Brésil, les dollars de Buenos-Ayres qui, de chute en chute, tombèrent de 4 *sch.* 6 *d.* à 7 *d.*, tout ce papier-monnaie, avili, conspué, ne sortait pas, que nous sachions, d'une banque par actions, et il se pourrait que les assignats de la Révolution ne fussent pas l'idéal d'une *circulation économique et sûre*, pour nous servir des termes de Ricardo. Jusqu'à ce qu'il nous ait été bien démontré que les gouvernements réunissent à la science profonde des affaires, à l'ubiquité nécessaire pour suivre les incidents multiples des changes, des marchés, des contrats, une économie à toute épreuve, une indicible horreur pour tout ce qui ressemble à des embellissements coûteux, à des conquêtes ruineuses, à des faveurs octroyées aux amés et féaux; jusqu'à ce qu'il nous ait été bien démontré qu'ils n'ont jamais compromis l'avenir par des dilapidations, jamais usé des moyens les plus violents, parfois les plus infâmes, pour solder des guerres iniques; enfin qu'ils joignent à toutes les qualités, d'autres qualités encore, nous persisterons à ne pas leur confier un monopole aussi dangereux que celui du crédit. Jamais peut-être on n'aurait armé le pouvoir d'une arme plus terrible et plus séduisante; et il semble, à voir tant de confiance, que les

mots de vénalité, de gratifications, de corruption, soient des entités que notre monde n'a jamais réalisées.

Et qu'on ne parle pas de limites imposées par la volonté, l'influence législative; nous savons ce que pèsent ces choses devant un caprice de conquérant ou une colère d'homme d'Etat. Déjà les budgets, avec leurs cadres sévères, ont pris l'élasticité des vieux acquits au comptant, et par des crédits supplémentaires, des ordonnances faites à propos, l'on est parvenu à créer, sous les apparences les plus légales, un budget de fantaisie, une sorte d'en-cas ministériel servant aux menus plaisirs des ministres. Que serait-ce de jour où les gouvernements pourraient fabriquer les billets de Banque à la continue! Les émissions prendraient un développement exorbitant, elles pleuvraient à titres divers, et l'on ne redouterait plus de franchir toutes les bornes, car l'actionnaire véritable d'une banque nationale serait le pays tout entier, — et le pays est toujours assez riche pour payer ses billets.

Tout cela n'est pas du sentiment, à coup sûr. Les centimes additionnels ne sont pas un mythe, les filles et petites-filles de Louvois ont un extrait de naissance parfaitement authentique, les sommes retirées cent fois par l'Echiquier à la Banque d'Angleterre n'ont rien de fabuleux que nous sachions, et les millions de nos fortifications existent, ou plutôt ont existé ailleurs que dans notre imagination. Les orgies financières les plus déplorables de l'Amérique n'ont rien qui se puisse comparer à ces dilapidations officielles, et au moins ont-elles laissé derrière elles, après de déchirantes convulsions, des monuments grandioses et d'immenses richesses. De tous les milliards dépensés par Pitt, par Napoléon, par la Russie, que reste-t-il? des lauriers tachés de sang, des hommes en lambeaux, veillant sur des drapeaux troués, — un peu de gloire et de lourdes dettes!

Nous serons donc toujours fort peu empressés à confier à des fonctionnaires publics, quels qu'ils soient, la mission de pourvoir à la circulation monétaire du pays, d'autant plus que le crédit privé nous semble de nature à présenter des garanties plus que suffisantes.

A moins d'admettre, en effet, que les actionnaires et les direc-

teurs de banques soient doués d'aliénation mentale ou d'un désir violent de perdre leur fortune, il faut bien reconnaître qu'ils introduiront dans leurs opérations une prudence éclairée et sage. Dès le moment où il sera parfaitement établi que le fonds social sert de garantie réelle aux émissions, on peut être sûr que ces émissions se feront avec mesure, et que la réserve en numéraire suffira pour conserver aux billets de banque leur valeur primitive. Dans les plus grands entraînements de la spéculation, il y a un fonds sérieux, positif, réfléchi, et quand une association, un homme se jettent tête baissée dans les périls d'une entreprise, il est à croire qu'ils n'ont pas immensément à risquer. Si les banques américaines ont répandu à profusion leur papier, c'est que ce papier ne reposait sur aucune base solide, accessible à des créanciers; c'est qu'elles se réunissaient entre elles pour constituer un fonds social, — lequel fonds social elles se prêtaient au besoin, comme cette dent fameuse et unique que se repassaient les Gorgones. On savait vaguement alors qu'on vivait sur un malentendu; mais on trouvait agréable un malentendu qui donnait du travail à des populations entières, et on laissa le charme se rompre de lui-même. Que si ces prétendues banques avaient eu pour les étayer une réunion d'actionnaires opulents, elles n'auraient pas risqué leur capital contre des signatures chimériques, et elles auraient sévèrement constitué leur comité d'escompte. Dans de telles conditions, lorsque vient la crise, toute banque attend le choc, protégée par un double bouclier; — son numéraire, ses échéances; — et quant au porteur, avant que le désastre l'atteigne, il faut que le papier escompté ait presque complétement péri dans la tourmente, par la faillite des souscripteurs, et il faut, de plus, que tout le capital de la banque ait été épuisé en remboursements. Des secousses assez terribles pour ébranler les plus fortes situations commerciales et pour mettre en danger les sommes versées par les actionnaires ne renverseraient-elles pas les frêles barrières qu'on leur opposerait sous forme de bills et de règlements?

Et d'ailleurs, où s'arrêtera votre intervention législative?

Les billets de banque sont-ils donc les seules promesses qui circulent dans la société et qui laissent planer le vague de l'ave-

sur les affaires? Les lettres de change, mandats, billets à ordre, engagements de toute nature, ne forment-ils pas un total immense dans lequel les quelques centaines de millions que versent les banques disparaissent comme disparaît le ruisseau dans le lit d'un fleuve? Ces engagements ne se transmettent-ils pas de main en main, n'établissent-ils pas entre tous les membres d'une société une solidarité intime, ne font-ils pas enfin de la richesse collective une immense hypothèse, tantôt brillante et tantôt sombre? Et croit-on que lorsque des effets de dix, de vingt, de quarante francs ne sont pas payés à l'échéance, l'ouvrier, le petit marchand qui les ont reçus ne sont pas plus rudement atteints que lorsqu'une banque cesse de payer ses billets? Lorsque ces institutions géantes ferment leurs caisses et tarissent les sources qu'elles versaient abondamment, il en résulte sans doute de douloureuses perturbations dans le crédit; mais les esprits se rassurent, car le capital social répond des non-valeurs, comme l'a démontré, tout dernièrement encore, l'exemple des Banques de Liverpool et de Newcastle. Le mal est plus concentré, plus visible; mais il n'est pas aussi profond, aussi invétéré que celui auquel une banque expose un pays lorsqu'elle resserre ses émissions, et qu'elle produit, par ses oscillations journalières, ce qu'on pourrait appeler les affolements de l'escompte. Nous n'en voulons pour preuve irrécusable que la situation de l'Angleterre depuis un an. Les faillites ont frappé à coups redoublés sur les plus puissantes maisons; les ateliers se sont fermés de toutes parts, les marchés sont restés encombrés de marchandises, les chemins de fer inachevés, et cependant la Banque d'Angleterre est restée inébranlable, inflexible. Elle a vu la tempête gronder à ses pieds, et, des hauteurs de son monopole elle a distribué à ses actionnaires un dividende de 9 %. Est-ce donc là le dernier mot de la science économique de lord Liverpool, de Robert Peel, de Ricardo, de MM. L. Faucher, d'Eichthal, Michel Chevalier, et les services qu'une banque nationale doit rendre se borneraient-ils donc à augmenter à propos le taux de l'escompte, à marchander chèrement un secours, à devenir d'autant plus timide et plus sévère que les circonstances exigeraient plus de concessions et plus de hardiesse?

Dirons-nous cependant que la Banque d'Angleterre, par exemple, doive laisser tomber sa réserve au chiffre de 1,086,000 sch. comme en 1797, et se fier encore aux hasards de ces fameux billets de 1 sch. trouvés providentiellement dans une vieille botte? Non; mais nous dirons qu'elle doit céder un peu au torrent et non le refouler en vue de son salut unique; mais nous disons qu'elle doit savoir oser un peu et prendre, s'il le faut, un peu du péril. Quoi qu'elle fasse, elle ne peut s'isoler du commerce : son portefeuille regorge de valeurs signées par des commerçants, des banquiers, des industriels, et, en refusant de soutenir aujourd'hui ces débiteurs chancelants, elle les conduit à une insolvabilité flagrante. C'est une assez triste tactique, comme on voit, et la Banque ressemble trop, dans son égoïsme inintelligent, à un créancier qui n'aurait d'espoir que dans le travail de son débiteur mourant, et qui refuserait cependant de lui faire crédit des médicaments qui le doivent guérir. MM. Huskisson, Harman et Baring (aujourd'hui lord Ashburton), pensèrent et agirent autrement en 1825. Réduits à un encaisse insignifiant et menacés de le voir s'épuiser au sein d'une crise redoutable, ils tentèrent une expérience hardie et qu'on pourrait appeler homœopathique. Ils corrigèrent, par une émission abondante, des émissions qu'on croyait exagérées : du 3 décembre au 31 décembre 1825 ils accrurent de 200,000,000 fr. la masse des billets en circulation, et le commerce, rassuré par ce coup d'audace, reprit son aplomb en quelques mois[1].

Sans doute, il arrivera que des spéculateurs audacieux arracheront auprès de certaines banques imprudentes et avides le crédit nécessaire pour organiser des opérations effrénées et se faire escompter, avec du papier hypothétique, un avenir plus ou

[1] D'ailleurs, que fait la Banque aux époques où le payement des rentes publiques soustrait à la circulation d'énormes masses de numéraire? Elle élargit, comme l'a fort bien remarqué Ricardo, le cadre de ses escomptes pour combler le vide qui s'est formé dans la circulation et pour maintenir l'équilibre du système monétaire; en un mot, elle fait accidentellement ce que nous voudrions qu'elle fît toujours, et ce qu'elle ferait effectivement si elle avait à lutter contre des consommateurs habiles et alertes. Ne peut-on pas considérer, en effet, les remises continuelles, comme des échéances solennelles, qu'entraînent les disettes, les faillites, les guerres, et qu'on ne traverse qu'à condition d'accroître les ressources du commerce et de l'industrie? A. F.

pathétique ensemble. Nous voulons même que le vertige saisisse quelques directeurs, comme il a saisi tant de niais et de roués dans l'affaire des mines du Mexique, des chemins de fer, des fonds publics; mais cette aberration, inséparable du début de toute doctrine, disparaît dès que les esprits ont appris à pénétrer les ressources, les mystères des diverses industries. Et les banques nous paraissent même être au premier rang des entreprises sur lesquelles l'opinion publique peut exercer un contrôle efficace. Rien de plus mobile, de plus sensible que le baromètre des affaires, toujours prêt à monter ou à descendre du vingt degrés au moindre zéphir, et il n'est pas douteux que des moindres excès dans l'émission n'éveillent la méfiance et ne forcent les bureaux d'escompte à une grande prudence. La monnaie est une marchandise de consommation perpétuelle; l'intérêt du capitaliste, à cet égard, l'office de contrôleur et de vérificateur. Mais pour que ce contrôle soit sérieux, pour que les porteurs de billets soient à même d'apprécier exactement la solvabilité des banques, il faut que ces établissements se rapprochent d'eux par la dispersion dans les plus petites localités. Dans l'état actuel de ce qu'on veut bien appeler le crédit, les banques comptent un certain nombre de monopoles dominés par un monopole central et suprême qui est la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Banque d'Autriche et tant d'autres. Sans insister sur la tendance constante de ces privilèges commerciaux à passer entre les mains de l'Etat, à ne former qu'une seconde édition du Trésor public, il est permis de croire que leurs opérations sont trop immenses, trop compliquées pour que la masse de la population puisse suivre les péripéties de la circulation avec quelque justesse; de sorte que, malgré les bulletins hebdomadaires, la plupart des porteurs de bank-notes les prennent sur parole. A quoi leur servirait même de les refuser? La loi est là pour colorer l'arbitraire, pour obliger le pays à recevoir, comme monnaie légale, des titres avilis; et souvent même le préjugé prévaut sur la loi pour donner au papier *non convertible une prime sur l'or*, — ce qui s'est vu de tout temps.

Mais si autour des vastes administrations nécessaires pour alimenter la circulation des métropoles industrielles et commerciales,

on crée librement une série d'établissements qui constitueront, dans les plus humbles districts, un fonds de commandite pour le travail, le contrôle que nous demandons et *sans lequel il n'est pas de crédit possible*, s'exercera facilement et efficacement. Les banques, agissant dans une sphère plus restreinte, jugeront mieux, seront mieux jugées, et auront, comme les Banques d'Ecosse, le bilan moral et économique du pays où circulent leurs billets. Ayant à s'épancher sur un espace plus resserré, les émissions seront mieux réglées, et les classes laborieuses, pour lesquelles on redoute surtout les convulsions financières, sauront quel papier accepter et quel refuser. Une opinion publique se formera ainsi pour les banques comme pour tant d'autres institutions; et, en vérité, il faudrait être bien récalcitrant, bien oublieux des merveilles enfantées par la libre concurrence dans toutes les directions, pour se méfier d'un système financier ainsi organisé.

Notre utopie à nous, en matière de banques, serait de voir la circulation monétaire d'un pays, fortement étayée par les métaux précieux et par l'intelligente sécurité des escomptes, s'alimenter à quelques sources puissantes et se répandre de toutes parts comme un fleuve chargé d'or qui, s'écoulant de larges réservoirs, retomberait de cascade en cascade jusque dans les plus petites localités. Et pour que l'on ne pût craindre de voir ce beau fleuve s'altérer ou déborder, nous assoirions sur ses bords un contrôle public, nous instituerions une responsabilité réelle pour ceux qui en règlent le cours, nous confondrions ainsi, à force de publicité et de liberté, l'intérêt des banques avec celui des populations; en un mot, nous substituerions une sorte de démocratie du crédit au monopole plus qu'oligarchique qui règne et gouverne par le Stock-Exchange, par toutes les bourses du continent et par les pachaliks financiers de nos modernes traitants. — Le crédit serait alors une puissance tempérée par le remboursement en espèces et par la responsabilité des actionnaires.

IX.

C'est pour avoir voulu faire de l'émission du papier une œuvre presque surhumaine que l'on a fait surgir les rêveries étranges

de MM. Muntz, Spooner, Salt, tous meneurs de l'Anti-gold-law-league et de l'école de Birmingham. L'Anti-gold-law-league (ligue contre les monnaies d'or) est la mise en scène, l'action dont l'école de Birmingham est la théorie. Elle a pour principe que la monnaie métallique est une monnaie des plus dispendieuses, — ce qui est vrai; qu'elle ne vaut que comme signe des valeurs, — ce qui est faux; et qu'il est grand temps d'adopter comme agent unique de la circulation, un papier que l'Etat émettrait dans des proportions diverses, sans avoir égard aux besoins du commerce, — ce qui est tout simplement absurde et dangereux. Il y a plus, ce papier serait inconversible, vu que, suivant ces séduisantes idées, la monnaie *est chose purement conventionnelle* (*sic*). De sorte que la science monétaire serait une sorte d'alchimie, extrayant de quelques monceaux de papier des monceaux de richesses. Le fanatisme est même allé si loin dans cette voie, qu'un adversaire de la conversibilité des billets en espèces donnait, il y a quelques années, de la monnaie métallique cette incomparable définition : — Le numéraire n'est qu'une monnaie de papier sagement conduite et renfermant UNE CERTAINE PROPORTION DE MÉTAL. Cette CERTAINE PROPORTION DE MÉTAL n'est-elle pas ravissante, et n'indique-t-elle pas vers quels étranges excès serait entraînée une société qui construirait, pour ainsi dire, en papier peint l'édifice de sa circulation? Rien d'aussi extravagant n'avait été dit depuis le jour où l'on apprit dans la science ethnologique que les nègres sont une colonie de Tartares qui, dans leur émigration en Afrique, ont *un peu changé*.

Ni Ricardo, ni MM. Faucher, Chevalier, d'Audiffret n'arrivent à des systèmes aussi fantastiques. Ils savent fort bien quelles fonctions accomplit la monnaie; en investissant l'Etat du rôle de régulateur de la monnaie; en lui accordant ce privilége *impossible* de resserrer et relâcher à volonté l'écrou des escomptes, de mesurer la dose du numéraire qu'il faut aux échanges, ils ont rêvé une organisation qui est devenue un véritable délire dans des imaginations moins fortes et moins élevées. Pour nous, voici comment se résume cette vivante question : — La conversion des billets en espèces, ou en lingots, suivant l'habile expédient de Ricardo, est une condition essentielle; car le papier c'est l'om-

bre, l'or et l'argent sont la substance de la circulation. La base de tout le système des banques, c'est la solidité du papier qu'elles escomptent; la garantie de leurs engagements, c'est la réalisation du fonds social; c'est un contact plus fréquent, plus intime avec les porteurs de billets. Ces bases assurées, le crédit d'un pays reste debout, au milieu des plus fortes secousses; mais si l'une d'elles manque, le crédit n'a plus qu'un avenir problématique et ne repose plus que sur un coup de dé.

Une gracieuse légende éclose dans ces siècles où la poésie était toute la science, les fabliaux toute la philosophie, une légende, donc, nous apprend qu'un saint réfugié dans une pauvre chaumière de Bretagne ôta son manteau mouillé par l'orage, et ne trouvant pas de patère, le suspendit à un rayon de soleil. La circulation du papier, telle que la voudraient de prétendus économistes du jour, représente exactement ce rayon de soleil, et nous croyons que c'est un bien frêle appui pour lui confier la richesse de toute une génération. La liberté seule a des bases assez larges pour résister aux secousses, et si Ricardo eût vécu de nos jours, s'il eût pu voir son pays arracher à la main crispée de l'aristocratie la réforme électorale et la réforme économique, il n'eût pas hésité à chercher, comme nous, dans la liberté, la solution vraie du crédit. Nous n'en voulons pour preuve que ses vues profondes sur les impôts, sur le haut prix des lingots, et, avant tout, ce chef-d'œuvre de dialectique dans lequel il a révélé les misères de l'amortissement, — cette caisse à double fond avec laquelle les financiers ont jonglé si longtemps et si habilement.

X.

Cependant les années s'écoulaient rapides et fécondes pour Ricardo. Les revirements du commerce et de la politique; la nouvelle situation que la paix avait faite à l'industrie anglaise; la prédominance du travail mécanique sur le travail manuel; les populations, sollicitées par une prospérité industrielle que le moindre souffle pouvait renverser, et s'entassant dans les ruches bourdonnantes du Lancashire et du Yorkshire; le budget grossi de tout un arriéré de conquêtes, de colonisations, de violences

et d'emprunts ; tout cet ensemble de faits, éclatants et sombres tour à tour, l'avait entraîné bien au delà des questions de bourse et de crédit. On peut croire qu'au spectacle du gaspillage de richesses, de sang et d'intelligence causé, par la guerre, au profit d'une caste, son enthousiasme grandit pour le travail, pour la paix, dont l'inépuisable fécondité suffisait à réparer tant de sacrifices. Et c'est ainsi que l'idée dominante de ses *Principes*, la suprématie donnée au travail humain, se révèle déjà dans le remarquable Essai, qu'il fit paraître en 1815, sur les profits du capital et la baisse des prix du blé.

Pour Ricardo, la seule richesse qui sollicite les méditations de l'économiste est la richesse créée par le labeur de l'homme, celle que J.-B. Say a classée sous le nom de richesse produite ou artificielle. De là ce principe que les produits valent en raison du travail qu'ils ont coûté, principe qui mesure la valeur des choses aux frais de production et tient compte à l'homme de la lus faible somme d'efforts, de la plus petite goutte de sueur. Ricardo se tient aussi également éloigné de ces théories passablement bouffonnes qui rangent au nombre des richesses sociales la modération, la prudence, la santé, la sobriété, une humeur toujours égale, et de ces dogmes exclusifs qui décrétaient de stérilité tout le travail manufacturier et commercial. Partout où il voit une œuvre accomplie avec un effort physique ou intellectuel, il voit place pour une rémunération, et nous ne croyons pas qu'il soit jamais tombé de la plume d'un homme ni des lèvres d'aucun prophète une conception aussi généreuse que celle qui met le sceptre de ce monde entre les mains du producteur. Le travail est pour lui la sève féconde qui pénètre tous les produits pour leur donner de la valeur ; et c'est même pour s'être élevé trop haut dans son système et pour avoir eu, en quelque sorte, le fanatisme de sa pensée, qu'il a méconnu l'autre loi régulatrice des échanges, la loi de l'utilité, constatée par le rapport de l'offre à la demande. Il n'a pas vu que pour l'humanité prise en masse, et pour les échanges de tout un siècle, ramenés par une sorte de perspective rationnelle sous les yeux de l'écrivain, le travail est bien la mesure suprême des valeurs ; mais que pour les individus pris isolément, dans des localités distinctes, la rémunération de l'œuvre

s'accroît ou s'affaiblit en raison de l'utilité que cette œuvre possède pour la société. Il en est des idées et des théories comme des rayons lumineux qui se réfractent dans notre atmosphère : leur pure substance s'altère au contact des faits, et il faut franchir la région du positif pour en reconnaître la majestueuse vérité. Ricardo n'a pas tenu compte de ce compromis que le fait impose à l'idée. Il voit plutôt ce qui doit être que ce qui est, et il s'égare ainsi à la poursuite d'un absolu déjà rêvé par les économistes.

XI.

C'est ainsi qu'il s'est vu conduit à cette théorie célèbre de la rente des terres que MM. Rossi, Mac Culloch, Malthus ont couverte de l'autorité de leur talent, mais que nous croyons avoir été jugée plus sainement par MM. Say, Sismondi, et par M. Blanqui, dans la lumineuse exposition dont il a enrichi son Histoire de l'Economie politique, — brillant et docte panorama de toutes les révolutions, de tous les progrès de la science. L'inflexible précision avec laquelle Ricardo a exposé ses idées sur l'origine et les progrès de la rente ne pouvait même manquer de provoquer un enthousiasme exalté, ou des réfutations ardentes. Cette partie de son œuvre a quelque chose de magistral, d'impératif, qui devait attirer ou repousser vivement, et l'on comprend parfaitement que Mac Culloch, dans un accès de fanatisme pour la personne et pour les écrits de l'auteur, ait déclaré que la *Théorie de la rente* est, après l'ouvrage de Smith, *le plus important et le plus original que l'on ait publié sur l'Economie politique*, tandis que, pour beaucoup d'autres écrivains éminents, l'Essai de Malthus, par la grandeur de l'hypothèse fondamentale, et le Traité de J.-B. Say, par sa majestueuse ordonnance et l'enchaînement harmonique de ses conclusions, méritent mieux cet éloge et ce rang. Nous sommes de ceux qui combattent Ricardo, et nous lui refusons avec d'autant moins de regrets la couronne dont on l'a gratifié, que sa part de gloire nous paraît déjà assez belle. Ce qui vient de lui est précisément ce que nous estimons le plus, et en réfutant, ou cherchant à réfuter sa Notion de la rente, nous n'attaquons que le propagateur de principes découverts et formulés

avant lui. On sait, en effet, que la doctrine qui donne pour origine à la rente l'infériorité graduelle des terres successivement mises en culture, avait été entrevue et ébauchée par J. Anderson dans un écrit fort rare aujourd'hui. On pressent déjà, dans cette ébauche, les développements qu'elle devait recevoir de M. West, avant de prendre cette rigueur et cette précision savante dont Malthus trouva le secret pour écrire cet *Essai sur la population*, qui semble une loi somptuaire imposée par la sagesse à des appétits violents et irréfléchis.

Nous venons de reconnaître les bases sur lesquelles Ricardo a édifié tout son système économique ; nous allons exposer ce système lui-même en quelques lignes qui serviront de texte à la discussion. Voici donc la substance et les points saillants de cette doctrine dont on s'est tant ému.

« La rente est cette portion du produit de la terre qu'on paye au propriétaire pour avoir le droit d'exploiter les facultés productives et impérissables du sol. Lorsque des hommes font un premier établissement dans un pays riche et fertile, il n'y a point de rente. Mais la terre varie dans sa force productive ; et dans le progrès de la population les terrains de qualité inférieure ou moins bien situés étant défrichés, on en vient à payer une rente pour avoir la faculté de les exploiter. Dès que, par la suite des progrès de la société, on se livre à la culture des terrains de fertilité secondaire, la rente commence pour ceux des premiers, dès que l'on commence à cultiver des terrains de troisième qualité, la rente s'établit pour ceux de la seconde et est réglée par la différence de leurs facultés productives, et ainsi de suite, — la rente étant toujours la différence entre les produits obtenus par l'emploi de deux quantités égales de capital et de travail. Ce qui fait donc hausser la valeur comparative des produits naturels, c'est l'excédant de travail consacré aux dernières cultures, et *non la rente qu'on paye aux propriétaires. Le blé ne renchérit pas parce qu'on paye une rente, mais c'est au contraire parce que le blé est cher qu'on paye une rente, et l'on a remarqué avec raison que le blé ne baisserait pas, lors même que les propriétaires feraient l'entier abandon de leur rente.*

Rien de plus net et de plus catégorique, et, dans de certaines

limites, rien de plus incontestable. Fait étrange même et qu'on n'a pas signalé encore, Adam Smith est complice de Ricardo, complice de Malthus, de West, d'Anderson, lorsqu'il s'agit d'établir que la rente obéit aux prix et ne leur commande jamais. En effet, on peut lire au chapitre XI de la *Richesse des nations*, — ce livre immortel et presque sibyllin qui a fait pour la science sociale ce que Bacon a fait pour l'histoire, — on peut lire ces paroles remarquables et qui résument à elles seules la prétendue découverte de Ricardo : « *Le taux élevé ou bas de la rente est l'effet du prix ;* et c'est parce que ce prix dépasse considérablement ou faiblement, ou ne fait qu'égaler le montant des salaires et des profits, que la rente est alternativement forte, minime ou nulle. La rente entre dans la composition du prix des marchandises d'une tout autre manière que les salaires et les profits[1]. » La complicité est flagrante, comme on voit, et on peut même dire que, dans le développement de cette doctrine, Smith n'a pas déployé une rigidité de logique égale à celle dont Ricardo a fait preuve. Comme si son génie avait éprouvé une violence instinctive à s'égarer dans des abstractions quintessenciées, et absolues, il a marché de compromis en compromis dans la question de la rente. On peut même dire qu'après avoir dénié au monopole du propriétaire la faculté de grossir le prix du blé, il a fait naître, par ses raisonnements, par les faits sur lesquels il s'appuie, une conviction contraire dans les esprits. N'importe, nous ne reculerons pas devant cette écrasante autorité ; nous admirons le génie, mais nous ne lui accordons pas plus le despotisme de l'idée que le despotisme de la loi ou de l'épée, et l'erreur fût-elle couverte de voiles trois fois sacrés comme ceux d'Isis, il nous semble que nous aurions la téméraire présomption de la combattre encore.

Et d'abord, nous dirons que la valeur des choses, dans une civilisation déjà avancée, ne se règle pas exclusivement sur les frais de production, ni sur l'offre et la demande, mais bien sur une combinaison de ces deux lois. Retrancher, dans la détermination du prix, une de ces deux influences, c'est donc mutiler la vérité et isoler des principes inséparables ; c'est faire quelque

[1] *Richesse des Nations*. Edit. Guillaumin, p. 189-90.

chose d'analogue à l'action d'un individu qui, pour mettre une balance en équilibre, enlèverait un des plateaux. Ces principes posés, il ne reste plus qu'à en faire l'application à la culture des terres et au revenu qu'on en tire.

La forme la plus antique qu'ait revêtue l'exploitation du sol a été celle de la communauté. Mais les tristes résultats de ce système, auquel on voudrait nous ramener sous d'autres formes, ne pouvaient manquer de conduire à une organisation sociale qui ne laissât plus les terres en friche et délivrât l'humanité du fantôme livide et menaçant de la faim. On découvrit alors que dans le vaste amalgame de la communauté, le ressort individuel se trouve anéanti, et que le travail social ne s'effectue que lorsque la rémunération se proportionne à l'œuvre produite. Chacun prit alors la responsabilité de sa propre existence, et la propriété fut instituée comme un dépôt remis à l'individu dans son intérêt et dans l'intérêt collectif des populations.

Jusque-là nous demeurons parfaitement d'accord avec Ricardo, et nous reconnaîtrons même pour un moment que l'exploitation directe du sol par le propriétaire se perpétua tant que l'humanité eut devant elle des espaces immenses sur lesquels s'épanchèrent successivement les nouvelles générations. Mais est-il bien certain que les races humaines aient pu choisir précisément les meilleures terres, pour descendre, d'échelons en échelons, jusque sur les terrains les moins fertiles? En creusant le sol, le savant y voit, disposées comme les feuillets d'un livre immense, les couches diverses qui retracent l'histoire de nos révolutions géologiques; mais où sont les caractères précis qui révèlent tout d'abord un terrain de première ou de seconde qualité? Le rayonnement des populations se fait même, en général, sans discipline, sans régularité. Elles voient l'horizon ouvert devant elles et, poussées par un vague instinct de conquête et de fortune, elles s'élancent en avant, peu soucieuses des riches territoires qu'elles laissent derrière elles. C'est ainsi que les colonisations américaines, au lieu de se répandre régulièrement comme une marée vivante d'hommes et d'idées, se sont éparpillées au hasard sur toute la surface du nouveau continent, délaissant des districts d'une incomparable fécondité pour couvrir d'âpres et stériles

solitudes. C'est ainsi que la côte orientale, depuis New-York jusqu'aux Florides embaumées, n'a offert aucun défrichement nouveau depuis vingt ans, et que l'abandon plane comme un sacrilége sur Mount-Vernon, la demeure oubliée d'un homme qui fut à lui seul aussi grand qu'un peuple, du général Washington; enfin, c'est ainsi que s'expliquent les émigrations d'Allemands, d'Alsaciens, d'Irlandais qui laissent derrière eux tant de riches vallées pour les plaines volcaniques ou les déserts glacés de l'Orégon et du Canada. Il est fort douteux, d'ailleurs, que le propriétaire attende, pour prélever la rente, que, par obéissance à un système, des terrains nos 2 ou 3 aient été défrichés à frais énormes. Et cela est si vrai, que les partisans les plus acharnés de la doctrine des frais de production ne peuvent nier que, dans le cas même où *toutes les terres d'un pays seraient d'une fertilité égale, la rente naîtrait en vertu du droit inhérent à la propriété.*

La terre n'est, en effet, qu'un capital comme tous les autres, mais un capital en qui réside un monopole puissant et considérable; et on aura beau faire, celui qui possède une terre dont la culture paraît profitable ou nécessaire, — cette terre fût-elle frappée de stérilité comme le champ maudit des légendes arabes, ou simplement comme ces rochers où croît la salicorne et dont parle Adam Smith, — cherchera à en tirer un revenu représentant la valeur de son monopole. Peu importe dès lors que l'excédant des frais de production sur les terres pauvres imprime un mouvement ascendant à la rente des propriétés de premier ordre; le fait est qu'une rente existe pour les plus humbles catégories, et que cette rente doit se retrouver inévitablement dans le prix de vente. Qu'on arrange les événements à sa guise, qu'on se construise une société de fantaisie docile aux formules du maître; on ne pourra nier cette conséquence dernière vers laquelle tout nous entraîne: à bas de l'échelle économique se trouvent encore des individus nantis de terres et qui exigent la rançon de leur monopole.

Nous faisons, comme on voit, bon marché de tout ce qui n'est qu'objections de détail. Nous voulons ne pas tenir compte de l'influence des perfectionnements agricoles; nous voulons oublier ce fait, fort grave cependant, que si les machines les moins pro-

ductives avaient toujours réglé la valeur des choses, nous ne nous trouverions pas en face d'un abaissement général de tous les prix, — la terre n'étant elle-même, comme l'avoue Ricardo, qu'un assemblage de machines de forces différentes; — nous négligerons l'assertion de Smith relativement au profit des mines qu'il dit déterminé par les exploitations les plus riches; nous glisserons même sur l'offre et la demande, et nous donnerons à la doctrine de la rente l'avenir tout entier et le monde pour se déployer. Mais toujours est-il que les sociétés, acculées dans leur dernier refuge, devront subir le bon vouloir des propriétaires. Il faudrait bien peu connaître l'espèce humaine pour ne pas voir qu'il se formerait une classe de rentiers agricoles parfaitement analogues aux rentiers du 3 et du 5 %; et le fait de savoir si les prix ont haussé parce qu'on a cultivé des terres nos 2 et 3, ou si, au contraire, comme le veut le spirituel colonel Thomson, on a cultivé ces catégories inférieures parce que les prix ont haussé, toutes ces distinctions microscopiques et ces analyses à la loupe ne peuvent détruire la conclusion suprême à laquelle nous sommes arrivés.

C'est même l'instinct de ces graves conséquences qui a poussé les populations des Etats-Unis aux attentats violents dont l'opinion publique s'est émue de nos jours.

S'il est un pays au monde qui pût se croire à l'abri de soulèvements agraires et d'attentats à la propriété, c'est bien évidemment l'Amérique. L'homme s'y meut à l'aise dans des limites infinies; la maison roulante de l'émigrant peut visiter tour à tour les plus vastes prairies, les coteaux les plus riches, et sa charrue peut tracer librement un sillon qui commence à New-York pour se terminer dans l'Orégon. Et cependant la rente s'est établie aux Etats-Unis, au centre de ces territoires regorgeant de richesses et que le hasard semble avoir choisis pour faire, sur une grande échelle, l'expérience des doctrines de Ricardo. Il s'est trouvé, en effet, que la force d'attraction et de groupement qu'exerce la civilisation sur les hommes a combattu victorieusement la force expansive qui les pousse au loin vers l'inconnu. Quelque vastes et productives que soient les terres qui avoisinent le clocher, on tient à ce clocher par les habitudes de la vie, par la langue qui vibre harmonieusement à l'oreille, par la tombe de l'aïeul, le

berceau de l'enfant, par toutes les fibres, en un mot, de l'esprit et de l'âme. De sorte que le droit de propriété s'est constitué aux Etats-Unis comme dans tous les pays où l'on a perdu les illusions de la communauté des biens, — c'est-à-dire de l'anéantissement des biens; et la révolte des tenanciers du général Van Renslaer n'est que l'effort désespéré et aveugle d'un peuple qui sent qu'un joug s'appesantit graduellement sur lui.

On sait le point de départ de cette petite jacquerie, qui a reçu les différents noms de guerre des manoirs, de guerre de Heldelberg, et celui plus significatif d'*antirentisme*. Dans le fait, c'est uniquement une croisade contre la rente, dans laquelle se sont enrôlés des groupes de fermiers qui, par cela seul qu'on ne leur avait pas réclamé le montant des fermages pendant de longues années, ont trouvé naturel de reconnaître cette mansuétude par la revendication audacieuse et violente des terres confiées à leur travail et à leurs capitaux. Chose étonnante même, et qui n'étonnera cependant aucun esprit habitué aux anomalies et aux sophismes de l'intérêt, cette rente, qu'ils refusent au landlord, ils la reçoivent eux-mêmes à titre de *middelemen*, comme cela se pratique en Irlande; et la tenure entachée de féodalité devient entre leurs mains, par une épuration soudaine, un contrat des plus démocratiques. Si bien que le cri poussé contre le monopole terrien est parti de deux points qui présentent dans la constitution de la propriété le plus saisissant des contrastes : — les Etats-Unis, l'Irlande; — d'un côté, l'amoncellement de la population sur un sol que la subdivision des tenures a réduit en poussière; de l'autre, une population disséminée sur d'immenses espaces qu'elle ne peut ni couvrir ni féconder. Et pourtant la haine de la rente éclate à un degré égal des deux côtés. Seulement, en Irlande, la révolte a quelque chose de lugubre, de fatal. C'est un délire dans lequel une nation, longtemps foulée aux pieds, mutilée, exploitée, exerce de terribles représailles et consent à mourir pourvu que ce soit sur le corps de l'ennemi. Mais les attentats des antirenters, tristes imitateurs des tenanciers de l'Ulster, n'ont pas l'excuse redoutable de la faim, et ils offrent même un aspect grotesque, peu fait pour les justifier aux yeux de peine ces niveleurs osent-ils se risquer à la lueur

d'un incendie, et on peut lire dans une des plus remarquables créations de Fenimore Cooper[1] les incidents nocturnes de ces niveleurs qui ne veulent pas même de clochers, parce que la flèche s'élançant au ciel semble défier le dogme de l'égalité, et qui, dans d'ignobles mascarades, ne trouvent pas de meilleur moyen pour abolir la rente territoriale que de goudronner et de couvrir de plumes symboliques les hommes que leurs étranges doctrines ne parviennent pas à séduire.

Certes, cette protestation combinée, en Europe et en Amérique, contre la rente, n'est pas une preuve que cette rente n'existe pas. On ne s'arme pas ainsi contre un fantôme. Et lorsqu'on voit que l'ébullition des antirenters, tolérée, sinon protégée dans une incroyable circulaire du gouverneur de New-York, s'est calmée par la force même des choses et des principes, on est invinciblement amené à reconnaître que la rente est contemporaine du premier propriétaire sybarite.

Un mot seulement en terminant cette rapide réfutation d'une doctrine qui, du reste, n'a été qu'une occasion d'argumenter à l'infini et de faire de la haute scolastique. S'il est vrai que les prix se règlent toujours sur les frais de production des terrains les plus pauvres, comment expliquer l'immobilité à peu près constante de la valeur du blé dans une civilisation si avancée; *et, surtout comment expliquer l'abaissement de prix que subiraient les denrées agricoles, et par suite la rente, dans le cas où l'on ouvrirait nos frontières à deux battants?* Il n'est donc pas vrai que la rente n'ajoute rien aux prix, et Malthus lui-même l'a reconnu lorsqu'il a dit à J.-B. Say, dans une lettre précieuse : — « La rente n'influe donc pas sur le prix du blé *au même degré* que la main-d'œuvre et le capital. » *Au même degré !* Est-ce un aveu, est-ce un écart de la pensée?

N'importe ; pour nous la rente est un droit dont le propriétaire se hâte de jouir ; droit légitime, mais que nous sommes appelés à contenir dans ses justes limites par l'affranchissement du travail, par l'association féconde des capitalistes et des travailleurs. Et cette association, nous la voulons non pas sur le plan des séduisants programmes offerts aux peuples par les prophètes de l'or-

[1] *Ravensnest.* 2 v. in-8°.

ganisation du travail, du phalanstère, du communisme et autres institutions philosophales, mais sur le plan de quelques expériences fort heureusement tentées en France, en Belgique[1], en Angleterre, et que l'incurie de nos manufacturiers ne sait pas multiplier dans l'intérêt de tous. Ce qui ne nous empêche pas, soit dit en passant, de rendre une éclatante justice aux hommes éminents que compte le socialisme. Nous pouvons ne pas trouver leurs doctrines praticables, efficaces ou même originales : nous croyons qu'ils ont fait la poétique des sociétés au lieu d'en faire la logique; mais nous pensons que leurs généreuses inspirations ont rajeuni la science sociale, et qu'en critiquant et combattant nos doctrines, ils nous en ont mieux fait connaître la grandeur et la fécondité. Ce qui prouve que la concurrence des idées est tout aussi salutaire que celle des produits et des industries.

XII.

Or, pendant que les *Principes d'économie politique* et le beau travail sur la *Protection de l'agriculture* faisaient fortune dans le monde intellectuel, Ricardo faisait fortune dans le monde politique et financier. Et il put se présenter un jour aux électeurs de Portarlington sous le patronage d'une fortune qu'on a évaluée au chiffre fabuleux et douteux de 40 millions de francs, et entouré d'un respect qu'il devait à sa réputation de penseur, et à la noble indépendance de son esprit et de son cœur. Sur le théâtre imposant où il allait déployer l'autorité de son talent il fut avant tout l'homme de ses principes, de ses convictions; et on peut faire de lui cet éloge, qu'il a été fidèle ami, fidèle citoyen, et, pour compléter l'épitaphe, fidèle époux. Pendant vingt ans sa main serra celle de Malthus, de Mill, de Say, sans que l'antagonisme de leurs idées jetât le moindre nuage sur l'intimité de leurs âmes; sans qu'il s'élevât jamais entre eux de ces tristes démêlés qui éternisent de nos jours les ignominieux conflits du savant Vadius et du sémillant Trissotin.

[1] Voyez le beau travail de M. de Brouckère sur la situation des classes ouvrières. L'auteur y a déployé une hauteur de vues, une générosité de sentiments, une sûreté de coup d'œil qu'on ne saurait dépasser. A. F.

Ricardo siégea en 1819 à la Chambre des communes comme représentant de Portarlington. Sa défiance en ses propres forces faillit priver le pays des grands services que ses fonctions civiques lui permirent de rendre. On lit dans une lettre écrite le 7 avril 1819, à l'un de ses amis : « Vous aurez vu que je siége à la Chambre des communes. Je crains de n'y être pas fort utile. J'ai essayé deux fois de parler, mais je l'ai fait de la manière la plus embarrassée, et je n'ai guère l'espoir de vaincre l'épouvante qui me saisit dès que j'entends ma voix. » On lit dans une autre lettre en date du 22 juin 1819 : « Je vous remercie des efforts que vous faites pour m'inspirer un peu de courage. L'indulgence de la Chambre a diminué pour moi la difficulté de parler, mais je vois encore tant d'obstacles et de si terribles, que je crains bien que ce ne soit sagesse de ma part de m'en tenir à des votes silencieux. »

Tout prouve qu'il fut alors trop sévère envers lui-même. En effet, le jour où il parut à la tribune pour la première fois, le 24 mai 1819, la Chambre avait à statuer sur la reprise des payements en argent, proposée par M. Peel. Il ne se leva qu'après avoir été appelé hautement de toutes les parties de la salle; et son *maiden speech*, balbutié à force d'émotion, fit voir que l'orateur ne serait pas au-dessous de l'écrivain, et que la tribune anglaise avait fait conquête d'un beau talent en même temps que d'un beau caractère. Ses progrès, d'ailleurs, furent rapides; il se familiarisa sans peine avec ces grondements sourds des grandes réunions, avec cette palpitation électrique des auditeurs, ces bruits, ces trépignements, ces chuchotements où l'orateur croit entendre l'ironie qui le déchire, et surtout ce silence solennel, plus terrible cent fois que les plus houleuses séances. Nous ne saurions invoquer, d'ailleurs, à l'appui de la supériorité de Ricardo, un témoignage plus illustre, plus décisif que celui de lord Brougham, ce vétéran de la réforme électorale, dont l'intarissable éloquence roule tant de brillantes images semées de tant de sarcasmes. Voici ce que l'illustre ami de Grey a dit de notre auteur :

« Sa parole avait un remarquable cachet de distinction. Le style en était clair, simple, correct; la trame fortement tissue et

enrichie de faits et de documents précieux. Il s'abstenait dans les questions qui n'avaient pas été l'objet de ses longues méditations, et, lorsqu'il parlait sur des événements et des lois intéressant l'Eglise ou la politique générale, il semblait obéir à un devoir de conscience et à la franchise invétérée de son esprit. Aussi peu d'hommes ont exercé sur le Parlement une action plus réelle, plus sérieuse; peu d'hommes ont commandé aussi vivement l'attention, et, comme il n'avait pour captiver ses auditeurs ni entraînantes inspirations, ni gracieux propos, on peut considérer cette influence comme le triomphe de la raison, de l'intégrité, du talent. » Il y avait en lui, ajouterons-nous, une simplicité noble et une douceur qui gagnaient les âmes et lui attiraient le respect de tous les partis, même du parti ministériel, qu'il combattit constamment. Il ne voulut accepter le joug d'aucune camarilla politique, et, tout en votant avec l'opposition, parfois même avec les radicaux,—comme pour le vote au scrutin secret, discours du 24 avril 1823, et pour la réforme électorale,—il ne fut ni whig, ni radical. Sa tactique fut celle de sa raison et non celle de son ambition ou de l'ambition des autres. Et, comme cet homme de génie qui porte au front la triple auréole de l'orateur, de l'écrivain, de l'homme d'État, et qui vient d'apprendre à la France que la lyre des bardes a des cordes pour les grandes théories politiques et sociales, comme pour les murmures les plus suaves de l'âme, il se réfugia dans son indépendance pour soutenir loyalement la vérité sur quelque banc qu'elle apparût.

XIII.

Nous laisserons à un disciple dévoué de Ricardo le soin de retracer pieusement son caractère privé et ses derniers moments:

« La constitution de Ricardo, sans être robuste, semblait lui promettre encore, en 1822, une longue carrière. Il y avait, il est vrai, quelques années qu'il était sujet à un mal d'oreille; mais, comme il n'en était jamais résulté d'inconvénients sérieux, il y faisait peu d'attention. A la clôture de la session de 1823, de retour dans le comté de Gloucester, à sa résidence de Gatcomb-Park, il y compléta « le plan d'une Banque nationale », dont on

retrouva le manuscrit après sa mort, au milieu de notes dans lesquelles il réfutait quelques-unes des théories émises par Malthus, notes qu'on n'a jugées ni assez complètes ni assez importantes pour les publier. Au commencement de septembre, il ressentit tout à coup une violente douleur dans l'oreille affectée. Les symptômes n'offrirent d'abord rien d'alarmant, et la rupture d'un abcès amena un soulagement momentané ; mais au bout de deux jours l'inflammation recommença, et, après une agonie indicible, l'oppression du cerveau produisit une stupeur qui dura jusqu'à ce que la mort vînt terminer ses souffrances, le 11 septembre.

« Dans la vie privée, Ricardo était très-aimable ; c'était un père, un mari plein d'indulgence et de bonté, un ami dévoué. Personne n'avait moins de prétention et ne sut mieux réunir la douceur à la fermeté. Il aimait surtout à réunir autour de lui les hommes de talent et à causer librement de toutes choses, et principalement de celles qui se liaient à sa science favorite. La découverte de la vérité était son seul objet, et son esprit se montra toujours accessible aux convictions éclairées et sages. Sa générosité marchait de pair avec son talent. Jamais il ne fit attendre ses secours aux malheureux ; presque toutes les institutions charitables de Londres le comptaient au nombre de leurs protecteurs, et il soutenait à ses frais un hospice et deux écoles dans le voisinage de sa résidence. »

XIV.

Tel fut l'homme dont nous avons examiné plus haut les fortes et généreuses doctrines. On ne retrouve peut-être chez aucun écrivain un assemblage plus complet de facultés diverses ; et si Ricardo n'est pas de tous les économistes celui qui a résolu le plus de problèmes, c'est celui qui en a le plus remué, et jamais le redoutable dilemme du salaire et des profits, de la population et des subsistances, du revenu et de l'impôt, n'avait été posé d'une manière plus nette et plus saisissante.

Les hommes et les événements donnent raison aujourd'hui aux préoccupations des économistes, et particulièrement à celles

de Ricardo. Les peuples n'ont pas, comme les aristocrates et les monarchies, des blasons qui les séparent et des héritages à régler. Ils savent ou commencent à savoir que ce sont leurs bras qui fécondent les campagnes, leurs épargnes qui constituent les budgets, leurs enfants qui engraissent les champs de bataille, et ils entendent qu'on soit plus ménager de tous ces biens. Leurs graves et fortes journées n'ont pas besoin, pour s'écouler rapides, de carrousels brillants, de chasses à courre et de yachts dorés; elles suffisent à peine à l'immense tâche que notre siècle doit accomplir dans la voie intellectuelle, morale et matérielle. Les races dominantes peuvent bien jeter au hasard, dans un conflit, la fortune et la vie des hommes; mais les nations ne peuvent avoir de ces redoutables fantaisies. Pourquoi combattraient-elles d'ailleurs? On voit bien où s'arrêtent les marches d'un trône, où se terminent les dynasties; mais où s'arrête une race d'hommes? N'a-t-elle pas des affiliations partout? ne se rattache-t-elle pas par mille fibres invisibles, mais réelles, à tout ce qui l'entoure, et ne commet-elle pas un fratricide dès qu'elle lève le bras pour frapper?

La terre tout entière appartient aux travailleurs qui l'exploitent dans l'intérêt commun, sans qu'il soit besoin pour cela de contrats écrits et de ce que Ricardo appelait les parallélogrammes d'Owen, ou de Fourier, ou de Campanella; et, par cette division du travail, qui laisse à chaque contrée ses merveilles et ses chefs-d'œuvre, tous ceux qui payent à la société le tribut du travail ont une délégation permanente sur l'ensemble des productions du globe.—Il n'est aucune liste civile qui vaille celle-là.

Un instinct nous dit même que les problèmes dont la solution paraît inaccessible à notre intellect seront ramenés à des termes fort simples dans un avenir peu éloigné. Les essais de physique sociale ont besoin, comme tous les autres, d'être faits sur une large échelle. Il faut à un fleuve une large ceinture de vallées pour déployer son cours, et il faut tout un monde pour qu'un principe se développe à l'aise, pour que la richesse et la population prennent leur niveau. C'est à faire cette vaste expérience que travaillent les peuples civilisés. Lorsque les mamelles taries d'un pays ne peuvent plus fournir des aliments généreux

aux races qui naissent, il leur faut chercher au loin un sein plus fécond. Les vieux continents ont été la dot des aînés : les nouveaux seront la dot des cadets de la famille humaine. Veillons sur les ossements de nos pères ; couvrons de monuments, d'ateliers, de chefs-d'œuvre, s'il se peut, cette Europe arrosée de tant de sang et de sueurs ; mais ne clouons pas les jeunes sociétés à cette terre épuisée et encombrée. Ailleurs, ceux qui vont naître trouveront des berceaux plus verts, un ciel plus limpide, un soleil plus éclatant ; ailleurs, l'or et les diamants brillent dans les mines comme autant d'étoiles souterraines, les fruits sont plus savoureux, les fleurs chargées de parfums plus suaves ; ailleurs, la nature se pare comme pour des fiançailles ; ailleurs, enfin, on n'est pas obligé de réchauffer, comme ici, le sol à la vapeur pour lui rendre quelque énergie.

Sans doute, on n'emporte pas la patrie à la semelle de ses souliers, — ce que, d'ailleurs, beaucoup d'émigrants ne pourraient faire, et pour cause ; — et nous savons que jusqu'ici les émigrations n'ont été trop souvent que des spéculations plus ou moins honnêtes, ou des remèdes violents appliqués à des maux violents. Comme on ne peut pas ou on ne veut pas jeter les pauvres par-dessus bord, on les chasse au loin, sans souci de leur bien-être ou de leur développement moral, et c'est ainsi que nous avons vu coloniser la Guyenne avec des maîtres de danse et des comédiens, et la Nouvelle-Hollande avec des bandits ; mais le jour n'est pas loin où, par la force des choses, le déplacement des races s'effectuera régulièrement et se transformera en une conquête pacifique et permanente. Les nouvelles générations, dans leur épanouissement, reproduiront alors le phénomène sublime de ces bananiers des Indes, dont les branches, courbées en arceaux, retombent à terre, y prennent racine, et couvrent le sol d'un vaste bouquet d'arbres, de fruits et de fleurs issus d'un même germe.

Telle est, d'ailleurs, la direction actuelle des esprits. Les hommes se tendent les bras de toutes parts ; les bateaux à vapeur ont transformé l'Océan en un lac qu'ils traversent d'un coup d'aile ; et si l'Economie politique a quelque droit à la reconnaissance des peuples, c'est pour avoir préparé et conçu ces

résultats majestueux. Elle s'est donné la mission de répandre le bien-être à larges doses sur les populations, car elle sait que la civilisation matérielle est la base nécessaire de la civilisation morale et intellectuelle. C'est par la vie physique, en effet, que les sociétés plongent dans le sol, s'y assoient; et vouloir des arts et des institutions élevés avant la certitude de l'existence matérielle, c'est vouloir l'arbre sans les racines, les fleurs et les fruits sans le tronc, c'est vouloir tout simplement l'absurde. Or, cette existence assurée, digne, la science économique peut et veut l'octroyer au travailleur; car elle donne la palme aux industries qui marchent en avant, aux réformes qui agrandissent la sphère du travail et élèvent conséquemment la rémunération de l'ouvrier; car elle vise à alléger les charges publiques, à instaurer de toutes parts les idées de fraternité et de paix, à développer le crédit, à multiplier les richesses par leur circulation rapide et libre. C'est la dot qu'elle apportera à l'humanité le jour où on aura la bonne foi de ne plus la taxer d'impuissance en lui refusant les moyens de propager et de réaliser ses doctrines, comme un cerveau que l'on paralyserait et à qui l'on dirait malicieusement de penser, de créer, de gouverner.

Une science qui conçoit de telles œuvres ne manque pas de grandeur à coup sûr, et il n'a été donné qu'à de rares intelligences de s'y faire une belle place.

Ricardo fut du nombre de ces intelligences d'élite.

NOTES

SUR

DIVERS PASSAGES DE RICARDO

RELATIFS

AUX PROFITS ET AUX SALAIRES.

Les notes que nous reproduisons sont les plus importantes de celles dont Fonteyraud a accompagné l'édition des œuvres de Ricardo, et notamment des *Principes d'économie politique*, dans le treizième volume de la *Collection des principaux Economistes* [1]. — Nous les faisons précéder des passages de Ricardo auxquels elles appartiennent; mais nous devons dire que ces passages ne sont pas assez développés, et que la pensée et les démonstrations de Ricardo ne peuvent être compris que par une lecture plus étendue.

Les salaires et l'Irlande.

I.

Ricardo. « Tous les amis de l'humanité doivent désirer que les classes laborieuses cherchent partout le bien-être, les jouissances légitimes, et soient poussées, par tous les moyens légaux, à les acquérir. On ne saurait opposer un meilleur frein à une population exubérante. Dans les pays où les classes pauvres ont le moins de besoins, et se contentent de la plus chétive subsistance, les populations sont soumises aux misères et aux vicissitudes les plus terribles. Elles n'ont aucun abri contre les calamités sociales : elles ne sauraient chercher un refuge dans une situation plus humble : elles sont déjà si abaissées, si malheureuses, qu'il ne leur reste même plus la triste faculté de descendre encore. Elles ne peuvent remplacer que par de rares succédanés leurs aliments ordinaires et principaux, et la disette entraîne pour elles presque tous les maux attachés à la famine. » (*Principes de l'économie politique*, chap. v, des *Salaires*, p. 72 des *Œuvres complètes* de Ricardo, édition de Guillaumin, 1847.)

Note de Fonteyraud. Ces tristes paroles semblent une prophétie. On dirait que Ricardo sentait déjà frémir ces bandes affamées d'Irlandais qui cherchent aujourd'hui, les armes à la main, le désespoir au cœur, une nourriture que les saisons leur ont refusée. C'est qu'il s'est fait dans la

[1] Paris, Guillaumin, 1847.

malheureuse Erin un partage étonnant des joies et des douleurs, de la disette et de l'abondance : à ceux qui creusent le sol, le fertilisent, l'inondent de sueur, ont été dévolues les tortures de la misère; à ceux qui épuisent la terre avec leurs meutes de chasse, et boivent des moissons entières dans leur coupe de Tokay ou de Johannisberg, ont été départis les revenus, et partant l'éclat, et partant la puissance. La richesse y ressemble donc à un beau fleuve qui aurait sa source en Irlande, et son embouchure en Angleterre : on sème à Dublin, et on récolte à Londres; de telle sorte qu'il ne s'y amasse pas de grands capitaux, et que l'industrie n'y peut naître pour donner du travail, des salaires à des millions de bras qui se disputent le sol. On peut même dire que, grâce à l'avidité des *middlemen*, — ce crible vivant où se dépose une grande portion des ressources du pays, en passant de l'humble cultivateur à l'opulent seigneur, —grâce, encore, à la concurrence acharnée que se font les fermiers, et au morcellement infini des domaines, l'agriculture est plutôt une lutte de paysan à paysan qu'un travail régulier et social. Au haut de l'échelle se trouve le propriétaire qui hérite des bénéfices de cette folle enchère; au bas, le *cottager* sur qui elle pèse d'un poids écrasant. En effet, pour payer son fermage, celui-ci consacre la plus grande partie de son travail et de ses efforts à de larges étendues de terrain qu'il couvre de blé, et ne se réserve qu'un champ limité où croissent, quand Dieu le permet, les pommes de terre qui composent son unique ressource. Vienne une année où la terre, frappée de stérilité, ne donne que de rares épis, et le pauvre Irlandais, impuissant à assouvir le *middleman*, expie, par la contrainte par corps ou le bannissement, les caprices de l'atmosphère; vienne une autre année où ce sont les pommes de terre qui manquent, et il se trouve atteint dans son existence même. Son propriétaire est payé, et peut aller commanditer les coulisses de Covent-Garden et les courses d'Epsom; mais il lui faut, à lui, subir toutes les souffrances de la faim, à moins de courir les coupables et tristes hasards de la révolte, de la vengeance, de l'homicide. Il y a quelques mois, en effet, un seul propriétaire expulsait de ses domaines des centaines de malheureux cottagers, avec le même sang-froid que mit Caton à vider ses ergastules, et que mettent nos maquignons à vider leurs écuries. De plus, nous pouvons assister de loin au drame lugubre qui se joue en Irlande; à coups de fusil, de hache, de faux, drame qui nous reporte aux jours terribles du *White-Boysm*. Il y a donc ici plus qu'un mauvais système d'agriculture, il y a un vice social manifeste, criant; et s'il est important, comme le dit Ricardo, pour une nation, de ne pas placer la sécurité de ses approvisionnements dans une seule plante, de ne pas jouer son existence sur une seule carte, il est plus important encore de ne pas concentrer toutes les forces du pays sur une seule industrie. Il arrive, en effet, alors, qu'aux époques où cette industrie languit, la vie s'arrête dans le corps social tout entier, et qu'il ne s'ouvre pas dans les autres fonctions de refuge pour les bras inoccupés. Ce qui a sauvé tant

de fois l'Angleterre du désespoir des comtés agricoles, ce n'a pas été la pâle charité des hauts-barons distributeurs de cuillers de bois et de soupes économiques, mais bien les comtés manufacturiers. La mule-jenny est ainsi venue au secours de la charrue, et l'industrie manufacturière a alimenté des légions de cultivateurs, comme une généreuse nourrice qui prête le sein à un enfant étranger. Or, l'Irlande n'a pas de mule-jennys, pas de capitaux: tous les bras sont tendus vers le sol qu'on appauvrit par une subdivision extrême. Aussi, on aura beau encourager, comme le veut l'auteur, tous les Irlandais à *multiplier leurs jouissances et leur bien-être*, si la constitution économique les pousse à s'arracher des lambeaux de terre et à se créer, pour toute existence, une auge de quelques toises remplie de pommes de terre; si l'épargne est impossible et avec elle les capitaux, les progrès, ils devront se résigner à tourner éternellement dans ce cercle fatal de la misère, de la faim, du crime. Rien de plus facile que de désirer le bien-être, et il n'est pas d'homme, fût-il le plus intraitable des ascètes, qui n'y aspire perpétuellement: mais lorsque ces désirs se brisent contre des vices fondamentaux, il faut bien se résigner à n'y voir qu'une bien faible ressource pour des populations. Soyez sûr que l'Irlandais *désire* et que le cri du Rappel est le cri de la faim, de la chair qui se révolte, plutôt qu'un cri religieux ou politique. Seulement, le réseau des middlemen, des absentéistes, des orangistes, l'enserre de toutes parts, l'étouffe. Il le sait, et, voyant que la sueur ne suffit plus à féconder pour lui sa patrie, il veut essayer du sang, et le sang coule.

II.

RICARDO. « Dans la marche naturelle des sociétés, les salaires tendront à baisser en tant qu'ils seront réglés par l'offre et la demande; car le nombre des ouvriers continuera à s'accroître dans une progression un peu plus rapide que celle de la demande. Si, par exemple, les salaires étaient réglés sur un accroissement annuel de capital, représenté par 2 pour cent, ils tomberaient lorsque le capital n'augmenterait plus qu'à raison de 1 et demi pour cent. Ils baisseraient encore davantage quand cet accroissement ne serait plus que de 1 ou de demi pour cent; et cette baisse continuerait jusqu'à ce que le capital devînt stationnaire. Les salaires le deviendraient aussi, et ils ne seraient que suffisants pour maintenir la population existante. Je soutiens que, dans de pareilles circonstances, les salaires doivent baisser, par le seul effet de l'offre et la demande des bras; mais il ne faut pas oublier que le prix des salaires tient aussi à celui des denrées que l'ouvrier a besoin d'acheter.

A mesure que la population augmente, ces denrées iront toujours en augmentant de prix, — plus de travail devenant nécessaire à leur production. Si les salaires, payés en argent à l'ouvrier, viennent à baisser pendant que toutes les denrées à l'achat desquelles il dépensait le produit de son travail haussent de prix, il se trouvera doublement atteint, et il n'aura

bientôt plus de quoi subsister. C'est pourquoi, au lieu de baisser, les salaires en argent hausseraient, au contraire, mais pas suffisamment pour permettre à l'ouvrier d'acheter autant de choses nécessaires ou utiles qu'il pouvait le faire avant le renchérissement de ces denrées. Si ses salaires étaient annuellement de 24 liv. st., ou de six quarters de blé quand le blé valait 4 livres le quarter, il ne recevrait probablement plus que la valeur de cinq quarters, lorsque le blé serait à 5 livres. Mais ces cinq quarters coûteraient 25 liv.; il recevrait donc des gages plus forts en valeur, et cependant il ne pourrait plus acheter une quantité de blé et d'autres denrées égale à celle qu'il était dans l'habitude de consommer auparavant, lui et sa famille. » (*Principes d'écon. polit.*, chap. v, des *Salaires*, p. 74.)

Note de Fonteyraud. Il est impossible de ne pas protester hautement contre des conclusions presque fatidiques et qui emporteraient condamnation de tout notre système économique. Il a fallu même bien du calme à Ricardo pour n'avoir pas été saisi de vertige, n'avoir pas senti trembler sa main au spectacle du sort que l'avenir réserve, selon lui, aux travailleurs. A ses yeux, les classes ouvrières marchent fatalement vers un abîme que la civilisation couvre habilement de fleurs, mais au fond duquel est la mort : à nos yeux, au contraire, elles s'élèvent à des destinées meilleures et se font chaque jour une place plus large dans le pouvoir et le bien-être répartis aux sociétés. Ricardo, frappé de la somme de douleurs et de privations qui accable, au milieu des splendeurs de notre industrie, les mains généreuses et fortes qui exécutent l'œuvre de la production entière ; étonné de voir tant de haillons à côté de tant de luxe, et tant de crises à côté de tant de progrès, s'est pris à désespérer de l'avenir, et, suivant son habitude, ce désespoir que tant d'autres mettent en élégies et en philippiques, il l'a mis en formules, ce qui est plus net, mais tout aussi injuste, tout aussi réfutable. Et d'abord, le résultat immédiat, nécessaire de cette croyance au malheur futur des travailleurs devrait être de suspendre tout à coup le mouvement social, de faire faire volte-face, et de reprendre en sous-œuvre toutes les théories, toutes les données que les siècles semblent avoir consacrées. Il n'est personne, en effet, doué de quelque prévision, mû par quelque générosité, qui ne frémisse devant cet avertissement sombre, dernier mot de la science de Ricardo : *Chaque jour abaisse le salaire réel de l'ouvrier et grandit le prix des subsistances* : — ce qui équivaut à dire que chaque jour la société doit s'anéantir par un supplice inessaiit, que chaque jour doit retrancher un battement au cœur du pauvre et exagérer pour lui le supplice de Tantale, en éloignant de plus en plus les fruits et l'eau de ses lèvres avides. Le devoir de tout penseur, de tout législateur, serait donc de faire prendre à la société d'autres routes et de ne pas permettre que la subsistance des masses passât dans le corps des riches, comme passaient la chaleur et la vie des vierges dans les corps débiles et disloqués des vieux rois de la Bible. Mais il n'en est rien, et le

bilan de notre société suffirait, sans autres considérations, pour combattre le pessimisme de Ricardo. Ainsi le développement de l'industrie n'a-t-il pas mis à la portée de tous les objets qui constituaient il y a cent ans un luxe ruineux, impossible ? La guimpe délicate qui entoure le sein de nos villageoises, les chauds vêtements qui couvrent nos paysans et nos ouvriers sont d'institution toute récente et témoignent d'un bien-être croissant. Des voies de communication plus parfaites ont permis aux hommes, aux idées, aux choses, de rayonner de toutes parts et de moraliser les populations : des écoles, des salles d'asile, des hôpitaux, des hospices, des crèches s'ouvrent de toutes parts devant l'intelligence qui va éclore, l'enfant qui va naître, le vieillard qui va mourir; l'air, la lumière, l'eau commencent à circuler dans les rues, grâce à nos institutions municipales, et pour résumer tous ces faits en un seul fait décisif, la moyenne de la vie humaine s'est accrue depuis cinquante années, hâtons-nous de le dire, ailleurs que dans les colonnes élastiques et torses de la statistique.

Et il n'en saurait être autrement. L'évolution économique suit nécessairement l'évolution politique, et l'influence que gagne chaque jour la démocratie,—cet évangile systématisé et démontré,—doit se refléter et se reflète dans la prospérité générale. Le premier mouvement d'une nation qui se sait indépendante est de se vouloir heureuse, riche ; d'organiser les intérêts et les individus en vue de ce bien-être, et, par conséquent, de progresser, d'aller en avant. Or, la tendance moderne des peuples est vers l'indépendance, et on ne saurait faire un procès à notre époque, sous le rapport industriel, sans y joindre un procès politique, sans souffleter, comme l'ont fait les socialistes et les pessimistes de toutes les sectes, la liberté sur la joue de l'économie politique.

Et d'ailleurs, la théorie, la logique démontrent tout cela bien avant les faits. Quel est ici-bas le capital du prolétaire ? le travail. Quel principe règle la valeur du travail, en fixe la rémunération ? l'offre et la demande des bras. Entre quelles limites extrêmes oscille cette rémunération ? entre le point où les salaires prélèveraient sur les profits une part trop large, et qui mettrait le chef d'industrie dans l'impossibilité de continuer son œuvre,—danger peu redoutable, avouons-le ; —et, d'un autre côté, le point où les salaires deviendraient insuffisants pour nourrir l'ouvrier. Le problème consiste donc à accroître constamment la somme de travail à répartir, afin d'élever la valeur de ce travail, et par conséquent de grossir le revenu du pauvre ; il consiste encore à élargir la zone où il puise sa consommation, les marchés où se rendent les céréales, les bestiaux, les étoffes, afin de le faire participer au bénéfice de la concurrence la plus complète, la plus absolue. Laissez circuler le travail, laissez circuler les produits, toute la question est là, et, avec elle, le bonheur des classes laborieuses. Pour affaiblir entre les mains des propriétaires ce monopole formidable que couvre d'une sanction nécessaire, — sinon sacro-sainte, comme on l'a bien voulu dire,—le pacte social, il suffit de mettre à la disposition de

tous la terre qui appartient à tous, et de laisser se développer librement cette grande loi économique qui divise le travail parmi les nations, et fait cultiver par l'Indien ou l'Américain le sucre qui doit s'échanger contre les produits de l'Européen. L'espèce humaine a besoin d'un espace illimité pour entretenir ses membres toujours plus nombreux : c'est un flot qui grandit sans cesse, et à qui il faut les plages les plus vastes, sous peine de désordres, de calamités. Les quelques esprits égarés qui, par conviction, veulent le maintien de nos restrictions commerciales, c'est-à-dire l'appauvrissement de l'ouvrier par l'action combinée d'un travail moins actif et de subsistances moins abondantes ; les esprits égarés, dis-je, qui n'ont pas compris la fécondité des principes de liberté commerciale, et ceux qui, au contraire, plus nombreux, plus audacieux, ne veulent pas de ces principes, parce qu'ils en comprennent trop bien la grandeur, ne sauraient nier cependant qu'il faut à l'expansion naturelle des générations une sphère immense, où se nivelleront les besoins, les intérêts, les capitaux. L'univers est une immense ruche où les travailleurs doivent circuler librement de cellule en cellule. Tandis que sur les districts manufacturiers, agités par la fièvre de la production et par les crises financières, s'agglomèrent aujourd'hui des légions d'ouvriers qui les surchargent et les épuisent, d'énormes superficies de terrain restent incultes et désertes, attendant les capitaux et le travail pour épancher des monceaux de produits. Croit-on, par exemple, que si nos lois et les lois anglaises sur les céréales eussent été abolies, tout le territoire de la Pologne, de la Hongrie, de l'Ukraine, de l'Égypte, de l'Amérique, ne se fût pas couvert, comme par enchantement, de moissons qui, déversées sur l'Europe, eussent à la fois abaissé le prix des aliments, excité le travail de nos manufactures, la valeur du travail, et réfuté par l'éclat des résultats la décourageante hypothèse de Ricardo ? A quoi servirait donc de découvrir des Amériques et des Océanies, si ce n'était pour y aller chercher les ressources qui nous manquent, la place que demandent nos cités encombrées ? Avec le système de l'affranchissement commercial, les civilisations sont constamment jeunes, constamment vigoureuses. Lorsqu'un sol a été épuisé, on va chercher ailleurs une sève nouvelle, et la société se trouve ainsi constamment maintenue dans cette période active, où la somme de travail dépasse la somme de bras et se joint au bas prix des subsistances pour améliorer le sort de l'ouvrier. Plus un arbre est élevé, plus il faut à ses racines de l'espace pour se nourrir : il en est de même des nations, et s'il est encore ici-bas tant de souffrances et tant de crises, il faut encore en chercher la cause aussi bien dans l'isolement absurde des centres de production, que dans les vestiges d'aristocratie ou de priviléges politiques qui déshonorent les constitutions européennes. Sans doute la question de population, l'excès des travailleurs se dresseront toujours à nos yeux comme une menace lointaine ; mais que de mines fécondes encore à exploiter, que de plaines à fertiliser, de fleuves à tra-

verser, de richesses à puiser de toutes parts ! Nous ne sommes qu'au début de la production, de l'industrie, de l'agriculture, et, sans prendre la liberté du commerce pour une panacée infaillible, il est permis de dire que tout irait mieux, du jour où on laisserait la concurrence des capitalistes et des propriétaires s'organiser en présence de celle des ouvriers. Ricardo a raisonné dans l'hypothèse d'un déplorable *statu quo* : nous raisonnons dans l'hypothèse d'un affranchissement qui déjà commence. Il a désespéré, et tout nous conduit, au contraire, à espérer dans l'avenir.

III.

Ricardo. « Si un fabricant donnait toujours ses marchandises pour la même somme d'argent, pour 1,000 liv. st., par exemple, ses profits dépendraient du prix du travail nécessaire pour leur fabrication. Ils seraient moindres avec des salaires de 800 livres qu'avec d'autres de 600 livres. A mesure donc que les salaires hausseraient, les profits diminueraient. » (*Principes*, etc., chap. VI, des *Profits*, pag. 85.)

Note de Fonteyraud. Je vois, moi, dans ces deux faits un parallélisme constant, inévitable même, et non cet antagonisme déplorable que signale Ricardo. Suivant lui, les salaires et les profits représenteraient les deux plateaux d'une balance, l'un s'abaissant tandis que l'autre s'élèverait ; et comme le manufacturier peut toujours troubler l'équilibre à son profit, grâce aux capitaux dont il dispose, il s'ensuivrait que les profits suivraient une progression toujours ascendante. Or, il n'en est rien. Pour nous, les intérêts de l'ouvrier et du chef d'industrie sont entièrement liés : greffés comme deux rameaux sur la production, ils en suivent toutes les phases, prospérant ou languissant avec elle.

En effet, n'est-ce pas sur le prix courant des marchandises que le manufacturier prélève son revenu et celui de l'ouvrier, et ce prix courant ne varie-t-il pas en raison des frais de production combinés avec l'abondance des produits ? Faites que les demandes soient actives, que les échanges se multiplient, que l'industrie fatigue les machines à produire, et vous aurez élevé le prix des marchandises. Et comme une production animée nécessite des bras nombreux, le travail haussera de valeur inévitablement : — c'est l'époque où l'ouvrier commande et fait largement sa part dans le butin industriel. Faites, au contraire, que les besoins diminuent, que les magasins encombrés de produits réduisent au repos la plupart des usines, et vous voyez fléchir aussitôt le prix des marchandises. Or, comme un travail languissant est le signal de la désertion des ateliers, l'ouvrier voit s'anéantir ses ressources : — c'est l'époque où il fléchit le genou, pressé par la faim et par une concurrence acharnée. Mais, dans tous les cas, les chances sont les mêmes pour le travailleur et le capitaliste ; et s'il arrive que, même aux époques de prospérité manufacturière, l'ouvrier ne participe que faiblement aux bénéfices de la production, on

peut être sûr que sa condition est bien plus douloureuse, plus poignante aux moments de crise et d'abaissement.

L'exemple de l'Angleterre, depuis ces dernières années, suffirait seul pour démontrer la vérité de ces conclusions, que nous dictent le bon sens et la logique. En 1838, 39 et 40, on vit les districts manufacturiers s'assombrir tout à coup, menacés par une disette imminente et par une crise qui devait être le contre-coup des crises financières de l'Amérique. Les manufacturiers, privés des demandes ordinaires de la classe laborieuse, restreignirent leur fabrication. Le 12 mai 1839, quarante-cinq filateurs de coton s'engagèrent à ne pas travailler plus de quatre jours par semaine, et, tandis que les capitaux s'épuisaient dans une production ruineuse, tandis que les profits se changeaient en faillites nombreuses, les salaires baissaient de 20, de 40 %. Lorsque l'industrie, courbée sous ces orages financiers, se releva, on vit les manufacturiers reconstruire leurs fortunes ébranlées, activer le travail, et hausser immédiatement les salaires. Or, ce qui est vrai pour l'Angleterre est vrai pour tous les pays, et suffit, sans aucune espèce d'optimisme, pour nous rassurer sur l'avenir des masses et les prédictions de Ricardo.

De la hausse et de la baisse réciproque des profits et des salaires.

I.

Ricardo. « Dans tout le cours de cet ouvrage, j'ai cherché à prouver que le taux des profits ne peut jamais hausser qu'en raison d'une baisse des salaires, et que cette baisse ne peut être permanente qu'autant qu'il y aura une diminution dans le prix des denrées que l'ouvrier achète avec ses gages. Si, par l'accroissement du commerce étranger, ou par des perfectionnements dans les machines, on peut fournir aux travailleurs la nourriture et les autres objets de première nécessité à plus bas prix, les profits hausseront. Si, au lieu de récolter du blé chez nous, et de fabriquer nous-mêmes l'habillement et les objets nécessaires pour la consommation de l'ouvrier, nous découvrons un nouveau marché où nous puissions nous procurer ces objets à meilleur compte, les salaires devront baisser et les profits s'accroître. Mais, si ces choses que l'on obtient à meilleur compte, soit par l'extension du commerce étranger, soit par le perfectionnement des machines, ne servent qu'à la consommation des riches, le taux des profits n'éprouvera pas de changement. Le taux des salaires ne saurait changer, quoique le vin, les velours, les soieries, et autres objets de luxe, éprouvent une baisse de 50 %; et par conséquent les profits resteront les mêmes. (*Principes*, etc., chap. IX, *du Commerce extérieur*, p. 103.)

Note de Fonteyraud. Cette assertion, pour être catégorique, n'en est pas moins parfaitement insoutenable. — Si les prix baissent, c'est que les

sommes destinées à acheter ces velours, ces soieries, ces superfluités dont parle Ricardo, ont diminué ou pris une autre direction. Supposez une année de disette où les populations, inquiètes sur leur existence, voient leurs épargnes se dissiper en achats de blé; une année où les appels de la faim étouffent tous les autres désirs, toutes les autres jouissances; supposez encore un revirement dans le goût des consommateurs, un de ces caprices soudains et inexplicables qui font préférer telle étoffe à telle autre, telle école de coiffure ou de parure à telle autre école, et dans les deux cas vous aboutissez à faire payer par l'industrie les frais de ces anomalies des saisons ou des esprits: — dans les deux cas, c'est le travail qui comble le déficit créé par la famine, les crises financières ou les mobiles décrets de la mode. Or, dès que l'on voit diminuer la somme de travail à répartir entre les ouvriers, dès que s'affaiblit la demande de bras, on peut en conclure hardiment que la valeur du travail, en d'autres termes, les salaires doivent bientôt fléchir. En effet, ce qui constitue la dotation de l'industrie, ce sont les capitaux; si ces capitaux diminuent par la baisse des prix, il y a atteinte grave portée au budget des travailleurs, et, dès lors, la part de chacun doit s'affaiblir. Les profits de l'entrepreneur s'amoindrissent, et avec eux l'épargne au moyen de laquelle se créent les fortunes, et avec l'épargne, enfin, ces fortunes mêmes qui sont la source d'où naissent les salaires. Dire que les profits peuvent diminuer sans qu'une diminution analogue atteigne la rémunération de l'ouvrier, c'est donc dire que les sources d'un fleuve peuvent se tarir sans que le niveau du fleuve s'abaisse immédiatement; c'est commettre une erreur que le souvenir des désastres de Manchester, de Spitalfieds, de Coventry et de l'Amérique eût dû épargner à Ricardo.

II.

Ricardo. « Quant à la seconde objection, qu'il se passerait un intervalle considérable entre la hausse du prix du blé et la hausse des salaires, intervalle pendant lequel les classes inférieures se trouveraient dans un état de grande gêne: je réponds que, dans des circonstances différentes, les salaires suivent le prix des produits agricoles *avec des degrés très-différents de célérité.* » (*Principes*, chap. IX, *des Impôts sur les produits naturels*, p. 129.)

Note de Fonteyraud. Ce sont précisément ces degrés *très-différents de célérité*, qui sollicitent l'attention du penseur, de l'économiste. Cette célérité qui suffit à l'auteur, dont la plume glisse sur ces redoutables problèmes, se traduit en une effrayante et longue agonie pour les classes sur lesquelles retombent les crises financières. Une heure, un jour, une année ne sont rien pour des théories scientifiques dont le domaine est l'infini, dans le temps, dans l'espace; mais ils suffisent pour décider de l'agonie d'une famille, et de la ruine d'une industrie. A la longue, sans doute,

l'équilibre entre les salaires et les subsistances tend à se rétablir, si on prend l'histoire de l'industrie par catégories de siècles, on verra entre parallèlement le niveau des salaires et celui des prix ; mais combien de transitions cruelles, cachées sous cette vaste enveloppe des siècles, viennent démentir l'assertion de Ricardo ! combien de convulsions ont démontré la lenteur avec laquelle s'opère la hausse des salaires, et la rapidité avec laquelle, au contraire, ils s'abaissent dans les années de disette ! Les faits abondent pour certifier ce douloureux martyrologe. Ainsi, pour chercher nos exemples dans la terre classique des crises industrielles, on a toujours vu, en Angleterre, les époques de grande cherté correspondre avec celles des salaires réduits et insuffisants. En 1804, le prix du blé étant de 44 sch. 10 d., le salaire des agriculteurs s'éleva à 8 sch. En 1817, les prix ayant atteint 100 sch. 5 d., les salaires s'arrêtaient à 19 sch. : — posant ainsi un accroissement de 260 °/₀, dans les prix, en face d'un accroissement de 33 °/₀ seulement dans les salaires. Adam Smith avait entrevu ce jeu fatal des salaires et des subsistances, et les événements l'ont mis hors de doute avec une impitoyable rigueur. Il n'a manqué à Ricardo, pour rester convaincu de l'erreur où il s'est laissé entraîner, que d'assister au drame lugubre qui se joua en 1839-40-41, dans les districts manufacturiers de l'Angleterre. Il eût pu voir la réserve de la Banque descendre de 9,362,000 liv. st. à 3,500,000 liv. st., le nombre des faillites s'élever en quatre ans de 800 à 1,500, la taxe des pauvres grandir à Oldham de 159 °/₀, à Bolton, de 304 °/₀, enfin, le pays se dépeupler par l'émigration, la mort et les prisons. Quelques mois suffirent pour répandre ces calamités sur la puissante Albion, et il lui fallut cinq ans d'efforts, de sacrifices pour réparer ses forces, reprendre son aplomb et se remettre en marche avec son énergique mot d'ordre : *All right!* Que deviennent, en présence de tous ces faits, *les degrés très-différents de célérité* que Ricardo affirme ici pour les combattre un peu plus loin ?

III.

Ricardo. « D'après la manière dont nous avons considéré les profits des capitaux, il semblerait qu'aucune accumulation de capital ne peut faire baisser les profits d'une manière permanente, à moins qu'il n'y ait quelque cause, également permanente, qui détermine la hausse des salaires. Si les fonds pour le payement du travail étaient doublés, triplés ou quadruplés, il ne serait pas difficile de se procurer bientôt la quantité de bras nécessaires pour l'emploi de ces fonds ; mais en raison de la difficulté croissante d'augmenter constamment la quantité de subsistances, la même valeur en capital ne pourrait probablement pas faire subsister la même quantité d'ouvriers. S'il était possible d'augmenter continuellement, et avec la même facilité, les objets nécessaires à l'ouvrier, il ne pourrait y avoir de changement dans le taux des profits et des salaires, quel que fût le mon-

1 capital accumulé. Cependant Adam Smith attribue toujours la

baisse des profits à l'accumulation des capitaux et à la concurrence qui en est la suite, sans jamais faire attention à la difficulté croissante d'obtenir des subsistances pour le nombre croissant d'ouvriers que le capital additionnel emploie. « L'accroissement des capitaux, dit-il, qui fait hausser les « salaires, tend à abaisser les profits. Quand les capitaux d'un grand « nombre de riches commerçants sont versés dans la même branche de « commerce, leur concurrence mutuelle tend naturellement à en faire « baisser les profits; et, quand les capitaux se sont pareillement grossis « dans tous les différents commerces établis dans la société, la même « concurrence doit produire le même effet dans tous. » (*Principes*, et chapitre XXI, des *Profits et de l'intérêt des capitaux*, p. 264.)

Note de Fonteyraud. Il m'est impossible, à voir la persistance avec laquelle Ricardo cherche à établir l'antagonisme prétendu des salaires et des profits, et son impassibilité devant les démentis que l'expérience donne à son système, il m'est impossible, dis-je, de ne pas croire à une confusion dans les idées qu'il remue. Il a beau appeler Ad. Smith à son secours pour le sauver de la réalité qui le combat, il a beau se couvrir de mystères dans certains passages, distinguer entre les hausses momentanées et les hausses prolongées, entasser les observations, prétendre que chaque obole ajoutée aux salaires est une perte pour le manufacturier, nous faire chercher enfin dans les fanges du paupérisme les perles et le luxe du riche, il ne pourra faire que, par la solidarité qui relie les membres de la famille humaine, les souffrances ou les joies des uns ne retentissent, tôt ou tard, dans l'âme de tous. Chacune de ces grandes années de crise, qui ont ébranlé les sociétés anglaise, américaine, française, et ont jeté sur la place publique, dans le forum ardent et courroucé, les masses sans travail que vomissaient les manufactures; chacune de ces années aurait dû enseigner à l'austère économiste que les ouvriers sont la base de l'édifice industriel, et que lorsque la base d'un édifice s'ébranle le faîte est bien près de s'écrouler, en d'autres termes, que la ruine frappe en même temps en haut et en bas. D'un autre côté, chacune de ces années radieuses, où l'on vit les débouchés s'agrandir, les capitaux affluer dans toutes les industries pour les vivifier, le travail rouvrir, comme une formule magique, les portes muettes des ateliers, l'abondance secouer de toutes parts sur le monde ses merveilles et ses richesses, chacune de ces années, dis-je, aurait dû lui prouver que, si les mauvais jours pèsent sur les chefs et sur les ouvriers, les jours de prospérité ont des récompenses pour tous, sous forme de hauts salaires pour les uns, et de riches inventaires pour les autres. Je ne puis croire que Ricardo se soit tenu assez loin des événements pour n'en pas suivre la marche, et n'en pas comprendre les enseignements, et ces événements eussent été pour lui un espoir et non une sorte d'anathème, si, à mon humble avis, du moins, l'arme du raisonnement et de l'observation ne s'était faussée entre ses mains. Je ne vois pas d'autre

moyen d'expliquer comment, toutes les fois qu'il indique une hostilité profonde dans les rangs des travailleurs, les faits répondent, au contraire, par une union qui n'a rien certainement de la tendre affection que nous promet Fourier entres pages et pagesses, mais qui repose sur l'intérêt individuel, garanti par l'intérêt social,—du moins autant que le permettent toutes les charges qui, sous le nom d'octrois, de douanes, d'impôts engagérés, de dettes publiques, grèvent le producteur et altèrent les contrats économiques.

Au spectacle du développement merveilleux de l'industrie, des progrés inespérés de la mécanique qui, d'un côté, abaissent chaque jour la valeur courante des marchandises, et, de l'autre, provoquent l'accroissement des salaires par l'immensité de la tâche qu'il s'agit d'accomplir et par la demande de travailleurs; au spectacle de cette double impulsion, ascendante pour le prix du travail, descendante pour le prix des produits, le savant auteur des *Principes d'Économie politique* n'a pas senti que, loin d'être pour le manufacturier une cause de ruine, l'avilissement graduel de ses marchandises était la base la plus sûre de sa prospérité. Dans le fait, et par une aberration étrange pour un aussi grand esprit,—aberration devant laquelle le respect a même fait longtemps hésiter notre main, — Ricardo a confondu une diminution dans la valeur des produits avec une diminution des profits. Il a vu que, par la concurrence des producteurs, les inventions se succèdent chaque jour dans le champ industriel, que les forces mécaniques se retrempent au contact de la science: il a vu que le génie de l'homme, entassant ainsi les produits, luttait de prodigalité avec la nature elle-même, et tendait à faire des richesses sociales un fonds où les plus humbles vinssent puiser à peu de frais; et cet admirable travail d'égalité, ce nivellement du bien-être, il a cru qu'on ne pouvait l'accomplir qu'en retranchant des profits du manufacturier ce que l'on accordait, par l'abaissement du prix, au consommateur, par la hausse des salaires, aux classes laborieuses. Il n'a pas vu que c'est précisément dans la salutaire action de ce double phénomène que reposent l'avenir de l'industrie et sa prospérité: car c'est ce double phénomène qui appelle la masse à consommer les produits créés, et qui, par conséquent, fait des besoins de tous un étai pour le travail de tous. Dire que parce qu'un fabricant fait à ses ouvriers une part plus large dans la répartition de la fortune publique, il diminue d'autant son revenu et ses profits, c'est dire à la fois une chose fausse et une chose décourageante: — décourageante, parce que, ou l'on introduirait la lutte et la haine dans les rangs des travailleurs, ou l'on condamnerait l'ouvrier à un ilotisme barbare et à des salaires minimes, ou l'on conviérait le manufacturier à une générosité impossible; — fausse, en ce que plus une marchandise diminue de valeur, plus elle appelle la consommation, et plus elle appelle la consommation plus les bénéfices du fabricant se gros-sissent. Ne nions pas, ne refusons pas, surtout, par amour pour les abstractions, ce miracle perpétuel de la production, qui appelle les plu

humbles à la vie physique, comme les appelait le Christ à la vie morale.

Quoi qu'on fasse ou dise, on n'échappera pas à la force des choses ; et la force des choses veut que le capital ne se dépouille pas en faveur du travail, et qu'avant d'attenter à ses profits, il prélève sur les salaires ce que l'état du marché ne peut plus lui donner. Si donc on voit un manufacturier hausser le prix de la main-d'œuvre, on peut être sûr que ses inventaires ont un aspect rassurant, que ses ateliers sont en pleine activité, lorsque l'or s'écoule en minces filets au profit des ouvriers, on peut être convaincu qu'il coule à larges flots dans la caisse des chefs d'industrie, et je ne sache pas un seul exemple où l'on ait vu les salaires grandir au sein d'une industrie languissante. « Mais, dira-t-on, ne voyez-« vous pas le taux de l'intérêt s'abaisser de toutes parts, tandis que s'élève, « au contraire, avec la valeur des forces humaines, celle des subsistances? « Ne voyez-vous pas que le producteur hérite des dépouilles du capita-« liste, du propriétaire, du rentier, et que, dans ce déplacement de la « richesse, les caisses des uns s'emplissent aux dépens des caisses des « autres? » Je reconnais facilement la décadence du rentier et du propriétaire, c'est-à-dire de l'élément oisif de la société. Ils représentent des capitaux inertes, qui doivent nécessairement perdre de leur prix au milieu de la multiplication générale des produits et des signes monétaires : et leur fortune présente même quelque chose d'analogue à ces monnaies qui s'usent par le frai, ou bien, — que l'on me permette cette comparaison peu économique—à des habits qui deviennent trop courts pour un corps que le temps développe et grandit. Rien de plus juste et de plus naturel à leur égard; mais je nie positivement l'autre partie de la proposition, celle qui veut envelopper dans la même déchéance toute cette classe de producteurs qui mettent en œuvre leurs capitaux, commanditent des industries, et font servir leurs sueurs d'hier à féconder leurs sueurs du jour et du lendemain. Pour ceux-là, au contraire, le bien-être s'accroît, et il faudrait pousser bien loin l'esprit de système, pour mettre la position d'un membre de la vénérable confrérie des merciers ou des drapiers du moyen âge au-dessus de celle des manufacturiers puissants qui remuent des millions dans le Lancashire, à Lyon, à Mulhouse, et qui nous étonnent par le faste de leur existence.

Sans doute les capitaux se sont multipliés à l'infini et sont allés, en s'épanchant sur le monde, fertiliser, comme de riches alluvions, les contrées les plus pauvres, les plus stériles sous le rapport industriel. Sans doute cette multiplication de la richesse a dû en amener la dépréciation ; sans doute, nous marchons vers une époque où les prodiges de la mécanique, commanditée par le capital, feront de la chaussure, du vêtement, de la nourriture, des choses presque aussi gratuites que l'air, le ciel, le soleil, l'eau, l'électricité ; mais qui voudrait proscrire ces bienfaits, et qui ne voit, d'ailleurs, que si les valeurs sociales sont devenues plus nombreuses et ont baissé de prix, elles sont devenues, par cela

même, plus facilement accessibles ? Qu'importe à un capitaliste de voir dépérir entre ses mains des richesses, si ces richesses se reproduisent à l'infini ? que lui importe de posséder 100,000 fr., qui lui rapportent 10 °/₀, ou 200,000 qui produisent un intérêt de 5,000 fr. ? que lui importe encore de vendre, à frais égaux, dix aunes de brocart à 100 fr. ou vingt aunes à 50 fr. ? Sa situation sera la même, tandis que la société en masse aura hérité de cette abondance qui s'infiltrera peu à peu dans ses rangs les plus infimes. Déplorer cet avilissement des objets de consommation, ce serait donc déplorer la gratuité des rayons solaires, des forces naturelles, des fleuves ; ce serait méconnaître que la valeur est une chose abstraite, une véritable équation établie entre les frais de production et la demande des différents produits,—rien de plus ; ce serait, en un mot, sacrifier la substance à l'attribut, la réalité à l'idéal, et lâcher niaisement la proie pour courir après l'ombre. Loin de s'apitoyer sur la dépréciation des capitaux, il faut donc, au contraire, s'en réjouir au nom de toutes les classes de la société ; car cette dépréciation indique qu'ils se sont multipliés, et cette multiplication indique qu'ils se distribuent à un plus grand nombre d'individus. Qui dit valeur excessive d'un produit, dit monopole, consommation restreinte, et, par conséquent, industrie sans débouchés, sans profits ; qui dit valeur infime, dit consommation générale, et, par suite, industrie florissante, s'appuyant sur ces bases solides qui sont les besoins de tous. Si bien que l'époque la plus prospère pour la société sera celle où les ateliers, sans cesse en activité, produiront avec une sorte de fièvre ; où le travail, partout recherché, obtiendra de forts salaires ; où les produits, inondant les marchés, s'y vendront à assez bas prix pour que les plus pauvres y puissent atteindre, et assureront ainsi aux manufacturiers la clientèle des masses, la seule qui, en réalité, puisse commanditer sûrement une entreprise.

Voilà les conclusions auxquelles eût été conduit Ricardo s'il eût étudié de plus près les faits et en eût fait une analyse plus nette, plus exacte. Il n'eût pas abouti à dire que les profits doivent aller toujours en s'abaissant ; à déplorer la surabondance et l'avilissement des capitaux ; il n'eût pas surtout prêté l'autorité de son nom, de sa forte intelligence, aux sectes sans nombre qui se sont abattues avec fureur sur l'économie politique, pour lui arracher, sous forme de formules dangereuses et désespérées, un acte d'abdication. Dernièrement encore, un écrivain, à l'imagination brillante, qui excelle à parer le clinquant de ses paradoxes d'un style puissant et coloré ; un penseur qui, plongé dans les abstractions transcendentales, ne s'aperçoit pas que, dans les sciences comme dans la nature, à force de vouloir s'élever et planer, on arrive à des régions où le vide se forme et où l'air manque aux poumons, comme la netteté à l'intelligence ; M. Proudhon,—pour le nommer deux fois,—a rangé cette dépréciation graduelle et fatale des produits et des valeurs au nombre de ce qu'il veut bien appeler les *contradictions économiques*. Il s'est extasié

sur cette divergence de phénomènes, qui veut que tandis que la société s'enrichit par la multiplication des produits, elle s'appauvrisse par la dépression de leur valeur ; et il a creusé cette anomalie, ou cette antinomie prétendue, avec un acharnement qu'il a pris pour de la profondeur, et qui est tout simplement de la naïveté. Il n'a pas vu, d'une part, que ce jeu des richesses sociales est la chose du monde la plus simple, la plus naturelle, et que la base de toutes les valeurs étant, ici-bas, le travail, il est évident, il est fatal que moins les frais de production d'une marchandise seront élevés, plus fléchira son prix courant, plus elle sera demandée, et plus la production s'agitera pour la répandre de toutes parts. Il n'a pas vu ensuite, ce qui était bien plus important et plus visible encore, que la société s'enrichit, loin de s'appauvrir, dès que la valeur des choses s'abaisse, parce que cet abaissement est le signe de leur abondance. Loin donc qu'il y ait anomalie dans cette grande loi de la valeur, il s'y trouve une harmonie salutaire, pleine d'enseignement, et qu'on ne peut méconnaître qu'à force d'arguties, de logomachie et de *systèmes systématiques*. Dans le fait, ce n'est pas de *valeurs* que vit la société ; c'est de blé, de vêtements, de meubles ; et plus ces choses sont à bas prix, plus une société doit être réputée opulente, parce que plus elle est à même d'en distribuer les bienfaits à tous ses membres. La tendance actuelle de notre époque, de notre industrie, est précisément de réaliser ce beau programme, et de créer, pour ainsi dire, la démocratie des prix et des produits, au profit du consommateur, qui payera moins cher les marchandises, — de l'ouvrier, dont le travail deviendra plus précieux, — du capitaliste, qui verra grandir ses débouchés. Qu'on mette, d'ailleurs, pour plus de sécurité dans le raisonnement, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Hollande, qui comptent par milliards des richesses dont l'intérêt s'arrête à 6, à 5, à 4, à 3, ou même à 2 %; qu'on mette ces grandes nations en face de ces peuples où de maigres capitaux provoquent l'usure, et donnent des revenus douteux de 10, 20 ou 25 %; qu'on fasse cette comparaison, et, quoi qu'en dise Ricardo, aidé de M. Proudhon, le choix ne sera pas douteux.

Le taux des salaires et le prix des vivres.

I.

Ricardo. « M. Buchanan fait deux objections contre cette proposition, telle qu'elle est énoncée par le docteur Smith. En premier lieu, il nie que les salaires en argent soient réglés par le prix des denrées ; et, en second lieu, il nie encore qu'un impôt sur les salaires du travail puisse les faire monter de prix. Voici, sur le premier point, l'argument qu'emploie M. Buchanan, page 59 [1] (*Principes*, chap. xvi, des *Impôts et des Salaires*, p. 187) :

[1] Note à une édition de la *Richesse des nations*, par Buchanan.

« Les salaires du travail, ainsi que je l'ai déjà fait voir, ne consistent « point dans l'argent, mais dans ce qu'on peut acheter avec cet argent, « c'est-à-dire, dans les denrées et autres objets nécessaires ; et la part « qui sera accordée au travailleur sur le fonds commun sera toujours pro- « portionnée à l'offre. Là où les subsistances sont *à bas prix et abondan- « tes*, son lot sera plus fort; et là où elles sont *rares et chères*, sa part « le sera moins. Son salaire sera toujours exactement ce qui doit lui re- « venir, et jamais au delà. Le docteur Smith, et la plupart des autres au- « teurs, ont, il est vrai, prétendu que le prix en argent du travail était « réglé par le prix en argent des subsistances, et que toutes les fois que « les vivres montent, les salaires haussent dans la même proportion. Il « est cependant clair que le prix du travail n'a point de rapport néces- « saire avec le prix des subsistances, puisqu'il dépend entièrement de « l'offre du travail industriel comparée avec la demande. D'ailleurs, il « faut faire attention que le haut prix des subsistances est un indice « certain de la diminution de l'approvisionnement, et a lieu dans le cours « ordinaire des choses, afin d'en retarder la consommation. Une moin- « dre quantité de vivres, partagée entre le même nombre de consomma- « teurs, en laissera évidemment à chacun une moindre portion, et le « travailleur sera forcé de supporter sa part de privation dans la disette. « Pour que ce fardeau soit distribué également, et pour empêcher que le « travailleur ne consomme autant de subsistances qu'auparavant, le prix « monte. On prétend que les salaires doivent monter en même temps, « pour mettre le travailleur en état de se procurer la même quantité « d'une denrée devenue plus rare. Mais, si cela était ainsi, la nature con- « trarierait elle-même ses propres desseins, en faisant d'abord monter le « prix des subsistances, afin d'en diminuer la consommation, et en faisant « ensuite hausser les salaires pour fournir au travailleur le même appro- « visionnement qu'auparavant.» (*Note à Smith, citée par Ricardo*, p. 187.)

Note de Fonteyraud. Rien de plus vrai que le contraste offert par le renchérissement des subsistances et la dégradation des salaires, aux époques de disette. C'est qu'en effet la lutte se trouve alors engagée entre deux faits bien distincts : un fait naturel, physique, qui est la végétation ; un fait social, qui est l'offre et la demande des bras ; — le premier, frappant comme la foudre, le second, ne pouvant subir que des transformations lentes, du moins quand ces transformations ne sont pas précipitées, aggravées par les crises de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture. Un mois suffit, en effet, pour dessécher la racine des plantes et frapper de mort les ressources agricoles de tout un pays ; mais il faut des années, quand il ne faut pas des siècles, pour accroître avec l'industrie la valeur du travail. Un mois suffit pour tripler le prix du blé ; mais, pour tripler des salaires, il faut de grands efforts, suivis de grands succès. A n'étudier donc que les phénomènes économiques d'un petit nombre d'années, l'ascension du

prix des subsistances sera, comme le dit M. Buchanan, contemporaine de l'abaissement des salaires; mais si, élargissant l'horizon, on surveille la marche séculaire du travail, à travers les oscillations infinies et infiniment douloureuses qu'il éprouve, on découvre que sa valeur s'est accrue constamment, et que la même somme d'efforts donne aujourd'hui à l'ouvrier une somme de bien-être, de jouissances bien plus considérable que du temps de la reine Berthe, du roi Arthur ou des Pharaons. Les oignons d'Egypte, le pain noir des ergastules, les maigres deniers qu'on donnait aux ouvriers du moyen âge, sont devenus des salaires de 3 à 4 francs ou schellings, et la scène attristée de l'esclavage antique, ou du servage féodal s'est illuminée aux reflets de cette lampe merveilleuse qui est la liberté de penser, de dire et d'agir. Si bien que demain, peut-être, les salaires baisseront dans un pays, pour se relever après-demain, et puis tomber encore; mais nous certifions que, dans un siècle, ils auront définitivement haussé.

Tout ce que nous pouvons concéder à M. Buchanan, c'est que les travailleurs ne marchent pas vers le bien-être, comme une flèche vole au but, sans détours, sans déviations; ils y vont à travers mille obstacles, mille sinuosités; mais, en réalité, ils y vont.

Et d'ailleurs, nous ne voyons pas ce que la nature a à faire dans la fixation du taux des subsistances, et en quoi la Providence se mêle de rédiger les tarifs de la Halle ou de Mark-Lane. Nous ne voyons pas surtout en quoi, comme le veut M. Buchanan, comme le prétend Ricardo : *Dieu contrarierait ses propres desseins en permettant aux salaires de s'élever dans le rapport du renchérissement des subsistances.* Les desseins de Dieu, en couvrant la terre de générations vivantes, n'ont pas été de les affamer ou de les étouffer dans les étaux d'un syllogisme économique. En créant l'homme, il lui a légué la terre pour nourrice, comme, en créant l'enfant, il a gonflé le sein des mères. Si maintenant les moissons se flétrissent, si les plantes meurent, frappées d'innombrables fléaux, si le lait manque aux faibles, et le pain aux forts, il faut voir dans ces faits redoutables une transgression des lois divines; il faut courber la tête devant ces mornes et implacables énigmes, et non les expliquer par une barbare préméditation de la Providence. En fait, la Providence n'intervient nullement dans de si basses œuvres; elle permet les famines, les disettes; la force des choses, l'organisation sociale, la logique des événements font le reste, et nous sommes convaincu que Dieu ne s'opposerait nullement à ce que le *travailleur eût toujours la même dose d'aliments*, — résultat que M. Buchanan trouve incompatible avec ses desseins.

Il était, comme on voit, fort inutile de lui faire jouer un rôle si peu digne d'elle, et d'introduire jusque sur le terrain de l'économie politique ces influences occultes et ces miracles qui ont tant tourmenté les alchimistes et les philosophes. Cela ne convient ni à notre époque, ni à nos esprits, et il suffisait, dans cette circonstance, de l'usage modeste du bon sens.

Les résultats indiqués par le judicieux commentateur de Smith sont, en effet, faciles à expliquer, et nous les avons déjà expliqués plus haut. Ainsi, les subsistances venant à hausser, le travail se ralentit immédiatement dans toutes les branches de la production ; et cela forcément, fatalement, par cette loi de solidarité qui lie toutes les classes de la société. Si les agriculteurs sont misérables, ils achètent moins de vêtements, — ce qui restreint la production manufacturière; si les tisserands sont misérables, ils consomment moins de pain, moins de viande, moins de vin, — ce qui restreint la production agricole. De là, diminution dans la demande des bras, par conséquent, baisse dans les salaires. Pas n'est besoin des divinités de l'Olympe pour produire et démontrer ces fléaux; pas n'est besoin d'elles non plus pour y porter remède, le progrès des connaissances humaines et des institutions sociales tendant chaque jour à les affaiblir. C'est ainsi que l'amélioration des méthodes agricoles a rendu les disettes infiniment moins fréquentes : c'est ainsi que la rapidité des voies de communication a mis les continents anciens de plain pied avec les continents nouveaux; c'est ainsi que les pays où les récoltes ont été abondantes peuvent laisser s'épancher ces richesses sur les pays frappés de stérilité, et échanger, dans le langage de la Bible, leurs vaches grasses contre leurs vaches efflanquées; c'est ainsi que l'égalité des partages tend à assurer à chacun une place au grand festin que donne la terre à ses enfants; c'est ainsi, enfin, que la liberté du commerce, en élargissant la zone où se puisent les produits, et celle où s'achète le travail, prépare un équilibre futur que troubleront seulement de rares et faibles secousses.

Sans accorder à ces généreuses réformes des vertus irrésistibles, et en faire une panacée infaillible, nous les croyons infiniment plus puissantes que le manichéisme de Buchanan. Incarnées dans cette association géante qui les fit triompher en Angleterre, à la voix inspirée de Cobden, — apôtre de cette religion de la liberté dont Smith, Condorcet, Rousseau avaient été les révélateurs; inscrites dans les lois commerciales d'un grand peuple, d'un grand ministre, qui a enlevé près de douze cents articles aux tyrannies du fisc, elles ont pénétré dans les intelligences les plus avancées de notre pays, et pénétreront bientôt dans notre Code, grâce à la plume incisive et humoristique de M. Bastiat, grâce à la parole tantôt brillante, tantôt grave, tantôt mordante de MM. d'Harcourt, Blanqui, Faucher, Dunoyer, Chevalier, Wolowski, etc., grâce surtout au plus grand de tous les maîtres : l'expérience. Il s'est trouvé de plus que, pour leur début, ces doctrines de liberté ont préservé l'Europe d'une disette effrayante, et de secousses épouvantables. Elles ont payé leur bienvenue dans ce monde en sauvant des milliers de malheureux dont nous entendions déjà le râle en Irlande, en Angleterre, et chez nous-mêmes. Qu'en dit M. Buchanan?

II.

RICARDO. « Si donc la prospérité de la classe commerciale conduit inévitablement à l'accumulation des capitaux et aux progrès des industries fécondes, on doit se rallier à une baisse dans les prix des blés comme au moyen le plus sûr pour atteindre ce résultat. » (*Œuvres diverses, Essai sur l'influence du bas prix du blé*, p. 566.)

Note de Fontéyraud. Cette conclusion serait désolante, s'il était vrai que l'abaissement du prix des céréales dût réagir fatalement sur les salaires. Dans ce cas, loin d'ouvrir largement les portes aux importations étrangères, loin de favoriser le progrès des méthodes agronomiques, loin de multiplier les moissons dans un pays et de verser l'abondance à pleines mains ; dans ce cas, disons-nous, il faudrait redresser les barrières abattues, briser les charrues, faire brûler, par la main du bourreau, les traités d'agriculture, afin de diminuer la masse des céréales produites, d'en augmenter conséquemment les prix, et d'en faire une denrée de luxe. Après quoi il ne resterait plus aux ouvriers qu'à opter entre les deux conseils qui leur furent donnés au dix-huitième siècle par une princesse et par un traitant : — ils auraient *à manger de la brioche* ou *à brouter l'herbe des prés*. Ricardo penche pour la brioche, car il ne peut séparer, dans ses abstractions, la hausse des salaires de l'élévation des prix : nous, au contraire, nous craignons la plus horrible détresse, car nous avons pour nous la logique des idées et la logique des faits, car nous avons le compte des générations mortes au souffle de la famine, car nous savons ce que des prix de 39 francs l'hectolitre et de 100 sch. le *quarter* ont produit de faillites, de douleurs, de secousses sanglantes en France et en Angleterre. Nous ne saurions, d'ailleurs, nous résigner aussi facilement que le savant économiste anglais, à voir ainsi grandir les profits aux dépens des salaires, et nous ne verrions aucun progrès dans un système qui, renversant toutes les lois de la charité et du bon sens, tailleraient dans les haillons du pauvre de quoi vêtir les riches. Notre cri serait, dans le système de Ricardo, en faveur des monopoles, des restrictions, des impôts, en un mot de tout ce qui accroît la valeur des choses, contre tout ce qui tend à niveler le bien-être : et au lieu d'être les disciples de Smith, de Say et de Cobden, nous chercherions encore à réaliser, avec une balance — et des faux poids, — le rêve des mercantilistes. Mais nous croyons avoir démontré déjà que Ricardo se trompe, que le bas prix des subsistances est un progrès aussi bien que le bas prix des objets manufacturés, des livres, des transports, et que le grand problème économique de l'avenir doit être précisément de donner une marche ascendante aux salaires et une marche rétrograde aux prix.

AUTRES NOTES

SUR

L'OFFRE ET LA DEMANDE, LES FRAIS DE PRODUCTION,

LA RENTE ET LA LÉGISLATION DES PAUVRES.

L'offre et la demande, et les frais de production [1].

Si l'esprit humain, dans ses recherches, n'avait pas l'habitude de viser trop haut ou trop bas, comme un tireur novice ; si la vérité n'avait pas pour caractère distinctif d'être la dernière formule qui nous apparaisse, dans les sciences comme dans les lettres, comme dans les nouveaux mondes qu'on découvre ; si, enfin, il ne fallait pas des prodiges de sagacité et de raisonnement pour extraire de l'infinie diversité des phénomènes sociaux un corps de doctrines, et pour poser une science en équilibre sur des principes fondamentaux, on pourrait s'étonner à bon droit de la lutte étrange qui s'est établie entre les économistes, au sujet de la détermination théorique et pratique des prix. Les uns n'admettent que l'influence des frais de production, les autres rejettent tout ce qui ne relève pas de la grande loi de l'offre et de la demande. Ricardo marche et combat à la tête des premiers, J.-B. Say à la tête des seconds, et les critiques ou les enthousiasmes, soulevés par la célèbre théorie de la rente, n'ont pas d'autre origine que ce duel entre deux idées, entre deux notions parfaitement conciliables, *nécessairement* conciliables même, selon nous. Quoique l'éclectisme ne nous séduise pas plus en économie politique qu'en philosophie, et quoique nous répugnions fort à ces accouplements monstrueux que l'on se plaît à imposer à des doctrines qui se repoussent invinciblement, nous ne pouvons laisser s'isoler ici deux lois que l'on a crues complètes, prises séparément, et qui ne sont que les fragments désunis de la même vérité. C'est à réunir ces fragments, à souder ces membres arbitrairement et systématiquement disjoints que nous allons viser.

Qui ne voit, en effet, que ces deux termes : *frais de production, offre et demande*, sont le résumé scientifique de toutes les opérations commer-

[1] Chapitre XXX des *Principes*, p. 357 des *Œuvres complètes*.

ciales? C'est l'apostrophe et la réplique du dialogue qui naît entre l'acheteur et le vendeur: — l'un demandant une somme suffisante pour couvrir l'intérêt de ses capitaux, balancer les risques de sa spéculation, rétribuer généreusement son temps et son habileté; l'autre, calculant l'utilité du produit amené sur le marché, et s'interrogeant sur l'importance du sacrifice qu'il peut et doit faire pour l'obtenir. Faites que ces deux exigences ne soient pas satisfaites; rompez l'équilibre entre la somme de travail qu'il s'agit d'échanger, et l'échange ne s'effectuera pas. Si les frais de production ne sont pas couverts, le produit ne sera pas créé; car on trouve bien des Curtius pour combler les abîmes politiques, mais on ne trouve pas des capitaux toujours prêts à s'engloutir dans une industrie ruineuse. Si, d'un autre côté, le prix nécessaire du produit n'est pas en rapport avec son utilité, le demandeur disparaît et ses manufactures restent encombrées. Vous aurez beau désirer un objet, le demander, si vous ne parvenez pas à rémunérer le travail qui sert à le mettre à votre portée, votre désir restera à l'état de rêve; vous aurez beau produire chèrement, envoyer, par exemple, sur les terres équinoxiales, des patins destinés à glisser sur une glace qui n'existe pas; enfin, vous aurez beau inonder de vins précieux les pays voués à l'eau par le Coran, votre opération, pour être coûteuse, n'en sera pas moins désastreuse. Il y a donc action et réaction constantes entre les conditions de la production et l'état du marché. Une augmetation et une diminution dans les frais resserrent et dilatent tour à tour la demande; des besoins plus nombreux, plus ou moins pressants activent ou paralysent l'œuvre industrielle, et, par suite, grossissent ou diminuent les frais. C'est donc fausser la question que retrancher une de ces influences; c'est faire quelque chose d'analogue à l'acte d'un individu qui, pour établir l'équilibre dans une balance, enlèverait un des plateaux.

Ce qui prouve bien, d'ailleurs, la nécessité de combiner des lois, si mal à propos rendues antagonistes, c'est l'exagération que prennent les prix à certaines époques, et l'affaissement subit qui succède à cette hausse. Les frais de production du blé, par exemple, ne varient pas sensiblement d'une année à l'autre; la somme de travail humain qui se dépense à creuser les sillons, à semer, à préparer la moisson, reste à peu près la même; et cependant, vienne un beau soleil, une saison féconde, le prix des céréales fléchit, le pain descend à la portée des bouches les plus humbles; vienne, au contraire, une année calamiteuse, et ce sont des prix de famine qui s'établissent. Les frais de production n'ont certes pas ajouté un centime, cette année, à la valeur du blé; mais le hasard a voulu que les populations fussent trop abondantes pour les produits alimentaires, et l'influence est ainsi passée complétement à l'autre loi. Lorsque les Hollandais anéantissaient leurs splendides récoltes de Java et des Moluques, ils n'accroissaient pas d'un centime le prix de revient du gingembre, du poivre, de la muscade; ils rompaient violemment l'équation entre l'offre et la demande,

et le renchérissement de ces denrées était destiné à combler le vide artificiellement créé. Mais aussi, lorsque Crompton, Watt et Arkwright armaient l'industrie anglaise de machines infatigables et abaissaient, par l'immensité des produits et l'allégement des frais généraux, le prix des étoffes de coton et de laine, la demande recevait un stimulant énergique, et le marché obéissait à son tour aux influences de la fabrication.

Il n'est donc pas de choix à faire entre l'idée de Ricardo et l'idée de J.-B. Say, l'une et l'autre étant nécessaires pour déterminer la valeur des choses ; mais il est incontestable que les frais de production ont sur les prix une influence plus générale, plus fondamentale. Comme, en réalité, dans une organisation économique, légitime et équitable, c'est le travail qui fonde la valeur des choses et détermine la part de chacun dans la richesse collective ; comme les frais de production se composent de salaire ou rétribution d'un travail actuel, et d'intérêts ou rétribution d'un travail antérieur, on se trouve ainsi amené forcément à reconnaître pour base des prix tout ce que les marchandises ont coûté à produire. Il est même évident que les manufacturiers n'engagent leurs capitaux dans une industrie que lorsqu'ils pressentent une demande suffisamment active ; et, comme il ne peut y avoir, dès lors, de fabrication inutile, il faut bien que cette fabrication soit rémunérée, sous peine de ne plus être. D'ailleurs, si vous retranchez cette loi des frais de production, qui plonge jusque dans les entrailles mêmes du problème des échanges, quelle base offrirez-vous aux valeurs ? Vers quel centre les ferez-vous converger ? où sera votre point d'appui, et où votre levier ? Placez l'offre en face de la demande, aussi longtemps que vous voudrez ; faites les approvisionnements excessifs, faites-les insuffisants, vous n'en serez pas moins obligé de recourir, pour fixer vos opérations, au prix de revient de chaque denrée, en d'autres termes, à la somme d'efforts et de temps que l'acheteur et le vendeur veulent se concéder réciproquement sous des formes diverses. Alors seulement peut s'établir cette équation qu'on appelle échange, et que niait Montesquieu, prétendant que l'intérêt des uns se satisfait nécessairement aux dépens des autres. Si donc nous étendons sa loi à de larges catégories d'années, Ricardo nous paraît être dans le vrai et avoir vu la question de haut, puisqu'il fait prédominer la notion du travail. Mais si nous envisageons les *faits actuels*, les incidents économiques de chaque jour, les fluctuations des besoins, des idées, des goûts, il est impossible de ne pas reconnaître à la loi de J.-B. Say une influence décisive, et même de ne pas lui attribuer les perturbations, les revirements incessants que présentent les marchés.

Ce n'est que lentement, après des tâtonnements nombreux que se modifient les frais ou mieux les [1] *conditions de la production* : — les perfec-

[1] Si nous proposons l'expression *conditions de la production*, au lieu de *frais de production*, c'est qu'il est, en effet, un grand nombre de circonstances qui mo-

tionnements sont des plantes tardives qu'il faut arroser longtemps de sueurs et de capitaux : mais c'est dans un clin d'œil que se modifient le goût, les habitudes d'un pays et que surviennent les crises matérielles. A tout prendre, rien n'empêcherait de fabriquer aujourd'hui, aux mêmes frais qu'il y a tant de siècles, les catapultes, les béliers et les tortues qui servaient aux assauts de nos ancêtres : mais le canon a remplacé, avec ses rugissements et ses violences, toutes ces vieilleries de la guerre et il n'en figure plus sur nos marchés. Pour résumer maintenant en quelques mots cette dissertation qui ne nous semble pas avoir été poursuivie encore sous toutes ses faces, nous dirons que, pour un moment donné, et des intervalles restreints, le prix relève surtout de l'offre et de la demande ; mais que pour de vastes époques, ce sont les frais de production qui gouvernent le marché. L'une des deux lois est plus souple, plus actuelle, l'autre plus régulière et plus forte : l'une est la partie mobile, l'autre la partie fixe d'une autre loi générale qu'elles constituent par leur réunion, et qu'on pourrait appeler loi régulatrice des échanges, si l'on tenait absolument à lui donner un nom.

La rente de la terre [1].

Nous n'avons pas hésité à substituer, dans tout le cours de ce chapitre, le mot *rente* au mot fermage qui a servi à la plupart des écrivains, pour rendre l'expression anglaise *rent*.

On a craint, avant nous, d'introduire dans la nomenclature scientifique un terme inusité et qui commanderait la méditation [2] ; comme si la pre-

difient la valeur du travail humain, et qu'on ne saurait cependant, avec quelque justice, ranger au nombre des faits proprement dits. Ainsi l'intelligence plus élevée du producteur, le monopole du génie, sont des faits qui se retrouvent dans la valeur du produit ; il en est tenu grand compte dans le mouvement des échanges, et cependant ils n'impliquent aucun accroissement de dépense. Nous en dirons autant du privilége naturel de certaines terres et des privilèges artificiels que créent les douanes, les octrois, les corporations d'arts et métiers, etc., etc. Où sont, dans tous ces cas, les frais de production ? — Ce n'est donc pas ici une lutte de mots, un exercice philologique que nous avons voulu faire : c'est une modification qui atteint la substance même de la doctrine de Ricardo. Sans cette considération, nous n'aurions certainement pas voulu attenter à la nomenclature habituelle, si controversée, si ardue, surtout depuis le livre curieux de Malthus sur les *définitions en économie politique* : livre qui devait cependant mettre tout le monde d'accord. Nous aurions d'autant moins hasardé un nom inusité, que nous tenons pour également mal avisés ceux qui croient avoir perfectionné une machine par l'addition d'une vis ou d'un clou, et ceux qui croient avoir fait marcher une science par l'addition d'un mot. A. F.

[1] Chapitre II des *Principes*, p. 38 des *Œuvres complètes*.

[2] L'auteur veut parler du premier traducteur qui avait employé le mot *fermage* ; le mot *rente* est aujourd'hui consacré.

mière crainte ne devait pas être de vicier une démonstration par le vague, l'ambiguïté du langage. Chaque idée nouvelle dans les sciences, dans les arts, apporte avec elle sa forme, ses expressions ; et il serait aussi insensé de chercher à construire l'économie politique actuelle avec la nomenclature de Montchrétien, de Quesnay et de l'abbé Baudeau, que de faire de la chimie avec la langue de Bacon ou de Paracelse, et de bâtir nos cathédrales avec des blocs cyclopéens. D'ailleurs, si nous n'avons pas hésité ici, c'est qu'en réalité nous n'avions pas à hésiter, c'est qu'à tout prix il fallait rejeter l'ancien mot de fermage, contre lequel protestent et le sens et la lettre de Ricardo. En effet, qu'entend-on en économie politique par le mot fermage? C'est la somme payée par celui qui cultive et exploite une terre, à celui qui la possède. Qu'entend-on maintenant par le mot rente? C'est, d'après la définition même de Ricardo, cette portion du produit de la terre qu'on donne au propriétaire pour avoir le droit d'exploiter *les facultés productives et impérissables du sol.* Et la différence est ici manifeste, essentielle, tellement essentielle même que l'auteur a consacré toute une série d'arguments à la faire ressortir. Il fait plus : après avoir bien établi qu'on ne saurait donner le nom de *rente* à la portion de produit attribuée au propriétaire pour l'intérêt des capitaux consacrés à l'amélioration des terres, à la construction des granges, fermes, etc., il trace, entre ses idées et les idées générales, une ligne de démarcation profonde en disant que *dans le langage vulgaire, on donne le nom de rente à tout ce que le fermier paye annuellement au propriétaire, et qu'Adam Smith a souvent sacrifié à cette erreur du plus grand nombre.* Ainsi donc, la rente est une redevance attachée au sol lui-même, au droit de propriété, par une fiction nécessaire, je le sais, mais analogue à celle qui faisait jadis du travail un droit domanial ; — c'est en effet la faculté d'exploiter leur terre que vendent les propriétaires à l'instar des rois du moyen âge et du Sultan. Dès le moment où des placements de capitaux, des défrichements s'interposent et viennent modifier la valeur de la terre, la rente se combine avec l'intérêt, les profits, et s'absorbe alors dans le fermage, qui tantôt la dépasse et tantôt lui est inférieur.

De là des complications qui voilent souvent la notion de la rente : mais une analyse sévère la fait bientôt dégager, et il suffit de quelque réflexion pour retrouver, au milieu des autres incidents économiques, cette portion du produit qui retourne, suivant l'auteur, au propriétaire uniquement comme propriétaire. Sans cette distinction fondamentale, qui doit se refléter dans les termes de notre traduction, la théorie de Ricardo serait impossible et nous dirons même absurde. Quelque novateur qu'on soit et amoureux de systèmes inconnus, il faut s'arrêter devant des extravagances outrées que repoussent tous les esprits ; et nous placerions la théorie de Ricardo au nombre de ces extravagances, s'il avait voulu établir que le fermage, y compris l'intérêt des capitaux engagés dans la terre, n'accroit pas les frais de production. Tout devient clair, au contraire, sinon incon-

testable, si l'on admet avec l'auteur que la *rente* est indépendante de cet intérêt, et n'existe même que par la différence des frais de production sur des terrains de qualités diverses.

Ceci est donc plus qu'une rectification lexicographique, c'est, avant tout, une rectification scientifique. On disait jadis : Donnez-moi trois lignes d'un homme et je le fais pendre ; on pourrait presque dire, en général : Donnez-moi trois lignes d'un auteur à traduire, et je le rends incompréhensible. En substituant dans tout ce chapitre le mot *rente* de la terre au mot fermage, nous croyons avoir évité cette faute, et nous aurions même des autorités à invoquer, s'il en était besoin lorsqu'on a pour soi la nécessité logique.

C'est après avoir fait, dans son cours d'Economie politique, une magnifique et séduisante exposition de la *théorie de la rente*, que M. Rossi, partageant l'enthousiasme de M. Mac Culloch et de la plupart des économistes anglais, a consacré à Ricardo ces paroles qui sont une véritable couronne scientifique : « Telle est la base de cette théorie si neuve et si capitale, « qui est, disons-le, la gloire de l'économie politique moderne et qui « donne l'explication des faits économiques les plus importants et les plus « compliqués. » — Nous ne savons pas jusqu'à quel point cette théorie est moderne, puisque, déjà bien avant Ricardo et Malthus, elle avait été nettement esquissée par Anderson et E. West : mais nous sommes certain qu'elle ne constitue pas la *gloire* de l'économie politique actuelle. On n'y retrouve pas ces larges et fortes conséquences, ces arguments puissants qui font changer la face des questions et les sciences. C'est à la faveur d'hypothèses, d'analyses contestables et contestées, que Ricardo déroule la chaîne de ses aphorismes ; et tout cela pour aboutir à prouver que la rente, cette dîme passablement aristocratique, n'ajoute rien aux frais de production, c'est-à-dire, pour aboutir à une logomachie ou à une erreur. Qu'on le sache bien, la gloire de Ricardo, comme celle de l'économie politique, n'est pas là : il faut la chercher, la trouver ailleurs, et c'est ce que nous avons fait [1].

La législation des pauvres [2].

Voici l'état actuel de cette législation célèbre que la famine et une crise sociale menaçante viennent de naturaliser en Irlande. Les distributions à domicile ont été supprimées, et cette défense ne fléchit que dans certains

[1] Même chapitre des *Principes*, p. 56.

[2] Chapitre XVIII des *Principes*, p. 232.

cas exceptionnels, où des secours habilement distribués peuvent servir à compléter au dehors des salaires insuffisants, et à éviter l'encombrement du Work-house. Il n'est donc plus question ici de mendicité, ni de vasselage, ni d'aumônes dédaigneusement versées par la main du riche : il y a rémunération accordée par la paroisse à des hommes qui lui consacrent leurs efforts, leur temps. Dans le fait, les ateliers de charité, que recommandait déjà l'acte de la 43e année du règne d'Elisabeth, et que les gouvernements modernes se hâtent d'ouvrir aux époques où s'agite le lion populaire, affamé et irrité ; ces ateliers, qui n'ont, d'ailleurs, reçu d'organisation définitive qu'en Angleterre, font pour le travail ce que les greniers d'abondance font, ou sont censés faire, pour les subsistances. Ils tiennent de la main-d'œuvre en réserve, et peuvent être appelés des dépôts de salaires. Quand le travail se ralentit dans les manufactures, le flot des ouvriers que la grève jette inoccupés dans les villes et dans les champs, se dirige sur les Work-houses, y pénètre et y séjourne jusqu'au moment où les capitaux redevenus abondants font mouvoir de nouveau les cent bras des machines. Alors le reflux commence, et ce sont les ateliers de charité que désertent les travailleurs.

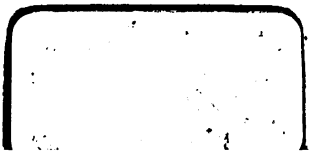
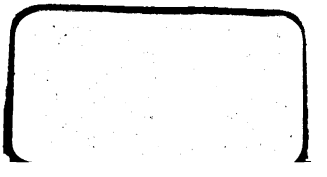
Comme agent économique, ce système présente donc des avantages incontestables, car il pose sous l'édifice manufacturier des étais solides et puissants, — comme agent moralisateur, il est peut-être plus recommandable encore. Ainsi l'indigent peut entrer tête haute dans ces asiles où l'attendent, s'il est vigoureux, du travail et des salaires ; s'il est vieux et infirme, des soins, du repos, des salles spacieuses où se réchauffent ses membres glacés ; s'il est enfant, le lait de nourrices émérites, et ces nids tapissés de linge blanc et qu'on appelle crèches. Adulte, il reçoit le prix de son œuvre actuelle ; vieillard, le prix des richesses qu'il a préparées et semées pour les générations nouvelles ; enfant, le prix de son travail futur, et peut-être de son génie. Sous le double rapport de la régularisation du mouvement industriel et de la dignité humaine, les Work-houses sont donc une institution salutaire en principe, salutaire en fait ; et, s'il est arrivé souvent, comme à Andover, comme en d'autres districts, que l'Etat ait fait payer cher aux malheureux le secours qu'il leur donne, ou plutôt qu'il échange contre leur temps et leurs sueurs ; s'il est arrivé que, sous prétexte de viande, on leur ait laissé ronger des os et d'infâmes rebuts, et que, sous prétexte de travail, on les ait épuisés avec le *tread-mill*, et abrutis avec cette infernale invention de travail inutile, — sombre reproduction des supplices mythologiques d'Ixion et de Sisyphe ; s'il est arrivé, enfin, que ces lieux de refuge aient été transformés en géhennes, ce n'est ni à l'institution elle-même, ni aux législateurs qu'il faut en demander compte. Quelque généreux et sages que soient des ministres, ils ne peuvent faire qu'il ne se glisse dans les rangs des administrateurs des âmes cruelles ou insouciantes, — ce qui revient au même, quand il s'agit de la tutelle des pauvres. Il serait tout aussi absurde de rendre le gou-

vernement anglais responsable de ces tristes accidents, que de lui attribuer les insolences des plus vils limiers de police, ou les fureurs que tels ou tels soudards commettent sur les bords de l'Indus ou du Brahmapooter. La torture est bien sortie du livre le plus doux, le plus miséricordieux, l'Evangile ; comment s'étonner de voir jaillir d'un acte du Parlement des abus et des infamies ? N'y a-t-il pas ici-bas, perdues dans le nombre, des femmes qui portent au front le stigmate des marâtres? comment n'y aurait-il pas des hommes portant le stigmate de mauvais directeurs de Workhouses ? Sans doute, l'existence qu'on y a faite aux pauvres, n'a pas les douceurs et les joies ineffables d'un Phalanstère, d'une Icarie, d'une Utopie, d'une île de Barataria, ou de toute autre villégiature dessinée à la plume, et bâtie sur le terrain capricieux de l'hypothèse et des souscriptions ; sans doute les règlements veulent que le mari soit séparé de sa femme et de ses enfants, et qu'il impose à son âme cette privation momentanée au profit de son corps [1] ; sans doute, enfin, le Work-house a pris aux yeux du pauvre une teinte morne, une physionomie de geôle qui l'en éloigne souvent ; mais tous ceux qui ont visité ces établissements, et ont suivi attentivement les résultats de la réforme de 1834, doivent rester convaincus de l'éminente supériorité de la loi actuelle et de l'exagération outrée de la plupart des élégies écrites à l'adresse des dignitaires de Sommerset street. Nous en avons parcouru plusieurs, sous le coup de ces préventions que nous prenions pour une philanthropie éclairée, et nous avons été doucement surpris de voir régner partout l'ordre, la propreté, l'abondance, la décence. Certes, dans un asile ouvert à toutes les infirmités, et où l'on peut entendre gémir l'enfant qui naît, à côté du vieillard qui expire, on ne peut espérer trouver la gaieté, la fraîcheur d'un pensionnat de demoiselles : mais ce qu'on y cherche, c'est un travail modéré, c'est une nourriture abondante, c'est une infirmerie constamment et largement pourvue ; c'est, en un mot, une existence assurée. Ces choses, je les ai rencontrées presque partout, et là où elles n'existent pas, le cri de l'opinion, le contrôle des inspecteurs, la rumeur publique les font bientôt rétablir.

Il est triste, j'en conviens, je le déplore, de vendre au travailleur l'existence matérielle au prix de sa liberté et des joies de la famille ; mais les abus qui accompagnent tout système de charité légale sont bien autrement déplorables. Mieux vaut mille fois les scandales isolés du régime actuel que le spectacle des luttes honteuses que se livraient les paroisses entre elles pour se décharger de l'entretien des indigents, sous prétexte de je ne sais quelles conditions de domicile : — comme si la charité était une affaire de clocher, et comme si, en passant d'un bourg à un autre, on pouvait perdre le droit d'être secouru par ses frères ! — La grande et forte main du pays s'est substituée aujourd'hui à ces petits égoïsmes lo-

[1] Voir sur l'acte de 1834, la note que M. Joseph Garnier a jointe à son édition de l'*Essai de Malthus*. — Édit. Guillaumin. A. F.

caux ; et si l'on ne voit plus, comme jadis, les pauvres se marier pour percevoir double taxe, des filles estimées d'autant plus précieuses qu'elles ont plus de bâtards à offrir en dot à l'époux, et les enfants pulluler comme autant de titres à la bienfaisance publique ; si l'on ne voit plus les paroisses acquitter la plus grande partie du salaire des agriculteurs, et les indigents se livrer à ce *farniente* délectable, à cette flânerie de lazzarone, que M. Gustave de Beaumont nous a dépeints si spirituellement ; en revanche, on ne voit plus les ouvriers honnêtes repoussés impitoyablement des Work-houses, ni une cour d'assises juger en *un* an 4,700 conflits entre les paroisses et les indigents. Exécuté avec bienveillance, le régime actuel nous paraît donc fort supportable. Il ne présente ni le gaspillage ruineux d'une bienfaisance publique aveugle, ni les caprices de la charité privée, dont il seconde d'ailleurs les généreux efforts, en faisant donner par l'Etat l'exemple de la sollicitude pour les classes ouvrières. Plus doux, il manquerait à ces deux résultats, et ramènerait l'Angleterre aux dilapidations, et, par suite, aux turpitudes qui grossissent si tristement la fameuse enquête de 1833.

Personne ne s'avisera certes de trouver barbares, sauvages, des règlements qui créent un abri pour les infirmités sociales, allégent le fardeau des sécessions industrielles, et vont jusqu'à permettre l'usage du tabac dans l'intérieur des Work-houses. Nous avons pu contempler dans une vaste cour, avec un étonnement mêlé de joie, six ou huit vieilles femmes assises, le visage tourné vers un mélancolique soleil de janvier, et fumant leur pipe sur les débris de leur jeunesse et de leur santé, avec une philosophie digne de matrones indiennes. Nous avons assisté, de plus, dans l'asile de Manchester, à des exhibitions de côtelettes, de légumes, tout à fait rassurantes sur la férocité des directeurs, et qui nous firent ajourner la malédiction qui leur était destinée. En Angleterre, comme dans la plupart des pays dits civilisés, le vice est donc moins dans le système qui soulage les pauvres, que dans celui qui les crée, dans les vestiges d'aristocratie, de despotisme, de féodalité, qui gênent la libre expansion de la pensée, de la richesse, de l'égalité. Les Work-houses sont les tristes correctifs du servage, de la douane, des priviléges, des substitutions : supprimez les uns, vous supprimez les autres, et la question du paupérisme touche à sa fin.

FIN.